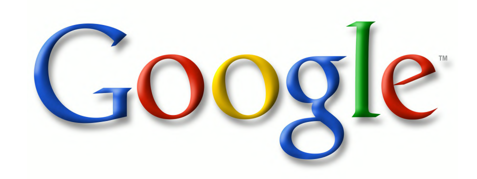
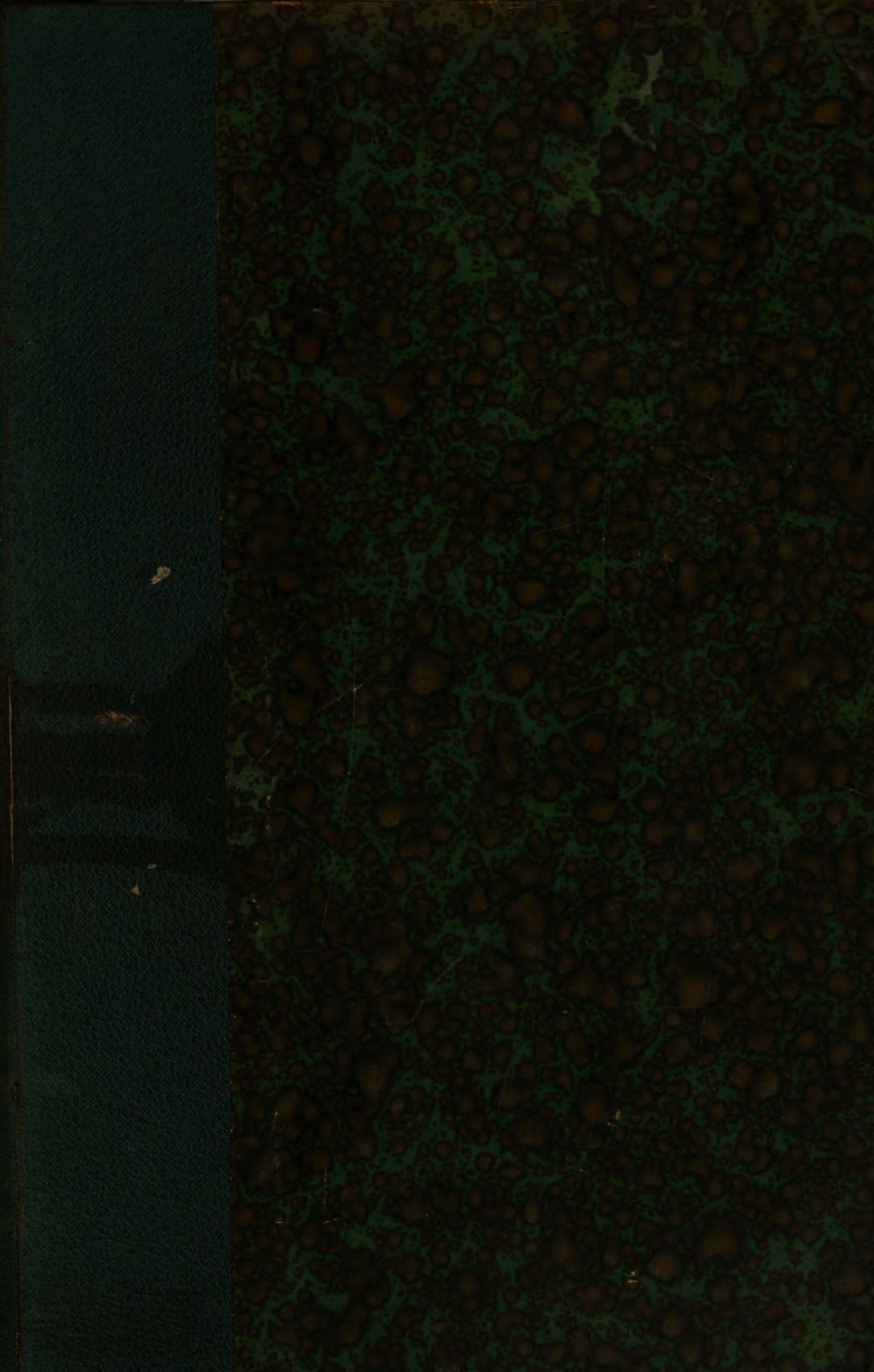
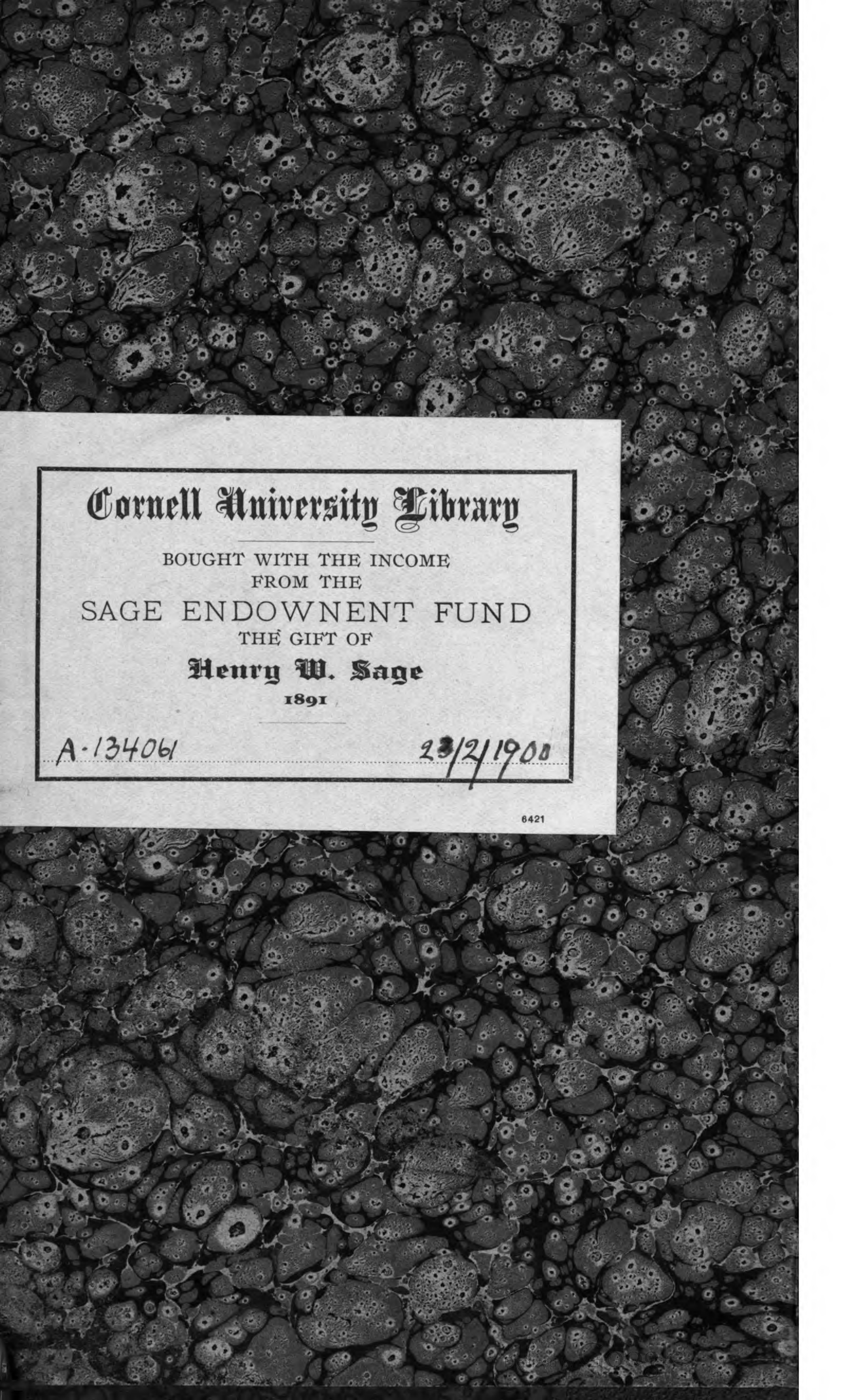

Google




Cornell University Library
BOUGHT WITH THE INCOME
FROM THE
SAGE ENDOWNENT FUND
THE GIFT OF
Henry W. Sage
1891
A-134061
23/2/1900
6421

LA BELGIQUE
SOUS L'EMPIRE

ET LA DÉFAITE

DE WATERLOO

1804-1815

PAR

SYLVAIN BALAU

AUTEUR DE : *Soixante dix ans d'Histoire contemporaine de Belgique*

ILLUSTRÉ D'UNE CARTE DES OPÉRATIONS MILITAIRES DE 1815

TOME II

PARIS
E. PLON, NOURRIT ET Cie
Libraires-Editeurs
10, RUE GARANCIÈRE, 10

LOUVAIN
CHARLES FONTEYN, AÎNÉ
Libraire-Editeur
6, RUE DE BRUXELLES, 6

1894

LA BELGIQUE SOUS L'EMPIRE

ET LA DÉFAITE DE WATERLOO

1804—1815

LA BELGIQUE
SOUS L'EMPIRE

ET LA DÉFAITE

DE WATERLOO

1804-1815

PAR

SYLVAIN BALAU

AUTEUR DE : *Soixante dix ans d'Histoire contemporaine de Belgique*

ILLUSTRÉ D'UNE CARTE DES OPÉRATIONS MILITAIRES DE 1815

TOME II

PARIS
E. PLON, NOURRIT ET Cie
Libraires-Editeurs
10, RUE GARANCIÈRE, 10

LOUVAIN
CHARLES FONTEYN, AÎNÉ
Libraire-Editeur
6, RUE DE BRUXELLES, 6

1894

CHAPITRE VII

Transport du Pape à Fontainebleau. — Projet de concordat entre le Pape et l'empereur. — Inquiétudes du Saint-Père. — Publication du concordat. — Lettre de protestation de Pie VII. — Nomination de nouveaux titulaires aux sièges de Gand et de Tournai. — Samuel de Saint-Médard et le chapitre de Tournai. — L'abbé de la Brue de Saint-Bauzille et le chapitre de Gand. — Persécutions exercées contre les séminaristes flamands.

Napoléon avait écrit de son camp de Dresde, le 21 mars 1812, au prince Borghèse, son beau-frère, gouverneur général des départements au-delà des Alpes, pour lui donner l'ordre de transférer secrètement le Souverain Pontife de Savone à Fontainebleau. Cette mesure était motivée par la nécessité d'empêcher les Anglais de s'emparer de Pie VII pour le transporter soit en Sicile, soit en Espagne. « Venant d'apprendre, disait l'empereur, que les vaisseaux anglais sont devant Savone, je pense qu'il est nécessaire de mettre le Pape en sûreté. » Cette prétendue nécessité était-elle bien le motif déterminant de la translation du Saint-Père à Fontainebleau? Il y a lieu d'en douter. M. d'Haussonville nous assure avoir fait au *Foreign office* et dans les archives de l'amirauté les recherches les plus minutieuses, sans trouver la moindre trace du projet que Napoléon prête à plusieurs reprises au gouvernement anglais. Nos scrupuleuses investiga-

tions, ajoute-t-il, nous font même douter qu'aucun bâtiment de la marine britannique se soit, à l'époque indiquée par la lettre de l'empereur, montré en vue de Savone. Il semble donc qu'il faille chercher en dehors de ces préoccupations le motif qui inspira l'empereur dans sa soudaine détermination. Peut-être, comme le pense l'éminent écrivain français, ne rêvait-il d'autre chose que des joies de sa prochaine victoire et des satisfactions encore plus grandes qui suivraient son triomphant retour en France. Le jour où il arriverait dans sa capitale, le front ceint d'une nouvelle auréole de gloire, il voulait être assuré d'y rencontrer l'obstiné Pontife qui n'avait pas encore consenti à fléchir devant lui. Le Saint-Père serait bien obligé cette fois de reconnaître la suprématie du conquérant invincible qui aurait mis le continent tout entier sous sa loi. Tel fut, à notre avis, dit M. d'Haussonville, la véritable raison des ordres envoyés par l'empereur, quelques jours avant le passage du Niémen.

Le Souverain Pontife devait être transporté au château impérial de Fontainebleau en grande hâte et surtout en grand secret. Il ne fallait pas donner l'éveil aux habitants dont le Pape devait traverser le pays, ni risquer de les voir, comme jadis, se porter avec enthousiasme au-devant de la voiture pontificale. « Les précautions seront prises, écrivait l'empereur au prince Borghèse, pour que le Pape traverse Turin de nuit, qu'il ne s'arrête qu'au Mont-Cenis, qu'il traverse Chambéry et Lyon de nuit; il ne faut pas qu'il voyage en habits pontificaux, mais seulement en habits ecclésiastiques, et de manière que nulle part, excepté au Mont-Cenis, il ne puisse être reconnu. »

M. d'Haussonville nous raconte, d'après les documents qu'il a consultés, la façon étrange dont furent exécutés les ordres de l'empereur. Le 9 juin, vers les cinq heures de l'après-midi, M. de Chabrol et le commandant de gendarmerie Lagorse se présentèrent ensemble au palais du Saint-Père. Pie VII était en train de faire sa sieste. Ces messieurs le firent aussitôt réveiller et lui annoncèrent qu'il fallait, dans peu d'heures, partir pour la France. Le Pape résigné ne souleva aucune objection. Le commandant Lagorse exigea que le Saint-Père quittât ses mules blanches pour qu'on pût en ôter la croix brodée qui les décore, et qu'on barbouillât le tout avec de l'encre, ce que Pie VII prit en grande patience, remettant, aussitôt après cette opération, sa chaussure encore humide. On coupa en même temps avec des ciseaux le cordon qui soutenait la croix d'or que les papes portent suspendue sur la poitrine ; on coiffa ensuite le Souverain Pontife du chapeau d'un simple prêtre, lui permettant d'ailleurs de se couvrir d'une espèce de surtout de couleur grise qui lui appartenait. Ce fut dans cet accoutrement qu'un peu avant minuit, accompagné du préfet et du commandant de gendarmerie, Pie VII dut traverser à pied et en grand mystère les rues de la ville pour monter, hors de Savone, dans une voiture où le docteur Porta fut admis à prendre place à ses côtés. Ordre avait été donné à toute la domesticité papale de ne pas souffler mot du départ de leur maître. Ils reçurent même pour instruction de ne pas sortir du palais et de continuer leur service comme à l'ordinaire. Pendant sept jours consécutifs, ils continuèrent d'apporter avec appa-

rat le dîner du Pape dans son appartement vide et d'allumer les bougies de l'autel auquel il était censé dire sa messe. Pour plus de sûreté, M. de Chabrol prit la peine d'aller plusieurs fois en grand uniforme au palais épiscopal, comme s'il rendait visite au Pape. Les habitants de Savone ne soupçonnèrent point un départ qui leur avait été si habilement dissimulé.

Pendant quelques jours, le voyage alla pour le mieux; mais en approchant de l'hospice tenu par les moines du Mont-Cenis, le Saint-Père, qui souffrait d'une incommodité de vieillard à laquelle une allure si rapide et si fatigante ne pouvait qu'être funeste, tomba en peu d'heures fort dangereusement malade. Les douleurs dont Pie VII se plaignaient étaient atroces et mettaient évidemment sa vie en péril. Lorsque la voiture du Pape s'arrêta vers deux ou trois heures du matin, le vendredi 12 juin, à la porte du triste couvent qu'entourent des neiges éternelles, ce fut avec effroi que les religieux en virent descendre à grand'peine le vicaire du Christ à moitié agonisant et si faible qu'ils purent le croire un instant destiné à venir terminer dans ces lieux désolés sa longue et pénible carrière.

Le capitaine Lagorse était au comble de l'anxiété. Il écrivit à Turin. Ordre en revint de continuer la route. Cela était de toute impossibilité. M. Lagorse envoya chercher un chirurgien, mais les circonstances se prêtaient mal à une délicate opération chirurgicale. Le docteur Claraz employa des remèdes moins dangereux, et, quarante-huit heures après, Pie VII était non point guéri, ni même tout

à fait soulagé, mais rendu à la vie. Un lit organisé tant bien que mal dans la voiture reçut le Saint-Père, et le cortège pontifical reprit sa route à toute bride. Depuis le Mont-Cenis jusqu'à Paris, il ne s'arrêta dans aucun lieu tant soit peu habité. Le commandant Lagorse permit qu'on séjournât dans quelques relais de poste isolés. La voiture cadenassée du Saint-Père était alors abritée pour quelques heures dans une remise dont le prudent gendarme emportait sur lui les clefs. Ce fut ainsi, au milieu d'intolérables souffrances, mais sans laisser échapper un mot de plainte, que Pie VII, après avoir traversé la nuit Chambéry et Lyon, suivant les ordres de l'empereur, arriva accablé de fatigue à Fontainebleau, le 19 juin, aux environs de midi. Le concierge du château n'était point prévenu; il déclara qu'il ne pouvait rien prendre sur lui et qu'il allait en référer à ses supérieurs. Afin de concilier toutefois avec l'accomplissement de son devoir la compassion dont il ne pouvait se défendre, il offrit au Saint-Père de l'installer provisoirement dans une maison particulière qu'il possédait non loin du palais. Ce fut dans ce modeste logis que, durant la même soirée, Pie VII reçut la visite du duc de Cadore apportant l'ordre tardif de mettre en état et de garnir de meubles magnifiques les appartements destinés au Souverain Pontife.

Pie VII, toujours souffrant, resta, pendant trois semaines environ, sur son lit de douleur, renouvelant toutes les inquiétudes que l'on venait d'éprouver pour sa vie. A peine rétabli de ses souffrances, il jeta un regard de souveraine indifférence sur les splendeurs de sa nouvelle résidence.

Il déclara qu'il entendait y mener une vie aussi retirée qu'à Savone. Il y avait été conduit contre son gré et s'y considérait comme prisonnier. Il n'usa point des voitures et des chevaux qu'on lui offrait, refusa d'officier publiquement dans la chapelle du palais et s'interdit même d'aller prendre l'air dans les jardins. Il recevait avec une froide bonne grâce le ministre des cultes, ainsi que tous les grands fonctionnaires de l'empire, qui se rendaient par ordre auprès de lui, mais il ne s'ouvrait de rien avec eux. L'accueil qu'il fit aux cardinaux mandés de Paris, à l'archevêque de Tours, aux évêques de Nantes, de Trèves et d'Evreux, et surtout au cardinal Maury, ne fut pas plus encourageant. On eût voulu ouvrir la voie à de nouvelles négociations et décider le Pape à se fixer dans la capitale de l'empire; mais il devint bientôt évident qu'on ne gagnerait rien sur la résolution bien arrêtée du Saint-Père de se renfermer dans un rôle purement passif. Cette résignation lui coûtait assez peu ; quant à la profonde retraite dans laquelle il continuait à s'ensevelir, elle était conforme à ses goûts et aux habitudes de sa jeunesse écoulée dans la solitude du cloître. Ce n'était en aucune façon une privation pour lui de consacrer ses journées au jeûne et à la prière, ayant pour unique distraction les entretiens de l'archevêque d'Edesse, Mgr Bertalozzi, et parfois, à ses moments perdus, le soin de réparer lui-même, comme un simple moine, les petits dommages que l'usure et le temps avaient apportés à ses vêtements pontificaux. On a dit parfois qu'il n'ouvrait pas un livre de toute la journée. La vérité est que la bibliothèque du

palais ne contenait probablement pas le genre d'ouvrages dont le Saint-Père avait alors besoin. Il est assez naturel qu'il ait demandé à d'autres qu'aux fonctionnaires impériaux les traités religieux et les ouvrages spéciaux qui pouvaient lui être utiles pour se défendre contre les prétentions toujours croissantes du gouvernement français. L'abbé Garnier, devenu supérieur de Saint-Sulpice, a plus d'une fois, rapporte M. d'Haussonville, raconté à des personnes encore vivantes qu'il avait envoyé au Saint-Père, par un intermédiaire sûr, les œuvres de Saint-Cyprien, le cours de droit canon de Van Espen et plusieurs autres volumes dont il avait oublié les titres.

Le Pape vécut paisiblement dans la solitude qu'il s'était faite, et le calme s'établit autour du palais de Fontainebleau jusqu'au jour où Napoléon, désabusé de ses gigantesques espérances, revint en France, humilié par les revers de la campagne de Russie. Il devait en coûter beaucoup à l'orgueil de l'empereur de reprendre lui-même des rapports brusquement interrompus, il y avait à peine un an. Le renouvellement de l'année fut le prétexte qu'il saisit pour adresser, le 29 décembre, à Pie VII une lettre complimenteuse. Pour reconnaître cet acte de courtoisie, le Saint-Père envoya le cardinal Doria complimenter l'empereur à Paris. On arrêta de commun accord que les négociations seraient reprises, et Napoléon désigna, pour traiter en son nom, l'évêque de Nantes, Mgr Duvoisin. Celui-ci, en arrivant à Fontainebleau, y rencontra déjà établis les quatre cardinaux Doria, Dugnami, Ruffo, de Bayanne et Mgr Bertalozzi, qui logeaient tous

dans le palais même, ainsi que le docteur Porta. Bientôt il y fut rejoint par l'archevêque de Tours, l'évêque de Trèves et celui d'Evreux. Si l'on excepte M. de Chabrol, qui venait d'être nommé préfet de la Seine, le Pape se trouva donc entouré des mêmes personnages qui l'avaient naguère si longtemps assiégé à Savone de leurs continuelles instances. Le croirait-on ! s'écrie M. d'Haussonville, Mgr Duvoisin était chargé de produire à Fontainebleau des exigences plus grandes encore que toutes celles dont on avait jusqu'alors entretenu le Saint-Père.

« Le Pape et ses successeurs, lisait-on entre autres articles dans le projet de traité remis à l'évêque de Nantes, jureront, avant leur couronnement, de ne rien ordonner et de ne rien exécuter qui soit contraire aux articles de la déclaration de 1682. Le Pape et ses successeurs n'auront droit, à l'avenir, qu'à la nomination d'un tiers des membres du Sacré-Collège, et celle des deux autres tiers sera dévolue aux souverains catholiques. Le Pape désapprouvera et condamnera, par un bref solennel, la conduite des cardinaux qui n'ont pas assisté à la cérémonie religieuse du mariage de l'empereur, qui d'ailleurs leur rendra ses bonnes grâces et leur permettra de se réunir au Saint-Père, pourvu qu'ils consentent à signer ce même bref. Les cardinaux Di Pietro et Pacca seront exclus de cette amnistie, et jamais il ne leur sera permis de se rapprocher du Pape. »

Le reste du projet était rédigé à l'avenant. Il y était stipulé que Pie VII devait résider à Paris. Il pourrait y recevoir les ministres et les chargés d'affaires des puissances étrangères, qui jouiraient

près de lui des immunités et privilèges accordés aux membres du corps diplomatique. Afin qu'il ne subsistât d'ailleurs aucun doute sur la situation dépendante dans laquelle l'empereur entendait maintenir le Souverain Pontife, un article spécial portait qu'il jouirait d'un revenu net de deux millions qui serait prélevé sur ses domaines aliénés. L'empereur entendait nommer lui-même les évêques des Etats romains, comme ceux du reste de l'empire. Il exigeait toujours qu'après un délai de six mois, les sujets nommés fussent de plein droit institués par le Pape et, à défaut du consentement du Pape, par le métropolitain ou par le prélat le plus ancien de la province.

On se représente aisément le trouble de Pie VII en écoutant de pareilles propositions. Mais une entente parfaite était établie entre toutes les personnes de son entourage, appliquées à le blâmer de son intempestive opposition aux volontés de l'empereur, ardentes à lui représenter sous les couleurs les plus noires les maux affreux de l'Eglise, et n'hésitant pas à en rejeter sur lui l'entière responsabilité. Déjà pareil assaut avait été livré au Saint-Père à Savone, et ses forces physiques y avaient succombé. Les mêmes causes ne devaient pas tarder à produire les mêmes résultats. « Le Pape est extrêmement agité, écrivait Mgr Duvoisin au ministre des cultes. Il ne dort pas. Sa santé est altérée. En ce moment, je ne le crois pas en état de soutenir une discussion. Il n'a que très peu de confiance dans les personnes qui l'entourent. Il persiste à dire qu'il a le plus grand désir de satisfaire l'empereur, mais que sa conscience ne lui permet pas de se pronon-

cer seul, prisonnier et sans conseil. Cependant il me faut une réponse. J'épie le moment où je pourrai la lui demander sans lui causer trop d'émotion. »

Cette lettre était datée de Fontainebleau, le 13 janvier 1813. Remise le 14 à M. Bigot de Préameneu, elle était probablement le 16 ou le 17 entre les mains de l'empereur. Le 18, une chasse à courre était commandée dans des bois qui n'étaient pas éloignés de Melun. Tout à coup, vers le milieu de la journée, laissant là chiens et piqueurs, Napoléon se fit amener une chaise de poste, et, comme si l'idée lui en avait été soudainement inspirée par le seul voisinage, il donna ordre de le conduire à Fontainebleau, où d'avance l'impératrice avait été invitée à se rendre de son côté.

Est-ce beaucoup s'aventurer, demande M. d'Haussonville, que de supposer Napoléon moins pressé en cette circonstance de savoir des nouvelles du Pape que de venir en aide, par sa présence, à son négociateur embarrassé? Est-ce le noircir injustement que de lui prêter l'intention d'arracher lui-même, s'il était nécessaire, cette réponse qu'il désirait si fort, mais que l'évêque de Nantes n'osait exiger immédiatement du Saint-Père, de peur de lui causer une trop vive émotion? Il nous répugnerait d'aller plus loin encore et de nous figurer l'empereur pressé d'entrer en lutte avec le Souverain Pontife, parce que Mgr Duvoisin le lui représentait comme agité, souffrant et devenu incapable de soutenir une discussion. Certes l'empereur était le dernier homme qui eût besoin de prendre, contre qui que ce fût, un si misérable avantage. Quoi qu'il en soit des motifs qui amenèrent à Fontainebleau

ce visiteur inattendu, Pie VII l'accueillit avec une évidente satisfaction. La nuit était tombée. Le Pape, ainsi qu'il en avait l'habitude, causait, après son repas du soir, avec les cardinaux et les évêques logés au palais, lorsque la porte du salon, s'ouvrant inopinément, livra passage à Napoléon. Chacun eut hâte de se retirer. Alors, courant vers le Pape, l'empereur le serra dans ses bras, lui donna un baiser, dit le cardinal Pacca, et le combla de marques d'amitié. Les conférences furent remises au lendemain; elles eurent toujours lieu entre Pie VII et Napoléon enfermés tête à tête et durèrent plusieurs jours.

Que se passa-t-il durant ces intimes entretiens, on ne l'a jamais su au juste. Il est faux que, dans un mouvement de colère, l'empereur ait osé frapper le Pape et le traîner par les cheveux. Pie VII, que ses plus intimes serviteurs hésitaient à interroger, et qui n'aima jamais à s'expliquer sur les incidents de cette entrevue, a toujours nié les voies de fait. Il a donné seulement à entendre que l'empereur lui avait parlé avec « hauteur et mépris, jusqu'à le traiter d'ignorant en matières ecclésiastiques. » De son côté, Napoléon, dans les notes dictées à Sainte-Hélène, ne dit absolument rien au sujet des entretiens de Fontainebleau. Il se borne à affirmer qu'il fit preuve, en cette circonstance, de plus de patience que ne comportaient sa situation et son caractère. Si l'on connaît mal le détail de ces conférences préliminaires, le résultat en est, au contraire, authentique. A parcourir seulement le texte du nouveau concordat, on s'aperçoit d'abord que l'empereur n'hésita point à rabattre beaucoup

de ses prétentions primitives. Il n'est plus question ni des quatre propositions de l'Eglise gallicane, ni de l'intervention des puissances catholiques dans la composition du Sacré-Collège. La résidence à Paris n'est plus imposée au Saint-Père. L'empereur a cessé d'exiger que les cardinaux noirs fussent blâmés, et n'impose plus au Souverain Pontife l'obligation de bannir de sa présence les cardinaux Di Pietro et Pacca. Il y a plus : s'il maintient le terme fatal de six mois pour l'institution canonique des évêques, il octroie, en retour, certaines concessions, qui tenaient fort au cœur du Pape et qu'à Savone il lui avait impitoyablement refusées. Les six évêchés suburbicaires de Rome étaient rétablis et rendus à la nomination du Saint-Père. Il avait, en outre, le droit de nommer directement, soit en France, soit en Italie, à dix évêchés qui devraient être ultérieurement désignés. A l'égard des évêques des Etats romains absents de leurs diocèses par suite des événements, le Pape pouvait les nommer à des évêchés *in partibus* en attendant qu'ils fussent replacés aux sièges vacants soit de l'empire, soit du royaume d'Italie. La Propagande, la Pénitencerie, les archives seraient établis dans le lieu du séjour du Saint-Père. Enfin l'empereur rendait sa faveur aux cardinaux, évêques, prêtres et laïques qui avaient encouru sa disgrâce par suite des événements actuels. Pour engager le Souverain Pontife à signer ce nouveau concordat, on lui fit entendre que ce n'étaient là que des articles préliminaires, et que l'on devait seulement les rendre publics après que la commission des cardinaux aurait trouvé le moyen de les mettre à exécution. Pie VII fit d'ailleurs

constater dans le préambule de l'acte que les articles dont il était composé devaient servir de base à un arrangement définitif.

La dernière conférence eut lieu dans la soirée du 25 janvier 1813. Le Pape se trouvait en proie à une horrible anxiété. Se tournant vers les conseillers qui l'entouraient, il les interrogea des yeux pour leur demander encore une fois leur pensée sur les concessions qu'on exigeait de lui. Le cardinal le plus rapproché du Saint-Père baissa la tête et s'inclina de manière à faire entendre qu'il fallait céder et ne pas avoir d'inquiétude. Le Pape se laissa enfin entraîner et signa en tremblant ces malheureux articles qui changeaient d'une façon si étrange la condition séculaire de l'Eglise catholique. Napoléon signa lui-même aussitôt, de sorte que ce traité, remarque le chanoine De Smet, eut encore cela d'extraordinaire qu'au lieu d'être signé d'abord par les plénipotentiaires et ratifié ensuite par les souverains, il ne porta que la signature des hautes parties contractantes, sans aucune mention de leurs ministres.

Une fois le concordat signé, Napoléon ne resta pas plus de trois jours à Fontainebleau. Il engagea aussitôt les évêques de France à célébrer par un *Te Deum* sa réconciliation avec le Saint-Siège, donna publiquement aux cardinaux Doria et Ruffo la décoration de la Légion d'honneur, nomma le cardinal de Bayanne et l'évêque d'Evreux sénateurs, les évêques de Nantes et de Trèves conseillers d'Etat. Il s'agissait d'avertir, par ces actes publics, la masse entière des fidèles que les sujets de Sa Majesté avaient une nouvelle raison d'être

plus que jamais attachés à leur empereur. Napoléon avait voulu aussi, avons-nous dit, rendre sa situation extérieure un peu meilleure en faisant un acte agréable à son beau-père l'empereur d'Autriche. Marie-Louise avait assisté de sa personne à la dernière conférence, mais cela ne suffisait point. A peine le nouveau concordat fut-il signé qu'une copie en fut transmise à l'empereur François, avec prière toutefois de ne pas rendre cette pièce publique.

Napoléon semblait avoir atteint le double but qu'il poursuivait par ses négociations avec le Souverain Pontife. Les hésitations du Saint-Père réveillèrent bientôt ses défiances. Aussitôt après le départ de l'empereur, Pie VII était tombé dans une profonde mélancolie. Les conséquences que pouvaient avoir pour l'Eglise les concessions qui venaient de lui être arrachées se présentèrent à sa conscience sous les couleurs les plus noires. Il en parla aux cardinaux Di Pietro, Gabrielli et Litta, arrivés les premiers à Fontainebleau, et vit alors dans toute leur étendue les suites funestes de sa condescendance. De plus en plus plongé dans un morne accablement, il alla jusqu'à s'interdire de célébrer le saint-sacrifice. Lorsque le cardinal Pacca arriva, le 18 février, son effroi fut extrême en voyant devant lui le malheureux Pontife courbé, pâle, amaigri, les yeux enfoncés, presque éteints et immobiles. Un tel aspect émut de pitié l'ancien prisonnier de Fénestrelle, et comme il se précipitait aux pieds de Pie VII et le félicitait du courage avec lequel il avait supporté une si longue captivité, celui-ci reprit avec tristesse : « Cependant,

nous avons, hélas! fini par nous rouler dans la fange. Ces cardinaux m'ont traîné devant ce bureau et m'ont fait signer (1). »

Déjà le Pape avait fait connaître ses regrets et ses hésitations en refusant de recevoir une somme de 300,000 fr. envoyée de Paris comme acompte sur son traitement de deux millions. Certaines objections soulevées à Fontainebleau contre la rédaction des bulles d'institution, demandées pour des évêques récemment nommés, confirmèrent les soupçons de l'empereur. Dans le dessein évident de lier de plus en plus le malheureux Pie VII, Napoléon prit aussitôt la résolution de communiquer au Sénat, le 14 février, les articles d'un arrangement jusqu'alors resté secret, et qui, d'après les termes mêmes dans lesquels il était conçu, n'avait encore rien de définitif.

Jusque là, une partie des cardinaux, consultés par le Pape, avaient recommandé avant tout un silence prudent et mettaient leurs espérances dans de prochains compromis. En divulguant prématurément les concessions arrachées au Saint-Père, Napoléon mit les torts de son côté, et la grande majorité des membres du Sacré-Collège se décida en faveur d'une complète et immédiate rétractation. Restaient à trouver les moyens d'exécution. Il fut décidé que le Pape se rétracterait par une lettre directement adressée à l'empereur et qu'une copie de cet acte serait remise à tous les cardinaux avec invitation de la répandre par tous les moyens pos-

(1) Ma ci siamo infine sporcificati... Quei cardinali mi strarscinarono al tavolino et mi fecero sottoscrivere. (*Mém. du cardinal Pacca,* IV partie, chap. Ir).



sibles. Les choses ainsi convenues, tous les obstacles n'étaient pas encore levés. Il fallait que Pie VII écrivît de sa main la copie destinée à l'empereur. Or, il était si faible, si abattu, qu'il pouvait à peine tracer quelques lignes par jour. En même temps, la surveillance à laquelle le Pape se trouvait soumis était si peu scrupuleuse qu'un employé de la police venait, chaque jour, pendant qu'il célébrait la messe, visiter sa chambre, ouvrait avec de fausses clefs son bureau, ses armoires, et inspectait tous ses papiers. Pie VII, qui s'en était aperçu, ne pouvait donc laisser sans danger aucun écrit dans ses appartements. Voici comment on se tira d'affaire : chaque matin, au retour de la messe, les cardinaux Di Pietro et Consalvi apportaient à Pie VII le papier sur lequel il avait écrit la veille, et le Pape y ajoutait quelques lignes. Vers les quatre heures de l'après-midi, le cardinal Pacca entrait dans les appartements du Saint-Père, et la même opération se renouvelait. Le cardinal cachait ensuite la minute et la copie sous ses habits, et les portait dans la maison qu'habitait en ville le cardinal Pignatelli. Il fallut nécessairement à Pie VII un temps assez long pour s'acquitter ainsi de sa tâche laborieuse. Enfin, le 24 mars au matin, le Souverain Pontife fit appeler le commandant de gendarmerie Lagorse, lui remit la lettre et lui recommanda de la porter sur-le-champ à l'empereur.

La démarche de Pie VII, remarque M. d'Haussonville, dérangeait de fond en comble tous les desseins de l'empereur. Il avait espéré laisser derrière lui, au moment de rentrer en campagne, un Pontife résigné à son sort, sinon pleinement satisfait de sa

nouvelle position. Il avait compté sur le nouveau concordat pour lui ramener, au dedans, l'affection décroissante du clergé français et de ses sujets catholiques, pour maintenir et fortifier, au dehors, l'alliance désormais assez problématique de l'empereur d'Autriche. De ce beau rêve, un moment entrevu, il ne restait plus rien. Tout le bénéfice de l'effort tenté à Fontainebleau lui était soudainement enlevé. Que faire, cependant? Un éclat aujourd'hui aurait tout compromis, et ce n'était pas à l'empereur qu'eût profité un appel adressé en ce moment à l'opinion publique. Napoléon préféra regarder la protestation du Pape comme non avenue; il ordonna d'en faire un mystère à tout le monde, surtout aux ecclésiastiques de son empire. Il ne put s'empêcher toutefois de mettre à exécution les mesures qu'il tenait prêtes dans sa colère. Dans la nuit du 5 avril, un agent du duc de Rovigo entrait dans la chambre du cardinal Di Pietro, et, sans lui permettre de revêtir aucun des insignes de sa dignité, l'obligeait à partir immédiatement pour Auxonne, où il resta déporté jusqu'à la chute de l'empire. Le commandant Lagorse, un instant transformé en chambellan du Pape, reprit son uniforme de gendarme et signifia au cardinal Pacca et aux autres membres du Sacré-Collège le mécontentement de l'empereur. S'ils désiraient rester dans cette ville, ils devaient s'abstenir d'entretenir le Pape d'affaires, n'écrire aucune lettre soit en France, soit en Italie, se tenir dans l'inaction la plus complète et se borner à faire au Pape des visites de pure convenance. S'ils agissaient autrement, ils compromettraient leur liberté. Cette communication avait évidem-

ment pour but, en effrayant les cardinaux, de les empêcher de donner la moindre publicité à la protestation du Saint-Père. Afin de mieux établir qu'il considérait la lettre de Pie VII comme non avenue, et le concordat de Fontainebleau comme désormais en pleine vigueur, l'empereur fit publier un décret qui le rendait obligatoire pour les archevêques, les évêques et les chapitres. Il manda en même temps à M. Bigot de Préameneu d'avoir à lui apporter en conseil un état des sièges épiscopaux alors vacants et une liste de présentation. Douze évêques, soigneusement choisis sur cette liste, furent sur-le-champ désignés par l'empereur, et, parmi les diocèses ainsi pourvus de nouveaux titulaires, se trouvaient ceux de Troyes, de Gand et de Tournai. Toutes les mesures que nous venons d'énumérer étaient datées des premiers jours d'avril 1813, et, le 15 du même mois, Napoléon, ayant pourvu à sa manière à l'expédition des affaires religieuses de l'empire, partait enfin pour Mayence, afin d'y aller prendre le commandement de son armée d'Allemagne (1).

(1) Talleyrand termine par les réflexions suivantes son récit des luttes de l'Empire avec le St-Siège : « Je n'ai plus rien à ajouter, ce me semble, pour constater combien a été odieuse toute la conduite suivie par lui (Napoléon) envers le Pape, depuis 1806. Mais je tiens encore plus peut-être à faire ressortir les fautes énormes, au point de vue de la politique générale, qui ont été commises par l'empereur dans ses relations avec la cour de Rome.

Lorsque, en 1801, Napoléon rétablit le culte en France, il avait fait non seulement un acte de justice, mais aussi de grande habileté : car il avait immédiatement rallié à lui, par ce seul fait, les sympathies des catholiques du monde entier ; et, par le concordat avec Pie VII, il avait raffermi sur une base solide la puissance catholique un moment ébranlée par la révolution française, et dont tout gouvernement sensé en France doit aider le développement, ne fût-ce que pour l'opposer aux envahis-

Parmi les fâcheuses mesures dont l'empereur avait en partant légué le soin à son ministre, figurait l'obligation de faire à tout prix reconnaître et instituer les évêques récemment nommés aux sièges de Troyes, de Tournai et de Gand. Ces trois diocèses

sements du protestantisme et de l'Eglise grecque. Or, quelles sont les forces principales du catholicisme, comme de toute puissance, si ce n'est l'unité et l'indépendance? Et ce sont précisément ces deux forces que Napoléon voulut saper et détruire, le jour où, poussé par l'ambition la plus insensée, il entra en lutte avec la cour de Rome. Il s'attaqua à l'unité de l'Eglise catholique, en voulant priver le Pape du droit d'instituer les évêques; à son indépendance, en arrachant au Saint-Siège son pouvoir temporel.

L'institution des évêques par le Pape est le seul véritable lien qui rattache toutes les Eglises catholiques du monde à celle de Rome. C'est elle qui maintient l'uniformité des doctrines et des règles de l'Eglise, en ne laissant arriver à l'épiscopat que ceux reconnus capables par le Souverain Pontife de les soutenir et de les défendre. Supposez un moment ce lien rompu, vous tombez dans le schisme. Napoléon était d'autant plus coupable à cet égard qu'il avait été éclairé par les erreurs de l'Assemblée constituante. Je ne crains pas de reconnaître ici, quelque part que j'aie eue dans cette œuvre, que la constitution civile du clergé, décrétée par l'Assemblée constituante, a été peut-être la plus grande faute politique de cette Assemblée, indépendamment des crimes affreux qui en ont été la conséquence. Il n'était pas permis, après un pareil exemple, de retomber dans la même erreur et de recommencer contre Pie VII les persécutions de la Convention et du Directoire contre Pie VI, qui avaient été si sévèrement et si justement blâmées par Napoléon lui-même.... Ajoutons que Napoléon était moins justifiable que tout autre d'agir comme il l'a fait, après avoir rencontré dans Pie VII les facilités les plus inespérées, pour régler les affaires de l'Eglise, et une mansuétude et une douceur qui ne se sont pas démenties un seul instant....

La destruction du pouvoir temporel du Pape par l'absorption des Etats romains dans le *grand empire* était, politiquement parlant, une faute non moins grave. Il saute aux yeux que le chef d'une religion aussi universellement répandue sur la terre que l'est la religion catholique a besoin de la plus parfaite indépendance pour exercer impartialement son pouvoir et son influence. Dans l'état actuel du monde, au milieu des divisions territoriales créées par le temps, et des complications politiques résultant de la civilisation, cette indépendance ne peut exister que si elle est garantie par une souveraineté temporelle. Il serait aussi absurde de vouloir remonter aux temps de la primitive Eglise, où le Pape n'était que l'évêque de Rome, parce que le christianisme était

commençaient à se remettre des troubles précédents; la nomination malencontreuse des nouveaux titulaires fit renaître, avec une déplorable vivacité, toute l'ancienne querelle.

Le siège de Tournai avait été dévolu à Samuel de Saint-Médard, âgé de septante-deux ans, ancien curé de l'île d'Oléron et alors vicaire de la Rochelle. Le gouvernement notifia la nomination au chapitre et demanda pour le nouvel évêque des pouvoirs de vicaire général. Les chanoines se réunirent aussitôt et résolurent de répondre au ministre des cultes qu'il leur était impossible de satisfaire au désir du gouvernement. En même temps, ils députèrent les vicaires généraux MM. Haze et Gallouin à Paris, pour expliquer les raisons qui ne leur permettaient pas d'accorder une pareille juridiction. Le ministre reçut les députés avec bienveillance. Dans deux entretiens successifs, il discuta longuement les motifs qu'ils lui alléguèrent, mais ils ne purent rien

renfermé dans l'empire romain, qu'il était insensé à Napoléon de prétendre faire du Saint-Père un évêque français. Que devenait alors le catholicisme dans tous les pays qui ne faisaient pas partie de l'empire français? Que penserait la France si le Pape était entre les mains de l'Autriche ou de toute autre puissance catholique? Le croirait-elle bien impartial, bien indépendant? Quelque illusion que pût se faire Napoléon sur l'étendue et sur la durée de sa puissance, dans sa personne ou dans celle de ses successeurs, il ne devait pas créer un précédent aussi dangereux et qui pouvait, un jour, être fatal à la France. 1814 a prouvé que, dans ce genre, rien n'était impossible.

Je m'arrête : j'en ai dit assez pour montrer tout le mal que l'insatiable ambition de l'empereur préparait pour la France dans l'avenir. Mais, me diront peut-être les révolutionnaires de l'espèce de ceux de 1830, pourquoi, alors, avoir rétabli la religion, la papauté? C'est Napoléon lui-même qui leur a d'avance répondu en faisant le concordat de 1801; mais c'est le Napoléon vraiment grand, éclairé, guidé par son beau génie, et non par les passions furieuses, qui, plus tard, l'ont étouffé. » (*Mémoires de Talleyrand*, t. II, p. 122).

obtenir. M. Bigot de Préameneu finit par leur dire qu'il prendrait les ordres de Sa Majesté, et qu'il les exécuterait littéralement, quelque rigoureux qu'ils fussent.

Le ministre des cultes se flattait d'écarter tous les obstacles, en arrachant à Mgr Hirn une déclaration qui confirmerait d'une manière explicite sa démission donnée au mois de novembre 1811. L'évêque, sous la menace d'être enfermé au donjon de Vincennes jusqu'à la fin de ses jours, signa, le 1er juillet 1813, l'acte qu'on réclamait de lui, et dont voici la teneur :

« Messieurs du chapitre, je soussigné déclare et signe de ma main qu'au moyen de ma démission de mon siège qui m'a été demandée, et que j'ai donnée par la soumission aux volontés de Sa Majesté l'Empereur et Roi, nul dans le diocèse de Tournai, ni hors d'icelui, ne pourra user soit directement, soit par substitution ou délégation, des pouvoirs qu'il aurait reçus précédemment de moi, à quelque époque que ce soit; que ces pouvoirs (s'il en existait encore) dans les mains de qui que ce pût être, sont et demeurent, de mon expresse volonté et sans aucune exception, nuls et de nul effet, ma dite volonté étant de n'avoir, ni de prendre aucune part directe ni indirecte à l'administration du diocèse de Tournai; en sorte que rien de ma part, ou à mon occasion, ou à cause de moi, ne doit faire obstacle à ce que le successeur qu'il a plu à Sa Majesté de me donner puisse, en attendant son institution canonique, administrer le dit diocèse conformément aux règles établies pour le cas du siège vacant. »

Cette pièce fut remise à l'abbé de Saint-Médard. L'évêque intrus se mit alors en route pour la Belgique, malgré les instances d'un député que le chapitre de Tournai avait envoyé vers lui à La Rochelle, malgré les remontrances de son propre évêque qui voulait le détourner de s'exposer à une démarche aussi inconséquente que téméraire. Il arriva à Tournai le 16 juillet, accompagné du préfet de Jemappes, et se logea au palais épiscopal. Le lendemain, le préfet en informa le chapitre et l'invita à se rendre à l'évêché. Les chanoines se réunirent dans la salle de leurs séances et chargèrent M. Haze de prendre la parole en leur nom. Ils se rendirent ensuite à l'évêché où ils étaient attendus. M. de Saint-Médard les accueillit d'abord avec bonté et leur dit qu'il désirait vivre en paix avec eux, mais qu'il voulait, d'autre part, en attendant ses bulles, administrer le diocèse de concert avec les autres vicaires capitulaires. M. Haze lui fit observer l'embarras dans lequel le chapitre se trouvait. D'un côté, la démission de Mgr Hirn, fût-elle libre et volontaire, n'avait pas été acceptée par le Saint-Siège; ce prélat n'était donc pas encore dégagé du lien spirituel qui l'attachait à son Eglise; l'évêché de Tournai n'était point vacant d'après les lois canoniques, et, partant, le chapitre n'avait aucune juridiction. D'un autre côté, quand même il serait prouvé qu'en fait l'évêché de Tournai fût réellement vacant par la démission absolue du titulaire, et que le chapitre fût investi du droit de pourvoir à l'administration du diocèse par la nomination de vicaires capitulaires, il ne pourrait ni légitimement, ni validement, d'après le concile de Lyon et la dis-

cipline générale de l'Eglise, nommer, pour administrateur, l'ecclésiastique appelé à occuper le siège épiscopal.

Cet acte de courage mécontenta l'abbé de Saint-Médard, et le préfet, qui avait assisté à l'entrevue, congédia les chanoines en les invitant à se réunir au plus tôt, afin de faire droit à la demande de l'évêque nommé. Le chapitre résolut d'envoyer secrètement un prêtre instruit et prudent à Fontainebleau pour informer le Souverain Pontife de la situation religieuse du diocèse de Tournai et en recevoir une règle de conduite. Aussi chercha-t-il à gagner du temps avant de se prononcer. Le 19, M. Haze proposa, en séance du chapitre, de s'adresser aux curés du diocèse et de prendre leur avis sur ces deux questions : « D'après l'acte du 1er juillet, doit-on établir des vicaires capitulaires? M. de Saint-Médard peut-il leur être associé? » On représenta à l'évêque nommé que, par ce moyen, il y aurait plus d'ensemble dans les sentiments et dans la conduite du clergé. L'abbé de Saint-Médard se rendit à ces raisons. Mais on n'avait pu recueillir encore qu'une partie des réponses du clergé, quand on reçut une lettre du ministre des cultes. M. Bigot se plaignait vivement des délais du chapitre qu'il qualifiait de révolte; l'abbé de Saint-Médard insistait de son côté et fixait comme terme fatal, pour obtenir une décision, le jeudi 5 août. Le préfet devait, ce jour-là, assister à la réunion capitulaire. Heureusement la décision du Saint-Père arriva dans l'intervalle : le chapitre était autorisé à élire des vicaires généraux, en excluant l'abbé de Saint-Médard. Les chanoines n'attendirent point l'arrivée

du préfet. Le 3 août, ils nommèrent vicaires capitulaires MM. Gosse et Maton. Après cette nomination, M. Gosse proposa de donner à l'évêque nommé le titre de grand vicaire honoraire, sans aucun droit de prendre part à l'administration spirituelle. Ce moyen terme reçut l'approbation des chanoines, mais l'abbé de Saint-Médard déclara qu'il ne pouvait s'en contenter et parut peu touché des suites que devait avoir son obstination. Les chanoines informés de sa réponse s'en tinrent au choix de MM. Gosse et Maton, en se réservant de leur adjoindre d'autres administrateurs si le besoin l'exigeait. Aussitôt après, les vicaires généraux et la plupart des membres du chapitre songèrent à se mettre en sûreté; dès le 2 août, les élèves du séminaire avaient été renvoyés dans leurs familles.

L'orage qui était prévu ne tarda pas d'éclater. Le 5 août, le préfet étant arrivé à Tournai manda aussitôt les chanoines à l'hôtel du Singe d'Or où il était descendu. M. de Dam s'y rendit à six heures du soir, mais aucun autre membre du chapitre ne s'y présenta. M. Gosse avait répondu par écrit en renouvelant la proposition de nommer M. de Saint-Médard vicaire général honoraire, ou du moins de borner ses fonctions à la correspondance avec le ministre et aux objets purement civils et politiques. Le préfet exprima à M. de Dam son étonnement de le voir seul; il le congédia et fit convoquer le chapitre pour le lendemain à huit heures. M. de Dam répondit à son appel avec M. Hardenpont; les autres chanoines crurent prudent de ne pas quitter leurs retraites. Alors le préfet se répandit en invectives contre les membres du chapitre ab-

sents, contre le président et les professeurs du séminaire, leur reprochant « de s'être soustraits par la fuite à la gloire du martyre. » Il prit ensuite trois arrêtés fort singuliers. Par le premier, il ordonna au maire de Tournai de se mettre en possession du temporel de la cathédrale et d'apposer les scellés sur tout ce qui appartenait à la fabrique. Par le second, il prescrivit les mêmes mesures pour le séminaire, plaça les professeurs sous la surveillance du maire de Tournai, et les séminaristes sous la surveillance de leurs maires respectifs, avec obligation de se présenter devant eux toutes les fois qu'il leur serait enjoint de le faire et défense de s'absenter sans un congé du maire visé par le sous-préfet. Par le troisième, il annula la délibération du 3 août comme irrégulière et suspecte, défendant aux élus de s'en prévaloir, et à qui que ce fût de les reconnaître comme vicaires généraux. Suivant ces bizarres ordonnances, le diocèse de Tournai n'aurait eu aucune espèce de gouvernement, puisqu'on ne voulait reconnaître ni les grands vicaires de l'évêque, ni ceux du chapitre, et que l'abbé de Saint-Médard n'avait évidemment aucune espèce de pouvoirs.

Le 22 août, le préfet revint à Tournai avec le comte Réal, directeur général de la police, et manda M. Gosse, à qui il offrit une sauvegarde pour se rendre à son audience. Celui-ci y vint en effet. Le préfet lui fit de vifs reproches d'avoir pris part à l'élection du 3 août. Il lui posa plusieurs questions auxquelles il exigea une réponse par écrit : avait-il été nommé président de l'assemblée du chapitre ? en avait-il accepté le titre ? où se trouvait le re-

gistre contenant la délibération? était-il résolu à faire usage des pouvoirs qu'il avait reçus? ne les avait-il pas communiqué à d'autres? M. Gosse promit de répondre à ces questions. Rentré chez lui, il écrivit sa réponse. Elle portait qu'il avait d'abord refusé la présidence, qu'il l'avait ensuite acceptée pour ramener le chapitre à des voies de conciliation, qu'il ignorait où étaient les registres, qu'il devait remettre ses pouvoirs à l'autorité ecclésiastique et non à l'autorité civile, mais qu'il n'userait de ces pouvoirs qu'avec l'agrément de M. de Saint-Médard. Avant son départ pour Mons, le préfet vit encore M. Gosse. Celui-ci donna alors sa démission de vicaire capitulaire; puis il eut une entrevue avec M. de Saint-Médard chez qui il accepta une invitation à dîner avec M. Hardenpont. Tant de condescendance ou plutôt de faiblesse ne suffit point cependant pour le mettre entièrement à l'abri des tracasseries du gouvernement.

L'agitation était extrême dans tout le diocèse, dont les habitants voyaient d'un mauvais œil la domination française et ne dissimulaient en aucune façon leur sympathie pour la cause de l'Eglise. M. Maton continuait à vivre dans la retraite. Plus ferme et d'ailleurs plus instruit que son collègue, il soutenait la fidélité du clergé et pourvoyait en secret aux besoins de l'administration diocésaine. La police impériale ne négligeait rien pour le découvrir; elle inquiétait les curés qui étaient soupçonnés d'entretenir avec lui des relations; elle en jeta plusieurs en prison parce qu'on les accusait de lui avoir donné asile. Toute cette agitation ne pouvait rester ignorée de l'empereur. Il en reçut à

Dresde la nouvelle contrariante. Comme il venait de battre à Lutzen les armées ennemies (1), il jugea l'occasion excellente pour mettre à la raison par quelque mesure rigoureuse tous les ecclésiastiques qui faisaient opposition à ses desseins.

« Je donne ordre au ministre de la police, écrivit-il, le 14 août, à M. Bigot de Préameneu, de faire arrêter tous les chanoines de Tournai et de les faire mettre dans un séminaire, d'envoyer les séminaristes qui ont moins de dix-huit ans dans les séminaires de l'ancienne France, et ceux qui ont plus de dix-huit ans à Magdebourg, de faire prêter aux professeurs des séminaires le serment d'enseigner les quatre propositions de l'Eglise gallicane, comme cela se faisait avant la révolution, ou, sur leur refus, de les faire arrêter. Vous ferez suspendre sur-le-champ les bourses du séminaire. Je viens de prendre un décret à ce sujet. Vous ferez connaître par le canal du préfet aux principaux prêtres du diocèse que, si j'apprends encore de leur part la moindre rébellion, je supprimerai l'évêché et priverai la ville de Tournai du privilège d'avoir un évêque. Je la réunirai à un autre diocèse, ou je transporterai le siège dans une ville voisine de l'ancienne France. »

Le décret impérial supprimant le séminaire parut vers la fin du mois d'août et fut mis à exécution. Le gouvernement, ne pouvant se saisir de M. Maton, avait résolu d'exploiter jusqu'au bout la trop facile condescendance de son collègue. Le 31 août, le maire de Tournai vint demander à M. Gosse une

(1) Voir le chapitre suivant.

déclaration qu'il lui présenta de la part du comte Réal, lui faisant entendre que c'était le seul moyen d'éviter la prison. Cette déclaration était conçue en ces termes : « Je soussigné déclare que je n'avais aucun droit de délibérer dans l'assemblée capitulaire du 3 de ce mois, d'y voter et de la présider, que mon opinion est que les pouvoirs de vicaire capitulaire, réclamés par M. de Saint-Médard, doivent lui être accordés, et qu'en conséquence, si M. de Saint-Médard était nommé, je donnerais à tous les autres l'exemple d'une pleine et entière soumission. » Saisi de frayeur, M. Gosse signa comme on l'exigeait de lui. Néanmoins il fut interné à Cambrai, où il devait rester, sous la surveillance de Mgr Belmas, jusqu'à ce que l'évêque nommé eût reçu ses pouvoirs.

Cependant M. de Saint-Médard parlait à tout propos de ses bons services et de ses efforts pénibles pour prévenir de plus grands malheurs. Il ne demandait plus d'avoir part à l'administration spirituelle; il se bornait à réclamer le titre honorifique qu'il avait si longtemps dédaigné. Il fit assurer les chanoines qu'ils pouvaient sortir de leurs retraites et qu'on leur garantissait une entière liberté. Ce fut en vain : aucun ne parut. Alors on décida que le chapitre devait être considéré comme dissous, et qu'il y avait lieu de faire une nouvelle élection avec les chanoines dont on pouvait disposer, MM. Gosse et Hardenpont. On rappela le premier de son exil de Cambrai; il se mit docilement aux ordres de M. de Saint-Médard et convoqua le chapitre, le 15 octobre. Aucun chanoine ne répondit à son invitation. Au jour fixé, le 19 du même mois, M. Gosse, en sa

prétendue qualité de président, et M. Hardenpont, représentant, croyait-il, tout le chapitre, se rendirent à la salle capitulaire, accompagnés de M. Bouly, chanoine honoraire, qu'ils désignèrent comme secrétaire. Dans ce conciliabule, ils agrégèrent M. de Saint-Médard à l'administration du diocèse. Le 29 octobre, M. Gosse, dans une circulaire envoyée aux curés du diocèse, leur fit connaître qu'à dater de ce jour les séances du vicariat seraient reprises et se tiendraient à l'évêché. MM. Gosse et de Saint-Médard s'y réunirent, et M. Bouly remplit les fonctions du secrétariat. Mais ils furent aussitôt abandonnés par la presque totalité des ecclésiastiques qui exerçaient le ministère paroissial, et M. Maton fut seul reconnu comme vicaire général. Il continua de se cacher pour éviter la prison ou l'exil, et, lorsqu'il se rendait chez quelque curé, il se déguisait en ouvrier ou en marchand. A plusieurs reprises, il fut sur le point d'être appréhendé par les gendarmes qui étaient à sa recherche; mais, grâce à sa présence d'esprit, il eut l'avantage de ne jamais tomber dans leurs mains.

Le gouvernement impérial agit avec plus de violence encore dans le diocèse de Gand, où, par suite des troubles de 1811, les grands vicaires Martens et Goethals, ainsi que le secrétaire Van Schauwenberg, devaient se tenir cachés pour se soustraire à la persécution. Dès le 20 avril, le ministre des cultes avait ordonné au chapitre de donner des pouvoirs de vicaire général à l'abbé de la Brue de Saint-Bauzille, nommé récemment à l'évêché de Gand. Des six chanoines qui avaient concouru à l'élection de 1811, l'un, M. de Graeve était décédé;

un autre, M. de Raymaecker, avait renoncé à son canonicat. Des quatre qui restaient, trois étaient disposés à seconder les vues du gouvernement; c'étaient MM. Lebègue, de Loen et Papeleu. M. De Meulenaere se montra plus ferme et parut décidé à réparer les torts qu'il avait eus autrefois. Le 28 avril, il répondit à la missive ministérielle par un exposé de principes clair et substantiel.

« Le siège de Gand, y disait-il, est universellement considéré comme encore occupé par Mgr de Broglie, ce prélat n'ayant pas été dégagé par le Saint-Siège du lien spirituel qui l'attache à son Eglise, et ce sentiment est conforme à l'opinion de l'Eglise universelle, à la doctrine de tous les auteurs et spécialement des évêques de France, députés à la convention nationale. Quant à l'élection de M. de la Brue au poste d'administrateur du diocèse de Gand, pourrais-je prendre la liberté d'observer à Votre Excellence que le chapitre, destitué lui-même de toute juridiction, ne peut naturellement en passer aucune à personne, et que, quand même le chapitre se trouverait dans le cas d'une vacance de siège, et d'avoir juridiction à exercer, on est généralement d'avis que, d'après le concile de Lyon, d'après le concile de Trente, d'après les décrétales et bulles de plusieurs Souverains Pontifes, d'après la discipline générale de l'Eglise et la pratique même presque constante de l'Eglise de France, il ne pourrait, ni légitimement, ni validement, les transmettre à une personne nommée au siège épiscopal : de manière que, le siège fût-il vacant, le clergé ne croirait pas encore pouvoir suivre M. de la Brue, comme administrateur

du diocèse. » Le grand vicaire insistait sur la nécessité de maintenir la paix dans le diocèse le plus populeux de l'empire et citait l'exemple de Mgr de Pradt, qui, respectant les principes et l'opinion, ne prenait, disait-il, aucune part à l'administration du diocèse de Malines.

Le ministre ne répliqua point à cette lettre, mais il prouva peu après qu'elle n'avait fait aucune impression sur son esprit. L'impératrice-régente nomma, le 6 mai suivant, à un canonicat titulaire M. De Bast, chanoine honoraire et desservant de Saint-Nicolas. Celui-ci accepta la nomination avec plus de reconnaissance que de sagesse, puisqu'elle avait lieu en vertu du droit de régale, inconnu en Belgique et assurément inapplicable dans un diocèse dont le siège n'était point vacant.

Les choses demeurèrent dans le même état jusqu'aux premiers jours du mois de juillet. A cette époque, M. De Meulenaere fut appelé chez le préfet, qui lui donna lecture d'une lettre émanée du ministère. Cette pièce était d'une violence extrême, pleine d'injures et de menaces, et le préfet Desmousseaux la commenta durement en assurant qu'on déporterait au pied des Pyrénées ceux qui refuseraient d'obéir. Le 9 juillet, M. de la Brue arriva à Gand, accompagné de Maxime Seguin de Pazzis en qualité de secrétaire. Ce dernier était un homme d'un caractère hardi et inconsidéré, astucieux et fourbe, prêt à tout feindre, jusqu'à la science même, pour mieux parvenir à son but. Il avait paru autrefois renoncer à l'état ecclésiastique et en avait même déposé l'habit, cherchant dans l'administration des places qu'il ne put obtenir ;

mais, en 1809, il avait de nouveau endossé la soutane et avait été nommé vicaire général du diocèse de Troyes.

Dès le lendemain de son arrivée, l'évêque nommé reçut au palais épiscopal MM. De Meulenaere, de Loen, Papeleu, Lebègue et De Bast. M. de la Brue leur adressa des paroles dictées, en apparence, par le plus pur esprit de modération : « Je me présente au milieu de vous, leur dit-il, comme simple prêtre; mon intention est de ne m'immiscer en rien dans l'administration du diocèse; j'attendrai du Souverain Pontife la confirmation des pouvoirs que l'empereur m'a transmis. » Les espérances de paix que ces paroles avaient fait concevoir furent bientôt évanouies. Le soir du même jour, l'abbé de Pazzis alla trouver M. De Meulenaere et lui déclara qu'il fallait élire M. de la Brue vicaire capitulaire. Sur les objections qu'on lui fit, il s'emporta et ne répondit que par des menaces et des invectives. Trois jours après, il se rendit au séminaire, s'entretint assez longtemps avec le supérieur, M. Van Hemme, et se retira peu satisfait des sentiments que celui-ci lui avait fait apercevoir. Croyant trouver plus de condescendance chez les professeurs, il demanda avec eux une conférence à laquelle M. Ryckewaert seul se présenta. Douceur, animosité, menaces, arguments, tout fut employé par M. de Pazzis, et rien ne lui servit. Ses menaces furent reçues avec le mépris qu'elles méritaient, ses arguments mis en contradiction évidente, lui-même réduit au silence et contraint de s'en aller, avec le secret dépit de voir encore cette démarche rester infructueuse.

M. Bigot de Préameneu avait cependant pris

des mesures pour donner plus de force aux prétentions de l'évêque nommé. Le moyen qu'il jugea le plus convenable fut de s'adresser de nouveau à Mgr de Broglie. La faible santé de ce prélat n'avait pu supporter longtemps le climat des îles Sainte-Marguerite. Le manque d'air et d'exercice avait épuisé ses dernières forces, lorsque l'ordre vint tout à coup de le reconduire à Beaune, moins par un mouvement d'humanité, dit-il lui-même dans la relation adressée plus tard au Saint-Père, qu'afin de lui tendre de nouveaux pièges. En effet, M. de Cossé-Brissac, préfet de la Côte-d'Or, avait reçu l'ordre de faire venir Mgr de Broglie à Dijon et de lui présenter à signer la formule de déclaration à laquelle avait adhéré déjà Mgr Hirn. A peine remis de maladie, encore placé entre la vie et la mort, terrifié par la menace d'être de nouveau traité en criminel d'Etat et renvoyé aux îles Sainte-Marguerite, Mgr de Broglie eut un moment de faiblesse; il consentit, le 8 juillet 1811, à mettre son nom au bas d'un écrit rédigé en termes assez obscurs et par lequel il confirmait, d'une façon plus explicite, sa démission antérieure.

M. De Meulenaere eut la faiblesse de céder. Il envoya cet acte à tous les doyens du diocèse et convoqua, pour le 22 juillet, l'assemblée du chapitre. Au jour fixé, se réunirent en effet MM. De Meulenaere, de Loen, Lebègue, Papeleu et De Bast. MM. Goethals et Martens ne se présentèrent point, mais tous deux envoyèrent une protestation formelle contre l'élection que méditaient leurs collègues. Ceux-ci ne tinrent aucun compte de ces protestations; ils prirent lecture de la déclaration

de Mgr de Broglie et amplifièrent de leur mieux la liberté et la maturité de jugement avec lesquelles le prélat captif l'aurait signée. Enfin, sans aucun égard aux règles canoniques, ils nommèrent vicaires capitulaires MM. de la Brue, De Meulenaere et de Loen. Dès le lendemain, MM. Boussen et Bernaert, secrétaires de l'évêché, déclarèrent qu'ils ne pouvaient, ni ne voulaient, en aucune manière, concourir aux actes de l'administration nommée dans l'assemblée schismatique du 22 juillet.

Une fois élu, il ne restait à l'évêque nommé qu'à procéder au premier acte d'intrusion. Le 25 juillet, tandis que les séminaristes célébraient la fête de leur président, M. Jacques Van Hemme, et ne croyaient pas que le jour qu'ils s'efforçaient de rendre si solennel dût se terminer pour eux d'une manière aussi funeste, M. de la Brue figura dans le chœur de l'église cathédrale, revêtu des ornements et occupant la place de grand vicaire. On se doute bien que de Pazzis ne manqua point d'y aller jouir de son triomphe; il parut en habit de chœur à côté de celui dont il avait si bien servi la cause. A l'heure où les séminaristes devaient selon l'usage se rendre aux offices de la cathédrale, un sentiment unanime et spontané, le cri de leur conscience les arrête : on se presse, on s'exhorte à ne pas coopérer au schisme par une démarche scandaleuse; trois seulement, qui ne se sentaient pas le même courage, se détachèrent du nombre et se présentèrent au chœur. En vain la cloche de la cathédrale, au lieu de sonner un quart d'heure comme d'habitude, sonna trois quarts d'heure ; presque toutes les

places restèrent désertes, car, outre les séminaristes, aucun des chanoines honoraires ne se rendit à l'office.

Le vicariat impérial n'attendit pas longtemps pour vaincre cette opposition. A midi, une lettre munie de la signature des trois prétendus grands vicaires fut remise au supérieur du séminaire et lui intima l'ordre de se présenter au chœur, l'après-midi, accompagné, comme de coutume, de trente-six théologiens. Ce fut pour M. Van Hemme un signal de se mettre à couvert de l'orage qui le menaçait. L'ordre resta sans exécution, et des trois séminaristes qui s'étaient rendus aux offices du matin, deux seulement y retournèrent l'après-midi. M. de la Brue n'avait plus osé courir la chance de recevoir un affront; il s'abstint de reparaître à la cathédrale.

On s'attendait que les nouveaux capitulaires demanderaient raison de ce mépris qu'on avait eu de leur autorité et que la puissance séculière les appuyerait de tous les moyens. En l'absence du président et de M. Ryckewaert, qui, seul de tous les professeurs, habitait le séminaire, la responsabilité retombait tout entière sur le directeur, M. Van den Driessche, qui possédait la confiance universelle, étant un homme d'un calme parfait et d'une vertu consommée. Vers les sept heures du soir, de Pazzis, accompagné de MM. De Meulenaere et de Loen, fit son entrée au séminaire, en fit fermer les portes au nom de l'empereur des Français, roi d'Italie, et de je ne sais quel tribunal de première instance, s'assura des clefs et demanda d'abord le supérieur, puis à son défaut le directeur de l'établisse-

ment. Après une espèce d'interrogatoire judiciaire sur son nom, sa qualité et ses fonctions, il interpella M. Van den Driessche s'il reconnaissait l'autorité des vicaires capitulaires élus. Le directeur répondit par un non fortement accentué. « Hé quoi! s'écria de Pazzis, vous êtes donc plus éclairé que tous les évêques de France et d'Italie — Sans m'arroger les lumières de ces évêques, j'en possède assez pour voir que, dans les circonstances actuelles, je ne puis reconnaître M. de la Brue comme vous me l'annoncez, et que je dois honorer dans MM. De Meulenaere et de Loen la seule qualité de chanoines — Vous écrirez, Monsieur, ce que vous venez de proférer et vous le signerez — Je ne vois pas qu'il soit nécessaire de vous donner mes sentiments par écrit, encore moins de les signer; je suis prêt à les répéter en temps et lieu, et, du reste, on vous croira sur parole. »

Ne voyant rien à gagner de ce côté, de Pazzis se mit à discourir sur le scandale énorme qu'avaient donné les séminaristes, demanda la liste de leurs noms et délibéra avec sa suite sur la manière la plus convenable de les haranguer. Les faire comparaître séparément eût été une opération trop longue, et il ne voulait pas les réunir à la chapelle, parce que, disait-il, le Saint Sacrement y reposait. Il se décida à leur parler au réfectoire. Le directeur, prévoyant la fâcheuse issue de cette imprudente démarche, fit tous ses efforts pour l'empêcher. Il offrit d'entrer seul avec M. De Meulenaere; il proposa d'avancer les vacances. L'abbé de Pazzis demeura inébranlable. Nul, si ce n'est lui, ne devait leur parler.

L'entrée de l'abbé impérial au réfectoire causa une profonde émotion parmi les élèves. A peine eut-il passé le seuil qu'il commença sa harangue en ces termes : « Messieurs, je viens vous mettre devant les yeux la faute que vous avez commise aujourd'hui. En ne paraissant pas à l'office du chœur, vous avez donné un grand scandale à toute la ville et même à tous les fidèles du diocèse ; vous avez méconnu l'autorité de vos supérieurs ; c'est un crime devant Dieu et devant les hommes. » A ces mots une seconde rumeur se fit entendre ; le mécontentement était peint sur tous les visages. De Pazzis, prévoyant un éclat, reprit sur un ton plus modéré : « Du calme, mes amis ; moi qui vous parle, je ne suis rien ; mais je suis l'organe des vicaires capitulaires ici présents et de M. de la Brue. J'ai dirigé jadis un séminaire à moi seul ; je me flatte d'avoir gagné l'affection de mes élèves, et j'ai l'espoir de gagner aussi bientôt la vôtre. » Il balbutia encore un passage des *Confessions* de Saint Augustin, dont il ne sortit pas. Puis, se tournant vers M. De Meulenaere : « Monsieur le grand vicaire, dit-il, vous exposera plus au long les principes qui doivent vous guider. » M. De Meulenaere se mit alors à expliquer en latin que le Pape ne pouvait faire entendre sa voix, que l'évêque était absent et que le seul pouvoir qui restât était le chapitre. « Or le chapitre, ajouta-t-il, a choisi pour vicaires capitulaires M. de la Brue, M. de Loen et moi. » Dans son trouble, il lui échappa de dire : *Capitulum elegit dominum de la Brue cum domino de Loen et* EGO. Ce solécisme fut accueilli par un rire universel. De Pazzis reprenant alors la pa-

role : « Demain, dit-il aux séminaristes, le scandale sera réparé ; vous comparaîtrez tous devant moi, et chacun de vous déclarera par écrit reconnaître l'élection des vicaires capitulaires faite par le chapitre. Et si quelqu'un refuse de signer, nous aurons soin que son nom soit envoyé à qui de droit. Vous vous soumettrez, ou, dès demain, vous quitterez le séminaire et vous serez enrôlés comme soldats. »

A ces menaces, qui les mettaient dans l'alternative ou de devenir complices du schisme ou d'être expulsés du séminaire, l'indignation jusqu'alors comprimée éclata. Une voix sortit de toutes les bouches : « Nous partons, non pas demain, mais sur-le-champ. Plutôt soldats que schismatiques. Partons ! » Tous ensemble allaient s'élancer vers la porte, lorsque le directeur, par un seul geste de sa main, domina le tumulte et, d'un ton calme, leur dit de se rasseoir. Il fut obéi et, à l'instant même, un silence parfait succéda à cette tempête. « Messieurs, dit-il, vous connaissez mes principes ; ayez confiance en moi ; je vous dirai ce qu'il y aura à faire. S'il le faut, je quitterai le séminaire avec vous. » Ces mots furent accueillis par des applaudissements unanimes, et tout rentra dans l'ordre. De Pazzis, pâle de frayeur, frémissant de colère et de dépit, sortit en silence du réfectoire avec ses deux compagnons. Le directeur, qui les avait suivis, leur dit : « Vous voyez, Messieurs, où vous a conduits votre imprudente démarche : le séminaire était paisible, vous y avez apporté le trouble et la confusion. Ce qui me surprend le plus, c'est que vous, M. De Meulenaere, vous, l'ami et le bienfaiteur du séminaire, vous ayez aujourd'hui aidé à le renverser. » La douleur

arracha des larmes au directeur, et il ne put continuer. En sa présence, ils eurent entre eux une longue discussion, ne sachant à quel parti s'arrêter. Ils décidèrent enfin que le séminaire serait fermé le lendemain et que les élèves pourraient partir dès le soir même.

A huit heures, M. Van den Driessche convoqua les séminaristes à la chapelle. Il leur communiqua la décision prise contre eux, et, comme il ne restait plus d'espoir, il leur laissa le choix, ou de partir ce même soir, ou d'attendre jusqu'au lendemain. Quelques-uns quittèrent le séminaire sur-le-champ. Le lendemain, le directeur réunit à la chapelle ceux qui étaient demeurés et leur adressa avant leur départ ces touchantes paroles : « Hélas! je ne vois que trop clairement la persécution à laquelle vous allez être exposés. Mais que votre courage ne chancelle pas; le Seigneur que vous aimez, puisque c'est pour sa gloire et son service que vous souffrez, le Seigneur sera votre force. Quand je pense d'un côté au triste sort qu'on vous prépare et de l'autre à la destruction de ce séminaire si nombreux et si florissant, les larmes étouffent ma voix. Hélas! vous qui deviez être un jour l'appui de ce vaste diocèse, vous qui en étiez déjà la consolation et l'espoir, vous allez être poursuivis comme des malfaiteurs. La douleur m'accable, votre infortune me perce le cœur. Quittez donc, Messieurs, cette demeure que vous chérissiez, où vous étiez si tendrement aimés; quittez cette maison que vous ne voulez plus habiter au détriment de votre conscience; quittez-la pour la gloire de Dieu et la défense de l'Eglise. » Ces paroles prononcées avec l'accent du cœur et plusieurs

fois interrompues par les larmes du directeur, excitèrent une telle émotion parmi les séminaristes que tous éclatèrent en sanglots. Quel triste spectacle que celui de ces jeunes gens qui se disaient en pleurant le dernier adieu et s'exhortaient les uns les autres à tout souffrir plutôt que de trahir les intérêts de l'Eglise! Une heure après, le séminaire était évacué. Chacun s'était rendu dans sa famille.

La destruction d'un séminaire si florissant jeta la consternation dans toute la ville. Pour en amortir l'effet, le vicariat impérial publia un *avis important*, où, décidant sans preuves que l'élection avait été faite selon les principes de la théologie et les prescriptions du droit canonique, on prétendait qu'un funeste esprit d'insubordination s'était depuis peu glissé dans le séminaire. On annonçait en même temps que cet établissement serait rétabli conformément aux principes du Concile de Trente. Cet avis, aussi calomnieux que bizarre, ne fit qu'augmenter l'impopularité des prétendus vicaires capitulaires.

Le préfet du département de l'Escaut rendit de son côté un arrêté, en date du 27 juillet, rempli d'invectives contre les supérieurs et les élèves du séminaire. Il y était statué que le maire de la ville procéderait sur-le-champ au recolement du mobilier et à la vérification des comptes tant du grand séminaire que de celui de Sainte-Barbe, qu'il y apposerait les scellés et commettrait des gardiens pour leur conservation. M. Van Hemme devait être poursuivi comme comptable public fugitif; MM. Ryckewaert et les frères De Volder, professeurs, seraient placés sous la surveillance de la police, et les élèves,

déclarés exempts de la conscription ou omis sur les listes du régiment des gardes d'honneur, seraient immédiatement appelés à l'armée. En effet une garde militaire occupa le même jour les deux séminaires, un inventaire fut dressé, l'argent remis au trésorier de la ville et les registres de comptabilité portés à la mairie. Trois jours après, le 30 juillet, le préfet du département de la Lys, M. Soult, frère du maréchal de ce nom, prit un arrêté non moins violent et convoqua devant le conseil de recensement, pour le 5 août, tous les séminaristes de son département.

Les nouveaux vicaires capitulaires avaient pour eux l'appui de la puissance impériale; mais ils ne purent obtenir l'adhésion du clergé à leur autorité schismatique. M. Goethals continua à régir le diocèse. Dans l'origine pourtant, il y eut un moment d'indécision. La démission de Mgr de Broglie était conçue en des termes si étranges que plusieurs ecclésiastiques conçurent des doutes sur les pouvoirs de son vicaire général. Pour lever toute difficulté, il suffisait de procéder à une élection *ad cautelam*, c'est-à-dire en tant qu'il en était besoin. MM. Goethals et Martens, restés fidèles à leur devoir, en avaient seuls le droit. En conséquence, M. Martens déclara choisir son collègue comme vicaire capitulaire, et celui-ci, renonçant à son droit d'élection, accepta le mandat qui lui était conféré. Pour plus de sûreté encore, M. Goethals fit parvenir à son évêque et au Souverain Pontife une relation exacte de ce qui s'était passé. Pie VII approuva tout. Mgr de Broglie s'adressa à son tour au Saint-Père, le conjurant de pourvoir aux besoins

de son diocèse. Il reçut pour réponse que c'était à lui-même qu'il appartenait d'y pourvoir, qu'il pouvait administrer le diocèse par son grand vicaire M. Goethals et lui adjoindre M. Martens, s'il le jugeait à propos. Mgr de Broglie suivit ce conseil et nomma M. Martens son second vicaire général. Sur douze cents prêtres, dont se composait le clergé flamand, les vicaires intrus purent à peine en gagner une trentaine. Ils avaient envoyé à tous les doyens les actes de l'élection capitulaire du 22 juillet, mais ceux-ci n'en tinrent aucun compte. L'un d'eux, M. Nuytens, doyen de Nevele, répondit que, ne pouvant admettre une élection contraire à la volonté du Pape, aux droits de l'Eglise et aux saints canons, il lui était impossible de les communiquer aux curés de son district. Révoqué de ses fonctions par le prétendu vicariat, ce prêtre courageux ne cessa point de les exercer, comme ses collègues, au nom de l'autorité légitime.

Afin de remplir la promesse qu'ils avaient faite de réorganiser le séminaire, les vicaires capitulaires y appelèrent tous les jeunes gens qui s'étaient fait inscrire autrefois comme aspirants à l'état ecclésiastique. La crainte qu'inspirait la conscription et l'autorité de quelques hommes puissants leur en donnèrent un assez grand nombre, qui s'accrut peu à peu jusqu'à celui de quatre-vingts, mais dont la plupart n'avaient ni les connaissances requises, ni la vocation. Pour administrer le nouvel établissement, on appela M. Collier, professeur au séminaire de Malines. Il arriva le 6 août et invita le jour suivant M. Van den Driessche à se retirer, mais voyant l'impossibilité d'établir de l'ordre dans

une maison si étrangement formée, il la quitta lui-même peu de temps après et retourna à Malines.

En même temps, se réunissait à Bruges le conseil de recrutement convoqué par le préfet. Les séminaristes y comparurent et ne démentirent pas le caractère de fermeté dont ils avaient donné des preuves si frappantes. Sur leur refus réitéré de retourner au séminaire et de reconnaître l'autorité de M. de la Brue, une trentaine d'entre eux furent envoyés à Paris pour entrer dans la garde impériale ; soixante autres furent incorporés dans la garde départementale de Bruges. Napoléon, qui avait reçu aux environs de Dresde le rapport de ce qui s'était passé au séminaire de Gand, ne trouva point ce traitement assez rigoureux. Aussi, quand les séminaristes du département de l'Escaut furent appelés à leur tour devant le conseil, il ne fut pas question de les désigner pour faire partie de corps d'élite ou pour demeurer dans le pays ; tous ceux qu'on trouva capables de porter les armes furent conduits à la forteresse de Wezel, où les rejoignirent bientôt ceux qu'on avait laissés à Bruges.

Escortés de gendarmes et menés comme des bandits, la piété des fidèles les attendait de toutes parts sur leur passage. Les habitants d'Alost se distinguèrent particulièrement en cette rencontre : non contents de faire ouvrir les prisons où on les avait jetés, ils leur procurèrent tout ce qu'ils crurent capable d'adoucir leur pénible position. A Louvain, M. Buzen, autrefois professeur de médecine à l'ancienne université, père de notre ancien ministre de la guerre, déchira avec indignation leurs billets de logement et les logea à ses frais dans les meilleurs

hôtels de la ville. Ils reçurent le même accueil à St-Trond, à Tongres, à Ruremonde, à Venloo.

La citadelle de Wezel fut pour eux comme un tombeau. Ils couchaient dans des casemates humides sur une simple paillasse. Comme ils appartenaient au bataillon de discipline, étant considérés comme réfractaires, ils ne recevaient qu'une demi-ration, et encore les pains qu'on leur donnait étaient-ils en peu d'heures dévorés par les rats. La vermine souillait leurs misérables haillons. Enfin une maladie se déclara, et près de cinquante d'entre eux périrent victimes de la contagion. Rien cependant ne put altérer le courage de ces jeunes gens; ils se soutenaient par la prière et réglaient leur journée d'après les usages du séminaire.

Ceux de leurs condisciples que des infirmités corporelles rendaient inhabiles au service militaire n'échappèrent point davantage au ressentiment de l'empereur; ils furent conduits par la gendarmerie à Paris et renfermés dans la prison de Sainte-Pélagie; toutefois, après quelque temps, on leur permit d'aller reprendre leurs études dans les séminaires d'Arras et de Cambrai.

Enfin, sans s'apercevoir qu'on flétrissait le nom de la garde d'honneur en condamnant des jeunes gens qu'on traitait de rebelles à en prendre l'uniforme, on avait nommé pour cette arme deux séminaristes de Gand, MM. Van den Hecke et Helias d'Huddeghem; mais bientôt on se ravisa, et, comme s'ils avaient été plus criminels parce qu'ils appartenaient à des familles distinguées, on les enferma d'abord à Sainte-Pélagie, puis on les envoya comme soldats, l'un à Perpignan et l'autre à Bayonne.

Pendant qu'on se plaisait à sévir contre les élèves du sanctuaire, un nouveau piège était préparé au clergé de la ville de Gand. Il devait y avoir, le 15 août, une procession générale dans la ville. On engagea l'abbé de la Brue à faire la cérémonie, afin de forcer le clergé à le reconnaître dans sa nouvelle dignité. Sept curés de la ville refusèrent d'y paraître; c'étaient ceux de Saint-Jacques, de Notre-Dame, de Sainte-Anne, de Saint-Etienne, de Saint-Martin, du grand et du petit Béguinage. Les curés de Saint-Bavon, de Saint-Michel et de Saint-Nicolas se montraient au contraire favorables au vicariat impérial; on remarqua que c'étaient précisément ceux qui avaient autrefois prêté le serment de haine à la royauté. Parmi les autres membres du clergé, il n'en parut que trois à la procession : un vicaire de Saint-Bavon, un autre de Saint-Jacques et un religieux augustin, clerc de Saint-Etienne. Les confréries elles-mêmes ne s'y présentèrent pas. Dès le lendemain, un huissier vint de la part du vicariat signifier aux sept curés qu'ils avaient à cesser immédiatement leurs fonctions et qu'il leur était même interdit de célébrer la messe dans toute l'étendue du diocèse. Cette sentence fut affichée aux portes de l'église et notifiée aux conseils de fabrique. Au style ampoulé et acerbe de cette pièce, il était facile de reconnaître que l'irascible de Pazzis en était l'auteur. L'interdit fut universellement regardé comme nul et sans valeur; il contribua même à enlever toute considération au vicariat illégitime. Celui-ci administrait et commandait; mais il n'était ni écouté ni obéi. Voici un exemple entre mille de la résistance qu'il rencon-

trait partout. Le curé de l'église succursale de Moen venait de recevoir ses lettres de nomination à une cure de seconde classe : il les renvoya avec ces mots tirés du psaume 49 : *Non accipiam de domo tua vitulos, nec de gregibus tuis hircos;* je ne recevrai pas les veaux de votre maison, ni les béliers de vos troupeaux. Les fidèles de leur côté s'abstenaient en général de fréquenter la cathédrale, et le petit nombre de ceux qui s'y montraient n'avaient d'autre mobile que la curiosité. Le peuple ne désignait l'abbé de Pazzis que par le nom de gendarme.

Le gouvernement semblait d'ailleurs prendre à tâche de rendre le nouveau vicariat chaque jour plus impopulaire. Dès le 16 août, on avait arrêté le chanoine Van Hemme, supérieur du séminaire, sorti de sa retraite sur l'assurance que lui avaient donné l'évèque nommé et le préfet qu'on ne désirait lui parler que de la comptabilité de la maison. On le jeta dans une voiture, et on le conduisit en France avec une telle célérité qu'il eût été dépourvu de tout, s'il n'avait rencontré à Menin le sous-diacre Van der Moere, qui lui procura quelques habillements par l'entremise du gendarme qui l'escortait. A Sainte-Pélagie, il fut mis à un secret si rigoureux qu'on fut quelque temps à Gand sans savoir s'il était mort ou vivant. Pour le rendre moins facile à reconnaître, aussitôt après son arrivée dans la prison, on l'avait dépouillé de l'habit ecclésiastique qu'on avait remplacé par une pauvre veste, un pantalon et une casquette.

Il fut ensuite enfermé au donjon de Vincennes, où il demeura prisonnier pendant sept mois. Le 16, on conduisit encore à Paris les frères Joseph et

François de Volder, professeurs au séminaire, et, après un séjour obligé à Sainte-Pélagie, on les dirigea sur Pierre-Châtel, prison d'Etat située sur le Rhône, où les rejoignit bientôt l'abbé Bruson, ancien supérieur du petit séminaire de Roulers. M. Van den Driessche avait trouvé à temps une retraite sûre. M. Bernaert ne se cacha que vers la fin d'octobre, apprenant à la campagne qu'on avait fait des perquisitions dans la maison qu'il habitait en ville. Le professeur Ryckewaert échappa également à la prison et à l'exil, grâce à une circonstance toute providentielle. Le bruit s'était répandu à Gand que M. Gaethofs, protonotaire apostolique et curé à Cortenberg, avait reçu du Pape des pouvoirs spéciaux pour l'administration du diocèse de Gand. Ce bruit n'était pas fondé. Cependant M. Ryckewaert fit avec M. Boussen, secrétaire de l'évêché et plus tard évêque de Bruges, le voyage de Cortenberg. Ce fut pendant leur absence qu'eut lieu la suppression du séminaire. Avertis par un ami qui vola à leur rencontre et les arrêta à Oordeghem, ils se cachèrent quelques jours dans ce village et parvinrent ensuite, à la faveur de la nuit, à rentrer secrètement dans la ville. M. Ryckewaert ne demeura pas oisif dans sa retraite. Il exposa dans plusieurs écrits courts et solides les principes qui condamnaient l'intrusion de M. de la Brue. A ces écrits substantiels, les adhérents du vicariat opposèrent des brochures pleines de sophismes ou de fausses allégations, qui suffisaient à elles seules pour déconsidérer la cause qu'elles défendaient.

Ils s'occupaient en même temps à réorganiser une seconde fois le séminaire, subitement détruit

par le départ imprévu de M. Collier. Ils parvinrent à réunir quelques élèves, le 1er octobre. M. Schryver, curé d'Harlebeke, ajouta aux fonctions de président celles de professeur de théologie pour les onze élèves qui étaient plus ou moins capables de suivre ce cours. Un abbé Van de Velde, nommé chanoine honoraire par le vicariat, enseigna la rhétorique. M. Ch. de Coninck, élève lui-même du séminaire, cumula, avec la place de directeur de cette maison, celles de secrétaire de l'évêché et de professeur de grammaire. Enfin un M. Steyaert initia le plus grand nombre des élèves aux éléments de la langue latine. Afin d'empêcher les nouveaux séminaristes de déserter une maison si burlesquement régénérée, on obtint du tribunal de première instance un arrêt sévère contre quelques élèves du séminaire détruit qui s'étaient soustraits par la fuite aux rigueurs de la conscription.

Le gouvernement avait cependant conscience de son impuissance à dompter la conscience du clergé et des catholiques flamands. Vers le mois de septembre, de nouvelles démarches furent tentées auprès de Mgr de Broglie, pour qu'il reconnût le vicariat impérial, mais le prélat se montra disposé à tout souffrir plutôt que de céder davantage aux menaces de ses persécuteurs.

L'Eglise de Gand, naguère si florissante, était plongée dans le deuil et ne pouvait prévoir la fin de ses maux. Rien ne put empêcher, dit l'abbé de Pradt, ce coup d'autorité le plus bizarre, le plus cruel auquel un prince se soit livré depuis que l'Europe est civilisée. Cependant la providence divine, avant de briser la verge devenue inutile,

dont elle s'était servie pour châtier l'Europe, ne ménageait pas à l'empereur ses derniers avertissements. Les plus dévoués fonctionnaires blâmaient eux-mêmes, sans oser s'y soustraire, ses ordres inhumains. Celui des prélats qui avait soutenu sa cause avec le zèle le plus chaleureux et le plus constant lui envoyait de son lit de mort une suprême exhortation. Surpris à Nantes, dans les premiers jours de juillet 1813, par les atteintes d'un mal presque subit, Mgr Duvoisin avait ramassé toutes ses forces pour adresser au souverain qu'il avait trop gâté par ses complaisances antérieures de sages mais tardifs conseils. « Je vous supplie, lui écrivait-il, quelques heures avant d'expirer, je vous supplie de rendre la liberté au Saint-Père. Sa captivité trouble les derniers instants de ma vie. J'ai eu l'honneur de vous dire plusieurs fois combien cette captivité affligeait toute la chrétienté et combien il y avait de l'inconvénient de la prolonger. Le retour de Sa Sainteté à Rome serait, je crois, nécessaire à votre bonheur. » Napoléon ne tint aucun compte de l'avis donné avec tant d'autorité par le prélat moribond dont le dévouement ne lui avait jamais fait défaut. Battre ses ennemis et revenir triomphant à Paris, voilà ce qui importait en ce moment. Il saurait bien obliger la chrétienté et les évêques de France à passer par tout ce qu'il lui conviendrait de prescrire, quand il aurait vaincu les perfides Prussiens et rejeté de l'autre côté du Niémen les hordes sauvages de la Russie. Telles étaient les espérances qui exaltaient, en juillet 1813, l'orgueil de l'homme de combats qui venait de vaincre à Lutzen et à Bautzen et qui rêvait de

nouvelles batailles à livrer et de nouveaux sacrifices à imposer à ses ennemis; mais le temps de l'expiation était venu, et, quatre mois après, comme nous allons le voir, c'étaient les Prussiens et les Russes qui s'avançaient en vainqueurs sur les bords du Rhin, et c'était lui qui, de nouveau vaincu, rentrait presque en fugitif dans sa capitale, laissant au loin derrière lui les débris désorganisés de cette armée naguère si péniblement réunie.

CHAPITRE VIII

Suites de la campagne de Russie. — Revers des Français en Espagne. — Campagne de 1813 : Lutzen, Bautzen, Dresde, Leipzig. — Fin de la guerre d'Espagne. — Révolution en Hollande. — Propositions de Francfort. — Négociations avec le Pape. — Entrée en France des coalisés. — Invasion de la Belgique. — Rentrée de Pie VII à Rome.

A la suite des désastres de la France dans la campagne de Russie, un patriotique enthousiasme s'était emparé de tous les peuples du Nord. Les Russes étaient reçus en libérateurs dans toutes les provinces prussiennes. Leur apparition était un signal ; les sentiments nationaux, longtemps comprimés, faisaient explosion. Chacun courait aux armes. Tous les rangs, tous les âges fournissaient des volontaires. Les universités s'ébranlaient ; les villes devenaient des camps. Le prince Eugène, cerné par les Russes, essaya de concentrer ses forces à Berlin. Le roi de Prusse, retiré à Breslau, depuis le 18 janvier 1813, rappela les anciens soldats et décréta des levées en masse : en quelques semaines, il eut plus d'hommes qu'il n'en pouvait armer et habiller. Le 28 février, il signa à Kalisch un traité avec la Russie et envoya à Napoléon une note résumant tous ses sujets de plainte contre la France.

A partir de ce moment, l'armée prussienne se

réorganisa rapidement sous le maréchal Blücher (1). Berlin ayant été évacué, le pays reprit possession de sa capitale. Alexandre et Frédéric-Guillaume eurent une entrevue, le 15 mars, à Breslau. Le résultat de la conférence fut une déclaration de guerre de la Prusse à la France. Le roi appela les hommes de dix-sept à vingt-quatre ans, puis les différents bans de la *landwehr* jusqu'à quarante ans. D'ardentes proclamations se succédèrent coup sur coup; on n'entendit plus retentir que des cris belliqueux. L'élan était si puissant que les universités et les maisons de commerce se fermèrent.

L'effervescence gagna l'Autriche, où le gouvernement seul restait de sang-froid. L'aristocratie sentait ses haines et ses espérances se réveiller. L'empereur François, prenant le rôle de médiateur, fit part à Napoléon des conditions auxquelles la

(1) A la suite des désastres de la campagne de 1806, le roi de Prusse avait été obligé par Napoléon de souscrire à l'humiliante condition de réduire son armée à un effectif maximum de 40,000 hommes. L'empereur espérait par ce moyen mettre le roi de Prusse hors d'état de lui nuire dans l'avenir. Mais Frédéric-Guillaume parvint à annihiler les précautions de son vainqueur, en adoptant, pour le recrutement de ses troupes, un système de milice semblable au nôtre avec un temps de service réduit. Aussitôt que des hommes appelés sous les drapeaux étaient suffisamment instruits, l'autorité militaire les renvoyait dans leurs foyers; les vides qu'ils laissaient dans les rangs étaient *aussitôt* comblés par de nouvelles recrues. De cette façon, l'effectif total de 40,000 hommes n'était jamais dépassé, mais le nombre des hommes suffisamment aptes à faire campagne augmentait sans cesse. En 1813, ce nombre s'élevait à environ 200,000 hommes. Beaucoup d'officiers hors cadres attendaient également dans leurs foyers le premier appel de leur roi pour se mettre à la tête des nombreux soldats en congé. C'est ainsi que s'explique la rapidité avec laquelle la Prusse sut, en 1813, se mettre en état de jeter dans la balance des forces militaires très respectables et de jouer, par conséquent, un rôle important dans les événements qui amenèrent la chute de Napoléon.

paix de l'Europe lui semblait possible. C'était la restitution à la monarchie autrichienne de l'Illyrie et de la frontière de l'Inn, celle de l'Espagne aux Bourbons, celle des villes hanséatiques à l'Allemagne, la suppression de la confédération du Rhin, un partage nouveau du grand-duché de Varsovie, enfin une certaine reconstitution de la Prusse. Il proposait de négocier sur ces bases avec l'Angleterre et la Russie ; mais Napoléon dédaigna ces offres d'arbitrage, comme il avait dédaigné la défection de la Prusse.

Le 15 avril, l'empereur quitta Paris, donnant la régence à Marie-Louise, mais laissant d'ailleurs à Cambacérès tout le gouvernement. Il s'arrêta quelques jours à Mayence pour achever l'organisation assez défectueuse de son armée et quitta cette ville le 28 avril. Les coalisés ne firent aucune tentative sérieuse pour empêcher sa jonction avec l'armée du prince Eugène. Les Français s'avancèrent au devant de l'ennemi dans la plaine de Lutzen. Le 2 mai, une immense bataille s'engagea. Après dix heures de lutte, les alliés s'arrêtèrent le soir, malgré Blücher, dont rien ne pouvait ralentir la fureur. On ne les poursuivit pas, faute de cavalerie et parce que la vigueur qu'ils avaient montrée obligeait à la circonspection. Cette journée de Lutzen fut, comme les grandes batailles précédentes, aussi sanglante qu'acharnée. Les coalisés y perdirent vingt mille hommes ; les Français à peu près autant. Napoléon célébra la brillante victoire qui avait, disait-il, comme un coup de tonnerre, pulvérisé les chimériques espérances et tous les calculs de destruction et de démembrement de l'Empire.

L'ennemi reculait. Napoléon le suivit et marcha vers l'Elbe. Après quelques engagements, il arriva, le 8 mai, en vue de Dresde.

Dès que l'Autriche sut la bataille livrée, elle jugea le moment venu d'exercer sa médiation. Elle envoya deux plénipotentiaires au quartier général des Français et à celui des Russes et proposa la paix du continent aux conditions qu'elle avait précédemment exprimées. Napoléon en conçut un ressentiment profond. Il se sentait blessé dans son orgueil, car tout ce qu'on voulait détruire était son œuvre, et, si on laissait la France grande et forte, il se regardait, lui, comme amoindri. Au lieu de songer à la paix, il fit lever en Italie de nouvelles troupes, donna à Davout des ordres impitoyables contre Hambourg et les villes hanséatiques et rappela à Dresde les forces du roi de Saxe qui avait déclaré suivre la politique de l'Autriche.

Les coalisés ayant comblé les vides de leur armée se sentaient plus forts qu'avant Lutzen. Napoléon fit marcher ses troupes rapidement; il partit lui-même de Dresde le 18 mai. Le 19, on escarmoucha et on se reconnut. L'ennemi occupait deux lignes de hauteurs fort étendues derrière Bautzen et la Sprée. Le 20, la première ligne fut enlevée. La bataille recommença le lendemain contre la seconde ligne, mais celle-ci était formidable, surtout du côté des montagnes. Ney reçut l'ordre de la tourner en passant la Sprée quatre lieues plus bas. Napoléon le soutint en portant ses forces et son artillerie sur les Prussiens de Blücher qu'il foudroya. Blücher fut obligé de laisser à Ney la place libre. Les Russes se décidèrent alors à quitter leurs positions sur les

montagnes, de peur d'être enveloppés. Quinze mille hommes de chaque côté étaient demeurés sur le terrain. L'empereur marcha sans perdre de temps sur Breslau. Il arriva sur l'Oder et débloqua par sa présence la place de Glogau.

Le 29, les coalisés demandèrent un armistice d'un mois. Napoléon exigea qu'il en durât deux. Son but était de mettre ce délai à profit pour augmenter ses forces et se trouver en état de lutter contre la coalition, même grossie de l'Autriche, à laquelle il ne voulait rien céder. Pour leurrer à Dresde le négociateur autrichien Brubna, il lui opposa des difficultés de forme. François II et Metternich, nullement dupes de ces chicanes, vinrent s'établir à Prague pour mener plus rapidement les négociations. Metternich se rendit même à Dresde. Là, dans une entrevue que ses résultats devaient rendre célèbre, le 28 juin, Napoléon ne sut pas ou ne voulut pas se contenir. Il reprocha à l'Autriche de vouloir lui imposer la loi, et, lui lançant une sorte de défi, il affirma qu'il était invincible et que ses revers de Russie étaient le fait des éléments. Il changea ensuite de ton et revint sur cet emportement malencontreux. Il obtint de l'Autriche une prolongation d'armistice de vingt jours, qu'elle imposa aux autres puissances.

Pendant ce temps, il reçut d'Espagne les plus fâcheuses nouvelles. Les troupes françaises avaient dû se replier sur Valladolid, puis sur Burgos et de là sur Vittoria. Wellington y remporta une victoire complète le 21 juin. Les Français se replièrent sur Pampelune; la retraite fut désastreuse. L'Espagne était perdue pour la France. Napoléon entra en

fureur. Il nomma Soult son lieutenant général dans la Péninsule et l'y envoya pour rallier sur-le-champ les débris de l'armée. Il rappela Joseph et lui enjoignit de se retirer à Morfontaine, avec défense d'y voir personne sous peine d'être arrêté. En lui infligeant ce traitement rigoureux, l'empereur oubliait qu'il était lui-même le premier auteur des infortunes de son frère. Après l'avoir tiré de Naples, où ce prince, dit M. Thiers, avait une tâche appropriée à son caractère et à ses talents, où il rendait un petit peuple heureux en étant heureux lui-même, Napoléon l'avait transporté en Espagne presque sans le consulter, l'avait lancé dans une guerre effroyable, l'y avait aidé un moment de toutes ses forces, puis, au milieu des préoccupations de la guerre d'Autriche en 1809, de celle de Russie en 1812, l'avait laissé sans secours, sans argent, exposé à la haine de ses sujets, à la désobéissance, quelquefois même à l'arrogance des généraux, n'avait voulu écouter aucun de ses avis, presque tous justifiés par l'événement, et, pour toute réponse, n'avait cessé de se moquer de ses prétentions militaires et de ses mœurs, moqueries qui, de la cour de France, avaient retenti jusqu'au milieu de la cour d'Espagne et avaient encore contribué à la déconsidération de la royauté nouvelle (1).

Refusant de comprendre que ses revers d'Espagne comme ses désastres de Russie étaient un avertissement, Napoléon n'y vit qu'une raison de plus de persister dans les plans belliqueux qu'il for-

(1) Sur les causes de l'insuccès des Français en Espagne, voir le chap. XLII des *Mémoires du général de Marbot*, tome II, p. 478 et suiv.

mait pour relever son prestige ébranlé. Il repoussa les sages conseils de Caulaincourt, qui avait presque seul le courage de lui représenter la nécessité de la paix. Cependant cette nécessité évidente frappait tout le monde, les politiques comme les militaires. Fouché vint le trouver à son quartier général, lui dit qu'il se perdait, qu'il se rendait odieux à la France, que la France jugeait son honneur dégagé par les deux victoires de Lutzen et de Bautzen. Le duc de Rovigo lui écrivit de Paris pour lui dépeindre le pays las, inquiet, prêt à se tourner du côté des Bourbons. Napoléon n'écouta rien et leva par un décret trente mille hommes dans les départements voisins des Pyrénées.

Les coalisés doublaient leurs forces de leur côté à la faveur de l'armistice. L'Angleterre signait avec eux des traités de subsides et leur envoyait des armes, des canons, des vêtements militaires. Ils comptèrent disposer, en y comprenant les forces autrichiennes, de huit cent mille hommes, dont cinq cent mille prêts à entrer en ligne et à marcher sur Dresde concentriquement. Ils formèrent trois armées, l'une de deux cent cinquante mille hommes en Bohême sous Schwarzenberg, la seconde de cent vingt mille en Silésie sous Blücher, la troisième de cent trente mille sous Bernadotte dans le Brandebourg. Trois cent mille hommes devaient constituer des corps de réserve et d'observation. Le czar et le roi de Prusse déclarèrent qu'ils se proposaient « de mettre des bornes aux projets audacieux de l'ennemi de l'Europe et de rendre aux peuples l'indépendance, la paix et le bonheur. »

Napoléon s'opiniâtra à traîner les négociations

en longueur, malgré les avis répétés de Caulaincourt que l'Autriche était décidée et qu'aussitôt le 10 août arrivé, jour où expirait l'armistice, elle adhérerait à la coalition. Le 5, l'empereur offrit de restituer le duché de Varsovie, mais il prétendait garder Trieste et les Alpes illyriennes. Il ne voulait à aucun prix abandonner les villes hanséatiques réunies constitutionnellement à l'empire, renoncer au titre de protecteur de la confédération du Rhin porté jusqu'ici avec une sorte d'ostentation, enfin reconstituer la Prusse au lendemain de sa défection. Il voulait ne lui donner que la ligne de l'Oder; il ne céda celle de l'Elbe qu'à la dernière extrémité. Chacun de ces sacrifices lui coûtait cruellement. Pourtant, dit M. Thiers, il n'était pas possible, même après les triomphes de Lutzen et de Bautzen, que la terrible catastrophe de 1812 n'eût pas quelques conséquences, sinon pour la France, au moins pour lui, et il fallait savoir se résigner à payer sa faute par un déplaisir quel qu'il fût. Il aurait dû se trouver heureux après de si grands malheurs de n'être puni que dans son orgueil et de n'avoir rien à sacrifier que la France pût regretter véritablement, car, lorsqu'on lui laissait, outre les Alpes et le Rhin, la Hollande, le Piémont, Rome, la Toscane à titre de départements français, la Westphalie, la Lombardie, Naples à titre de principautés de famille, on lui concédait plus que la France ne devait désirer, plus qu'elle ne pouvait posséder (1). Napoléon ne le comprit pas. La date

(1) M. Thiers fait ici de judicieuses réflexions sur l'ambition de l'empereur et l'inanité de son système politique : « Si l'on examine l'une après l'autre les prétentions territoriales de Napoléon, on reconnaîtra

fatale du 10 août étant expirée, l'Autriche adhéra à la coalition.

Napoléon avait commis une faute irréparable. Il

combien il était peu raisonnable d'y tenir. La Hollande elle-même, qui était la moins déraisonnable de toutes, ne pouvait être qu'avec beaucoup de peine rattachée matériellement et moralement à l'Empire. Quand on en avait détaché ce que Napoléon avait pris au roi Louis en 1810, c'est-à-dire ce qui est situé à la gauche du Wahal, lequel est le Rhin véritable et constitue la plus puissante des barrières, on avait acquis tout ce qui était désirable sous le rapport des frontières, restant toujours la grande difficulté morale de morceler un pays aussi homogène que la Hollande et dont toutes les parties sont faites pour vivre ensemble. Quant à la portion au delà du Wahal, qui s'étend jusqu'au Texel, et comprend Gorcum, Nimègue, Utrecht, Rotterdam, La Haye, Amsterdam, il était impossible de la rattacher à la géographie militaire de la France, et Napoléon, dans ses plus habiles combinaisons pour la défense du territoire, n'avait jamais pu trouver une manière de couvrir le Zuiderzée et d'établir une frontière solide de Wesel à Groningue. N'ayant pour protéger cette partie de la Hollande que la faible ligne de l'Yssel, il n'avait vu d'autre ressource que les inondations et les avait ordonnées; or, un pays qu'on ne peut garder qu'en le noyant, il n'est pas seulement inhumain, il est impolitique de songer à le posséder. En ayant dans l'Océan la Rochelle, Brest, Cherbourg, Anvers et Flessingue, Napoléon avait contre l'Angleterre tout ce qu'il pouvait désirer, et ces terrains, moitié île, moitié continent, qui s'étendent de Nimègue à Groningue, de Berg-op-Zoom au Texel, entre terre et mer, portant une race indépendante, fière, sage, riche, méritaient d'être laissés indépendants entre toutes les puissances de l'Europe, pour continuer à être la voie la plus large et la plus libre du commerce maritime. Quant au Piémont lui-même, était-il bien prudent de chercher à posséder un territoire au delà des Alpes, c'est-à-dire au delà de nos frontières naturelles, devant nous aliéner à jamais les Italiens, comme la possession de la Lombardie n'a cessé de les aliéner à l'Autriche, nous valant des haines au lieu d'influence, et destiné, au premier règne faible, à nous échapper inévitablement? Toutefois, dans un système de grandeur à la façon de Charlemagne, grandeur qui n'est dans les temps modernes qu'un pur anachronisme, car lorsque Charlemagne régnait sur le continent de l'Elbe à l'Ebre, il embrassait dans ses vastes Etats des pays à moitié sauvages, n'ayant encore aucune existence historique; dans un tel système, on peut concevoir l'addition de la Hollande, qui est une sorte d'appendice maritime de notre territoire, comme le Piémont en est une sorte d'appendice continental, utile à qui veut descendre souvent des Alpes; mais même dans ce système déjà faux, que faire de la Toscane et de Rome?

manquait à sa fortune. Il eut soin de laisser ignorer en France les vraies propositions des alliés. Il y publia que les puissances voulaient lui faire la loi et l'humilier, qu'elles étaient résolues à la guerre et que, de quelque manière qu'on s'y prît, les négociations devaient aboutir fatalement à la reprise des hostilités.

Pour faire face à l'ennemi de tous les côtés, il avait concentré ses troupes autour de Dresde, pivot de ses opérations et s'y était rendu inattaquable.

Que faire de l'Illyrie, de Hambourg, de Lubeck? Ce n'était plus qu'un entraînement de conquêtes insensées, sans plan et sans limites, pouvant durer la vie d'un conquérant tel qu'Attila ou Alexandre, mais devant à sa mort donner lieu à un partage de territoires entre ses lieutenants ou ses voisins. Avec un tel système qui, ne reposant sur aucun principe politique, ne pouvait avoir aucune limite territoriale, dans lequel on pouvait tout faire entrer sauf à ne rien garder, il n'était pas possible de dire que l'empire de Napoléon fût véritablement moins grand parce que Hambourg ou Lubeck n'y seraient pas compris. Napoléon était tout autant Charlemagne sans ces villes qu'avec elles, car celui qui, outre Bruxelles, Anvers, Flessingue, Cologne, Mayence, Strasbourg, avait encore Utrecht, Amsterdam, le Texel, Turin, Florence, Rome, sans compter Cassel, Milan, Naples, était aussi grand, plus grand même que Charlemagne, de cette grandeur fabuleuse qui avait au neuvième siècle sa raison d'être, qui ne l'avait plus au dix-neuvième, et qui, après son Charlemagne, aurait eu inévitablement son Louis le Débonnaire. On ne comprend pas que, le principal de cette grandeur chimérique étant accordé à Napoléon, il le compromît pour Hambourg, pour Lubeck, ou pour un vain titre comme celui de protecteur de la Confédération du Rhin. Sans doute, si l'honneur des armes eût été compromis, on conçoit qu'il ne voulût pas céder, car il vaut mieux perdre des provinces que l'honneur des armes. Cela vaut mieux pour la dignité et la sûreté d'un vaste empire; mais après Lutzen, mais après Bautzen, où des enfants avaient vengé le malheur de nos vieux soldats, l'honneur des armes était sauf; la vraie grandeur, et même la grandeur exagérée et inutile l'était aussi; il ne restait en souffrance que l'orgueil. Et à ce sentiment si personnel, il est triste de le dire, Napoléon était prêt à sacrifier non seulement la solide grandeur de la France, celle qu'elle avait conquise sans lui pendant la révolution, mais cette grandeur factice, fabuleuse qu'il y avait ajoutée par ses prodigieux exploits. Il allait sacrifier à ce sentiment sa femme, son fils et lui-même. » (Thiers; *Histoire du Consulat et de l'Empire*, livre XLIX.)

Mais ses forces, en y comprenant toutes les réserves et les garnisons, n'égalaient pas celles des coalisés ; elles ne dépassaient pas cinq cent cinquante mille hommes. De plus, elles avaient perdu l'élan et la confiance d'autrefois. Les officiers étaient las et voyaient le péril; les généraux désiraient le repos.

Dès le 15 août, l'armée de Silésie, sous Blücher, envahit le pays neutre. Napoléon marcha en avant, eut deux engagements heureux, les 21 et 22, et refoula l'ennemi. D'autre part, la grande armée de la coalition, celle de Schwarzenberg, s'ébranlait pour tourner Dresde. Napoléon, laissant Macdonald sur la Katzbach, arriva, le 24, dans la capitale de la Saxe, avec cent mille hommes. On se battit avec acharnement pendant les deux journées du 26 et du 27. Les coalisés convaincus de l'impossibilité d'enlever la place, même au prix des plus grands sacrifices, se retirèrent en bon ordre. Napoléon restait victorieux mais des revers inattendus allaient détruire promptement l'effet moral produit par cette dernière victoire (1).

(1) Nos pièces de campagne, dit le général de Marbot, firent un grand ravage, et ce fut un de leurs boulets qui frappa Moreau. La voix publique annonçait depuis quelque temps le retour en Europe de cet ancien et illustre général français, qu'elle assurait avoir pris du service parmi les ennemis de son pays; mais très peu de gens ajoutaient foi à ce bruit, qui fut cependant confirmé le soir de la bataille de Dresde d'une manière fort bizarre. Notre avant-garde poursuivait les ennemis en déroute, lorsque l'un de nos hussards, apercevant à l'entrée du village de Notnitz un magnifique chien danois qui, d'un air inquiet, paraissait chercher son maître, l'attire, s'en empare et lit sur son collier ces mots : « J'appartiens au général Moreau. » On apprend alors, par le curé du lieu, que le général Moreau vient de subir chez lui une double amputation; un boulet français, tombé au milieu de l'état-major de l'empereur de Russie, avait d'abord brisé l'un des genoux du célèbre transfuge; puis,

Vandamme avait été lancé à la poursuite de Schwarzenberg et s'efforçait de lui couper la route de Prague. Il attaqua les Russes à Kulm, le 29. Le combat dura deux jours. Tout à coup survint le corps prussien de Kleist; il tomba sur les derrières de Vandamme, qui se trouva enfermé dans un cercle de cent trente mille ennemis. Les Français résistèrent en désespérés. Le général Corbineau finit par s'ouvrir un passage en abandonnant l'artillerie, mais l'armée française eut cinq à six mille tués ou blessés et laissa sept mille prisonniers aux mains des vainqueurs. Vandamme et plusieurs généraux étaient du nombre. La première responsabilité de ce désastre remontait à Napoléon, qui, préoccupé de marcher sur Berlin, ne s'était pas mis en mesure de soutenir ceux de ses lieutenants qu'il aventurait.

De son côté, Blücher s'était jeté sur Macdonald aussitôt après le départ de Napoléon. Macdonald, inférieur en forces, avait dû repasser la Katzbach plus ou moins en désordre. Blücher le poursuivit

ayant traversé le corps de son cheval, il avait été frapper l'autre jambe de Moreau. Cet événement ayant eu lieu au moment de la défaite des armées alliées, l'empereur Alexandre, pour éviter que Moreau ne fût pris par les Français, l'avait fait porter à bras par des grenadiers, jusqu'au moment où, la poursuite de nos troupes s'étant ralentie, on avait pu panser le blessé et lui couper les deux cuisses. Le curé saxon, témoin de cette cruelle opération, rapportait que Moreau, à qui l'on n'avait pu cacher que sa vie était en danger, se maudissait lui-même et répétait sans cesse : « Comment, moi! moi, Moreau, mourir au milieu des ennemis de la France, frappé par un boulet français! » Il expira le 1er septembre, et les Russes emportèrent son corps. Un parlementaire russe étant venu réclamer le chien de la part du colonel Rapatel, aide de camp de Moreau, on lui remit cet animal, mais sans le collier qui fut envoyé au roi de Saxe. Ce collier figure à présent parmi les curiosités de la galerie de Dresde. (*Mémoires,* t. III, p. 274.)

et lui enleva, le 29, une division demeurée en arrière. Il lui fit sept ou huit mille prisonniers et jeta la panique dans ses troupes. Dix mille hommes se débandèrent. C'étaient de trop jeunes soldats et surtout des auxiliaires qu'on faisait combattre malgré eux (1).

Au nord, Oudinot avait reçu l'ordre de marcher de Wittemberg dans la direction de Berlin contre l'armée de Bernadotte avec soixante-quatre mille hommes. Il rencontra l'ennemi, le 23, à Gross-Beeren; il était inférieur en forces, et il avait beaucoup de jeunes soldats. Un corps entier de Saxons passa du côté de Bernadotte, sous lequel il avait servi. Un autre se débanda, ainsi que les Bavarois. Oudinot rentra à Wittemberg, le 29, avec une perte de plus de dix mille hommes.

Après ces trois revers de Kulm, de la Katzbach et de Gross-Beeren, Napoléon éprouva une hésitation naturelle. Il persistait dans l'idée de marcher sur Berlin et voulait y courir en personne. Mais la nécessité de défendre Dresde et de surveiller Blücher le décida de remettre à Ney l'exécution de ce projet. Ney prit à Wittemberg le commandement du corps d'Oudinot réduit à cinquante mille hommes. Il s'avança sur Baruth; mais, le 6 septembre, il fut surpris par l'ennemi au sortir du défilé de Dennewitz. On fut débordé; les Saxons lâchèrent pied, et

(1) Macdonald, très brave de sa personne, était constamment malheureux à la guerre, non qu'il manquât d'aptitude, mais parce que, semblable aux généraux de l'armée autrichienne, il était trop compassé et trop exclusif dans ses mouvements stratégiques. Avant le combat, il se traçait un plan de conduite qui était presque toujours bon; mais il aurait dû le modifier selon les circonstances, et c'est ce que son esprit lent ne savait pas faire. (*Mémoires de Marbot*, t. III, p. 283.)



il fallut, après une lutte meurtrière, renoncer à se frayer un passage. Le lendemain, presque tous les Saxons et les Bavarois désertèrent. La retraite de l'armée française se fit, dans un désordre affreux, sur Torgau, où elle ne se rallia qu'après avoir perdu quinze mille hommes tués, blessés ou prisonniers. Ney écrivit à l'empereur que son armée était démoralisée, qu'il ne fallait plus compter sur les régiments étrangers restés dans ses rangs et qu'il était hors d'état de défendre Torgau. Quelque temps après, le 16, un lieutenant de Davout, Pescheux perdit encore trois mille hommes et son artillerie dans une rencontre avec les Russes.

Napoléon avait déjà perdu plus de cent mille hommes depuis la rupture de l'armistice, la plus grande partie par la désertion, qui devenait épidémique chez les auxiliaires allemands et gagnait jusqu'aux soldats français. Tenant ses troupes concentrées autour de Dresde, l'empereur se multipliait pour faire face à des attaques qui se répétaient sur tous les points. Partout où il se montrait, l'ennemi battait en retraite; mais aussi, chaque fois qu'il avait abandonné une position, l'ennemi, revenant à la charge, se hâtait de la reprendre. En résumé, on vit se produire un résultat inévitable, à l'issue de ces marches, de ces contre-marches et de toutes les vicissitudes de cette guerre : c'est que les alliés gagnèrent constamment du terrain et commencèrent à resserrer les Français dans un cercle fort étroit. Une ardeur inouïe chez les Allemands leur amenait à chaque instant de nouveaux soldats par les levées de volontaires. On parlait même d'une armée de réserve forte de soixante mille

hommes arrivant de Pologne sous le général Benningsen, et dans laquelle figuraient des hordes de Baskires et de Tartares venus des contrées de l'extrême orient. Les vivres abondaient grâce au concours des populations, aux subsides britanniques et à un papier-monnaie soutenu par la bonne volonté universelle. Aussi les effectifs de la coalition approchèrent-ils de six cent mille hommes. C'est à cette masse formidable que Napoléon devait tenir tête avec deux cent cinquante mille soldats, jeunes et déjà fatigués. Dans le même temps les rois de Wurtemberg et de Bavière, qui devaient leur couronne à Napoléon, se trouvèrent entraînés par la volonté de leurs peuples et hors d'état de rester davantage sous la suzeraineté de la France (1). Ils embrassèrent la cause de l'Allemagne, afin de conserver, s'il en était temps encore, les états dont Napoléon ne pouvait plus leur garantir la possession. Les peuples de Westphalie, à leur tour, cessèrent de reconnaître la royauté de Jérôme Bonaparte, et l'on ne tarda pas à voir leurs milices se ranger avec

(1) La France était représentée à la cour de Munich par le comte de Mercy-Argenteau, parent et héritier de l'ancien ambassadeur d'Autriche auprès de Louis XVI. Il se conduisit, dit M. Thiers, avec beaucoup de zèle et de prudence. Le roi de Bavière ne cessait de déclarer que, menacé par une armée autrichienne, il se retirerait de l'alliance de la France, s'il n'était pas secouru. Mercy ne pouvait répondre à ces plaintes que par des promesses toujours démenties par les faits, et il avertit plusieurs fois M. de Bassano du péril qui menaçait Napoléon de ce côté.

Mercy était un des membres les plus distingués de l'aristocratie belge. Son nom s'est naguère éteint par le décès de son petit-fils, le comte Carl de Mercy-Argenteau, auquel nous sommes heureux de payer ici un juste tribut de reconnaissance pour l'amitié dont il voulut bien nous honorer et pour les services qu'il nous a rendus, au cours de nos études, en mettant à notre disposition sa riche bibliothèque du château d'Ochain dont il nous a en partie constitué l'héritier.

enthousiasme sous les drapeaux de la coalition.

Les alliés, croyant Napoléon très affaibli, jugèrent le moment arrivé d'en finir. Les puissances venaient de se garantir à Tœplitz, le 9 septembre, le rétablissement de la monarchie autrichienne telle qu'elle était en 1805, celui de la monarchie prussienne, telle qu'avant 1803, la dissolution de la confédération du Rhin et l'indépendance des Etats secondaires. Les souverains décidèrent de chercher, par un mouvement simultané sur Leipzig, à couper les communications de Napoléon avec la France. Cette résolution dérangea les plans que l'empereur avait conçu d'exécuter. Se tenant entre les deux masses qui venaient l'une de Bohême, l'autre de l'Elbe inférieure, il était résolu à courir d'abord se jeter au nord sur Blücher et Bernadotte, à remonter ensuite le cours de l'Elbe par la rive droite et à surprendre Schwarzenberg en repassant à l'improviste sur la rive gauche. Mais Blücher passa l'Elbe, le 3 octobre, à Wartembourg; Bernadotte la passa près de Dessau. Napoléon, voyant qu'ils avançaient toujours et que l'armée de Bohême arrivait à son tour par le sud, courut à Leipzig et y appela tout ce qui lui restait de troupes, sauf celles qu'il jugeait nécessaires pour garder la capitale de la Saxe.

L'empereur comptait que Benningsen, resté en arrière de Schwarzenberg, et Bernadotte, resté en arrière de Blücher, n'arriveraient pas à temps pour prendre part à la bataille. Il attendait lui-même le corps de Reynier, mais le renfort qu'il devait en recevoir ne pouvait pas égaler celui que l'arrivée de Benningsen et de Bernadotte assurerait à l'ennemi. Il fallait donc se hâter de combattre et de

vaincre. S'il parvenait à battre Schwarzenberg au sud, puis à se porter au nord sur Blücher, il était possible qu'il triomphât alternativement de l'un et de l'autre. Sachant Schwarzenberg le plus rapproché, il voulait d'abord avoir affaire à lui, réservant le combat avec Blücher pour une seconde journée.

Le 16, vers neuf heures du matin, la lutte s'engagea opiniâtre, sanglante. Waschau fut pris et repris cinq fois en deux heures. A midi, on entendit retentir le canon du côté de l'ouest, à Lindenau, où le général Margaron était attaqué par l'autrichien Giulay. Blücher était aussi accouru au bruit de la canonnade et se trouvait à Mœckern, aux prises avec Marmont. Napoléon était pris entre deux feux. Jugeant le moment décisif, il mit en mouvement la jeune et la vieille garde et accabla l'armée de Bohême qu'il refoula au-delà de sa ligne principale; mais son infériorité numérique ne lui permit pas de l'envelopper. Convaincu de la nécessité de vaincre à tout prix, il lança Murat et toutes ses réserves de cavalerie. Alexandre accourut de son côté avec les Cosaques de sa garde et appela les réserves autrichiennes, qui rétablirent le combat. La lutte se poursuivit jusqu'au soir, sans autre résultat qu'une affreuse boucherie. Des corps entiers furent détruits dans les deux armées. Les coalisés étaient résolus à tous les sacrifices; les Français comprenaient qu'il s'agissait du sort de la France. Cinquante mille hommes demeurèrent sur le champ de bataille. A Lindenau, le combat eut relativement peu d'importance. A Mœckern, Marmont résista tout le jour avec des forces inférieures; il perdit six mille hommes et en fit perdre neuf mille à l'ennemi; mais, le soir venu, il céda le terrain.

Les Français n'avaient point été forcés dans leurs positions ; mais, dès que Schwarzenberg et Blücher n'étaient point rejetés loin l'un de l'autre, de manière à ne plus pouvoir se rejoindre, la bataille, quoique non perdue, devait se convertir bientôt en un désastre. Dans ce moment Bernadotte s'approchait avec soixante mille hommes ; on annonçait Benningsen avec cinquante mille. L'empereur en attendait quinze mille sous Reynier, dont dix mille prêts à le trahir. La situation, dès qu'on n'avait pas remporté une victoire éclatante, était donc bien près de devenir affreuse.

La retraite immédiate, par la route de Lutzen, était la seule résolution à prendre. Mais se déclarer soi-même vaincu sans avoir perdu de bataille, abandonner tout de suite cent soixante-dix mille Français laissés dans les places du Nord, était un dur sacrifice pour Napoléon. Il passa la journée du 17 dans une agitation extrême, hésitant à prendre un parti décisif. Il fit venir près de lui le général autrichien Meerfeld, prisonnier depuis la veille, en lui donnant à entendre qu'il était disposé à quelques sacrifices pour acheter la paix. Puis, ayant acquis la certitude que de nouvelles forces venaient grossir celles des coalisés, il se décida enfin, mais trop tard, à ordonner la retraite pour le lendemain. Il prétendait la faire en plein jour et d'une manière imposante, afin de ne pas s'avouer vaincu. Les alliés ne lui en laissèrent pas le temps. Ayant reçu au moins cent dix mille hommes de renfort, y compris les troupes de Bernadotte, ils s'apprêtèrent à livrer une seconde bataille, avec trois cent mille hommes environ, contre les Français réduits à cent soixante mille.

En conséquence, le 18, l'armée du Sud, partagée en trois colonnes, fortes d'au moins soixante mille hommes chacune, se porta par un mouvement concentrique à l'attaque des troupes françaises. Une bataille s'engagea, aussi furieuse que celle du 16. Pendant ce temps, Giulay disputait à Bertrand la route d'Erfurt; au nord, Bernadotte et Blücher entraient en action par une vigoureuse canonnade. Les Français étaient enfermés dans un cercle de feu. Probstheida, le point décisif en cette journée, fut pris et repris plusieurs fois, attaqué et défendu avec une égale vigueur. Schwarzenberg, désespérant d'emporter cette position, arrêta des charges trop meurtrières et, rétrogradant de quelques centaines de pas, remplit la journée en échangeant avec l'ennemi une des plus épouvantables canonnades qu'on ait jamais entendues. Au nord, le dernier corps saxon passa tout entier du côté de Bernadotte, dès qu'il l'aperçut (1). Marmont et Ney, après avoir bravement défendu la position de Schönfeld, contre les troupes de Blücher, trois fois supérieures en nombre, furent réduits à l'abandonner. Napoléon, laissant Murat à Probstheida courut à eux avec la

(1) Macdonald raconte comme suit cette défection : « Je vis à ma gauche l'ennemi rétrograder et le corps du général Reynier, formé sur deux lignes, se porter en avant; la première était composée du contingent saxon, la seconde de Français. Je fis préparer mes troupes pour les porter en avant; mais quelle ne fut point ma douleur en voyant cette première ligne s'arrêter sur la position que l'ennemi venait de quitter, se retourner et faire feu sur la seconde! Jamais l'histoire n'a signalé une semblable trahison; lorsque j'éprouvai, l'année précédente, la défection des Prussiens, au moins eurent-ils, pour le moment, la pudeur de ne pas faire feu sur nous. Etonnée, surprise, la seconde ligne lâcha pied et fut poursuivie immédiatement par cette même première ligne qui, un instant avant, était sous nos drapeaux. » (*Souvenirs*, p. 215.)

cavalerie et l'artillerie de la garde et réussit par un dernier effort à les sauver. Mais quand la nuit vint arrêter ce carnage épouvantable, on se retrouva comme après la journée du 16, et dans une situation aggravée, la retraite offrant de bien autres difficultés. Près de vingt mille hommes du côté des Français et trente mille du côté des alliés furent le nombre des victimes de cette troisième journée. En trois jours, plus de quarante mille Français, plus de soixante mille Allemands et Russes avaient été atteints par le feu (1). On était comme affolé sous le coup de ces batailles gigantesques que les Allemands ont appelées : les batailles des nations.

Napoléon n'hésita plus. Il ordonna immédiatement le défilé des troupes pendant la nuit, en faisant passer d'abord les parcs et les bagages. L'armée défila donc par toutes les avenues pour gagner la seule issue, celle du pont de Lindenau, qui se composait en réalité d'une suite de ponts sur plusieurs rivières reliés entre eux par des chaussées. Quelques corps placés dans les faubourgs afin de protéger le passage continrent l'ennemi plusieurs heures, et se battirent en désespérés. Pendant ce temps, l'encombrement, que nul n'avait évité par les ordres nécessaires, était extrême partout, dans les avenues

(1) « Pour donner une idée exacte, dit le maréchal Marmont, de la manière dont nous nous sommes battus pendant ces deux célèbres journées, je dirai seulement ce qui concerne mon état-major et moi-même. Mon chef d'état-major et le sous-chef furent frappés à mes côtés ; quatre aides de camp furent tués, blessés ou pris ; sept officiers d'état-major furent également tués ou blessés. Quant à moi, j'eus un coup de fusil à la main, une contusion au bras gauche, une balle dans mon chapeau, une balle dans mes habits, quatre chevaux tués ou blessés sous moi. Sur trois domestiques qui m'accompagnaient, deux furent blessés et eurent leurs chevaux tués. » (*Mémoires*, liv. XVIII, t. V, p. 295.)

comme sur le pont, où l'artillerie, les fourgons, les voitures de blessés voulurent passer pêle-mêle avec les piétons. Une mine était placée sous la première arche; un sous-officier avait l'ordre de la faire sauter dès que l'ennemi paraîtrait. A la vue de quelques soldats de Blücher, il y mit le feu, et le pont sauta. Plus de trente mille hommes virent leur retraite coupée. Le désordre fut affreux. Les uns, désespérés, se jetèrent sur l'ennemi; d'autres se lancèrent à la nage dans l'Elster, où beaucoup périrent. Poniatowski, nommé maréchal l'avant-veille, y lança son cheval et se noya; Macdonald, plus heureux, atteignit la rive opposée (1). Lauriston, Reynier et

(1) Macdonald, après avoir raconté les péripéties de son passage à travers l'Elster, continue en ces termes : « De l'autre côté de l'Elster, le feu continuait; il s'éteignit tout à coup. Nos malheureuses troupes étaient ramenées en foule sur la rivière; des pelotons entiers s'y précipitaient et étaient entraînés; des cris de désespoir éclataient sur l'autre rive; les soldats m'apercevaient; malgré les clameurs et le tumulte, j'entendais distinctement les mots : « Monsieur le maréchal, sauvez vos soldats! sauvez vos enfants! » Et je ne pouvais rien pour eux! Tour à tour agité par la rage, la colère, la fureur, je pleurais!... L'empereur voulut me voir: on vint me chercher, mais je refusai d'y aller, tant j'étais indigné; cependant on me sollicita, on me pressa si vivement, dans l'intérêt même de l'armée et de la France, pour donner des conseils, crainte de nouvelles folies, que je cédai enfin. Il y avait assez de monde chez l'empereur, entre autres le comte Daru. Il était assis près d'une table, une carte déployée dessus, la tête appuyée sur une main. Je fis, en pleurant, le récit de ce qui s'était passé. Longtemps après même, j'ai eu cet affreux tableau devant les yeux, et ces cris : « Monsieur le maréchal, sauvez vos enfants! sauvez vos soldats! » excitent encore aujourd'hui en moi de vives émotions pour ces infortunés que je vois toujours se précipitant dans les flots et préférant la chance certaine de périr plutôt que d'être massacrés ou prisonniers! L'empereur écoutait sans interrompre; les auditeurs étaient diversement agités, dans une attitude qui marquait leur douleur. Je terminai en ajoutant que les pertes de l'armée étaient immenses en personnel et matériel et que, pour sauver ses débris et regagner le Rhin, il n'y avait pas un moment à perdre. Nous étions alors à Markranstadt; j'avais fait trois lieues à pied, encore mouillé,

des régiments entiers, avec leurs canons, tombèrent au pouvoir des coalisés. Les pertes des Français ne furent pas moindres dans cette troisième journée que dans celles du 16 et du 18. Ah! s'écrie M. Thiers, disons-le bien haut, en présence de ces horribles carnages, la guerre, quand elle n'est pas absolument nécessaire, n'est qu'une criminelle folie!

Napoléon échappa avec cent ou cent dix mille hommes. Ses soldats ne tardèrent pas à se débander, La précipitation de la retraite, les blessures, la faim, leur servirent de motif ou de prétexte. La cavalerie elle-même se laissa gagner par un exemple contagieux. L'ennemi ramassa un grand nombre de maraudeurs et de traînards. On se défendit pourtant sur tous les points où l'on fut menacé, et l'on atteignit, le 23, Erfurt, où l'on prit un repos de trois jours. Napoléon continua ensuite sa marche, après avoir dit adieu à Murat, dont il entrevoyait la prochaine défection.

Cependant une armée austro-bavaroise de plus de cinquante mille hommes, commandée par de Wrède, s'avançait à marches forcées pour couper la retraite à Napoléon et le prendre entre deux feux; car Schwarzenberg et Blücher s'étaient mis à la poursuite des Français avec cent soixante mille hommes. Le 29, on rencontra de Wrède qui interceptait la route à Hanau. L'empereur ne voulant pas donner à Schwarzenberg le temps de l'at-

j'étais très fatigué; l'empereur s'en aperçut et me dit froidement : « Allez vous reposer. » Je sortis indigné de cette indifférence, car il ne m'offrit ni réconfortant, ni secours; et cependant je crois que dans ma narration j'avais dit que j'avais tout perdu, effets et équipages. » (*Souvenirs du maréchal Macdonald*, p. 221.)

teindre attaqua les Bavarois avec ce qui lui restait d'hommes capables d'être mis en ligne. Les débris de la garde se battirent avec leur vigueur ordinaire. On força le passage, et de Wrède fut obligé de se retirer avec de grandes pertes. Les Bavarois revinrent à la charge le 1er novembre. Napoléon leur passa une seconde fois sur le corps, et, le 4, il entra à Mayence avec soixante mille hommes tout au plus. Les troupes étaient dans un état affreux; la fièvre d'hôpital qu'elles avaient rapportée d'Allemagne acheva de disséminer les survivants de la guerre.

Les Français comptaient encore cent quatre-vingt dix mille soldats dispersés dans les places de la Pologne et de l'Allemagne. Napoléon, espérant toujours être reporté par une seule victoire sur l'Oder et la Vistule, les avait sacrifiés à des calculs chimériques, comme un joueur qui perd tout d'un seul coup en voulant tout regagner. Dresde capitula; Dantzig fut assiégée par les Prussiens et bombardée par les Anglais; plusieurs places se rendirent; d'autres prolongèrent inutilement la résistance (1).

(1) « Avant de se résoudre à éloigner ses troupes de la Pologne et de la Prusse, l'empereur, voulant s'y ménager des moyens de retour offensifs, avait ordonné de laisser de fortes garnisons dans les places qui assurent le passage de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe, telles que Praga, Modlin, Thorn, Dantzig, Stettin, Custrin, Glogau, Dresde, Magdebourg, Torgau, Wittemberg et Hambourg.

Cette grave décision de Napoléon peut être envisagée sous deux points de vue bien différents: aussi a-t-elle été louée par des militaires éclairés, tandis que d'autres, non moins instruits, l'ont fortement blâmée.

Les premiers disaient que la nécessité de donner enfin du repos et un refuge aux nombreux malades et blessés que son armée ramenait de Russie força l'empereur de garder les places fortes dont l'occupation assurait, du reste, aux Français la conservation d'un immense matériel

En Italie, Eugène se retira sur l'Adige ; les Autrichiens occupèrent toute le Vénétie. En Espagne, Soult, après la reddition de Saint-Sébastien, le

de guerre et de grands approvisionnements de vivres. Ils ajoutaient que ces forteresses embarrasseraient les mouvements des ennemis qui, forcés de les bloquer, affaibliraient ainsi le nombre des troupes actives qu'ils pourraient employer contre nous; enfin que si les renforts que Napoléon faisait venir de France et d'Allemagne le mettaient à même de gagner une bataille, les places fortes conservées par lui faciliteraient aux Français une nouvelle conquête de la Prusse, ce qui nous reporterait bientôt au-delà de la Vistule et contraindrait les Russes à retourner dans leur pays.

On répondit à cela que Napoléon affaiblissait son armée en la morcelant sur tant de points éloignés, dont les garnisons ne pouvaient se prêter mutuellement aucun secours; qu'il ne fallait pas compromettre le salut de la France pour sauver quelques milliers de malades et de blessés, dont un très petit nombre pourrait servir de nouveau. En effet ils périrent presque tous dans les hôpitaux. On disait encore que les régiments italiens, polonais et allemands de la Confédération du Rhin, joints par l'empereur aux garnisons françaises pour ne pas trop diminuer ses troupes, serviraient mal. Effectivement, presque tous les soldats étrangers combattirent très mollement et finirent par passer à l'ennemi. On ajoutait enfin que l'occupation des places fortes gênerait fort peu les armées russes et prussiennes qui, après les avoir bloquées par un corps d'observation, continueraient leur marche vers la France : ce fut en effet ce qui arriva.

Chacune de ces deux opinions présente, en thèse générale, des avantages et des inconvénients. Cependant, dans les conditions où se trouvait l'armée française, je crois devoir me ranger à l'avis de ceux qui proposaient d'abandonner les places, car puisque, de l'aveu même de leurs contradicteurs, ces places ne pouvaient nous être utiles qu'autant que nous battrions complètement les armées russes et prussiennes, c'était une raison de plus pour chercher à augmenter nos *forces disponibles*, au lieu de les disséminer à l'infini.

Et qu'on ne dise pas que les ennemis n'ayant plus, dès lors, de blocus à faire, auraient aussi accru le nombre de leurs bataillons disponibles, ce qui aurait rétabli la proportion; car on tomberait dans une très grande erreur. En effet, l'ennemi aurait toujours été obligé de laisser de fortes garnisons dans les places abandonnées par nous, tandis que nous eussions pu disposer de la *totalité* des troupes que nous y laissâmes et qui furent ainsi paralysées. J'ajouterai que la défense inutile de ces nombreuses forteresses priva notre armée active de beaucoup de généraux expérimentés, entre autres du maréchal Davout qui, à lui seul, valait

7 septembre, et de Pampelune, le 31 octobre, se vit réduit à défendre la frontière des Pyrénées. Suchet abandonna l'Aragon pour se replier sur Barcelone et la Catalogne et les défendre contre une armée nouvellement débarquée de cinquante mille Anglo-Siciliens.

Napoléon quitta Mayence, le 7 novembre, pour revenir à Paris (1). Les coalisés auraient pu l'y suivre sans rencontrer d'obstacles. Les Prussiens désiraient dans leur âme en fureur précipiter du faîte des grandeurs celui qui les avait tant foulés aux pieds, et Alexandre eût voulu se venger, lui aussi, des dédains de l'orgueilleux conquérant. Metternich, soutenu par lord Aberdeen, fit prévaloir l'idée d'adresser des propositions à l'empereur. Fran-

plusieurs divisions. Je conçois d'ailleurs qu'on renonce à se servir, en campagne, de quelques brigades, lorsqu'il s'agit de leur confier la garde des places d'où dépend le salut de son pays, telles que sont les villes de Metz, de Lille, de Strasbourg pour la France, car alors c'est, pour ainsi dire, le *corps* de la patrie qu'on défend. Au contraire, les forteresses placées sur la Vistule, l'Oder et l'Elbe, à deux et trois cents lieues de la France, n'avaient pas une importance *positive*, mais seulement une importance *conditionnelle*, c'est-à-dire subordonnée aux succès de nos armées actives. Ces succès n'ayant pas eu lieu, les quatre-vingt et quelques mille hommes de garnison que l'empereur avait laissés en 1812 dans ces places furent obligés de mettre bas les armes. » *Mémoires du général de Marbot*, t. III, p. 238.

(1) Le chancelier Pasquier résume en ces termes la situation de Napoléon : « Il avait à peine ramené avec lui cinquante à soixante mille hommes, et cependant, à la reprise des hostilités, après la rupture des négociations de Prague, il en comptait encore sous ses drapeaux, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'aux confins de la Bohême et de la Silésie, trois cent soixante-dix mille environ, sans parler de quatre-vingt mille au moins employés à la défense des places fortes, depuis Dantzig jusqu'à Magdebourg. Il en avait donc perdu près de quatre cent mille, car on pouvait regarder comme bien réellement perdus tous ceux qui étaient restés prisonniers à la suite des batailles et ceux qui se trouvaient enfermés dans des places sans espoir d'être débloqués. (*Mémoires*, t. II, p. 97).

chir le Rhin, c'était courir la chance de perdre ce qu'on avait reconquis, et, renverser Napoléon du trône c'était grandir outre mesure la prépondérance de la Prusse et de la Russie, c'était peut-être rallumer le foyer de la France révolutionnaire. On rédigea à Francfort une note très courte où l'on offrait à l'empereur les frontières naturelles de la France, le Rhin, les Alpes, les Pyrénées et l'Escaut avec Anvers et la Belgique. Ces conditions furent portées à Paris, le 14 novembre, par Saint-Aignan, ancien ambassadeur de la France à Weimar et beau-frère de M. de Caulaincourt. Napoléon consentit à négocier; mais il commit encore la faute de ne pas s'expliquer sur les bases proposées, de peur de montrer aux ennemis une condescendance qui les enhardît davantage.

Cependant un déchaînement général s'élevait en France contre Napoléon. On ne lui pardonnait pas d'avoir négligé l'occasion si heureuse des victoires de Lutzen et de Bautzen pour conclure la paix. On regardait son ambition comme extravagante, cruelle pour l'humanité, fatale pour le pays. La France, dit M. Thiers, dégoûtée de la révolution par dix années d'anarchie, était dégoûtée maintenant du despotisme par quinze années de gouvernement militaire et d'effusion de sang humain d'un bout de l'Europe à l'autre. De nouvelles conscriptions, de nouveaux impôts parurent intolérables. Le commerce poussa un cri de souffrance, les villes maritimes un cri de détresse. Au milieu de l'irritation publique, les partis reparurent. Les fonctionnaires devenaient arrogants. Des maréchaux, des ministres parlèrent et dirent qu'il fallait la paix.

Napoléon répondit que l'Europe ne voulait pas la paix, qu'elle voulait écraser la France et l'humilier, qu'il fallait combattre en désespérés. Cet homme est fou, disaient les courtisans naguère les plus obséquieux; il se perd et nous perd avec lui. Bassano qui avait trop longtemps flatté les chimériques espérances de l'empereur fut sacrifié à ce déchaînement. Napoléon fut contraint de le remplacer aux affaires étrangères par Caulaincourt, qui était connu pour avoir eu le courage de conseiller la paix.

Le sénat avait voté en silence les levées d'hommes ordonnées par Napoléon aussitôt après le désastre de Leipzig. Mais la conscription de 1815 devait donner des soldats trop jeunes. L'empereur imagina de recourir à toutes les classes libérées, en remontant de 1813 à 1803, et de prendre tous les hommes non mariés qui n'étaient pas retenus chez eux par des raisons majeures. Un sénatus-consulte vota la levée de trois cent mille célibataires. Ces trois cent mille hommes, joints aux deux cent quatre-vingt mille décrétés en octobre, portaient à environ six cent mille les levées qu'on allait exécuter durant cet hiver (1).

Les caisses publiques étaient vides. Leurs derniers fonds avaient été consacrés à l'achat de bons communaux, bons dépréciés qui ne trouvaient pas d'autres acheteurs. Napoléon ordonna des levées d'impôts qui devaient produire tout de suite cent

(1) En traînant sur les champs de bataille des hommes hors d'état de supporter les fatigues de la guerre, on augmentait les victimes... Jamais, je crois, dans aucun pays, il ne s'est rien vu de semblable, jamais on n'a demandé à aucune nation de se laisser ainsi volontairement conduire en masse à la boucherie. (*Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 88).



vingt millions. Avec ces cent vingt millions, avec les impôts ordinaires, avec le trésor des Tuileries, avec certains ajournements imposés aux créanciers de l'Etat, on avait le moyen de suffire aux besoins les plus urgents.

Les places étaient délabrées, sans artillerie, sans garnison. Tandis qu'on avait entouré d'ouvrages dispendieux un grand nombre de places fortes répandues dans toute l'Europe, les forteresses indispensables à la défense du pays se trouvaient dans un complet abandon. C'était une conséquence dangereuse de la politique ambitieuse suivie par l'empereur. On s'efforça de pourvoir aux besoins les plus pressants.

Napoléon, pressé par Metternich de s'expliquer sur les bases sommaires proposées à Francfort, accepta, le 2 décembre, les frontières naturelles de la France, mais il voulait garder, au delà du Rhin, Kehl, Cassel et Wesel, avec une ligne avancée en Hollande, au moins celle du Wahal. Il prétendait conserver à Jérôme le royaume de Westphalie et, si la confédération du Rhin était détruite, n'en souffrir à sa place aucune autre. Il voulait que l'Italie, indépendante de la France, le fût aussi de l'Autriche, qu'Eugène gardât le nord, Murat le sud, que le Pape, rentrant à Rome, n'y eût aucune souveraineté temporelle, que les Bourbons conservassent uniquement la Sicile et que le roi de Piémont recouvrât seulement la Sardaigne. Il était décidé à restituer l'Espagne et le Portugal à leurs souverains, mais à la condition que l'Angleterre restituerait de son côté toutes les colonies enlevées à ces deux royaumes. Il exigeait aussi que la Norwège restât au Dane-

mark. Comptant sur l'hiver pour refaire ses forces, il se croyait en état de soutenir toutes ces exigences.

En attendant, il s'efforça de rentrer en paix, s'il était possible, avec l'Espagne et avec le Pape. En traitant avec l'Espagne, il assurait les Pyrénées et pouvait rappeler les troupes qu'il y avait encore. Il chargea Laforêt, autrefois ambassadeur à Madrid, d'aller trouver Ferdinand VII à Valençay, et de lui offrir la liberté et le trône de ses pères, à condition que les Anglais quitteraient la péninsule et lui rendraient ses colonies. Le prince répondit qu'il ne disposait pas du vote des cortès et surtout qu'il ne pouvait pas s'engager pour les Anglais. Les pourparlers aboutirent à une transaction. Un traité éventuel fut signé le 2 décembre. Le duc de San Carlos et Palafox, ce dernier tiré exprès de prison, furent chargés de le porter à la régence, qui devrait le confirmer.

Napoléon se disait aussi qu'il serait bien réduit quelque jour prochain à faire la paix avec les puissances coalisées, et il savait qu'elles exigeraient certainement la restitution des Etats du Saint-Siège. Mieux valait donc traiter directement avec le Souverain Pontife et en obtenir peut-être, en retour d'un bon procédé, quelques avantageuses concessions. Les premières paroles d'ouverture furent portées à Consalvi par la marquise de Brignole, mère du nouveau préfet de Montenotte. A cette dame succéda, vers la fin de décembre, Mgr Fallot de Beaumont, ancien évêque de Gand, puis de Plaisance, récemment nommé à l'archevêché de Bourges. On se montra peu empressé à Fontainebleau d'accueillir ces avances.

L'empereur n'avait pu se résoudre à accepter immédiatement les propositions de Metternich. Il dut bientôt se repentir de n'avoir pas saisi le moment. Le soulèvement de la Hollande, en changeant les dispositions de l'Angleterre, fit s'évanouir les dernières espérances de conclure la paix.

Le général Molitor ayant cru devoir concentrer les troupes d'occupation à Utrecht, ce fut le signal de l'insurrection. Dès le 16 novembre 1813, Amsterdam leva l'étendard de la délivrance, et toutes les villes de l'ancienne république batave s'empressèrent de répondre à cet appel. Le général Bulow, avec le troisième corps prussien, et le général Winzingerode, à la tête des troupes russes, s'avançaient d'ailleurs pour soutenir la révolution qui venait de s'accomplir. Les autorités françaises s'éloignèrent précipitamment.

Un gouvernement provisoire, à la tête duquel étaient placés MM. Van Hogendorp et Van der Duin Van Maasdam, s'était formé à La Haye. Dès que l'on eut l'assurance que les efforts de la Hollande, pour recouvrer son indépendance, étaient favorisés par la politique des hauts alliés, on se hâta d'envoyer une députation en Angleterre pour inviter le prince d'Orange, fils du dernier stathouder, Guillaume V, à revenir dans sa patrie. Le 30 novembre, Guillaume parut en rade devant Scheveningen et descendit triomphalement sur cette même plage où il s'était embarqué en fugitif avec son père, dix-neuf ans auparavant. A peine arrivé à La Haye, il prit le titre de prince souverain des Provinces-Unies, conformément, disait-il, aux désirs de la nation. Le lendemain, deux mille quatre cents Russes

firent leur entrée à Amsterdam. Le peuple de La Haye avait toujours été dévoué à la maison d'Orange; mais les habitants d'Amsterdam, moins faciles à manier, inspiraient plus de défiance. Cependant tout se passa aussi bien qu'on pouvait l'espérer. Dans la soirée du 1er décembre, les professeurs Kemper et Fannius Scholten, qui, depuis quelque temps, se donnaient beaucoup de peine pour disposer le peuple en faveur du prince d'Orange, se rendirent à l'hôtel de ville et y proclamèrent Guillaume Ier prince souverain des Pays-Bas. Dès ce moment, celui-ci s'attribua toutes les prérogatives de l'autorité royale. Le 6 décembre, il annonça qu'il célèbrerait son avènement par une inauguration solennelle, aussitôt que la constitution aurait été présentée au peuple. En même temps, il déclara le gouvernement provisoire dissous, prit lui-même la direction des affaires et délia les fonctionnaires du serment prêté à Napoléon. Les Anglais débarquèrent en Hollande le général Graham, à la tête de six mille hommes, pour soutenir le nouveau gouvernement.

Guillaume nomma, pour rédiger son projet de constitution, une commission composée de quatorze membres, choisis dans les diverses provinces. Un travail préliminaire de M. Van Hogendorp servit de base aux délibérations. Le projet terminé devait être soumis aux notables. La commission de rédaction fut chargée de dresser à cet effet une liste de personnes choisies dans les diverses provinces et distinguées par leurs talents, leurs richesses ou leurs lumières. Des fonctionnaires du gouvernement ajoutèrent à cette liste un certain nombre

d'habitants, qu'ils désignèrent à leur gré, et les notables se trouvèrent ainsi portés à douze cents. Parmi ces douze cents, furent choisis les six cents qui devaient définitivement voter, par oui ou par non, l'adoption ou le rejet de la loi fondamentale. Sur les six cents notables désignés, quatre cent soixante-quinze seulement se réunirent à Amsterdam ; vingt-six votèrent le rejet, et quatre cent quarante-neuf l'adoption de la constitution. Cette loi fut promulguée le lendemain, 30 mars 1814.

D'après cette constitution, dit M. de Gerlache, tout le pouvoir exécutif était attribué au roi, avec une très forte part dans le pouvoir législatif. Les communes et les provinces n'avaient que l'administration de leurs intérêts particuliers. Les états provinciaux étaient chargés de réprimer les empiétements des communes quand elles sortaient de leurs attributions ; ils élisaient les membres des états généraux, sans pouvoir ni dicter leurs votes, ni leur donner de mandats ni d'instructions. L'assemblée des états généraux consistait en une seule chambre, composée de cinquante-cinq députés. Le budget des dépenses et celui des recettes devaient être soumis aux états généraux. Au chapitre IV, intitulé : *de la justice*, on rencontrait quelques dispositions qui avaient pour objet d'assurer la liberté individuelle et le droit de propriété. Il n'y était question ni du jury, ni de la responsabilité ministérielle, ni de la liberté de la presse. L'instruction publique se trouvait exclusivement concentrée dans les mains du gouvernement. On accordait protection ou plutôt tolérance à tous les cultes; mais la religion chrétienne réformée était déclarée celle du souverain, et spécialement favorisée.

Cette révolution spontanée, qui, à la première apparition des baïonnettes dites libératrices, éclatait et, presque sans violence, par un entraînement irrésistible, renversait les récentes créations de l'empire, persuada aux Anglais qu'il pourrait bientôt en être de même en Belgique et leur fit entrevoir la possibilité de pousser plus loin les avantages remportés sur Napoléon. En reprenant Anvers et Flessingue, il y avait une combinaison qui souriait fort à l'Angleterre : c'était de rendre la Hollande très puissante, afin qu'elle fût en mesure d'opposer une barrière à la France par la réunion des Pays-Bas autrichiens aux anciennes Provinces-Unies. De toutes parts, des agents secrets, des commerçants qui allaient fréquemment de Hollande en Belgique, des Belges poursuivis par la police française, donnèrent aux Anglais les mêmes espérances, et leur dirent que, si les troupes coalisées se portaient rapidement sur Anvers, Bruxelles, Gand, Bruges, elles trouveraient partout la même disposition à s'insurger contre un gouvernement qui, depuis quinze ans, les faisait gémir sous la conscription et sous les maux de la guerre maritime et avait, par la persécution religieuse, froissé le sentiment catholique de la population; qu'en outre, elles trouveraient des places sans armements, sans garnisons et sans vivres, que la magnifique flotte d'Anvers appartiendrait à qui voudrait l'enlever, qu'il n'y avait par conséquent qu'à marcher en avant pour réussir (1).

(1) Sur les dispositions de la Belgique et particulièrement du Borinage, voir les *Mémoires du général Bon de Marbot*, ch. XXXIV, t. III, p. 378 et suiv. Charlotte de Sor (*Napoléon en Belgique et en Hollande*) critique vivement la prétendue ingratitude des Belges envers Napoléon

Sur-le-champ on prépara des renforts destinés à la Hollande; on fit donner au général Graham, aux généraux prussiens et russes Bulow et Winzingerode, l'ordre de marcher tous ensemble sur Anvers et la Belgique, et on adressa de vives mais inutiles représentations à Bernadotte, afin qu'il cessât de s'occuper du Danemark et se portât avec toutes ses forces sur les Pays-Bas.

Telles étaient les dispositions du gouvernement britannique, juste au moment où Napoléon se décidait trop tard à accepter les conditions de Francfort. Mais si l'Angleterre s'était ravisée en présence de l'insurrection de la Hollande, les dispositions des autres puissances n'étaient guère plus favorables à l'empereur. La Prusse n'avait pas besoin de changer d'opinion pour être disposée à poursuivre la guerre; elle y trouvait d'ailleurs le moyen de devenir plus puissante que jamais. L'Autriche pouvait obtenir un dédommagement en Italie. La Russie entrevoyait l'espoir de venger en France l'invasion de son territoire. La majorité des coalisés, d'autant plus passionnés que la raison s'accordait avec leurs passions, voulait désormais la guerre à outrance pour ramener la France à sa frontière de 1790 et détruire tout ce que l'épée de Napoléon avait prétendu fonder. Le moment était unique pour cela. Il fallait empêcher l'empereur de gagner du temps et de refaire sa fortune. Une victoire défini-

pour qui elle est éprise d'un enthousiasme trop continu. Cet ouvrage n'est qu'un tissu d'odieuses calomnies contre le caractère belge. La Belgique fut pour Napoléon un pays conquis, et, à part quelques bienfaits matériels inspirés par la politique, notamment les travaux exécutés à Anvers, notre pays n'eut guère à se louer de la domination étrangère.

tive devenait enfin possible; elle mettrait l'Europe à l'abri du terrible vainqueur qui l'avait tant de fois terrassée. Ces espérances exaltaient les alliés. Partout on accélérait les levées d'hommes. Tous les petits princes qui étaient naguère les alliés de la France adhéraient à la coalition (1).

(1) Il ne faut point conclure de là, comme ceux qui ont entrepris de défendre Napoléon, que les alliés n'étaient pas de bonne foi dans leurs premières propositions et qu'ils n'avaient nulle envie d'y donner suite. « Je crois, dit le chancelier Pasquier, cette assertion dénuée de fondement. L'Autriche et la Russie voulaient sincèrement la paix; l'empereur François n'avait aucune envie de détrôner sa fille, et le caractère de l'empereur Alexandre était beaucoup trop circonspect pour qu'il n'eût pas la crainte, en continuant la guerre, de compromettre des succès et une gloire qui surpassaient déjà tout ce que son imagination avait osé se promettre dans ses rêves les plus exaltés. Un homme qui l'a souvent approché pendant le premier moment de son séjour à Francfort, M. de Labouchère, m'a assuré qu'il lui avait alors entendu répéter plusieurs fois ces paroles : « Il ne faut pas qu'on me croie assez insensé pour porter » la guerre de l'autre côté du Rhin. Je ne tomberai pas dans la faute qui » a coûté si cher à mon ennemi, et je n'irai pas chercher à Paris le sort » qu'il a trouvé à Moscou. » Alors, cette frontière du Rhin avait encore un grand prestige, on la croyait fort difficile à franchir, et l'entreprise d'attaquer chez elle une nation si guerrière, de l'attaquer au milieu de toutes ses ressources, derrière ses lignes de places fortes, se présentait à l'imagination sous un aspect très effrayant. Si donc Napoléon eût, le 16 novembre, répondu sans hésitation qu'il acceptait les bases projetées, je ne fais aucun doute que l'Autriche et la Russie se seraient crues liées et que les négociations auraient été ouvertes à l'instant même. L'Angleterre et la Prusse auraient peut-être cherché à les entraver, mais elles ne pouvaient rien seules, et elles n'auraient pas risqué de séparer leur cause de celle des deux empereurs d'Autriche et de Russie. Mais quand on vit que Napoléon refusait une réponse catégorique, on jugea qu'il ne voulait que gagner du temps pour rassembler ses forces, réorganiser son armée et être en état de profiter de la première occasion favorable. Or c'était cet avantage qu'on ne voulait pas surtout lui laisser. On hâta donc de tous côtés les marches, les mouvements militaires, et on s'occupa sans relâche à distribuer les forces coalisées, de manière à pouvoir les faire agir simultanément sur tous les points, depuis Bâle jusqu'à l'extrême frontière du Rhin. De ce côté, un événement fort important, le soulèvement de la Hollande, survint encore, avant la fin de décembre, et il contribua beaucoup à donner aux alliés une plus juste idée de ce

Mais dans l'hypothèse d'une reprise immédiate des opérations, le plan à adopter soulevait de nombreuses questions. Les forces coalisées étaient considérablement réduites et fort disséminées. Il avait fallu laisser sur les derrières, pour bloquer les places de l'Elbe, Benningsen et plusieurs corps d'armée. Bernadotte, qui semblait vouloir agir pour son compte, était toujours occupé du Danemark. Nous avons vu que d'autres corps de troupes prussiennes et russes étaient répandus en Hollande. Il ne restait donc sur le Rhin que l'armée de Schwarzenberg, cantonnée de Francfort à Bâle, et celle de Blücher, can-

qu'ils pouvaient tenter. » L'auteur si modéré des Mémoires que nous citons juge sévèrement ici la conduite de Napoléon, et son appréciation concorde avec celle de M. Thiers rapportée plus haut (p 267). « Ce qui, dit-il, aggrava ses torts, c'est qu'il fut inspiré, dans cette circonstance, bien moins par l'intérêt de la France que par son intérêt personnel. Il pouvait, après tant de désastres, la laisser dans un haut degré de force et de puissance; il l'a sacrifiée aux embarras de sa propre situation, à la difficulté de se retrouver seul, après l'écroulement de ses projets ambitieux, en face d'une nation qui avait tout fait pour lui et qui pourrait si justement lui demander compte de tant de trésors gaspillés, de tant de sang versé dans de folles entreprises. La paix, dans cette situation, lui a semblé le pire des malheurs. Dépouillé du prestige attaché aux conquérants, entouré de tous ces capitaines auxquels il n'aurait plus les richesses des peuples à distribuer, il n'a pas admis la possibilité de demeurer sur un trône où son premier devoir aurait été de se faire pardonner les fautes passées. En cela, il a méconnu la générosité française et n'a pas su se fier à une qualité qui était étrangère à son caractère. Il ne s'est même pas rendu justice à lui-même, car il avait dans les souvenirs de sa brillante carrière, même dans ses fautes et dans ses revers, un éclat et une grandeur qui l'auraient toujours soutenu. Son orgueil n'a pu accepter la moindre diminution dans son prestige. Dans le fond de sa pensée, il a toujours préféré courir les chances des combats et n'a été réellement résolu à traiter que quand il a été convaincu que tous les moyens de continuer la guerre allaient lui manquer à la fois. Mais quand il s'en est enfin aperçu, ses ennemis en savaient à cet égard autant que lui et ils se sont conduits en conséquence. » (*Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 110.)

tonnée de Francfort à Coblentz. On estimait ces deux armées à deux cent trente mille hommes immédiatement disponibles. Les alliés adoptèrent le plan le plus prudent, celui des Autrichiens, qui consistait à faire entrer la masse principale de leurs forces par Bâle et Belfort, pour éviter les places, s'avancer plus vite et séparer entièrement Napoléon du prince Eugène. Le 21 décembre, Schwarzenberg passa le pont de Bâle, malgré la neutralité de la Suisse (1). La diète, qui cherchait à résister, fut

(1) Cette violation de la neutralité suisse par les troupes autrichiennes mérite de fixer l'attention de tous nos patriotes. De même que la violation de la neutralité de Venise par Bonaparte en 1797, elle tend à prouver combien la sécurité que la neutralité procure aux peuples est précaire et trompeuse. Jamais un général n'hésite à la fouler aux pieds si les intérêts de ses opérations militaires, et à plus forte raison le salut de son armée, viennent à l'exiger. — L'éventualité de la violation de la neutralité belge en 1870 avait été envisagée par le Grand Etat-major allemand. Nous lisons en effet dans *La Guerre franco-allemande de 1870-71*, rédigée par la section historique du Grand Etat major prussien 1re partie, page 1056 : « Aussitôt qu'il avait été avisé de l'occupation de Stenay par des troupes saxonnes dans la journée du 27 août, l'Etat-major de S. M. le Roi s'était nettement rendu compte de toute la gravité de la situation de l'adversaire. Il était, dès lors, hors de doute que, selon toute vraisemblance, une continuation du mouvement de l'armée allemande vers le Nord devait avoir pour conséquence d'acculer l'armée de Châlons à la frontière belge. En prévision de cette éventualité, le chancelier fédéral, comte de Bismarck, avait adressé, dans l'après-midi du 30, un télégramme au ministre de la Confédération de l'Allemagne du Nord, près la cour de Bruxelles, pour le prévenir que des troupes françaises pourraient bien franchir la frontière et pour lui exprimer l'espoir que, le cas échéant, elles seraient désarmées sur le champ. » Et dans l'ordre adressé à l'armée et daté de Busancy, 30 août à 11 heures du soir, nous lisons textuellement : « *Dans le cas où l'ennemi passerait sur le territoire belge et ne serait pas immédiatement désarmé, on l'y suivrait sans attendre de nouveaux ordres, signés : de Moltke* » (p. 1057 de la 1re partie et page 268 des suppléments). — On sait qu'il s'en est fallu d'un rien que l'éventualité ne se réalisât. Le général Ducrot y était bien décidé et aurait mis son projet à exécution s'il avait conservé le commandement en chef devenu vacant par la blessure de Mac-Mahon. « En mettant toutes choses au pire, a déclaré ce dernier à la Commission d'enquête, il restait à l'armée la suprême ressource de se rejeter en Belgique. »

renversée par le parti hostile à la France, et la Suisse se prononça pour la coalition. De son côté, Blücher passa le Rhin, le 31 décembre, entre Coblentz et Mayence. Les deux armées devaient se réunir sur la Marne.

Schwarzenberg lança une proclamation dans laquelle il disait aux Français : « Nous ne faisons pas la guerre à la France, mais nous repoussons loin de nous le joug que votre gouvernement voulait imposer à nos pays qui ont les mêmes droits à l'indépendance et au bonheur que le vôtre... Le maintien de l'ordre public, le respect pour les propriétés privées, la discipline la plus sévère, marqueront le passage des armées... La gloire des monarques alliés sera d'avoir amené la fin la plus prompte des malheurs de l'Europe. La seule conquête qu'ils envient est celle de la paix pour la France, et, pour l'Europe entière, un véritable état de repos. Nous espérions le trouver avant de toucher au territoire français; nous allons l'y chercher. »

En apprenant les événements de Hollande et les premiers mouvements des coalisés vers les Pays-Bas, Napoléon avait sur-le-champ compris le danger qui le menaçait de ce côté. Voulant à tout prix sauver la ligne du Wahal, il avait sans délai retiré de la Catalogne le général Decaen et l'avait acheminé vers la Belgique et le Brabant septentrional, avec toutes ses forces disponibles. Il avait envoyé le duc de Plaisance, fils de l'archi-trésorier Lebrun, à Anvers, avec ordre d'enfermer l'escadre de l'Escaut dans les bassins, d'en répartir les marins, les uns sur la flotille, les autres sur les fortifications de la ville, d'y réunir également les dépôts les plus

voisins, les conscrits en marche, les douaniers, les gendarmes revenant de Hollande. Enfin il avait dirigé le général Mortier lui-même sur Namur à la tête de la vieille garde. Pour contenir les esprits très agités en Belgique, il y avait envoyé un excellent officier de gendarmerie, le colonel Henry, avec le grade de général, et quelques centaines de gendarmes pris en partie dans la gendarmerie d'élite.

La nouvelle du passage du Rhin à Bâle fit entrevoir à l'empereur la véritable pensée de l'ennemi. Il reconnut qu'on ne voulait plus négocier avec lui, ni lui laisser gagner le printemps, qu'on était résolu à pousser la guerre à outrance. Bien qu'à la première démonstration de l'ennemi vers la Belgique, il eût supposé que son principal effort se dirigerait de ce côté, dès le 21 décembre, il n'eut plus un doute sur la marche de l'invasion. Il vit que, tout en poussant le corps de Blücher de Mayence sur Metz par la route du Nord-Est, la coalition voulait cependant s'avancer par l'Est avec sa plus forte colonne, afin de tourner les défenses de la France et de marcher par Belfort, Langres et Troyes sur Paris. Napoléon prit ses dispositions en conséquence. Il ne s'agissait plus d'employer l'hiver à lever six cent mille hommes; il fallait se servir à la hâte des hommes arrachés à leurs campagnes désolées dans les mois de novembre et de décembre. L'empereur les distribua aussitôt entre ses différents corps de troupes. Il en achemina une partie vers les Pyrénées pour remplacer un nombre égal d'anciens soldats dans les armées de Suchet et de Soult, qu'il fit revenir, chacun avec dix ou douze mille hommes, afin de placer l'un à Paris où il voulait

former une armée de réserve, l'autre à Lyon où Augereau organisait la défense contre une invasion par la Savoie. Victor, Marmont et Ney se trouvaient échelonnés sur le Rhin de Bâle à Coblentz. Napoléon leur ordonna de se placer en-deçà des Vosges et d'établir une ligne de défense entre Epinal et Langres, où il posterait avec Mortier la vieille garder appelée en toute hâte de Namur. Macdonald, cantonné entre Coblentz et Nimègue, fut rappelé sur la Marne. L'empereur ne laissa en Belgique que la division Roguet, laquelle même ne devait y rester que le temps nécessaire pour permettre au général Decaen de réunir en marins et en conscrits les premiers éléments d'un corps d'armée. Napoléon multipliait en même temps les ateliers, les fabrications militaires, les réquisitions de chevaux.

Le sénat et le corps législatif venaient de s'ouvrir, le 19 décembre. Chaque assemblée nomma une commission chargée de prendre connaissance des pièces relatives aux négociations qui avaient échoué. Le sénat ne cessa point d'adhérer à la cause de l'empereur. La commission désignée par le corps législatif rédigea son rapport en termes moins dévoués; elle montra de la résistance et fit entendre des réclamations. Cette attitude était sans doute inopportune; mais Napoléon aggrava l'imprudence en donnant à la démarche du corps législatif la signification d'un refus de concours. Il fit saisir le rapport à l'imprimerie et décréta la dissolution de l'assemblée (1).

Ces dissensions accrurent les espérances des coa-

(1) Les détails de cette affaire sont longuement racontés par le chancelier Pasquier (*Mémoires*, t. II, p. 122 et suiv.).

lisés qui entraient en France par toutes les routes de la Franche-Comté. Les troupes françaises éparses dans les Vosges étaient débordées par cette masse d'envahisseurs, et, incapables d'opposer une résistance quelconque, elle faisaient face, en reculant, d'un côté à Blücher, qui s'avançait de Mayence à Metz, de l'autre à Schwarzenberg, qui se portait de Bâle et Besançon sur Langres.

Au nord, le général Decaen n'avait pu défendre la ligne du Wahal. Napoléon, mécontent qu'il eût abandonné Willemstadt et Bréda, le remplaça par le général Maison. Maîtresse de la Hollande, l'armée du Nord se partagea en deux corps : la droite, sous le commandement de Bulow, devait se porter sur Anvers et Bruxelles; la gauche, sous les ordres de Winzingerode, devait avancer par Clèves et Dusseldorf sur Liège et Namur. La Belgique était à son tour menacée de l'invasion. Dès le mois de novembre, les habitants de Bruxelles avaient été prévenus qu'au premier coup de tambour, ils devaient se réunir en armes aux postes qui avaient été indiqués. Une grande panique s'était répandue aussitôt parmi tous ceux qui, par leurs fonctions ou par leurs intérêts, tenaient au parti de la France. Une foule de fuyards des villes voisines venaient l'augmenter, et bientôt les principaux établissements furent fermés. Le 17 décembre, un détachement de soldats russes pénétra dans Louvain et poussa une reconnaissance jusqu'à Cortenberg, ce qui accrut encore l'agitation au sein de notre capitale (1). Les

(1) D'après le général de Marbot, ces cosaques n'étaient que des vagabonds prussiens, équipés en soldats russes et poussés par le désir de pillage. Ils saccagèrent le château impérial de Tervueren et enlevèrent

autorités, redoutant les réactions, étaient dans une grande anxiété; les gardes bourgeoises, constamment sous les armes, faisaient des patrouilles pour veiller au maintien de l'ordre.

Le général Bulow avait partagé son corps d'armée en quatre colonnes. La première marchait sur Zundert; une seconde, sous les ordres du général de Borstel, s'avançait vers Hoogstraeten; le centre, commandé en personne par le général en chef, se dirigeait sur Gross-Zundert, et une quatrième colonne sur Nispen. Le 11 janvier, à la pointe du jour, on entendit une violente canonnade dans la direction d'Hoogstraeten. Borstel venait d'y commencer l'action contre vingt mille hommes de troupes françaises. A neuf heures, le centre était totalement engagé. Le combat fut long et opiniâtre. Vers deux heures de l'après-midi, l'armée française était en retraite. Son aile gauche entièrement détruite, elle abandonna à l'ennemi huit cents prisonniers et plusieurs pièces de canon. Cette victoire assura aux alliés la possession de Turnhout et de toute la Campine.

Anvers était menacée, mais cette place pouvait

tous les chevaux du haras que l'empereur y avait formé; puis, se fractionnant en divers détachements, ces maraudeurs parcoururent la Belgique. Il en vint dans le département de Jemmapes, où ils essayèrent de soulever les populations et envoyèrent trois cents hommes à Mons pour s'emparer de Marbot. Ces cosaques allemands tuèrent un belge, nommé Courtois, vieux militaire, né à Saint-Ghislain, et qui avait perdu une jambe en Russie l'année précédente. Courtois, surnommé la jambe de bois, était considéré comme la gloire de la contrée. Les habitants s'unirent au commandant de la place pour châtier les meurtriers de leur compatriote. On compta dans la ville plus de 200 ennemis morts. Ceux qui survécurent se jetèrent dans la campagne et furent tous pris ou tués par les paysans. (*Mémoires du général B*[on] *de Marbot*, t. III, p. 384.)

soutenir un long siège. Désespérant au contraire de se défendre dans Bruxelles, les Français en firent sortir les employés, les archives, les élèves du lycée, les invalides, les malades et les blessés militaires. Tous les chariots des habitants des villages voisins furent mis en réquisition pour cette retraite, que la masse des fuyards, qui arrivaient de tous côtés, faisait parfois ressembler à une déroute. Durant ces jours, dit l'auteur de la chronique de Bruxelles, on ne voyait pour ainsi dire que des chariots avec des malades ou des blessés. Il s'en transportait beaucoup à l'abbaye de La Cambre, où la maladie sévissait tant que la mort en enleva une multitude. Tous les ecclésiastiques qui y allaient pour confesser, ainsi que les médecins ou chirurgiens, y contractèrent la maladie régnante, et la plupart y succombèrent. Ce n'était pas seulement à La Cambre, mais aux hôpitaux de Bruxelles qu'on devait constater ces funestes effets; aussi la contagion commençait-elle à gagner les habitants. Ces maux n'arrêtèrent pas la cupidité des agents de l'Empire. Ne voulant pas nous quitter les mains vides, ils pressèrent la levée des contributions. Des soldats furent placés chez les bourgeois qui ne se hâtaient pas de donner un argent qu'on pourrait bien leur redemander plus tard. Ces exécutions militaires achevèrent de mécontenter le peuple et lui firent désirer ardemment le départ de ses oppresseurs.

Tandis que Bulow s'avançait vers le Nord et se préparait à asseoir dans notre pays le pouvoir de la coalition, Winzingerode de son côté s'était emparé successivement de Nimègue, de Clèves, de Dussel-

dorf, de Cologne, d'Aix-la-Chapelle. Son avant-garde arriva à Liège, le 22 janvier; les alliés avaient évacué cette ville le matin du même jour. Le général russe y entra lui-même, au son des cloches, le 27. Il fut reçu par la garde de sûreté, la commission administrative provisoire et les notables de la cité. Le soir, la ville fut illuminée en son honneur. L'évêque nommé, Lejeas, ne pouvant compter sur la protection des alliés, s'était retiré avec les Français, en emportant une partie des archives.

L'ennemi ménageait systématiquement les pays envahis, évitant d'y lever des contributions. Comme les fonctionnaires avaient eu l'ordre de se replier, plusieurs villes, même en France, telles que Langres et Nancy, se livrèrent à des manifestations hostiles à l'empire. Napoléon, dont les yeux s'ouvraient, mais trop tard, envoya Caulaincourt aux coalisés, en l'autorisant à abandonner la Hollande et la Westphalie, à proposer à Metternich la ligne de l'Adige, à restituer immédiatement Venise à l'Autriche, Hambourg et Magdebourg à la Prusse. Caulaincourt, en arrivant à Lunéville et en voyant le désarroi général, écrivit à l'empereur que ces concessions ne suffisaient pas. Les alliés l'obligèrent à attendre aux avant-postes l'arrivée annoncée de lord Castlereagh.

Macdonald s'était retiré sur Mézières, Victor se repliait sur Saint-Dizier, Marmont et Ney sur Vitry, Mortier sur Bar-sur-Aube. Les conscrits désertaient. Les généraux ne faisaient aucun cas des dernières levées. Napoléon, par décret du 9 janvier, doubla la contribution foncière. Il forma des régiments de volontaires et une garde nationale choisie dont il

nomma les officiers. Puis, comprenant la nécessité d'aller en personne se mettre à la tête de ses troupes, il laissa l'impératrice à Paris avec Cambacérès et Joseph. Il chargea le duc de Rovigo de surveiller Talleyrand, dont il se méfiait. Enfin, après avoir appelé aux Tuileries les officiers de la garde nationale pour remettre sa femme et son fils comme un dépôt entre leurs mains, il partit pour Châlons, le 25 janvier 1814.

Quelques jours avant de prendre cette résolution suprême, Napoléon s'était de nouveau retourné vers le Pape. Le 18 Janvier, Mgr Fallot de Beaumont fut rappelé chez le duc de Bassano. Il en reçut un projet de traité et la minute d'une lettre qui devait servir à l'accréditer en qualité de négociateur auprès de Sa Sainteté. Par ce projet de traité, tous les Etats du Souverain Pontife lui étaient intégralement rendus et cela sans aucune espèce de conditions. L'invasion des alliés et la défection de Murat, qui, après avoir traité avec les ennemis de la France, venait de s'emparer de la plus grande partie des Etats romains, avaient dicté cette démarche inattendue de l'empereur. Aucune intention généreuse ne l'avait inspirée. Elle lui était simplement suggérée par le désir de se venger de son beau-frère et d'opposer à ses projets ambitieux un insurmontable obstacle. Telle était si bien sa pensée qu'il ne prit même pas la peine de la dissimuler. La lettre que, d'après ses ordres, le duc de Bassano avait dictée à Mgr de Beaumont pour être remise à Sa Sainteté, s'exprimait à ce sujet sans aucun ambage. En voici les propres termes :

« Très Saint-Père, je me suis rendu auprès de

Votre Sainteté pour lui faire connaître que, le roi de Naples ayant conclu avec la coalition une alliance dont il paraît qu'un des objets est la réunion éventuelle de Rome à ses états, Sa Majesté l'empereur et roi a jugé conforme à la véritable politique de son empire et aux intérêts du peuple de Rome de remettre les états romains à Votre Sainteté. Elle préfère les voir entre ses mains plutôt qu'entre celles de tout autre souverain quel qu'il soit. Je suis en conséquence autorisé à signer un traité par lequel la paix serait rétablie entre l'empereur et le Pape. Votre Sainteté serait reconnue dans sa souveraineté temporelle, et les états romains, tels qu'ils ont été réunis à l'empire français, seraient remis, ainsi que les forteresses, entre les mains de Votre Sainteté ou de ses agents; cette convention ne saurait être relative qu'aux objets temporels et au Pape comme souverain de Rome (1). »

La lettre qu'on vient de lire fut remise à Pie VII, le 20 janvier 1814. Les propositions de Napoléon était tout à fait illusoires, aussi longtemps qu'elles n'étaient point confirmées par le consentement des alliés. En effet, les territoires que l'empereur prétendait remettre au Souverain Pontife n'étaient plus au pouvoir des Français. Le Saint-Père répondit à cette étrange communication qu'il ne pouvait se prêter à aucune négociation, parce que la restitution de ses états, étant un acte de justice, ne pouvait devenir l'objet d'aucun traité.

Mgr de Beaumont, après s'être acquitté de sa

(1) Projet de lettre au Saint-Père, remis le 18 janvier à l'évêque de Plaisance par le duc de Bassano et contre-signé de la main de ce ministre d'Etat. (*Apud* D'HAUSSONVILLE, t. V, p. 313.)

mission, quitta Fontainebleau le 22 janvier. Tandis qu'il traversait la ville pour s'en retourner à Paris, il aperçut trois voitures qui se dirigaient vers le château, et bientôt il apprit qu'elles étaient destinées à emmener le Souverain Pontife. Tandis qu'il allait tenter une dernière fois le sort des armes, Napoléon ne se souciait pas de laisser le Pape à portée d'un coup de main de ses adversaires. Il fit publier que le Saint-Père allait être reconduit à Rome; mais trouvant peu digne et trop généreux de s'en remettre à la bonne foi de Pie VII, il donna secrètement l'ordre au colonel Lagorse de le conduire lentement vers la ville de Savone. Puisque le Pape avait refusé ses offres, il se réservait la faculté de traiter avec lui suivant les circonstances. Il voulait épier le cours de la fortune pour prendre son attitude en conséquence.

Le Pape partit le lendemain, accompagné seulement de Mgr Bertalozzi. Quant aux cardinaux, ils devaient être amenés par groupes successifs et sous l'escorte d'un officier de gendarmerie, qui leur ferait connaître le lieu de leur destination. On les achemina vers les villes du Bas-Languedoc pour les éloigner des pays qui allaient être envahis par les armées alliées.

Ce voyage forcé, au cœur de l'hiver, était extrêmement pénible pour les membres du Sacré-Collège, dont plusieurs étaient d'un âge avancé. Ce qui aggravait encore leur position, c'est que dorénavant plus que jamais ils ne devaient compter que sur la charité publique pour soutenir leur existence. La générosité de quelques catholiques zélés leur vint de nouveau en aide. Sans parler des secours qui

leur furent accordés par les fidèles en France, des sommes considérables, dit le P. Van der Moere, avaient été, à plusieurs reprises, envoyées de Belgique pour subvenir aux nécessités, soit du Saint-Père à Savone et à Fontainebleau, soit des cardinaux noirs qui, depuis l'an 1810, étaient exilés dans différentes villes de province, soit enfin d'autres prêtres qui, à cause de leur attachement au Saint-Siège, gémissaient dans les prisons. Les sommes destinées à ces confesseurs de la foi étaient recueillies et remises dans le plus grand secret. Des circonstances particulières ont néanmoins fait connaître, après la persécution, les noms de quelques-uns de ces généreux bienfaiteurs. Les prêtres qui avaient été secourus en ont révélé plusieurs, et les faveurs que le Saint-Siège accorda dans la suite en ont fait connaître d'autres. C'est ainsi qu'on a su plus tard que de généreuses offrandes avaient été faites au Pape, aux cardinaux et aux autres confesseurs de la foi, par les nobles familles d'Oultremont de Wégimont et Gillès de Pret (d'Anvers), de Robiano de Limpens (de Bruxelles), Le Candèle de Robiano (de Gyseghem), de Rodes et Van den Hecke (de Gand) (1).

Afin de terminer le récit de cette longue persécution religieuse et pour ne pas détourner plus tard l'attention du lecteur des événements militaires qui occupent le reste de cette histoire, nous anticipons de quelques mois sur l'ordre chronologique des faits qu'il nous reste à raconter.

Tandis que les cardinaux étaient transférés à

(1) J. Van der Moere, *Récit de la persécution endurée par les séminaristes du diocèse de Gand en 1813 et 1814, précédé d'un coup-d'œil sur l'histoire de l'Eglise dans ses rapports avec ce diocèse de 1800 à 1814.*

Avignon, à Nîmes, à Toulon, à Carpentras, et dans d'autres villes du midi de la France, le Pape continuait sa route vers Savone. Les instructions données au commandant Lagorse lui avaient expressément recommandé d'éviter autant que possible le séjour des grandes villes, sous prétexte d'épargner au Saint-Père la fatigue des visites à recevoir, en réalité pour empêcher qu'il ne devînt l'objet d'un accueil trop empressé de la part des populations. Il devait promener le Pape à petites étapes à travers toute la France et le conduire à destination lentement et par les chemins les plus détournés. Si la fortune venait à favoriser les manœuvres militaires de Napoléon, si les ennemis étaient repoussés hors de la France, tout ne serait-il pas remis en question? Et quel avantage d'avoir alors le Pape sous la main! Aussi, dès que ses premières victoires eurent fortifié ses espérances, l'empereur s'empressa-t-il, dans son incorrigible orgueil, d'ordonner qu'on éloignât encore un peu plus le Pape des chemins qui le rapprochaient de l'Italie. Peu à peu cependant les nouvelles du théâtre de la guerre étaient devenues plus fâcheuses pour Napoléon. Le commandant Lagorse s'était relâché chaque jour davantage de la sévérité de ses premières instructions, et les ovations se multipliaient sur le passage du Saint-Père. Les villes du midi surtout se signalèrent par l'ardeur de leurs acclamations (1). A Nice, presque toute la population, ayant à sa tête plus de deux cents prêtres, se porta bien loin hors de la ville au-devant du Souverain

(1) Voir sur le passage de Pie VII, à Toulouse, le récit d'un témoin oculaire, le comte de Villèle : *Mémoires et correspondance*, ch. VI, t. I, page 204.

Pontife. Sa voiture fut dételée, et des jeunes gens, appartenant aux familles les plus distinguées, la traînèrent d'abord à l'église, puis à l'hôtel de la préfecture. A Savone, le Pape fut reçu par le nouveau préfet de Montenotte, le marquis de Brignole, moins en prisonnier qu'en souverain. Enfin Napoléon, se considérant comme à peu près perdu et devenant tout à coup sage et généreux, quand il n'y avait plus de mérite de l'être, publia, le 10 mars, un décret par lequel il annonçait rétablir le Pape dans la possession de ses Etats. M. de Brignole apporta cette nouvelle au Saint-Père, le 17 mars, et eut le plaisir de lui dire le premier : Votre Sainteté est libre et peut partir dès demain.

Pie VII quitta Savone, le 17 mars. Le 23, c'est-à-dire le jour même où les coalisés prenaient la résolution de marcher sur Paris, il atteignit, près de Plaisance, la petite ville de Firenzuola, qu'occupaient les troupes réunies du roi Murat et de l'empereur d'Autriche. De ce jour-là seulement, le Pape fut tout à fait libre. Après avoir attendu, dans le nord de l'Italie, les cardinaux qui, toujours retenus par l'empereur, ne furent délivrés qu'au lendemain de sa chute, Pie VII s'achemina enfin à petites journées vers Rome. Les inflammables habitants de la ville éternelle firent au Saint-Père, le 24 mai, une réception enthousiaste. Au pont Milvio, la foule détela les chevaux de la voiture où le Pape, par une attention délicate, avait fait monter le doyen du Sacré Collège, le cardinal Mattei, et l'ancien prisonnier de Fénestrelle, le cardinal Pacca. Trente jeunes gens des premières familles de Rome traînèrent le carosse pontifical jusqu'à Saint-Pierre.

Pie VII versait d'abondantes larmes de joie. L'émotion fut extrême sur tout le parcours du cortège. Elle parvint à son comble lorsque le vénérable Pontife, descendu de voiture, se mit à gravir lentement, d'un air radieux les degrés de la basilique. La foule entière des fidèles, qui, avec une furie toute méridionale, poussait vers le ciel des acclamations frénétiques, éclatait en sanglots. Le célèbre chimiste anglais, Humphrey Davy, qui se trouvait alors à Rome, ne put s'empêcher, quoique protestant, de s'écrier : « Non jamais je n'oublierai l'enthousiasme qui accueillit le Pape. Il est impossible de décrire les transports de joie, de l'allégresse de tout un peuple. Un seul mot sortait de toutes les bouches : le Saint-Père! le Saint-Père! Sa restauration est l'œuvre de Dieu! »

CHAPITRE IX

Conférences de Châtillon. — Progrès de l'invasion en France. — Soumission de la Belgique. — Efforts du général Maison. — Formation d'un nouveau gouvernement. — Première abdication. — Capitulation de Paris. — Réunion de la Belgique et de la Hollande. — Pacification religieuse de la Belgique.

Parti de Paris, le 25 janvier 1814 au matin, Napoléon arriva, le même soir, à Châlons-sur-Marne. Quand il eut rejoint ses maréchaux à Vitry, il leur annonça qu'il ne leur amenait point de secours et s'efforça de ranimer leur courage en exposant son plan de campagne. Blücher s'avançait sur la Marne, Schwarzenberg sur la Seine. L'empereur comptait manœuvrer entre ces deux armées, se jeter rapidement sur l'une d'elles, puis se reporter sur l'autre, les empêcher de se concentrer et leur infliger quelque échec redoutable.

Blücher, après avoir laissé des détachements devant Mayence, Metz et les autres places de l'Est, se portait vers Bar-sur-Aube, comptant y rejoindre la grande armée des coalisés. Napoléon s'en étant aperçu courut sur lui, en suivant non pas des routes mais des chemins de traverse, l'atteignit à l'improviste devant Brienne et l'attaqua, le 29 janvier. La journée fut des plus rudes ; de chaque côté on s'attribua la victoire. La ville et le château restèrent aux Français, mais on ne put empêcher Blücher de

rejoindre Schwarzenberg. Le gros de leurs forces reprit aussitôt l'offensive. Le 2 février, ils tombèrent sur Napoléon à la Rothière; l'attaque fut vigoureuse, la résistance ne le fut pas moins. L'empereur se retira la nuit sur Brienne et sur Troyes, ayant perdu cinq mille hommes et une partie de ses canons. Il rejoignit Mortier à Troyes et se trouva à la tête de quarante-cinq mille hommes. Mais il était clair que toute victoire serait à recommencer le lendemain, et que toute défaite deviendrait un désastre. Berthier et Bassano insistèrent plus que jamais pour la paix.

Le ministre des affaires étrangères d'Angleterre, lord Castlereagh, venait d'arriver à Châtillon. Il s'empara de la direction politique de la coalition. Les alliés furent d'avis que l'on continuât de négocier, qu'on offrît à Napoléon les frontières de 1790, et que, s'il les refusait, on ramenât les Bourbons. Ils s'accordaient pour exclure la France de tout arrangement concernant les autres Etats. La Belgique réunie à la Hollande devait former le royaume des Pays-Bas. Les négociations se poursuivirent avec Caulaincourt, sans aboutir à aucun résultat (1).

A Paris, l'alarme croissait à chaque progrès des alliés. Elle devint extrême quand on sut que Macdonald ne pouvait tenir sur la Marne. La question du départ de l'impératrice et du roi de Rome fut agitée aux Tuileries.

(1) Le chancelier Pasquier nous donne un récit intéressant des négociations du congrès de Châtillon. D'après lui, ce fut l'empereur Alexandre, inspiré par le général de Pozzo, d'origine corse comme Napoléon, qui poussa les alliés à continuer la guerre et à rétablir les Bourbons (*Mémoires*, t. II, p. 152 et suiv.).

Le but des coalisés était d'acculer Napoléon sous les murs de sa capitale et de l'accabler en y faisant converger des forces supérieures. Il fut convenu que Blücher irait sur la Marne rallier les corps en retard de l'armée de Silésie, marcherait en suivant cette rivière avec soixante mille hommes, refoulerait Macdonald et forcerait ainsi Napoléon à se replier, pendant que Schwarzenberg, avec cent trente mille hommes, suivrait la vallée de la Seine, des corps détachés sur l'Aube ralliant les deux armées. Mais Schwarzenberg, inquiet de l'apparition des troupes françaises sur l'Yonne, commit la faute de trop dégarnir sa gauche pour couvrir sa droite et agrandit l'écart qui le séparait de Blücher.

Napoléon aperçut, dans la séparation de Blücher et de Schwarzenberg, une chance de succès qu'il s'empressa de saisir. Il résolut de couper l'armée de Blücher par le milieu dans sa marche de Fère-Champenoise à Montmirail. Courant de Nogent-sur-Seine à Champaubert avec trente mille hommes, il fit un prodige en y amenant son artillerie. Le 10, il surprit un corps de six mille Russes, celui d'Alsoufieff, isolé des autres, et, après un combat vif et meurtrier, il en enleva la moitié, y compris le général et l'état-major.

On apprit alors que Blücher était en arrière à Etoges et Sacken en avant au-delà de Montmirail. Le 11 au matin, Napoléon, laissant Marmont devant Blücher pour le contenir, marcha sur Sacken, qui revenait sur ses pas, et sur le général York, qui arrivait de Château-Thierry. Il occupa les deux routes, opposa le gros de ses forces à Sacken, lui tua deux mille hommes, lui fit quatre ou cinq mille

prisonniers et le rejeta du côté de la Marne. Le 12, il marcha sur la route de Château-Thierry, rencontra Sacken et York réunis, les battit, les enveloppa et leur fit encore trois ou quatre mille prisonniers. En se retirant au-delà de la Marne, ils détruisirent le pont pour échapper à Mortier, lancé à leur poursuite.

Napoléon reçut l'avis que Blücher, retiré à Vertus et Etoges, revenait sur Montmirail. Il courut de ce côté au secours de Marmont, qu'il rejoignit, le 14, en vue de Vauchamps. Blücher, arrêté à la sortie de ce village, fut obligé de rebrousser chemin jusqu'à Etoges. Grouchy et Saint-Germain, prenant les devants avec la cavalerie à travers les bois, lui coupèrent le passage et lui enlevèrent encore un grand nombre de prisonniers. Enfin Marmont fondit la nuit sur son camp et s'empara de son artillerie. En vingt-quatre heures, on lui fit perdre huit à dix mille hommes.

En résumé, Napoléon, en cinq jours, dit M. Dareste, réduisit l'armée de Silésie à peu près de moitié, lui enleva une partie de ses canons et de ses drapeaux, et lui fit dix-huit mille prisonniers qu'il envoya immédiatement à Paris pour les y montrer.

Cependant Schwarzenberg s'avançait sur la Seine; il occupait Montereau et étendait ses avant-postes sur la rivière d'Yères. Napoléon, sans perdre de temps, marcha sur l'Yères par Meaux et Guignes, rallia ses lieutenants, puis se porta sur la Seine pour reconquérir les ponts de Montereau et de Bray, et couper en deux l'armée ennemie. Chemin faisant, ses lieutenants livrèrent deux combats victorieux à Mormant et à Villeneuve. Le 18, l'empereur poussa

vivement ses troupes sur le coteau qui domine le pont de Montereau. Il en chassa le prince de Wurtemberg, lui mit trois mille hommes hors de combat, lui fit quatre mille prisonniers et enleva ses canons. Le pont fut aussitôt occupé, mais des retards apportés dans l'exécution des opérations empêchèrent de couper l'armée ennemie. Le 24 février, Napoléon rentra en vainqueur à Troyes, à la tête de soixante-dix mille hommes.

Pendant que l'empereur accomplissait ces prodiges, qui lui rendaient l'espoir de redevenir promptement le maître de l'Europe (1), la Belgique était tombée presque toute entière au pouvoir des coalisés.

Le général Maison avait ordre de couvrir la place d'Anvers, qui par sa position, protégeait le pays contre toute attaque du côté du nord, renfermait une flotte formidable, et justifiait d'autant plus la sollicitude de Napoléon qu'il venait d'y faire exécuter, comme par enchantement, d'immenses travaux de toute espèce. Maison s'efforça de tenir la campagne, en fatiguant ses ennemis sans livrer d'action décisive. Mais, le 13 janvier, le poste de Merxem, quoique vaillamment défendu par la division Ambert, fut enlevé de vive force. Le 1er février, un combat sanglant fut livré à Deurne. Les Français, après avoir incendié le village, durent de nouveau se retirer dans les fortifications anversoises. De nombreux chariots amenèrent dans la ville les blessés qui bientôt remplirent tous les hôpitaux.

(1) V. ses lettres à Caulaincourt, publiées par le chancelier Pasquier (*Mémoires*, t. II, p. 165 et suiv.).

Le soir du même jour, les troupes alliées firent leur entrée dans Bruxelles. L'arrière-garde française quitta notre capitale entre cinq et six heures du soir; environ une heure après, la porte de Louvain vit entrer les premiers cosaques, au nombre de huit à dix. Ils traversèrent rapidement la ville pour suivre les traces des Français. Plus tard, dans la soirée, arrivèrent, sous le commandement du général Narischin, quelques détachements de cavalerie et d'infanterie, qui furent logés chez les bourgeois, tandis que les cosaques couchèrent au milieu de la neige dans la rue des Fripiers. Le lendemain, de nouvelles troupes entrèrent en ville et remplacèrent celles qui, arrivées la veille, étaient parties le matin à la poursuite des Français. Poussée par la curiosité, la foule se portait à la rencontre de ces soldats du nord, dont les costumes et le langage faisaient naître le plus vif étonnement.

Le gouvernement militaire d'Anvers appartenait au duc de Plaisance, administrateur général de la Hollande; le commandement de la place était confié au général de division, baron de Fauconnet. Un conseil de guerre ordonna la démolition des faubourgs de Saint-Willebrord et de Borgerhout. L'œuvre de destruction était déjà commencée lorsque la nouvelle se répandit que l'empereur venait de confier la défense d'Anvers au général Lazare-Nicolas Carnot, ancien ministre de la guerre de la République, qui était venu mettre son épée au service de la France. Carnot, arrivé le 2 février, n'approuva pas le plan du duc de Plaisance; au lieu d'abattre, il résolut de maintenir les faubourgs de Saint-Willebrord et de Borgerhout; il projeta, en les fortifiant,

de les faire servir à la défense de la ville. Cette décision fut accueillie avec joie par les habitants, et Carnot fut considéré comme un sauveur. Mais aux faubourgs du Kiel, du Markgravelei et jusqu'à celui de Berchem, on fit abattre toutes les plantations et démolir tous les édifices qui auraient nui à la défense de la ville.

A l'arrivée de Carnot, les Français ne conservaient au dehors que les postes de Berchem et de Borgerhout. Le général anglais Graham était devant Anvers. Il s'occupait à élever des batteries incendiaires derrière la digue Ferdinand et en avant de Merxem, pour brûler les vaisseaux dans le bassin; mais, grâce à l'activité du vice-amiral Missiessy, secondé des chefs de la marine, l'escadre, désarmée et blindée, n'avait rien à craindre de cette attaque. Un feu soutenu du corps de place fut dirigé contre les travailleurs et les ouvrages des Anglais, tandis que le fort Ferdinand et la batterie des Anguilles, commandés par le capitaine de frégate Dusseuil, les canonnèrent à revers.

Le 3 février, le feu des batteries françaises continua avec la même intensité; celui des assiégeants, qui ne commença qu'à trois heures de l'après-midi, finit vers les huit heures du soir, de sorte que, pendant tout ce temps, quarante bouches à feu ne cessèrent de lancer des bombes et des boulets rouges. Un magasin de planches, une maison adossée à ce magasin, furent embrasés, mais en peu d'instants on parvint à maîtriser l'incendie. Quelques vaisseaux furent traversés par des boulets rouges, mais sans avarie notable. Plusieurs habitations furent endommagées et quelques habitants tués. Les Français perdirent douze hommes en cette journée.

Après s'être occupé pendant la nuit d'armer de nouvelles batteries, les assiégeants recommencèrent le feu dès la pointe du jour. Une bombe, tombée à bord du *César*, traversa deux ponts, coupa trois barots et vint éclater dans la première batterie sans blesser personne. A bord du *Commerce de Lyon*, une bombe traversa la sainte-barbe et éclata dans la soute aux poudres. Une autre bombe, tombée dans la hanche du *Charlemagne*, avaria la préceinte. Dans le grand bassin, une bombe tomba sur l'arrière du *Conquérant*, le traversant jusqu'à la soute. Les Français ne perdirent que quatre hommes ce jour-là.

Le 5, le bombardement se soutint jusqu'au soir avec une égale vivacité de part et d'autre. Une bombe força le gaillard de l'*Albanais*, ainsi que trois ponts intermédiaires, et vint éclater dans la case. Pendant ces trois jours, les assiégeants envoyèrent quinze cents bombes et huit cents boulets rouges. Heureusement Graham, soit qu'il voulût épargner la ville, soit qu'il vît l'inutilité de poursuivre le bombardement, résolut de convertir le siège en blocus.

Un conseil de défense fut formé à Anvers. Il était composé du général Carnot, gouverneur, président; du général Lebrun, duc de Plaisance; du vice-amiral Missiessy; du préfet maritime Kersaint; des généraux Roguet, Ambert, Fauconnet, commandant de la place, Aymard, Flamand, Bruny, Ducos, commandant de la citadelle; du contre-amiral Gourdon; des colonels de génie et d'artillerie Sabatier et Hulot; du major d'artillerie Berger; de Cazac, commissaire des guerres ordonnateur ; de

Koller, sous-inspecteur aux revues; et de Cobert, secrétaire-archiviste. Ce conseil devait aider de son expérience un gouverneur déjà très capable par lui-même.

Les lois de la guerre ordonnent d'expulser des places en état de siège tous ceux qui ne sont pas pourvus de provisions; mais le gouverneur fit publier, le 6, que seulement ceux des habitants qui n'avaient pas le droit de cité eussent à évacuer la place dans les vingt-quatre heures. Par cette mesure, on évitait de détourner le cours naturel de la bienfaisance des plus riches bourgeois qui, par une fructueuse souscription, vinrent au secours de la classe indigente. La solde des troupes fut également réglée et arrêtée de manière à n'éprouver, pour l'avenir, ni retard, ni embarras. Jour et nuit, Carnot s'occupait alternativement avec les colonels d'artillerie et de génie, Hulot et Sabatier, des moyens les plus prompts pour accélérer l'armement et les ouvrages de la place, qui bientôt fut mise en état de soutenir un long siège.

De la province d'Anvers, les alliés s'étaient répandus dans la Flandre. Ils entrèrent, le 3 février, à Termonde, au son des cloches, et furent reçus à la mairie où on leur offrit le vin d'honneur. Ils étaient à Gand, le lendemain, et ils poussèrent aussitôt des détachements dans toutes les directions, sur les routes du Sas de Gand, d'Eccloo, de Deynze, d'Audenaerde, de Lokeren, de Saint-Nicolas, pour prendre possession de ces villes.

Tandis que les soldats de Bulow envahissaient la Flandre, ceux de Winzingerode se répandaient de Liège dans les provinces wallonnes. Le 24 janvier,

l'arrière-garde française quitta Namur. Peu après, les cosaques, au nombre d'environ cent cinquante, y entrèrent et bivouaquèrent sur la place, à côté de leurs chevaux. Le 25 de grand matin, le prince Lapoukin, colonel de cosaques, entra à la tête de son régiment, composé de huit cents cavaliers. Le 28, il fut remplacé par le général Czernicheff, commandant un corps d'avant-garde de cinq mille hommes. Celui-ci partit de Namur, le 2 février, après l'arrivée du général en chef Winzingenrode, qui fit son entrée à la tête de huit mille hommes d'une superbe infanterie, de trois mille hommes de cavalerie, dragons, hussards, chasseurs, et de plus de trente pièces d'artillerie. Le lendemain, la majeure partie de ces troupes quittèrent Namur, prenant leur direction sur Philippeville et emportant avec elles des fascines, des échelles et tout ce qui était nécessaire pour livrer des assauts. Le général Winzingerode établit à Namur son quartier général. Il n'y séjourna pas longtemps et se porta sur la France où il prit Avesnes d'un coup de main; le 6 février, son avant-garde pénétra jusqu'à Reims.

Winzingerode avait lancé de Namur la proclamation suivante :

« Aux habitants de la France. Nous entrons dans vos anciennes frontières; le prince royal de Suède nous suit avec toute son armée. Le ciel a béni nos armes pour la gloire de la Russie et la délivrance de l'Allemagne; il achèvera son ouvrage et forcera l'empereur Napoléon à vous rendre la paix que vous implorez tous. Lisez la proclamation des souverains alliés, vous verrez que leur volonté est la paix; demandez à vos compatriotes comment ils

sont traités par nos soldats, et vous verrez que c'est en amis qu'ils entrent dans vos villes, dans vos villages. Un héros français, qui jadis combattait pour votre liberté, pour la gloire de la France, auquel la Suède a confié ses destins, que vos armées redoutent, revient acquérir de nouveaux droits à votre reconnaissance, en nous menant à la victoire, pour vous rendre le bonheur et la paix. Recevez amicalement nos soldats, il ne vous demanderont que leur nourriture. Accourez à moi au moindre désordre qu'ils pourraient commettre; à toute heure, vous me trouverez prêt à vous entendre et à punir celui de mon armée qui, contre la volonté de mon auguste souverain, oserait offenser ou piller un français. Que chaque citoyen reste dans sa demeure, que chaque employé du gouvernement continue ses fonctions; il sera respecté et acquerra des droits à la reconnaissance de ses concitoyens, en prévenant, par sa présence, les désordres de l'anarchie, et en devenant l'interprète de leurs besoins. Nous ne combattons que les soldats de l'empereur Napoléon; le ciel vous préserve de vous joindre à eux; l'innocent serait confondu avec le coupable, des populations entières seraient livrées à la vengeance des cosaques, si un bourgeois, un paysan quittait ses paisibles occupations pour prendre les armes.

Donné au quartier général de Namur, le 5 février 1814.

Le général en chef, baron DE WINZINGERODE. »

Winzingerode ne se trompait point quand il annonçait l'arrivée prochaine de l'armée suédoise. La paix avait été signée avec le Danemark, et l'armée

du prince royal de Suède arrivait des bords de la Baltique. Le 13 février, le lieutenant-général, comte Worontsoff, entra à Liège, à la tête de l'avant-garde. Le prince héréditaire y arriva, le 26.

De nombreuses forces pénétraient de tous côtés en Belgique et venaient renforcer la puissance de la coalition. Le 7 février, arrivèrent à Lierre le prince d'Orange, le duc de Saxe-Weimar et le général Bulow. Le lendemain, ils firent leur entrée à Bruxelles. La garde bourgeoise alla à leur rencontre, enseignes déployées, et les conduisit, au son des cloches et de la musique, à l'hôtel de la préfecture où ils établirent leur résidence.

Les coalisés ne se contentaient pas de prendre, par leurs armées, possession de la Belgique. Ils y exerçaient l'autorité politique en même temps que l'autorité militaire. Les généraux alliés, dès leur arrivée à Bruxelles, avaient chargé de l'administration provisoire du pays deux commissaires, le comte de Lottum et Délius. De son côté, Winzingerode avait établi à Liège, pour administrer provisoirement le pays occupé par les armées russes, une commission centrale composée de MM. le comte de Borchgrave d'Altena, le comte d'Aussembourg, Van Slypen, De Leonardts d'Achel, Léonard Vandermaesen; il leur adjoignit une commission de trois membres pour chacun des arrondissements de Hasselt, de Ruremonde et de St-Trond.

Le 4 février, il fut enjoint à tous les Français résidant à Bruxelles d'aller se faire inscrire à l'hôtel de ville. Une proclamation signée par le duc de Saxe-Weimar et le général Bulow, le 11 février, déclara les Belges déliés du serment d'obéissance

qu'ils avaient prêté au gouvernement français et libéra tous les employés des engagements qu'ils avaient contractés envers les autorités jusqu'alors constituées.

Le même jour, une commission administrative pour le département de la Dyle fut établie à Bruxelles. Elle était composée de MM. d'Anethan, Van der Fosse, d'Hannecroix, Vilain XIIII, Meens, Barthels, secrétaire.

En vertu des pleins pouvoirs qu'ils avaient reçus à cet effet, les chefs d'état-major, le baron de Wollzogen, général-major au service de l'empereur de Russie, et le baron de Boyen, général-major au service du roi de Prusse, créèrent un gouvernement provisoire, composé d'un gouverneur militaire et d'un gouverneur civil, formant la plus haute instance en dernier ressort et assistés d'un conseil administratif et de quatre secrétaires généraux. Ce gouvernement fut installé, le 15 février. Le comte de Lottum, gouverneur de Bruxelles, pour la partie militaire, Délius pour la partie civile, furent chargés, en qualité de commissaires généraux, d'administrer les intérêts des alliés, et le duc de Beaufort fut nommé gouverneur général de la Belgique. Les membres du conseil administratif étaient : MM. le comte Eugène de Robiano faisant, en l'absence du duc de Beaufort, les fonctions de gouverneur général, De Limpens, et De le Vielleuse, père. Le secrétariat général était composé de MM. le baron de Poederlé pour les armements militaires, De Brouckere pour la police, le baron de Crumpipen pour les finances, de Jonghe pour la justice et pour les intérêts du clergé.

Quelques jours après, le 26, il fut pourvu à l'administration de chaque province par la nomination d'intendants départementaux, à savoir : Pour le département de la Dyle : M. le baron d'Anethan — Pour le département de l'Escaut : M. Beaucarne — Pour le département de la Lys : M. Vanseveren — Pour le département des Deux-Nèthes : M. de Wargny — Pour le département de Jemmapes : M. de Bousies — Pour le département de Sambre-et-Meuse : M. de Bruges — Pour le département de la Meuse-Inférieure : M. Brandes — Pour le département des Forêts : M. d'Ormechville. On nomma sous-intendants pour l'arrondissement de Bruxelles : M. P. J. de le Vielleuse fils ; pour l'arrondissement de Louvain : M. Sterckx ; pour l'arrondissement de Nivelles : M. de Berlaimont. En général, les anciens sous-préfets, les conseillers de préfecture, les maires et leurs adjoints, ainsi que toutes les autres autorités locales et subalternes, furent provisoirement maintenus en fonctions, à l'exception des individus nés français.

Les départements de l'Ourthe et de la Meuse-Inférieure restèrent séparés du gouvernement général de la Belgique. Ils formèrent, avec le département de la Roër, le gouvernement du Bas-Rhin. Le 16 février, M. de Sack en fut nommé gouverneur général ; il résida à Aix-la-Chapelle. On nomma aussi des commissaires de gouvernement. M. Koenen, ancien conseiller à la cour impériale de Liège, fut désigné pour le département de l'Ourthe, et M. Koppe pour le département de la Meuse-Inférieure.

Les alliés cependant se défiaient toujours des

dispositions du peuple, et les plus grandes précautions, racontent les auteurs de l'*Histoire de Bruxelles*, étaient prises pour prévenir tout mouvement en faveur d'un parti qui n'était rien moins que populaire, bien qu'il comptât encore de nombreux adhérents. Le 18, le duc d'Ursel, qui venait d'annoncer au conseil municipal sa résolution de se démettre de ses fonctions de maire, fut arrêté et conduit sous escorte hors de Bruxelles, sous prétexte qu'il correspondait avec les Français. Son hôtel fut gardé et ses papiers mis sous scellé. Lorsque le conseil fut informé de l'arrestation du maire, il envoya aussitôt au duc de Saxe-Weimar une députation chargée de lui présenter une requête en faveur du prisonnier. Mais on n'y eut aucun égard, et, le 25, le baron J. Vanderlinden d'Hooghvorst fut nommé maire de Bruxelles. Quant au duc d'Ursel, il ne fut relâché que le 21 mars. Le 21 février, le magistrat ayant voulu faire mettre à exécution une ordonnance qui prescrivait, comme de coutume, le paiement des droits du marché, il s'en suivit un tumulte qui fut sur le point d'occasionner de grands malheurs.

Un arrêté du 22 février ordonna à tous les fonctionnaires des ordres administratif et judiciaire, aux avocats et aux avoués, de donner, dans les trois jours, leur promesse écrite d'obéissance et de fidélité aux puissances alliées, sous peine d'être considérés comme démissionnaires. Nos villes s'étaient déjà vues forcées de fournir, à leurs frais, aux troupes alliées, une grande quantité d'effets d'équipement. Le 3 mars, leurs généraux imposèrent au pays une contribution de trois millions.

Débordé par l'invasion de troupes formidables, le général Maison avait fait d'infatigables mais inutiles efforts pour couvrir la Belgique. S'étant avancé jusqu'à Louvain, nous avons vu qu'il n'avait pu empêcher ni le blocus d'Anvers, ni la prise de Bruxelles. Menacé de voir ses communications coupées, il fut contraint de se replier et concentra son armée dans cette partie du pays comprise entre les villes de Courtrai, Audenarde, Enghien, Ath et Tournai. Il établit son quartier général dans cette dernière ville. Aussitôt les alliés s'avancèrent pour lui couper la retraite sur Lille et la France. Le 8 février, les troupes du général de Borstell quittèrent Bruxelles pour se mettre à sa poursuite. Le 16, le quartier général de Bulow se rendit de Bruxelles à Mons, occupée, depuis le 5, par les coalisés. Le 18, les troupes saxonnes et le quartier général de Saxe-Weimar se dirigèrent sur Enghien et Ath; mais déjà la veille, Maison s'était replié sur Lille, et les coalisés étaient entrés à Tournai. Le même jour, un détachement de troupes alliées occupa Courtrai, Menin et Cassel. Après une affaire glorieuse près de cette dernière ville, la retraite de l'ennemi fut si précipitée qu'il abandonna dix pièces de canon. Le duc de Saxe-Weimar établit son quartier général à Tournai. Le 17, eut lieu aussi la reddition du Sas de Gand. Par suite de la capitulation conclue entre le comte de Boyaloff, colonel des cosaques, et M. Boutté, commandant de la place, la garnison, composée de cinq cent cinquante hommes, fut faite prisonnière de guerre. Excepté Anvers et quelques places sur les côtes, toute la région des Pays-Bas était au pouvoir de la coalition.

Le général Maison ne tarda point cependant à reprendre l'offensive. Le 23 février, la garnison des troupes alliées était partie de Courtrai pour se porter sur Ypres et sommer cette place de se rendre, ainsi que Nieuport et Ostende. Les alliés occupèrent Poperinghe et les environs. Maison, profitant de ce mouvement des troupes ennemies, rentra à Courtrai, le 26. Le général de Borstell détacha de Tournai contre les Français un corps de cinq mille hommes. En même temps, le comte Bicholoff partit de Gand et se porta contre Maison. Le 5 mars, celui-ci s'étant avancé jusque sous les murs d'Audenarde engagea un combat à Beveren et fut repoussé. Le 7, il y eut un nouveau combat à Harlebeke. Les Français durent se replier sur Courtrai; ils évacuèrent cette ville; le lendemain, les alliés y rentrèrent, et Maison se retira de nouveau à Lille avec son armée.

Bulow s'avança de Mons sur Laon et Soissons tandis que Winzingerode s'était déjà porté sur Reims. Schwarzenberg se repliait sur Bar, Chaumont et Langres; mais Blücher, qui venait de refaire l'armée de Silésie, s'était avancé jusqu'à Méry et, toujours impatient, ne demandait qu'à se porter en avant. Il exigea qu'on lui donnât les corps de Bulow et de Winzingerode, et, dès qu'il fut sûr de les rallier, il marcha sur Paris.

Les souverains signèrent à Chaumont, le 1er mars, un traité qui fut le fondement de la Sainte-Alliance. Non seulement les puissances s'engagèrent pour le reste de la guerre, mais lord Castlereagh voulut qu'elles se liassent pour vingt ans afin de garantir par des armements communs la paix qu'elles devaient imposer à la France.

Les maréchaux Mortier et Marmont, postés à Château-Thierry et à Sézanne, n'avaient que quatorze mille hommes pour lutter contre Blücher. Ils se replièrent sur Meaux et demandèrent des renforts. Napoléon, laissant Oudinot, Macdonald et Gérard sur l'Aube, prit avec lui Victor, Ney, Drouot, Friant, qui commandait la vieille garde, en tout trente-cinq mille hommes, partit de Troyes, le 27, et rejoignit Mortier et Marmont. Il conçut alors l'idée d'enfermer Blücher entre la Marne et l'Aisne, et le poussa dans cette direction. Mais le gouverneur de Soissons, au lieu de résister, livra la place à Blücher. Celui-ci passa l'Aisne, fut joint par Bulow et Winzingerode et eut dès lors plus de cent mille hommes, c'est-à-dire une supériorité numérique écrasante.

Napoléon résolut d'aller chercher l'ennemi au-delà de l'Aisne. Il voulait à tout prix livrer une bataille à Blücher, se flattait de la gagner, d'appeler alors le général Maison avec les garnisons enfermées dans les places de Belgique, de les rallier et de se porter avec elles sur les derrières de Schwarzenberg.

Le 7 mars, il entreprit d'enlever à Blücher le plateau de Craonne. Victor et Ney firent des prodiges de valeur. La position resta aux Français, mais ils perdirent sept à huit mille hommes. Blücher se replia sur Laon. Napoléon l'y suivit, voulut enlever cette ville et se battit sous ses murs, toute la journée du 9. Pendant la nuit, Marmont, un peu aventuré sur la route de Reims, se laissa surprendre et perdit son artillerie. Le 10, Napoléon fut assailli à son tour au village de Clacy. Il re-

poussa toutes les attaques, mais se vit hors d'état de continuer sa marche offensive. Il dut alors revenir sur ses pas, et l'effet moral de cette retraite fut désastreux. La lutte était sans résultats et sans espoir.

Pendant ce temps, Schwarzenberg triomphait des troupes françaises échelonnées sur la Seine et rentrait à Troyes.

Des événements non moins graves se passaient dans le Midi. Soult avait dû se replier derrière la Garonne. Comme il ne pouvait couvrir à la fois Toulouse et Bordeaux, il se dirigea vers la première de ces villes et laissa l'autre sans défense. Wellington le suivit avec soixante mille hommes et en jeta dix mille sur Bordeaux. Soult se retira sur la Dordogne. Aussitôt éclata un mouvement royaliste, encouragé par le haut commerce que ruinait le blocus continental. Le 12 mars, le maire de Bordeaux proclama les Bourbons et arbora le drapeau blanc, qui fut salué par les cris de : « Plus de guerre, plus de conscription, plus de droits réunis ! » Le duc d'Angoulême, qui était en Espagne, se hâta de venir à Bordeaux. Le mouvement avait été spontané, quoique déterminé par l'approche de l'armée anglaise.

Napoléon, s'éloignant de Blücher qu'il n'avait pu vaincre, se tourna contre Schwarzenberg, dont les têtes de colonnes atteignaient déjà Provins. Il lui livra bataille à Arcis-sur-Aube, s'attribua la victoire, mais dut se replier derrière l'Aube, pour empêcher les coalisés de la franchir (1).

(1) Voici, à propos de cette retraite, contés par le chancelier Pasquier, d'intéressants détails où nous voyons apparaître dans toute sa suffisance

Renonçant alors à l'espérance d'arrêter Schwarzenberg, comme il avait dû renoncer à celle d'arrêter Blücher, il se porta sur Saint-Dizier pour rallier les garnisons des places fortes. En ce moment même, le 20 mars, les Autrichiens, qu'Augereau n'avait pu arrêter, entraient à Lyon. Les coalisés mirent, le 25, leurs deux cent mille hommes en marche sur Paris. Mortier et Marmont, revenant de la Champagne avec quatorze mille hommes en tout pour couvrir la capitale, éprouvèrent le même jour, à la Fère-Champenoise, un échec assez grave et se virent enlever une partie de leur artillerie. Ils arrivèrent sous les murs de Paris, le 29. Dans la soirée, les alliés s'établirent devant eux, de manière à investir toute la rive droite.

En Belgique, le général Maison continuait, avec une infatigable persévérance, à disputer aux coalisés leurs récentes conquêtes. Dès les premiers

un personnage dont l'empereur avait essayé de doter notre pays : Le combat d'Arcis-sur-Aube n'était qu'imparfaitement connu ; néanmoins Pasquier ne pouvait douter que la journée n'eût été contraire et que la retraite de Napoléon ne fût forcée. « Le soir, ajoute-t-il, je rencontrai l'archevêque de Malines, qui me tint un tout autre langage. « Quelle » grande nouvelle ! me dit-il ; les ennemis ont enfin fait la faute que je » prévoyais depuis longtemps ; » — il avait de grandes prétentions à juger les manœuvres militaires ; — « ils ont laisser passer l'empereur » sur leurs derrières et, avant trois semaines, vous les verrez dans une » dislocation complète et obligés de repasser le Rhin en fuyant. Heureux » ceux qui pourront regagner l'autre rive ! » Le pensait-il sérieusement ? J'aime à le croire ; mais il pouvait aussi avoir à cœur de réparer, auprès d'un homme appartenant au gouvernement, l'éclat d'une scène qu'il avait eue peu de jours auparavant chez le ministre de la police avec le général Sébastiani, venu de l'armée passer vingt-quatre heures à Paris, et auquel il avait voulu persuader que tout était perdu. Sa conversation avec moi n'en est pas moins fort piquante, surtout lorsqu'on la reproche de ce qu'il a écrit bientôt après et de l'assurance avec laquelle il s'est vanté d'avoir tout prévu avec la dernière précision. » (*Mémoires*, t. II, p. 212).

jours de mars, il avait réuni toutes ses troupes disponibles pour pénétrer dans le Brabant. Son plan n'était rien moins que de se mettre en communication avec la garnison d'Anvers et, renforcé par elle, de se porter sur Bruxelles. Les Français entrèrent à Menin et à Courtrai et avancèrent, le 5, avec environ sept mille hommes et une trentaine de canons sur Audenarde, qu'occupait le colonel prussien de Hobe avec deux ou trois mille Prussiens et Saxons. L'ennemi, ayant à sa tête le général Maison, s'avança en colonnes serrées, au pas de charge, mais un feu de mitraille bien dirigé mit le désordre dans ses rangs, et, après avoir bombardé la malheureuse ville pendant toute la nuit, il fut obligé de se replier sur Courtrai. Le 7, le duc de Saxe-Weimar résolut de faire une attaque pour délivrer cette dernière ville. Le corps du général Borstell s'avança sur la route de Tournai à Courtrai; les avant-postes ennemis, postés derrière des abattis, furent chassés à la baïonnette, et, à la nuit tombante, le village de Belleghem et les hauteurs de Courtrai tombèrent au pouvoir des alliés. Entretemps le colonel saxon de Ziegler s'était porté avec un détachement composé de troupes prussiennes et saxonnes vers le village de Sweveghem et avait forcé les Français à la retraite. Le lendemain matin était fixé pour l'attaque générale. Mais l'ennemi, intimidé par ses pertes de la veille, évacua pendant la nuit le poste important de Courtrai et, dans la matinée suivante, celui de Menin. Le 8, à neuf heures du matin, le duc de Saxe-Weimar et le général Borstell firent leur entrée à Courtrai. En même temps, le général Carnot était sorti d'Anvers à la tête d'environ quatre mille

hommes et s'était emparé de Saint-Nicolas, mais dès qu'il apprit que l'opération du général Maison, pour opérer sa jonction, avait complètement échoué, il se contenta de faire piller les environs et se retira sur Anvers.

D'autre part, le général anglais Graham assiégeait Berg-op-Zoom. L'infanterie chargée de la défense de cette forteresse était composée de nouvelles levées provenant la plupart de départements belges. Son effectif était réduit à deux mille sept cents hommes. L'affaiblissement de la troupe, les dispositions des habitants inspirèrent aux Anglais le dessein de surprendre la place. Le 8 mars, à l'entrée de la nuit, Graham forma quatre colonnes de douze cents hommes chacune, et, à l'aide d'une fausse attaque qui attira la garnison, il réussit à les jeter dans la partie de l'enceinte qui avoisinait le port. Mais ce succès apparent se convertit bientôt en une désastreuse défaite. Les conscrits belges n'ignoraient pas que leur pays était occupé par les armées alliées et détaché de fait de l'autorité de l'empereur. Néanmoins, attaqués dans leur position, ils se défendirent vaillamment pendant douze heures d'un combat acharné, et, quelque aguerries que fussent ces troupes anglaises récemment rentrées victorieuses de la guerre d'Espagne, ils les repoussèrent des onze bastions dont elles s'étaient d'abord emparées sur quinze que comptait le fort, et, s'étant assurés de la porte par où les assiégeants pouvaient se retirer, ils les criblèrent de mitraille. Le carnage fut affreux. Sur trois généraux anglais entrés dans la forteresse, deux furent tués, Goore et Skerret. Enorme était la perte des officiers, surtout celle des

officiers supérieurs. Onze furent tués, soixante-treize blessés et dix manquants. Le nombre de prisonniers, deux mille soixante-dix-sept, se trouva dépasser celui des soldats de la garnison. On enterra dans une grande fosse huit cents morts anglais. Les pertes réunies de l'armée anglaise s'élevèrent à quatre mille hommes; quatre drapeaux, dont un magnifique, celui du 1er régiment des gardes anglaises, furent portés chez le gouverneur. La garnison avait de son côté perdu plus de cent prisonniers, cent soixante morts et trois cents hommes grièvement blessés. Si les éloges qui revenaient à nos braves ne leur furent point décernés, c'est que l'étonnant fait d'armes qui devait les illustrer s'était passé sur un point isolé et secondaire, pendant que tant de choses surgissaient ou disparaissaient dans un bouleversement général. Tout au moins les Anglais auraient-ils dû se souvenir de Berg-op-Zoom quand, quelques années plus tard, ils représentèrent nos soldats belges comme devenus lâches en juin 1815, alors qu'incorporés dans l'armée des Pays-Bas, ils combattirent à Waterloo à côté des mêmes régiments anglais qu'ils avaient si parfaitement battus l'année précédente (1).

La partie occidentale de notre pays avait beaucoup à souffrir de toutes les marches et contremarches tant des Français que des alliés. Le 11 mars, trois ou quatre cents marins de la garnison d'Ostende pénétrèrent dans la ville de Bruges, emmenèrent le maire avec trois autres personnes et em-

(1) Voir : *Les soldats belges à Berg-op-Zoom*, par le lieutenant-général Eenens, d'après le colonel du génie Le Grand, témoin oculaire.

portèrent cent mille francs de la caisse publique. Quelques milliers manquaient; il fallut compléter la somme par l'assistance d'une maison d'Ostende, sur le crédit de quelques particuliers.

Le duc de Saxe-Weimar parut, le 23 mars, devant Maubeuge. En possession des hauteurs qui commandent la forteresse, il dressa trois batteries et commença un feu roulant; mais les canonniers de la garde nationale lui ripostèrent bravement, démontèrent ses pièces, firent sauter ses munitions et l'obligèrent à se retirer sur Mons. Maison mit la circonstance à profit pour reprendre l'offensive. Le 26, il se porta, avec un corps de sept mille hommes, par des marches forcées, de Menin sur Courtrai dans la direction de Gand. La garnison d'Anvers menaçant également par des sorties le poste de Termonde, une partie du corps saxon, placé sous les ordres du général Thielmann marcha de Tournai sur Audenarde, pour surveiller les mouvements ennemis. Les intentions du général Maison ne s'étaient pas encore prononcées, et, dans l'incertitude si son but était de jeter des renforts à Anvers, ou plutôt de renforcer son corps par une partie de la garnison de cette place pour tenter une expédition sur Bruxelles, le duc de Saxe-Weimar adressa au général Walmoden l'invitation de faire avancer son corps pour assurer la capitale du Brabant contre toute invasion hostile. Par des marches forcées, Walmoden arriva, le 28, à Bruxelles et se porta de là sur Alost. La veille, le colonel de Lottum avait quitté Bruxelles pour se rendre dans les Flandres. Mais, le même jour, les Français entrèrent à Gand. Le comte Bichaloff, avec une partie de son régiment

de cosaques, prit position en différents endroits de la ville et se défendit vaillamment; il dut céder à des force supérieures et se retira à Melle, à deux lieues de la ville. Les Français firent prisonniers le fils du comte Bichaloff, le colonel de Polis, commandant de la place, et quelques officiers et soldats belges. Le 29, à huit heures du matin, arriva une grande partie de la garnison d'Anvers. Une forte reconnaissance fut entreprise contre Alost, mais elle échoua par les bonnes dispositions du comte de Lottum. Le général Maison paraissant vouloir se fixer à Gand, le duc de Saxe-Weimar donna l'ordre à Walmoden et à Thielmann de l'attaquer. Tous les arrangements étaient pris pour effectuer cette attaque, le 31 mars, quand la nouvelle arriva que Maison, renforcé des cinq ou six mille hommes de la garnison d'Anvers, avait évacué Gand pour se replier sur Courtrai avec tout son corps fort de treize à quatorze mille hommes. Le général Thielmann, suivant l'ennemi, ne manqua pas d'inquiéter son arrière-garde. Un combat plus sérieux s'engagea à Sweveghem, dans le voisinage de Courtrai. Les pertes furent assez considérables de part et d'autre, et la vaillante défense des Français obligea Thielmann à se contenter de prendre position sur la route d'Audenarde. L'invasion de Maison avait coûté à la ville de Gand la caisse du trésorier qu'il fut impossible de sauver à temps, en outre de fortes réquisitions de draps, toiles, etc., et les magasins des alliés. Néanmoins les Français ne parvinrent à emporter qu'une partie de leur butin, remplissant onze à quinze chariots ou charrettes.

La garnison de Lille, profitant de l'absence de

Thielmann qui s'était porté vers Audenarde à la rencontre du général Maison, avait de son côté fait une sortie, le 31, et gagné les faubourgs de Tournai, où elle exigea du vin et des comestibles. Les portes de la ville furent fermées, et les troupes passèrent la nuit sous les armes. Le lendemain, les Français reçurent des renforts et se portèrent sous les murs des remparts qu'ils canonnèrent de quatre heures du soir à minuit. Durant la nuit, des échelles furent placées, et trois fois on tenta l'assaut; mais cette attaque fut repoussée. Les Belges se distinguèrent spécialement dans cette affaire.

Ce fut la dernière expédition organisée par le général Maison pour soustraire la Belgique au pouvoir des alliés. Le 29 mars, à l'approche des troupes coalisées, Marie-Louise et le roi de Rome avaient quitté les Tuileries avec Cambacérès et douze cents hommes de vieille garde qui les accompagnèrent à Orléans. Après une résistance inutile qui coûta la vie à six mille Français, Paris capitula. Le 31, le czar Alexandre entra dans la capitale de la France, ayant le roi de Prusse à sa droite et Schwarzenberg à sa gauche. Talleyrand déclara que l'Empire n'était plus possible et qu'il ne restait d'autre ressource que de rétablir les Bourbons. Les souverains alliés refusèrent de traiter avec Napoléon et invitèrent le Sénat à désigner un gouvernement provisoire.

Le Sénat fut assemblé, le 1er avril. Le gouvernement provisoire fut composé de Talleyrand, du duc de Dalberg, du général Bournonville, et de deux anciens constituants, Jaucourt et l'abbé de Montesquiou. Le lendemain, un sénatus-consulte pro-

clama la déchéance de Napoléon et abolit le droit d'hérédité établi dans sa famille. Dans le préambule du décret étaient énumérés tous les actes anticonstitutionnels posés par l'empereur, trop souvent avec la coopération complaisante du Sénat lui-même. Il avait opprimé la liberté publique et privée, enfermé des citoyens arbitrairement, imposé silence à la presse, levé les hommes et les impôts en violation des formes ordinaires, versé le sang de la France dans des guerres folles et inutiles, couvert l'Europe de cadavres et jonché les routes de blessés français abandonnés. Le 3 avril, le Corps législatif vota à son tour la déchéance, en la motivant sur la violation du pacte constitutionnel.

Napoléon voulait résister encore. Ses généraux le désabusèrent et lui affirmèrent qu'ils n'étaient plus sûrs de l'obéissance des troupes. Le 4 avril, l'empereur signa, à Fontainebleau, un acte d'abdication, avec réserve des droits de son fils et de la régence. Alexandre déclara qu'on n'acceptait qu'une abdication pure et simple (1). Napoléon rédigea, le lendemain, un acte par lequel il abdiquait sans conditions. Le 11, les souverains signèrent avec lui un traité par lequel ils lui cédaient l'île d'Elbe avec un revenu de deux millions pour lui et de deux autres pour sa famille. On donnait à Marie-Louise et à son fils les duchés de Parme et de Plaisance. Le

(1) Le chancelier Pasquier (*Mémoires*, t. II, p. 304 et suiv.) et le général Macdonald (*Souvenirs*, p. 274 et suiv.) racontent, chacun à leur point de vue, l'intéressante discussion qui eut lieu à ce sujet dans les conseils de l'empereur Alexandre et à laquelle ils participèrent tour à tour, l'un au nom du gouvernement provisoire, l'autre comme représentant des intérêts napoléoniens.

12 avril, Louis XVIII fit son entrée à Paris. Marie-Louise, sollicitée par Napoléon de partager son exil, et par François II de retourner à Vienne, obéit de préférence aux ordres de son père (1). Napoléon partit le 20 pour l'île d'Elbe, après avoir fait avec solennité ses adieux à sa garde et embrassé le général Petit, qui en portait le drapeau. Il quitta la France, accompagné par le général russe Schouwalof et par une escorte étrangère. De Valence à Fréjus il fut accueilli par des cris, des huées, des menaces. Le 28, il s'embarqua pour Porto-Ferrajo, avec trois généraux, Bertrand, Drouot et Cambronne, qui voulurent partager son exil.

(1) Autant Joséphine est restée populaire, parce qu'elle fut tendre, bonne et dévouée, même après le divorce et jusqu'à sa mort, le 29 mai 1814, autant Marie-Louise a été critiquée, parce que, après avoir aimé ou dit qu'elle aimait le tout-puissant empereur, elle a abandonné le prisonnier. Le contraste de cette conduite avec celle de la femme du roi Jérôme, la noble et courageuse Catherine de Wurtemberg, qui brava toutes les menaces, toutes les persécutions, pour pouvoir partager l'exil et la pauvreté de son époux, a fait ressortir encore davantage les torts de Marie-Louise. On lui a reproché de n'avoir pas rejoint Napoléon à l'île d'Elbe, de n'avoir pas même essayé d'adoucir les souffrances du glorieux captif de Sainte-Hélène, de ne point l'avoir consolé, de ne lui avoir pas même écrit. On a reproché peut-être plus encore à l'ancienne impératrice ses deux mariages morganatiques, l'un avec le comte de Neipperg, général autrichien, adversaire passionné de Napoléon, l'autre avec le comte de Bombelles, Français qui avait renoncé à la France pour servir l'Autriche. Assurément Marie-Louise n'a été ni un modèle d'épouse, ni encore moins un modèle de veuve; mais si cette princesse a été coupable, on peut invoquer à son profit plus d'une circonstance atténuante. Elle avait été élevée dans la haine de Napoléon et de la France; son mariage n'avait été qu'un sacrifice fait à la politique; elle ne sut jamais détourner de l'Autriche ses pensées et son cœur pour s'attacher à un homme qui était trop grand pour elle et qui lui inspirait plus d'admiration que de tendresse. (Voir IMBERT DE SAINT AMAND : *Les beaux jours de l'Impératrice Marie-Louise*, Introduction. — Voir du même auteur : *Marie-Louise, l'Ile d'Elbe et les cent jours*.)

La nouvelle de la capitulation de Paris était arrivée à Bruxelles, le 3 avril. Peu de jours auparavant, le baron de Horst avait été nommé gouverneur général de la Belgique par l'administration centrale des puissances alliées. Les commissaires Délius et de Lottum avaient cessé leurs fonctions, le 23 mars. Le son des cloches et des salves d'artillerie annoncèrent au peuple que la capitale de la France était tombée au pouvoir des coalisés. Le lendemain, il y eut grande parade des troupes de la garnison, et l'ordre fut donné aux bourgeois d'illuminer leurs maisons.

La capitulation de Paris amena la pacification de toute la Belgique. Dès le 9 avril, le général Maison adhéra au gouvernement des Bourbons et renvoya à Gand M. de Polis et les autres prisonniers détenus à Lille. La garnison d'Ostende arbora le drapeau blanc, le 13 avril; celle de Flessingue, le 19; celle de Berg-op-Zoom, le 22.

Le 23, une convention fut conclue entre la France et les alliés. Elle stipulait la suspension des hostilités. Toutes les places de Belgique, du Rhin, d'Italie, d'Espagne, devaient être évacuées par les Français. A mesure que ceux-ci s'en retireraient, les alliés quitteraient de leur côté le territoire de la France.

Carnot s'était défendu avec vigueur dans les fortifications d'Anvers. Trois jours même après la reddition de Paris, les soldats de la marine minèrent et rasèrent l'église de Saint-Laurent, dont le maintien présentait un danger pour la citadelle. Complétant son système de défense, Carnot fit ériger, hors de la porte Rouge, un fort auquel on donna le

nom du savant gouverneur; quatre mille ouvriers y travaillèrent sans relâche pendant plusieurs semaines. A l'intérieur, dit M. Génard, la ville présentait un aspect désolant. Les hôpitaux étaient remplis; les vivres étaient rares et se vendaient à des prix exorbitants. Pour se créer des ressources, le préfet Savoye-Rolin avait fait percevoir, avec une rigueur extrême, des contributions extraordinaires; deux emprunts forcés, s'élevant à un million et demi, avaient été imposés à deux cent vingt-six notables de la ville. L'argent manquant, on eut recours à une monnaie obsidionale.

Les démarches tentées pour obtenir la reddition de la place restèrent infructueuses jusqu'au moment où la nouvelle de l'abdication de l'empereur parvint à Anvers. Lorsque Carnot eut acquis la certitude de la chute de la dynastie napoléonienne, il lança, le 17 avril 1814, deux proclamations dont le fond et la forme contrastent avec l'idée qu'on se forme d'un républicain qui, en acceptant la défense d'Anvers, avait fait acte de générosité envers l'empereur.

« Soldats, disait-il, nous sommes restés fidèles à l'empereur Napoléon jusqu'à ce qu'il nous ait lui-même abandonnés. Il vient enfin de renoncer à un pouvoir dont il avait si longtemps abusé. Il vient d'abdiquer un empire dont il ne pouvait plus tenir les rênes. Nous sommes à son égard déliés du serment de fidélité. Quant au nouveau souverain qui doit être bientôt proclamé, on ne peut raisonnablement douter que ce ne soit Louis XVIII. L'ancienne dynastie va bientôt reprendre ses droits; les descendants de Henri IV vont remonter sur le

trône de leurs pères. Dans ces circonstances importantes, la garnison ne doit pas perdre de vue qu'elle n'a aucun vœu à émettre. La force armée ne délibère pas, elle obéit aux lois, elles les fait exécuter. Elle serait coupable si elle se prononçait spontanément ou individuellement, parce que c'est l'unité qui fait toute sa force, et qu'elle ne doit jamais s'exposer à une divergence d'opinions. Le moment approche sans doute où nous devrons prêter un nouveau serment à celui qu'aura désigné pour son roi l'assentiment général de la nation; mais nous devons prévenir tout désordre, éviter toute secousse, obéir unanimement. L'instant précis sera fixé par nous; il sera consacré par une solennité; jusqu'alors nous ne permettrons aucun changement, aucun acte partiel. Nous serons fermes à notre poste, nous garderons religieusement le dépôt sacré qui est entre nos mains, et nous attendrons en soldats fidèles et incorruptibles l'heure de le remettre à son souverain légitime. »

Le lendemain, une nouvelle proclamation enjoignit à la garnison de porter la cocarde blanche : « Soldats, disait encore Carnot, aucun doute raisonnable ne pouvant plus s'élever sur le vœu de la nation française en faveur de la dynastie des Bourbons, ce serait nous mettre en révolte contre l'autorité légitime que de différer plus longtemps de la reconnaître. Nous avons pu, nous avons dû procéder avec circonspection; nous avons dû nous assurer que le peuple français ne recevait cette grande loi que de lui-même. Un gouvernement, établi dans une ville occupée par des armées étrangères, avec lesquelles il n'existe encore aucun traité de paix, a

dû quelque temps nous inspirer des craintes sur la liberté de ses délibérations : ces craintes sont dissipées par le vœu unanime des villes éloignées du théâtre de la guerre. Honneur à ceux qui ont su réprimer, dans leur élan, un zèle indiscret qui eût pu compromettre la discipline et la sûreté du dépôt qui nous est confié. L'avènement du nouveau roi au trône de ses ancêtres sera bien plus glorieux, appelé par l'amour des peuples que reçu par la terreur des armes. Nous, gouverneur de la place d'Anvers, généraux, officiers de tous grades, sous-officiers et soldats de toutes armes, tant de terre que de mer, déclarons adhérer, purement et sans restriction, aux actes du sénat conservateur, du corps législatif et du gouvernement provisoire, en date des 1er, 2 et 3 du présent mois; de plus, nous jurons tous de conserver et défendre cette place jusqu'à la dernière extrémité au nom de Louis XVIII. »

Conformément aux ordres venus de Paris, les troupes françaises commencèrent, le 19 avril, leur mouvement de départ. Le chroniqueur Van Straelen et l'historien Torfs, témoins oculaires, racontent que les habitants des faubourgs qui, pendant le siège, avaient cherché un refuge en ville, pensèrent à retourner dans leurs foyers, mais qu'à la place de leurs maisons, ils ne trouvèrent malheureusement que des ruines. La sape des mineurs français avait tout détruit.

Le 1er mai, Carnot annonça aux habitants d'Anvers le terme de sa mission. Il les félicitait de leur conduite franche et courageuse, les remerciait des ressources qu'ils lui avaient offertes pour l'entretien de ses troupes et des secours généreux qu'ils avaient

prodigués dans toutes les occasions aux soldats blessés. Il s'estimait heureux, disait-il, d'emporter l'assurance que tous rendaient justice à la pureté de ses intentions et que les mesures de rigueur qu'il s'était vu quelquefois obligé de prendre lui avaient été commandées par des circonstances impérieuses.

Les Français laissèrent à Anvers quarante-sept vaisseaux de guerre dont trente-deux vaisseaux de ligne de soixante-quatorze à cent et dix canons. Cette flotte, dont la construction avait coûté des sommes immenses, fut partagée, le 22 août, entre la France et les puissances alliées. Quant aux installations maritimes, l'Angleterre tint la main à ce qu'elles fussent immédiatement détruites.

Le 30 avril, l'état-major anglais fit son entrée à Anvers; toute la ville fut en fête. L'entrée officielle des troupes alliées était fixée au 5 mai. Au jour indiqué, elles prirent possession de la ville, au nombre de quatre mille hommes. Le général autrichien, comte de Künigl, entra par la porte Rouge; le général anglais Graham par la porte du Kipdorp. Un grand nombre d'habitants étaient allés à leur rencontre; la société d'harmonie, nouvellement fondée, crut faire acte de patriotisme en ouvrant le cortège. Le point de réunion était à la place de Meir; le maire Vermoelen y présenta aux généraux alliés les clefs de la ville et leur adressa quelques paroles de félicitation. « Nous attendons avec une entière confiance, ajouta-t-il, le sort de notre pays. Le seul vœu que nous osons former est d'obtenir enfin, après tant de malheurs, la liberté du fleuve qui baigne nos murs et que la nature semble avoir formé exprès pour la prospérité de ces contrées. Je

suis heureux d'être l'interprète de ces espérances auprès d'un officier distingué, attaché à un monarque dont le souvenir est profondément gravé dans nos cœurs. » Le général Künigl répondit en ces termes : « Votre sort ne peut qu'être heureux. Le bonheur de toutes les nations est le vœu des hautes puissances. Elles verront avec satisfaction les sentiments que vous exprimez pour votre ancien souverain l'Empereur mon maître, qui conserve le souvenir des services que la Belgique lui a rendus. » Ces paroles furent couvertes d'applaudissements ; l'enthousiasme était général dans toute la population.

Cependant les Belges ne tardèrent pas à manifester de l'antipathie pour les alliés. Dans le premier moment, disent les auteurs de l'*Histoire de Bruxelles*, ceux-ci avaient été reçus avec joie parce que la Belgique espérait trouver en eux des libérateurs ; mais la brutalité de quelques-uns de leurs soldats, leurs défiances, l'incertitude sur leurs projets, changèrent bientôt les dispositions du peuple. On eut pitié de ces malheureux prisonniers français qu'on voyait quelquefois maltraiter, et auxquels les bourreaux qui leur servaient d'escorte arrachaient souvent les soulagements que s'empressaient de leur offrir les bourgeois. Les Belges se rappelèrent que leurs frères s'étaient battus et avaient perdu la vie dans les rangs des vaincus ; aussi l'intérêt qu'inspirent toujours les grandes infortunes reprit-il tous ses droits et fit-il oublier le passé. Six cents hommes de l'armée belge qu'on s'occupait à organiser se trouvaient à Bruxelles. Par prudence, on leur avait défendu de sortir armés ; mais cette me-

sure n'ayant servi qu'à les exposer aux insultes des Allemands et des Prussiens, cette défense fut levée. Dès lors des rixes sanglantes éclatèrent dans toutes les rues et dans le Parc, que l'autorité fit fermer. Le 16 mai, une soldatesque furieuse vint assiéger la maison des orphelins de la paroisse Sainte-Gudule, rue des Cailles, dans laquelle étaient casernés les Belges; ceux-ci braquèrent deux canons devant la porte pour imposer à ces étrangers qui ne rougissaient pas de se jeter dix sur un seul homme. Les Suédois et les Anglais doivent être exceptés de ce blâme; ils observaient une sévère discipline, et les bourgeois n'eurent qu'à se louer de leur conduite. Les désordres que nous venons de rappeler marquèrent le commencement de l'administration du baron de Vincent, lieutenant général au service de l'Autriche, chargé par les alliés de gouverner en leur nom la Belgique. Le baron de Horst lui remit ses pouvoirs, le 6 mai. Des commissaires anglais, prussien, russe et hollandais furent accrédités auprès du gouvernement général. Le 1er juin, les gardes bourgeoises furent remerciées, et les postes remis aux troupes belges.

Le mécontentement des Belges ne fit que s'accroître quand ils virent que les alliés disposaient d'eux sans les consulter. Aussitôt après l'entrée en Belgique des armées de la coalition, nos compatriotes s'étaient préoccupés du sort réservé à notre pays. Les notables de Bruxelles s'étaient réunis, le 12 février, et avaient fait choix du duc de Beaufort, du marquis d'Assche et du marquis de Chasteler pour porter leurs vœux à la connaissance des souverains alliés. Ils partirent, le 23, pour se rendre

au quartier général des hautes puissances et rentrèrent de leur mission, le 28. Une nouvelle députation, nommée par le conseil municipal de Bruxelles, quitta cette ville, le 2 mai, pour se rendre à Paris. Elle était composée de MM. le baron Emmanuel Vanderlinden d'Hooghvorst, le baron de Godin, le comte de Liedekerke, Emmanuel Goubeau, Dotrenge. Mais déjà le sort futur de la Belgique était fixé dans la pensée des puissances alliées. En effet sa réunion à la Hollande avait fait le sujet de négociations secrètes à la conférence de Chaumont, où les bases des traités subséquents, en ce qui concernait les Pays-Bas, avaient été discutées et arrêtées.

Sir Charles White nous fait connaître, en quelques lignes qui méritent d'être citées, les préoccupations qui inspirèrent les alliés. Si les assurances contenues dans les proclamations des alliés avaient été prises à la lettre, la Belgique, dit-il, aurait été replacée sous la domination de l'Autriche; mais ce retour vers l'ancien ordre des choses était incompatible avec les intérêts de l'Europe, la paix et le bonheur réel des provinces belges. La renonciation de l'empereur François à ses droits de souveraineté sur la Belgique fut aisément obtenue et compensée par des accroissements de territoire en Italie. Le monarque autrichien dut abandonner sans trop de répugnance des possessions qui avaient coûté à ses prédécesseurs tant d'argent et tant de soldats, et qui, en le plaçant de nouveau en contact immédiat avec la France, exposaient l'Autriche à être entraînée dans de nouvelles guerres, dès qu'une cause quelconque amènerait la désunion entre elle et la

France, et même seulement entre la France et toute autre puissance européenne. C'est à cette renonciation de l'empereur d'Autriche qu'il faut attribuer en partie le maintien de la paix en Europe, lors de la conflagration de 1830; car si la Belgique réunie à l'Autriche avait été entraînée par le mouvement sympathique de la France à l'époque de la révolution de Juillet, il est hors de doute que l'Autriche aurait été obligée de prendre les armes pour maintenir son autorité, et, dès ce moment, la guerre générale eût été inévitable. En unissant la Belgique à la Prusse, on donnait une trop grande prépondérance à cette puissance, et l'on envenimait la haine déjà si grande que se portaient mutuellement les Prussiens et les Français. La rupture de la paix générale qu'aurait amenée une révolution belge sous la domination autrichienne serait infailliblement arrivée sous le régime prussien par les mêmes raisons, auxquelles serait venu se joindre le mécontentement du peuple belge, chez qui s'étaient accréditées les idées les plus exagérées et les plus mal fondées (?) touchant le despotisme et l'oppression du gouvernement prussien. Un partage de la Belgique entre les puissances limitrophes, et qui aurait donné une partie des Flandres, Anvers et le Limbourg à la Hollande; Liège, une partie du Brabant, Namur et le Luxembourg à la Prusse; le Hainaut et le reste à la France, était incompatible avec les promesses faites par les souverains alliés et sous tous les rapports en contradiction avec la politique de la Grande-Bretagne; celle-ci, en effet, ne pouvait ou au moins ne devait pas consentir à un partage qui aurait amené la France aux portes d'Anvers et

jeté la Belgique dans les bras de cette puissance. L'Europe au surplus voulait élever une barrière contre les empiètements de la France, et si on avait rattaché la Belgique à l'Autriche ou à tout autre gouvernement dont le siège eût été trop éloigné, la conservation d'un pays déjà si faible par sa position géographique eût présenté de trop grandes difficultés. Il ne restait donc qu'à ériger la Belgique en état indépendant et neutre, sous le sceptre de l'archiduc Charles ou de quelque autre prince d'Allemagne, ou qu'à l'unir à la Hollande. Le premier de ces plans ayant été trouvé impraticable, ce fut le dernier qu'on adopta. La théorie sur laquelle cette résolution fut basée était éminemment politique et en harmonie avec la tranquillité et les intérêts de l'Europe; mais l'exécution de cette combinaison était hérissée de difficultés et féconde en dangers pour l'avenir (1).

Le traité de Paris du 30 mai 1814 rendit à la France les limites qu'elle possédait en 1792, avec quelques accroissements de territoire (art. 2), et la restitution d'une partie de ses colonies (art. 8). En Belgique, on lui cédait, dans le département de Jemmapes, les cantons de Dour, de Merbes-le-Château, de Beaumont et de Chimay; dans le département de Sambre-et-Meuse, les cantons de Walcourt, de Florennes, de Beauraing et de Gedinne (art. 3).

L'art. 5 déclarait libre la navigation du Rhin, et l'un des articles secrets annexés au traité étendait le même principe à la navigation de l'Escaut.

L'art. 6 contenait la disposition suivante : « La

(1) White, *Révolution belge de 1830*, p. 35.

Hollande, placée sous la souveraineté de la maison d'Orange, recevra un accroissement de territoire. Le titre et l'exercice de la souveraineté n'y pourront dans aucun cas appartenir à aucun prince portant ou appelé à porter une couronne étrangère. » L'un des articles secrets du traité ajoutait : « L'établissement d'un juste équilibre en Europe exigeant que la Hollande soit constituée dans des proportions qui la mettent à même de soutenir son indépendance par ses propres moyens, les pays compris entre la mer, les frontières de la France, telles qu'elles se trouvent réglées par le présent traité, et la Meuse, seront réunis à perpétuité à la Hollande. »

L'art. 15 déclarait qu'Anvers serait uniquement port de commerce.

L'art. 22 stipulait : « Dans le délai de deux mois, toutes les puissances qui ont été engagées de part et d'autre dans la présente guerre, enverront des plénipotentiaires à Vienne pour régler, dans un congrès général, les arrangements qui doivent compléter les dispositions du présent traité. »

Le 20 juin 1814, fut conclu entre les puissances, à Londres, le traité dit des huit articles, suite et complément du traité de Paris du 31 mai. Ces huit articles, qui ne furent connus du public qu'une année plus tard, déterminaient comme suit les conditions de la réunion :

« Art. 1er. Cette réunion devra être intime et complète, de façon que les deux pays ne forment qu'un seul et même Etat, régi par la constitution déjà établie en Hollande, et qui sera modifiée d'un commun accord, d'après les nouvelles circonstances.

» Art. 2. Il ne sera rien innové aux articles de cette constitution qui assurent à tous les cultes une protection et une faveur égales et garantissent l'admission de tous les citoyens, quelle que soit leur croyance religieuse, aux emplois et offices publics.

» Art. 3. Les provinces belgiques seront convenablement représentées dans l'assemblée des états généraux, dont les sessions ordinaires se tiendront, en temps de paix, alternativement dans une ville hollandaise et dans une ville de Belgique.

» Art. 4. Tous les habitants des Pays-Bas se trouvant ainsi constitutionnellement assimilés entre eux, les différentes provinces jouiront également de tous les avantages commerciaux et autres que comporte leur situation respective, sans qu'aucune entrave ou restriction puisse être imposée à l'une au profit de l'autre.

» Art. 5. Immédiatement après la réunion, les provinces et villes de la Belgique seront admises au commerce et à la navigation des colonies, sur le même pied que les provinces et villes hollandaises.

» Art. 6. Les charges devront être communes, ainsi que les bénéfices; les dettes contractées jusqu'à l'époque de la réunion par les provinces hollandaises d'un côté, et de l'autre par les provinces belgiques, seront à la charge du trésor public des Pays-Bas.

» Art. 7. Conformément aux mêmes principes, les dépenses requises pour l'établissement et la conservation des fortifications sur la frontière du nouvel Etat, seront supportées par le trésor général, comme résultant d'un objet qui intéresse la sûreté et l'indépendance de toutes les provinces de la nation entière.

» Art. 8. Les frais d'établissement et d'entretien des digues resteront pour le compte des districts qui sont plus directement intéressés à cette partie du service public, sauf l'obligation pour l'Etat en général de fournir des secours en cas de désastre extraordinaire, le tout ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'à présent en Hollande. »

Le 21 juin 1814, la conférence de Londres rédigea un protocole qui renfermait à la fois une déclaration de principes et un exposé des motifs qui avaient dirigé les hautes puissances dans l'association des deux pays. En voici la teneur :

« 1° Cette réunion s'est décidée en vertu des principes politiques adoptés pour l'établissement d'un état d'équilibre en Europe, et elles (les hautes puissances) mettent ces principes à exécution en vertu de leur droit de conquête de la Belgique.

» 2° Animées d'un esprit de libéralité et désirant assurer le repos de l'Europe par le bien-être réciproque des parties qui la composent, les puissances désirent consulter également les intérêts particuliers de la Hollande et de la Belgique pour opérer l'amalgame le plus parfait entre les deux pays.

» 3° Les puissances croient trouver les moyens d'atteindre ce but en adoptant, pour base de la réunion, les points de vue mis en avant par lord Clancarty et agréés par le prince souverain de Hollande.

» Les puissances inviteront en conséquence le prince d'Orange à donner sa sanction formelle aux conditions de la réunion des deux pays. Il désignera ensuite une personne chargée du gouvernement provisoire de la Belgique. Le gouverneur général entrera dans les fonctions du gouverneur autrichien

actuel, et il administrera ce pays, au nom des puissances alliées, jusqu'à la réunion définitive et formelle, qui ne pourra avoir lieu qu'à l'époque des arrangements généraux de l'Europe.

» Le prince d'Orange n'en sera pas moins invité à procéder dans les voies les plus libérales et dirigées dans un esprit de conciliation pour préparer et opérer l'amalgame des deux pays sur les bases adoptées par les puissances.

» Les demandes des puissances, à la charge de la Hollande et de la Belgique, seront l'objet d'une transaction particulière avec le prince d'Orange, à laquelle l'Angleterre prêtera sa médiation. La négociation relative à cet objet aura également lieu à Vienne. »

Par un acte du 21 juillet, Guillaume, prince d'Orange, devenu prince souverain des Pays-Bas, accepta les conditions de l'arrangement proposées par les puissances.

Le 13 août suivant, une convention fut conclue entre lord Castlereagh et M. Fagel, ambassadeur des Pays-Bas. La Grande-Bretagne rendait Java et toutes les colonies prises sur les Hollandais, mais elle retenait le cap de Bonne-Espérance, Démérary, Essequebo, Berbice et Ceylan. Comme nos provinces se trouvaient sans forteresses du côté de la France, depuis que Joseph II avait fait démolir celles qui nous protégeaient autrefois, les puissances, intéressées à relever ces anciennes barrières, résolurent de les faire reconstruire dans un court délai. La Grande-Bretagne offrit de payer pour cet objet deux millions de livres sterlings, et le prince souverain des Pays-Bas devait y contribuer pour une

somme égale. L'Angleterre s'obligea même à fournir jusqu'à trois millions sterlings, si cette somme était jugée nécessaire pour l'entier accomplissement des travaux projetés.

Tels furent les traités et conventions qui décidèrent du sort de la Belgique. La teneur même du traité de Paris, les articles secrets qui y furent annexés, la restriction mise aux droits du souverain dans le cas où il serait appelé à porter une couronne étrangère, les déclarations contenues dans le protocole du 21 juin 1814, les sacrifices que s'imposa l'Angleterre pour le rétablissement des forteresses, tout prouve que les puissances alliées, quoique déviant de la promesse qu'elles avaient faite de rétablir toutes les nations dans leur condition première, n'avaient pas en vue des accroissements de territoire au profit de la Hollande, ni au profit d'une dynastie quelconque. L'érection du royaume des Pays-Bas était une mesure strictement et essentiellement européenne, inspirée par la nécessité d'établir une barrière au nord de la France. Le 6ᵉ article du traité de Paris dit sans doute que la Hollande « recevra une augmentation de territoire. » Mais il est évident, comme le remarque sir Charles Withe, qu'il y avait là un vice dans les expressions du traité; il n'a jamais pu entrer dans les intentions des alliés de transférer la Belgique à la Hollande, comme une simple addition. Toute la teneur du traité des huit articles prouve suffisamment que l'intention des hautes puissances était d'unir et d'amalgamer les deux pays en les plaçant sur le même pied d'une égalité absolue. Nous verrons plus tard combien une telle tentative était difficile, même impos-

sible, et quels furent les résultats inévitables de cette union mal assortie. Les puissances alliées voulurent néanmoins l'essayer; elles le firent sans consulter notre pays et disposèrent de nos destinées en se basant uniquement sur leur droit de conquête.

Les actes du 20 et du 21 juin ayant été transmis au prince d'Orange, il les accepta, le 21 juillet suivant. Le 30 juillet, entre neuf et dix heures du matin, le prince souverain, venant d'Anvers où il était arrivé la veille, fit son entrée à Bruxelles, où son fils aîné l'avait précédé, le 22. Il était dans une voiture traînée de six chevaux et escortée par des hussards hanovriens; il entra par la porte de Laeken, où un arc de triomphe avait été élevé, et descendit à l'hôtel de la préfecture. Le soir, la ville fut illuminée. Le lendemain, le baron de Vincent remit à ce prince l'administration du pays. Guillaume, en prenant possession de nos provinces, adressa, le 1er août, la proclamation suivante aux habitants de la Belgique :

« L'Europe doit sa délivrance à la magnanimité des souverains alliés; bientôt elle devra à leur sagesse un système politique qui assure aux nations agitées de longues années de calme et de prospérité.

» Les nouvelles destinées de vos belles provinces sont un élément nécessaire de ce système, et les négociations, qui vont s'ouvrir à Vienne, auront pour but de les faire reconnaître et de consolider l'agrandissement de la Belgique dans votre intérêt, dans l'intérêt de vos voisins, dans celui de l'Europe entière.

» Appelé au gouvernement de votre pays pendant

le court intervalle qui nous sépare encore d'un avenir si longtemps désiré, j'apporte au milieu de vous la volonté de vous être utile et tous les sentiments d'un ami et d'un père.

» C'est des plus éclairés et des plus considérés d'entre vous que je veux être environné dans l'honorable tâche que m'impose la confiance des monarques alliés et dont je m'empresse de venir m'acquitter en personne. Faire cesser les maux qui pèsent encore sur les Belges, malgré la conduite ferme, sage et loyale, tenue par le baron de Vincent, dans les temps difficiles où il a rempli les fonctions de gouverneur général; honorer et protéger votre religion; entourer la noblesse de l'éclat dû à son ancienneté et à son mérite; encourager l'agriculture, le commerce et tous les genres d'industrie, tels seront mes devoirs les plus doux et les soins qui m'occuperont sans cesse.

» Heureux si, en multipliant mes titres à votre estime, je parviens à préparer et à faciliter l'union qui doit fixer votre sort et qui me permettra de vous confondre dans un même amour avec ces peuples que la nature elle-même semble avoir destinés à former avec ceux de la Belgique un Etat puissant et prospère. »

Un arrêté du 12 août organisa l'administration générale de la Belgique. Elle fut composée de quatre départements ou commissariats généraux, d'un conseil privé, d'une chambre des comptes et d'une secrétairerie d'Etat, ayant tous leur siège à Bruxelles. Les commissaires généraux furent : Pour l'intérieur, M. le duc d'Ursel; pour les finances, M. le conseiller d'Etat Appelius; pour la justice, M. le

comte de Thiennes de Lombize; pour la guerre, le lieutenant général Fagels à la tête de la commission chargée précédemment de l'administration de ce département; elle fut remplacée, le 31 août, par le lieutenant général Janssens. Le conseil privé fut composé comme suit : MM. le duc de Beaufort, président, le baron van de Velden van Melroy, ancien évêque de Ruremonde, le comte de Mérode-Westerloo, de Limpens, de le Vielleuse, père, de Jonghe, le comte de Marnix, Holvoet. On leur adjoignit, le 6 novembre : MM. de Stockhem, d'Aerschot et Lammens. La chambre des comptes, organisée le 30 novembre, eut pour président M. de Jonghe; pour maîtres des comptes MM. Wirix de Tercam, Picard, Dubois, Ternois; pour auditeurs MM. Viron, H. G. Crouts, J. de Aguilar, F. J. de Snellinck; pour secrétaire M. J. J. Morris. M. Van Gobbelschroy fut nommé secrétaire d'Etat.

La délimitation du gouvernement du Bas-Rhin fut modifiée conformément aux conventions conclues entre les puissances alliées. Il comprit désormais quatre départements : ceux de la Roer, de Meuse-et-Ourthe, de Rhin-et-Moselle, et des Forêts. La partie du département de l'Ourthe située sur la rive gauche de la Meuse, Liège excepté, fut détachée du gouvernement du Bas-Rhin et réunie à celui de la Belgique. La partie située de l'autre côté du fleuve fut comprise dans le nouveau département de Meuse-et-Ourthe, qui s'étendait sur toute la rive droite de la Meuse et se partageait en six cercles, ceux de Liège, de Huy, de Verviers, de Ruremonde, de Dinant et de Marche. M. Piautaz fut nommé commissaire général du gouvernement pour

l'administration de ce département. M. Sack resta gouverneur général de tout le territoire du Bas-Rhin et du Rhin-moyen.

Le gouvernement général du Bas-Rhin et du Rhin-moyen ne fut cependant pas de longue durée. Le congrès de Vienne ne tarda pas à réunir son territoire à celui des Pays-Bas. Le 12 mai 1815, M. Verstolk de Soelen en prit possession au nom du prince d'Orange.

Pendant que, sous le rapport civil, une nouvelle administration prenait possession de la Belgique, l'Eglise redevenue libre revoyait avec bonheur ses prêtres et ses évêques délivrés des rigueurs de la prison et de l'exil, rouvrait ses séminaires, rappelait ses religieux et célébrait les joies du triomphe après avoir souffert les épreuves d'une longue persécution. Les puissances alliées s'étaient empressées d'abolir toutes les lois vexatoires de l'Empire, toutes les entraves mises au libre exercice de la religion catholique. Le 7 mars, la déclaration suivante fut adressée à l'évêque de Namur et aux vicaires généraux des différents diocèses de Belgique : « Les victoires éclatantes que les armées de Leurs Hautes Puissances alliées ont remportées par le secours de Dieu, ayant affranchi le clergé de la Belgique de toutes les entraves mises à l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine, le gouvernement, conformément aux intentions de Leurs Hautes Puissances alliées, maintiendra inviolablement la puissance spirituelle et la puissance civile dans leurs bornes respectives, ainsi qu'elles sont fixées par les lois canoniques de l'Eglise et les anciennes lois constitutionnelles du pays. En

conséquence les affaires ecclésiastiques resteront en mains des autorités spirituelles, qui soigneront et surveilleront en tout les intérêts de l'Eglise. C'est donc aux autorités ecclésiastiques que l'on devra s'adresser pour tout ce qui concerne la religion. En transmettant cette résolution à votre clergé, vous pouvez, messieurs, lui assurer la protection spéciale du gouvernement — Dans l'absence de Monsieur le duc de Beaufort, *signé* le comte E. de Robiano — Vu et approuvé la déclaration ci-dessus, tout-à-fait conforme aux vues bienfaisantes des Hautes Puissances alliées. Les commissaires généraux de l'administration de la Belgique, Comte de Lottum, Délius. »

Le prince souverain, dès son arrivée en Belgique, montra également à l'égard de la religion des dispositions bienveillantes qui firent concevoir des espérances malheureusement de courte durée. Un arrêté du 7 octobre prescrivit le repos du dimanche et la fermeture des débits de boisson durant les offices religieux. En attendant qu'on augmentât le traitement de tout le clergé, un arrêté du 2 octobre alloua un crédit extraordinaire de deux cent mille francs à répartir entre les ecclésiastiques qui avaient le moins d'aisance. En attendant la revision de la législation sur le mariage et le divorce, il fut statué, le 21 du même mois, que le magistrat ne pourrait procéder au contrat de mariage civil entre catholiques avant que le curé eût déclaré qu'il n'existait aucun empêchement dirimant d'après les canons de l'Eglise. Cet arrêté fut toutefois révoqué après peu de temps.

Le commencement de schisme qui s'était déclaré

dans quelques diocèses avait disparu dès l'entrée des alliés. Les évêques intrus, nommés par Napoléon, s'étaient empressés de regagner la France. Ce ne fut cependant pas sans résistance que l'abbé de Pradt renonça au siège archiépiscopal de Malines. Renvoyé dans ce diocèse depuis sa fâcheuse ambassade à Varsovie (1), il s'était enfuit en toute hâte, à l'approche des cosaques, dans la nuit du 15 décembre 1813. Rentré à Paris, il s'était mis en relation avec Talleyrand et avait été l'un des premiers à s'écrier, avec la vivacité ordinaire de ses allures, qu'il fallait tout simplement mettre les Bourbons à la place des Bonaparte. Louis XVIII récompensa le zèle de ce royaliste de fraîche date en le confirmant dans le poste éminent de grand chancelier de la légion d'honneur, auquel le gouvernement provisoire l'avait élevé. Le public vit avec étonnement un prélat chargé de fonctions si étrangères à l'Eglise; aussi ne les remplit-il que peu de temps. Le 15 mai 1814, de Pradt écrivit à son ami M. Huleu que la Belgique et la Hollande devant désormais former un nouveau royaume sous le sceptre du prince d'Orange, il était important qu'il entrât, sans plus de retard, en possession du siège archiépiscopal, afin d'avoir, comme chef du clergé, droit de vote aux états généraux où allait s'élaborer la nouvelle constitution. Le chapitre, assemblé le 1er juin, fut d'avis que, si même l'élu présentait ses bulles d'institution, il ne faudrait pas l'admettre à la possession

(1) M. Lanzac de Laborie l'accuse formellement, d'après les preuves qu'il a pu recueillir à Paris, d'avoir occupé son épiscopat à dénoncer nominativement à Savary les prêtres de son diocèse bons à jeter dans les prisons d'Etat.

de l'archevêché. Cette décision était fondée sur les raisons suivantes : 1° les lois civiles en vigueur en Belgique exigent que les bulles soient placetées par le gouvernement avant d'être exécutées; 2° l'abbé de Pradt, en s'ingérant de plusieurs manières dans l'administration du diocèse, avant la prise réelle de possession, a perdu tous ses droits; 3° comme on prévoit que l'installation ferait naître une fatale division dans le diocèse, il est nécessaire de recourir préalablement au jugement du Saint-Siège.

Le 3 juin, nouvelle réunion capitulaire. En approuvant le projet de lettre à envoyer au chef de l'Eglise, le plus grand nombre des chanoines convinrent d'en différer l'expédition jusqu'au 8, afin d'attendre la réponse du prélat à la lettre que son confident Huleu lui avait adressée.

L'abbé de Pradt, loin de faire la renonciation qu'on espérait, répondit qu'il arriverait sous peu de jours à Malines, muni de ses bulles, et qu'il prenait sur lui de les faire placeter par le nouveau gouvernement des Pays-Bas. Il priait du reste les chanoines de ne pas en référer au Saint-Siège. A la séance capitulaire du 8 juin, les avis se trouvèrent partagés. MM. Manderlier, doyen du chapitre, Forgeur, vicaire général, van Helmont, secrétaire, et le vicomte de Plaine opinèrent qu'il fallait sans retard demander au Saint-Père quelle ligne de conduite on avait à suivre dans cette occurrence délicate. D'autre part MM. Huleu, Baraton, Hertinckx et Michaux furent d'avis qu'il fallait différer le recours au Souverain Pontife. Il y avait donc parité de voix. Mais MM. Manderlier, van Helmont et de Plaine, s'apercevant qu'on voulait traî-

ner l'affaire en longueur, prirent le parti de s'adresser à Pie VII en leur nom personnel et de laisser à leurs confrères le droit d'agir comme ils l'entendraient.

Reprenant les termes mêmes du projet de lettre rédigé par le chapitre, ils exposent d'abord, dans leur adresse au Saint-Père, les actes d'intrusion posés par de Pradt dans l'administration du diocèse. « Le nombre de ceux qui pensent que l'élu a perdu désormais son droit, s'accroît, ajoutent-ils, de jour en jour et s'élèvera bientôt peut-être à une immense multitude. Tous ces motifs font présager un schisme horrible, d'autant plus que la conduite du prélat n'est guère édifiante. Le peuple est scandalisé de le voir offrir le Saint Sacrifice avec une précipitation indécente, administrer sans respect le Sacrement de confirmation, ne donner aucun signe de dévotion lorsqu'il assiste à la messe du chœur, lorsqu'il accompagne les processions ou qu'il porte le Saint Sacrement; on dit même qu'il n'observe pas les lois du jeûne et de l'abstinence. » Ils terminent en suppliant Sa Sainteté de prévenir le mal qui menace l'Eglise de Malines.

Le cardinal di Pietro remit entre les mains de Pie VII la lettre des membres du chapitre métropolitain. Mgr Ciamberlani, vice-supérieur de la mission hollandaise et résidant à Amsterdam, transmit, le 16 septembre, la réponse du Saint-Père. Il défendait au chapitre de permettre à l'évêque de Pradt de s'immiscer encore désormais, de quelque manière que ce fût, dans les affaires de l'Eglise de Malines, à moins qu'il n'eût préalablement reçu des ordres contraires de Sa Sainteté.

Cette réponse décisive fut lue dans l'assemblée du chapitre, le 19 septembre, et tous les assistants s'y soumirent. Ainsi se termina heureusement la triste et singulière lutte qui avait duré environ cinq années. Dieu seul peut savoir, dit le P. Van der Moere, dans quelle affreuse situation se serait trouvée la religion catholique parmi nous, si un prélat de ce caractère eût été jusqu'à la fin de sa vie, c'est-à-dire pendant environ vingt-trois ans qu'il vécut encore, à la tête de l'épiscopat belge, au milieu des tempêtes que la Belgique traversa alors (1).

(1) Se sentant peu en faveur à la cour sous le régime actuel de sa patrie, l'abbé de Pradt tourna de nouveau les regards vers la Belgique et accourut à Bruxelles vers la fin de juillet 1815. Reçu d'abord par le roi Guillaume, il eut des conférences avec divers hauts fonctionnaires. Ne pouvant obtenir le placet, il se vit enfin réduit à donner librement sa démission d'archevêque entre les mains de Sa Sainteté. Le roi des Pays-Bas s'engagea à lui payer une rente viagère de six mille florins. Dès lors, rassuré sur son sort, de Pradt retourna en France, le 5 août 1815, et ne reparut plus en Belgique. La pension lui fut payée pendant quelques années, mais le gouvernement des Pays-Bas s'en lassa dans les derniers temps. Désormais l'abbé de Pradt vécut tantôt dans son hôtel à Paris, tantôt dans une terre qu'il avait en Auvergne, faisant paraître force livres et brochures, qui lui valurent des poursuites judiciaires. Tantôt il attaquait la mémoire de l'empereur dont il avait été longtemps le trop zélé courtisan, tantôt il s'en prenait à l'autorité constitutionnelle du roi de France. En 1827, les électeurs du Puy-de-Dôme l'envoyèrent à la Chambre des députés où il prit place, à côté des Foy, des Benjamin-Constant, dans les rangs de l'opposition libérale. Trouvant la gauche trop timide, le pétulant abbé quitta volontairement la Chambre en 1829, pour se retirer en Auvergne, où il avait fondé une ferme modèle. Il mourut frappé d'apoplexie, à l'âge de soixante-dix-sept ans, dans une de ses excursions à Paris, le 18 mars 1837. A l'heure suprême, il montra des sentiments de repentir et de piété dont le souvenir seul est une douce consolation pour les catholiques. L'archevêque de Paris, Mgr de Quélen, lui donna l'absolution, et le curé de la Madeleine lui administra le sacrement de l'Extrême-Onction. Le moribond, ne pouvant plus se faire entendre, désavoua par signes tout ce que sa conduite et ses écrits avaient pu avoir de contraire à l'enseignement et à la discipline de l'Eglise. Les funérailles du défunt se firent avec une solennité digne du rang qu'il

Dans le diocèse de Gand, le triomphe des alliés fut immédiatement suivi du triomphe de l'Eglise. Le comte de Beaufort s'était empressé de faire parvenir à l'autorité française l'offre d'échanger deux prisonniers français contre chacun des séminaristes détenus dans la forteresse de Wezel. Mais le commandant de la place, qui voulait conserver les séminaristes et qui avait même sollicité auprès du ministre de la guerre l'autorisation de les employer en qualité de sous-officiers, rejeta cette proposition. Le comte de Beaufort lui déclara en conséquence qu'il le rendait personnellement responsable de tout le mal qui pourrait arriver aux séminaristes. L'abdication de l'empereur hâta la capitulation des places fortes. Celle de Wezel fut arrêtée, le 1er mai, et exécutée, le 8 du même mois. Le comte de Beaufort avait eu soin d'avertir le commandant que les séminaristes belges ne pouvaient être considérés ni comme faisant partie de la garnison, ni comme militaires, mais uniquement comme prisonniers d'Etat. En conséquence, autorisation devait leur être donnée de se retirer en pleine liberté. Le 7 mai, on les avertit qu'il leur était permis de quitter la ville le lendemain, une heure avant la

avait occupé. Par son testament, il avait fait plusieurs legs pieux. Ajoutons que ses héritiers essayèrent de recouvrer les sommes de la rente viagère que le gouvernement des Pays-Bas avait refusé de payer, mais leur prétention fut repoussée par les tribunaux. M. Michaud a donné dans le supplément de la *Biographie universelle*, tome LXXVIII, la liste des écrits sortis de la plume spirituelle et mobile de l'abbé de Pradt. Parmi les cinquante ouvrages, pamphlets et brochures de circonstance qu'il énumère, nous signalerons ceux qui ont été mis à l'index : *Les quatre Concordats*, *Concordat d'Amérique avec Rome* et *Congrès de Panama*. (P. CLAESSENS, *Mgr de Pradt, archevêque de Malines et le chapitre métropolitain;* revue catholique, nouvelle série, t. VII, an. 1872).

garnison. Au moment du départ, ils allèrent visiter une dernière fois les tombes de leurs frères; puis ils passèrent le Rhin à neuf heures du matin, après un exil de huit mois et huit jours. Ils étaient encore trente-huit, nombre inférieur à celui des morts qu'ils laissaient en Allemagne. Ils arrivèrent à Gand, le 18 mai, revêtus de leurs uniformes militaires et de leurs épaulettes de canonniers. En rentrant dans leur patrie, ils trouvèrent l'autorité légitime établie dans le diocèse. M. de la Brue s'était empressé, dès le mois de janvier, de rentrer en France avec son secrétaire de Pazzis. Le simulacre de séminaire, que le vicariat intrus avait tenté d'ériger, n'existait plus; les vingt théologiens et les soixante étudiants que les schismatiques y avaient attirés ou, pour mieux dire, qui s'étaient laissés enrôler pour ne pas entrer dans la milice, avaient presque tous pris la fuite, et ceux qui restaient avaient été rendus à leurs parents. Les professeurs s'étaient éloignés. Le vénérable supérieur de l'ancien séminaire, M. Van Hemme, était lui-même sorti de l'exil depuis quelques jours. Il était rentré au séminaire avec quelques élèves revenus d'Arras et de Cambrai ou sortis de leur cachette. MM. Van den Hecke et Hélias d'Huddeghem arrivèrent quelques jours plus tard de Perpignan et de Bayonne.

Le vicariat légitime avait repris ouvertement l'administration du diocèse. L'évêque était un des derniers absents. Enfin il annonça son retour prochain. La joie fut grande parmi ce troupeau fidèle, qui se félicitait de voir son pasteur rentrer enfin de l'exil comme un nouveau Saint Hilaire. Dans tous les lieux qu'il traversa, les fidèles accouraient pour

contempler ce magnanime défenseur de la foi et pour recevoir sa bénédiction paternelle. Il fit son entrée à Gand, le 24 mai; la démonstration de la joie universelle surpassa tout ce qu'on peut imaginer. Un grand nombre des principaux habitants, se joignant à la foule des ecclésiastiques accourus de toutes les parties du diocèse, et à un détachement de la garnison envoyé par le général Bulow, formèrent un immense cortège, qui, ayant à sa tête la musique de la ville, le chapitre de la cathédrale et les curés des paroisses, se porta à la rencontre de l'évêque jusqu'à une lieue hors de Gand. Le comte de Lens, maire de la cité, alla le complimenter à son entrée dans la ville. Le cortège se dirigea vers la chapelle de Notre-Dame des Sept Douleurs, dite *Schreiboom*, où l'attendaient les séminaristes revenus de l'armée et de l'exil, tous revêtus de leurs surplis et portant chacun une branche de palmier à la main. Après avoir fait sa prière, Mgr de Broglie remonta dans sa voiture et, précédé de cet imposant cortège, se rendit à la cathédrale, où le *Te Deum* fut chanté en présence d'une foule innombrable. Le général Bulow avait invité à s'y rendre tous les officiers qui professaient la religion catholique. L'admiration redoubla quand le prélat, au lieu d'agréer tant d'hommages, se mit à confesser publiquement qu'il n'en était pas digne et qu'il avait eu, lui aussi, ses quarts d'heure de faiblesse, alors qu'il avait signé sa démission. Le pieux évêque alla plus loin encore et fit l'aveu de sa faute à la face de tout le diocèse dans le premier mandement qu'il publia. Cette démarche consola son cœur, et, loin de diminuer son autorité, elle concilia plus

encore au pasteur l'amour et le dévouement de toutes ses ouailles.

Le séminaire rétabli se peupla insensiblement. L'évêque s'entoura de conseillers de son choix et rappela à ses côtés, en qualité de grand vicaire, le digne abbé Le Surre que le gouvernement impérial lui avait enlevé en 1809. Les petits séminaires de Gand, de Roulers, de Saint-Nicolas, supprimés en 1812, s'ouvrirent de nouveau. Un autre collège fut établi à Alost sous la protection du prélat et prit bientôt de grands accroissements. Les écoles dominicales s'étendirent aux moindres paroisses. Les communautés hospitalières, qui craignaient tant les vexations impériales, se relevèrent. Les mille béguines des deux béguinages de Gand, saintes filles qui sont la gloire des Flandres, obtinrent de l'évêque la permission de revêtir leur ancien costume, qu'elles avaient dû quitter en 1798. Tout faisait espérer qu'on allait voir revivre le siècle d'Albert et d'Isabelle.

La paix fut aussi rétablie dans le diocèse de Tournai. Samuel de Saint-Médard s'était empressé, le 2 février, de s'enfuir à Lille, emportant la crosse et la chapelle de l'évêque. Le lieutenant général de Borstel fit lever, le 25 février, les scellés apposés par le gouvernement impérial sur le séminaire et sur tous les établissements régis par le chapitre. Les chanoines purent sortir de leur retraite, et M. Maton remplit publiquement ses fonctions de vicaire général. Le 10 avril, jour de Pâques, les membres du chapitre, sauf MM. Duvivier et Godefroid, qui étaient alors à Mons, se réunirent capitulairement. « Ils prirent dans une sérieuse considération la division qui régnait dans le clergé du

diocèse et le défaut de confiance de la très grande majorité des pasteurs et des autres ecclésiastiques dans l'administration de M. Gosse, vicaire capitulaire. En conséquence, ils jugèrent nécessaire (à l'exception d'un seul, M. Hardenpont) au rétablissement de la paix et du bon ordre dans le diocèse de révoquer les pouvoirs de vicaire capitulaire qui lui avaient été précédemment conférés, le dit M. Gosse n'ayant pas voulu renoncer simplement et volontairement à ces fonctions, comme le désirait ardemment le chapitre. » Dès ce moment, l'ordre se rétablit dans l'administration, et M. Maton, aidé des membres du chapitre, exerça seul les fonctions de vicaire général provisoire.

L'évêque, Mgr Hirn, ayant recouvré la liberté, avait résolu, avant de rentrer dans son diocèse, d'aller à Rome pour satisfaire sa piété, rendre ses devoirs au chef de l'Eglise et régulariser sa position compromise par l'acte de renonciation absolue et d'abandon de son siège, qu'il avait signé, le 1er juillet 1813. Le Saint-Père l'accueillit avec bienveillance et lui fit remettre un bref par lequel il déclarait entièrement nuls les actes que le gouvernement lui avait arrachés et qui n'avaient pas été autorisés par le Saint-Siège. Il l'engageait en outre à retourner le plus tôt possible dans son diocèse et félicitait le chapitre de son courage et de sa fidélité. Le 23 juin, le prélat adressa un mandement avec le bref du Souverain Pontife au clergé et aux fidèles de son diocèse. Le 26, il nomma vicaires généraux MM. Duvivier, Haze et Maton. M. Godefroy fut promu par le Pape à la dignité de camérier secret de Sa Sainteté.

Le 3 septembre, Mgr Hirn rentra dans sa ville épiscopale. Ses vicaires généraux étaient allés le recevoir aux limites du diocèse, et les curés des paroisses qu'il traversait l'avaient félicité de son retour. En arrivant à la porte de Marvis, il y trouva tout le clergé paroissial et le personnel du séminaire. Le chapitre le reçut à l'entrée de la cathédrale et le conduisit au pied du maître-autel, où l'on chanta le *Te Deum*. A peine de retour au milieu de ses ouailles, Mgr Hirn se vit en butte aux calomnies des anciens fructidoriens et des sté-venistes. Il fut accusé auprès du Saint-Père de lui avoir dit, lors de son voyage à Rome, des choses qui n'étaient point conformes à la vérité, d'user de trop d'indulgence envers les ecclésiastiques qui n'avaient pas été fidèles à leur devoir, à l'époque du schisme, et de les favoriser au détriment de ceux qui avaient préféré tout souffrir pour la défense de la religion et du siège apostolique, enfin d'avoir détourné le roi des Pays-Bas de demander l'envoi d'un nonce auprès de sa cour. L'évêque répondit longuement à cette triple accusation, et Pie VII lui fit dire, par l'intermédiaire de Mgr Ciamberlani, qu'il le déclarait pleinement justifié des calomnies qu'on avait formulées contre lui.

A Liège, l'évêque nommé, Lejeas, s'était enfui, comme tous les prélats impériaux, à l'approche des alliés, et avait gagné la France, en emportant une partie des archives. Il essaya cependant de se faire reconnaître évêque de Liège. Pie VII lui avait donné en 1812 des lettres d'institution canonique, mais le gouvernement les avait gardées comme celles de Mgr de Pradt et pour le même motif. Après la chute

de Napoléon, Lejeas parvint à se les procurer et fit aussitôt des démarches pour se faire mettre en possession de l'évêché de Liège. Le chapitre adressa, le 1er juin, une supplique au Saint-Père pour demander le rétablissement de Mgr de Méan sur son ancien siège épiscopal. Le 16 du même mois, M. Barrett, qui était revenu de l'exil l'année précédente, signala de son côté les démarches de Lejeas au cardinal Di Pietro et le pria d'en empêcher la réussite. Pie VII fit aussitôt donner au nonce, à Paris, l'ordre de s'opposer à la consécration de Lejeas, et il fit défendre au chapitre de Liège de le mettre en possession du siège épiscopal. L'administration du diocèse resta donc entre les mains de MM. Henrard et Partouns; mais ils ne tardèrent pas à donner leur démission. Le 26 septembre, le chapitre confia à M. Barrett la charge de vicaire capitulaire. Henrard mourut le lendemain. La validité de l'élection de M. Barrett fut contestée par quelques ecclésiastiques, sous le prétexte qu'il avait concouru, le 29 octobre 1810, à la nomination de M. Lejeas au vicariat capitulaire. M. Barrett s'empressa d'en référer au Saint-Père, qui, le 13 février 1815, confirma son élection, pour autant qu'elle pouvait avoir besoin d'être confirmée (1).

Les évêques, dès qu'ils eurent recouvré la liberté, invitèrent les fidèles à associer à leurs actions de

(1) Il ne s'agit ici que de la puissance spirituelle de l'évêque de Liège. Quant à la principauté temporelle, elle fut simplement confisquée par les arrangements pris entre les hautes puissances. On demanda à l'empereur d'Autriche sa renonciation à la possession des Pays-Bas. On disposa de la principauté de Liège sans consulter l'ancien souverain, de même qu'on le fit sans demander l'assentiment de la nation. Le pays de Liège fut, plus encore que le reste de la Belgique traité en pays conquis.

grâces pour la paix rendue à l'Eglise de Belgique, les remercîments dus au Tout-Puissant pour l'heureux rétablissement du Saint-Père dans sa ville pontificale. A Liège, le vicaire capitulaire Henrard publia, le 28 avril 1814, un mandement sur la délivrance du Souverain Pontife. C'était la première fois, depuis 1794, que le chef du diocèse pouvait librement parler du Pape aux fidèles et le recommander à leurs prières. « Le Souverain Pontife, disait-il, à été constamment traité d'une manière si outrageante que les ennemis de l'Eglise s'en sont montrés publiquement indignés. Dieu l'a tiré des fers pour le replacer sur le trône pontifical dont l'injustice la plus notoire l'avait arraché. Dieu est venu au secours de son Eglise dans le moment où tout paraissait désespéré. »

Des fêtes célébrèrent à Liège, le 1er mai, l'heureux événement qui réjouissait le monde catholique. Le *Journal de Liège,* rédigé par J. F. Desoer, nous en donne le compte-rendu suivant : « La fête solennelle que nous avons annoncée pour la délivrance du Saint-Père et son rétablissement dans les Etats de l'Eglise, a été célébrée dans l'église cathédrale par un peuple innombrable, avec une véritable piété et un attendrissement général. C'étaient en effet des enfants qui se réjouissaient du triomphe de leur père, et qui remerciaient le ciel de le leur avoir rendu. Le son des cloches et le carillon de la cathédrale ont annoncé l'allégresse publique depuis l'aurore jusqu'à la nuit. A huit heures, on vit le fond du chœur et le frontispice parfaitement illuminés, et un transparent représentant les attributs du souverain pontificat avec cette

belle et ancienne inscription : *Sancta Legia Ecclesiae romanae filia.* Liège s'est en effet toujours distingué par son amour, son attachement, sa fidélité à l'Eglise romaine, mère et maîtresse de toutes les Eglises, et quoique chaque Eglise en communion avec le Saint-Siège doive la reconnaître pour mère, c'est cependant par un privilège particulier et pour prix de cet attachement de l'Eglise de Liège, qui ne s'est jamais démenti, que Rome lui a donné cette distinction spéciale, d'être nommée sa fille (1). »

Des fêtes semblables eurent lieu dans toutes les villes de Belgique. A Namur, le 5 juin, elles eurent un éclat tout spécial. L'église cathédrale, le palais épiscopal, l'hôtel de l'intendance, la maison commune et généralement toutes les maisons de la ville furent illuminées, et la population s'empressa à l'envi de témoigner sa joie et son attachement au Souverain Pontife.

« Le jeudi 29 juin, la fête des apôtres SS. Pierre et Paul, dit l'auteur de la *Chronique de Bruxelles*, fut célébrée solennellement dans les églises, ce jour ayant été fixé afin de remercier le Tout-Puissant pour la restauration à Rome de Sa Sainteté Pie VII. On chanta dans toutes les églises, aux mêmes fins, une messe solennelle, avec vêpres l'après-midi, et salut suivi du *Te Deum*. La veille au soir, cette fête fut annoncée par les cloches, qui sonnèrent depuis six heures du matin, par intervalles, jusqu'à minuit, et il se fit une illumination générale dans la ville. »

(1) *Journal de Liège*, 2 mai 1814. Le *Journal de Liège*, toujours entre les mains de la famille Desoer, est aujourd'hui l'organe du libéralisme liégeois.

CHAPITRE X

Retour de l'île d'Elbe. — Composition des armées. — Séjour à Gand du roi Louis XVIII. — Mouvements des armées. — Bataille de Ligny. — Bataille des Quatre-Bras. — Retraite des Prussiens.

Napoléon, brusquement tombé de l'un des plus puissants trônes du monde à la souveraineté dérisoire de l'île d'Elbe, n'avait nullement renoncé à l'espoir de reconquérir le pouvoir suprême et de ressaisir sa fortune perdue. Mme Lætitia et l'une de ses filles, la princesse Pauline, étaient venues adoucir le sort de l'exilé (1), et il semblait consacrer tous ses efforts et tout son temps à la prospérité de son petit empire de huit mille hectares.

Pendant les premiers mois de son exil, il avait organisé sa petite armée, dont les six cents grenadiers et chasseurs de la vieille garde constituaient le principal noyau; il avait réformé l'administra-

(1) Ce fut un gros désappointement pour Napoléon quand il acquit la certitude que l'impératrice et le roi de Rome ne viendraient pas partager son exil. Il avait longtemps attendu leur venue : des appartements étaient préparés pour eux au palais des Mulini, et l'on avait même commandé à un peintre un plafond représentant « deux pigeons attachés à un même lien dont le nœud se resserre à mesure qu'ils s'éloignent. » L'allégorie était mensongère : Marie-Louise n'avait pas l'énergie nécessaire pour se soustraire aux influences dont elle était environnée, et les liens qui l'unissaient à son impérial époux, après s'être fortement distendus, finirent par se rompre. (*Revue des questions historiques*, 1er juillet 1893, p. 247. — H. Houssaye, **1815**, p. 158).

tion de cette minuscule principauté; il avait armé une flotte composée d'un brick, d'une espéronade et de deux felouques; sous sa direction, l'on avait bâti un théâtre, un lazaret, réparé les casernes, augmenté les fortifications, élargi les routes. Cet homme, qui avait gouverné les deux tiers de l'Europe, voulait encore jouer au souverain et au chef d'armée. Il inspectait fréquemment ses forces de terre et de mer; il s'était choisi des armes, un ancien écusson elbois datant de Cosme Ier : d'argent à la bande de gueules chargée de trois abeilles d'or; il faisait précéder ses ordres et décrets de la mention « Napoléon, empereur et souverain de l'île d'Elbe, avons décrété et décrétons... »

Tout en affectant de se désintéresser complètement des affaires du continent et de n'être plus, suivant sa propre expression, qu'un « spectateur du siècle, » il suivait avec une attention extrême la marche des événements, tant en France que dans le reste de l'Europe. Tenu assez bien au courant de ce qui se passait à Paris et à Vienne, non seulement par les journaux, mais encore par une correspondance active et par des émissaires qui n'avaient pas à entreprendre un voyage bien long ni bien difficile pour parvenir jusqu'à lui, il voyait avec une joie secrète, d'une part, les fautes et les embarras croissants du régime qui avait succédé à l'Empire (1), de l'autre, les dissentiments des puissances,

(1) Les fautes commises par le gouvernement de la première Restauration ont été souvent exposées, même avec une complaisante exagération. Bornons-nous à renvoyer le lecteur aux deux ouvrages suivants : BRIALMONT, *Histoire du duc de Wellington*, t. II, p. 361 et suiv. — H. HOUSSAYE, **1815.** Dans la vigoureuse réplique qu'il a donnée à ce

qui, étroitement unies tant qu'il avait fallu combattre « le tyran de l'Europe, » s'accordaient beau-

dernier livre, le duc de Broglie décrit parfaitement les difficultés et les fautes du gouvernement de Louis XVIII : « Qui de nous, écrit-il, ignore les difficultés de la tâche que la première Restauration eut à remplir, les embarras où elle s'est trouvée et la mauvaise chance qu'elle a eue, faute de bonheur ou d'adresse, de ne pas pouvoir s'en tirer? Qu'il ne fût pas commode de faire vivre en paix sur le même sol des gens qui, depuis vingt ans, ne s'étaient rencontrés que sur des champs de bataille, dans des rangs ennemis; que ce fût un tour de force de faire rencontrer en paix, à la porte du même domaine, l'ancien propriétaire dépouillé et le nouvel acquéreur; que les revenants d'un long exil en eussent rapporté des prétentions surannées, des manières d'être démodées et ridicules; que, mis en face d'eux, de glorieux parvenus aient éprouvé une crainte imaginaire, mais explicable, d'être privés des honneurs que plus d'un avait payés de son sang; que les ressentiments excusables des uns, les inquiétudes non moins naturelles des autres, aient amené à tout moment un échange de propos blessants entre des Français qui, différents sur tout le reste, n'avaient qu'un trait commun, l'un des principaux à la vérité du caractère national, à savoir : une extrême susceptibilité d'amour-propre; que le gouvernement de la Restauration lui-même, ne sachant trop quel parti prendre entre d'anciens amis que la reconnaissance ne lui permettait pas d'oublier et des intérêts nouveaux que la politique autant que la justice lui commandaient de ménager, ait fini par mécontenter à peu près tout le monde : tout cela est incontestable et démontré jusqu'à l'évidence. Toutefois, continue plus loin l'éminent écrivain français, le rétablissement de la monarchie n'avait donné lieu à aucune de ces réactions iniques et dures qui accompagnent trop habituellement l'inauguration d'un régime nouveau. Pour réaliser des économies, dit M. Roger Lambelin (*Revue des questions historiques*, 1er juillet 1893, p. 252), on avait réduit le traitement des légionnaires, et d'autre part dans la nouvelle organisation, on réservait un tiers des vacances aux anciens combattants de la Vendée et aux jeunes royalistes de la Maison du Roi. C'était nécessité et justice. Mais, dit le duc de Broglie, les hauts dignitaires de toute sorte, maréchaux, magistrats, administrateurs, loin d'être inquiétés dans leur situation, s'étaient vus confirmés, au contraire, non seulement dans leurs fonctions, mais dans toutes leurs décorations nobiliaires: l'armée n'avait perdu aucun de ses chefs, et les princes de la maison royale avaient poussé la confiance jusqu'à s'en remettre à eux de la garde de leurs personnes. « C'est sur » vous, messieurs les maréchaux, avait dit Louis XVIII, le 25 février 1814, » que je veux toujours m'appuyer. » Ses actes avaient répondu à ses paroles, comme l'a établi récemment M. Edmond Biré (*Gazette de France*, 19 avril et 2 mai 1893). Une ordonnance du 6 mai 1814 avait

coup moins depuis qu'il s'agissait de partager ses dépouilles.

Le congrès de Vienne ne s'était ouvert qu'au mois de septembre. Toutes les puissances, jusqu'aux plus petites, y étaient représentées, sauf la Turquie. Jamais on n'avait vu tant de souverains ni de ministres assemblés, et jamais congrès n'avait eu tant de questions à régler à la fois (1). La délimitation

constitué un conseil de guerre chargé d'étudier les changements à introduire dans l'organisation de l'armée. Voici quelle en avait été la composition : les maréchaux Ney, Augereau, Macdonald ; les généraux Dupont, Compans et Curial, pour l'infanterie ; Latour-Maubourg et Préval pour la cavalerie ; le général Kellermann pour la garde ; le commissaire ordonnateur Marchand, pour l'administration de la guerre ; le général Félix, inspecteur aux revues, pour l'administration militaire. Les membres de ce conseil appartenaient donc tous à l'armée impériale. Aussi les réformes opérées avaient-elles été exemptes de tout esprit de réaction. Si l'effectif des troupes avait subi une réduction considérable — il fut ramené au chiffre de 232,312 hommes et de 32,164 chevaux — et si plus de 13,000 officiers avaient été mis en demi-solde, ces mesures étaient commandées par la situation de la France et de l'Europe. Elles étaient la conséquence forcée de la substitution de l'état de paix à l'état de guerre. Pour montrer combien la première Restauration était éloignée de nourrir contre les soldats de l'Empire des sentiments hostiles, il suffit de rappeler qu'une ordonnance royale, en date du 12 mai 1814, avait maintenu l'infanterie et la cavalerie de la vieille garde avec leur ancienne organisation. Les officiers avaient conservé le rang du grade supérieur et en portaient les marques distinctives, ce qui n'avait pas lieu sous Napoléon. Enfin tous les maréchaux avaient été élevés à la pairie, et, lors de la création de la garde royale, les quatre majors généraux appelés à la commander étaient tous quatre des maréchaux de l'Empire. » Il n'en fut pas seulement ainsi pour l'armée. « En passant au crible les moindres détails de l'administration, dit le duc de Broglie, une enquête, qui ne pêche pas par excès de bienveillance, n'a pu découvrir sur aucun point de la France, pendant un laps de temps de plus de quinze mois, ni une détention arbitraire, ni une violation de propriété, quelles que fussent sa date ou son origine, ni une suspension non motivée du cours de la justice ; enfin, même dans la distribution des grades et des faveurs, on n'a pu signaler que quelqu'un de ces traits de favoritisme reprochés à tous les gouvernements et dont aucun n'a jamais eu la conscience tout à fait nette. »

(1) « Restait aux puissances alliées à se partager comme un bétail

des frontières en Italie, en Suède et dans les Pays-Bas, déjà convenue d'avance, avait présenté peu de difficultés. La Hollande et la Belgique étaient définitivement unies sous le sceptre de la maison d'Orange, qui reçut en outre le Limbourg et le Luxembourg, à titre de principautés personnelles, en dédommagement de ses possessions héréditaires dévolues à la Prusse. La reconstitution territoriale d'autres Etats ouvrait la porte à d'inévitables dissentiments. Le péril commun ayant disparu, chaque cabinet tendait à reprendre, avec ses inimitiés et ses alliances, son système de politique particulier : c'est ainsi que, au mois de janvier 1815, l'Angleterre, l'Autriche et la France s'étaient liées par un traité éventuel dans la vue de résister aux prétentions de la Prusse soutenue par la Russie, et que le différend soulevé par les questions saxonne et polonaise avait pris, un moment, un caractère assez aigu pour que l'on pût considérer la dissolution du congrès comme probable et la guerre elle-même comme possible, sinon comme imminente.

Ces nouvelles, jointes aux renseignements venus de l'intérieur de la France, qui représentaient l'impopularité des Bourbons comme arrivée à son comble,

humain une multitude de peuples. Ce fut l'œuvre du congrès de Vienne. » M. Henri Houssaye, dans un travail récent, apprécie en ces termes l'œuvre du célèbre congrès. M. le duc de Broglie lui répond : « Il n'est que trop vrai que des populations entières restaient sans aucun lien avec aucune société, sans aucune dépendance envers aucune souveraineté reconnue; absolument, suivant la métaphore que M. Houssaye nous suggère, comme des troupeaux abandonnés; mais ce qu'il n'ajoute pas, c'est que la plupart ne regrettaient ni le berger qui les quittait, ni les pâturages où il les avait menés paître. » H. Houssaye, **1815**, liv. I, chap. III. — Duc de Broglie, **1815**, *Correspondant du 25 juillet 1893*, p. 202.

auraient suffi pour décider Napoléon à tenter le renversement de la dynastie de Louis XVIII, si le souci de sa sécurité personnelle ne l'eût d'ailleurs déterminé à précipiter l'exécution d'un dessein depuis longtemps arrêté. Il avait été informé que l'attention du congrès s'était portée sur le choix fâcheux qu'on avait fait de l'île d'Elbe pour y déporter « l'ennemi du repos du monde, » que sa présence si près des côtes de France inspirait de l'inquiétude, et que l'idée de le transférer à Malte, aux Açores, ou même à Sainte-Hélène commençait à rallier de nombreux partisans.

Toutes ces circonstances purent précipiter le départ de Napoléon, mais n'en furent tout au plus que la cause déterminante. Comme le remarque très justement M. Henri Houssaye, d'ailleurs très adversaire de la Restauration, la cause première de l'audacieuse tentative de 1815 ce fut que le petit souverain de l'île d'Elbe s'appelait Napoléon et qu'il avait quarante-cinq ans (1). Toujours confiant dans sa destinée, il n'hésita plus : le 26 février 1815, à huit heures du soir, il s'embarqua à Porto-Ferrajo avec les généraux Cambronne, Bertrand, Drouot et les neuf cents hommes qui l'avaient suivi dans l'exil, et, le 1er mars, à cinq heures de relevée, il débarquait près de Cannes, sur la côte solitaire du golfe Jouan (2).

(1) **1815**, par Henri Houssaye, p. 175.

(2) Napoléon avait comparé sa charmante traversée à une journée d'Austerlitz et paraissait radieux, sûr du succès. Mais sa confiance n'était pas unanimement partagée. Les soldats et les officiers subalternes étaient joyeux, mais l'état-major et les employés civils doutaient du succès. Drouot avait tout fait pour détourner l'empereur de cette aventure. Cambronne lui-même n'était pas enthousiaste, à en juger du moins

Alors commença cette rapide conquête de la France, qui, nonobstant les causes diverses qui en peuvent expliquer le succès, restera, dit le lieutenant De Looze dans son excellent et impartial récit de la campagne de 1815, un des événements les plus extraordinaires de l'histoire. Du golfe Jouan à Paris, la marche de Napoléon ne fut qu'un long triomphe : toutes les villes ouvrirent leurs portes; toutes les troupes se déclarèrent pour leur empereur (1); Ney, qui avait promis de le ramener prisonnier dans une cage de fer, se jeta dans ses bras, et, comme Napoléon l'avait annoncé dans sa pre-

par la façon dont il s'était dérobé aux premières confidences de Napoléon. « Où allons-nous, Cambronne ? » avait dit celui-ci, après avoir donné l'ordre de tenir les troupes prêtes à partir. Et au lieu du mot : A Paris! qu'attendait certainement l'empereur, Cambronne avait répondu : « Je n'ai jamais cherché à pénétrer les secrets de mon souverain. Je vous suis tout dévoué. » Pons de l'Hérault, Peyrusse, le colonel Mallet questionnaient l'empereur avec inquiétude sur ses moyens d'action. Pour leur donner confiance, Napoléon finit par dire : « Une révolution a éclaté dans Paris ; un gouvernement provisoire est établi. Je compte sur toute l'armée. J'ai reçu des adresses de plusieurs régiments. » Après avoir débité ces mensonges, il clôt l'entretien par cette prédiction qui allait devenir une vérité : « J'arriverai à Paris sans tirer un coup de fusil. » (H. Houssaye, **1815**, p. 202.)

(1) Le feu duc de Broglie expose comme suit le spectacle misérable qu'offraient le gouvernement et la société : « On se repaissait de fausses nouvelles sans y ajouter la moindre foi. On s'échauffait en déclamations que chacun appréciait à sa juste valeur. On se préparait à la résistance avec la ferme résolution de ne pas attendre le premier choc. On jurait haine au tyran, en s'arrangeant, sous mains, pour en être bien reçu, le moment venu. » (*Souvenirs*, t. I, p. 291.) — Le maréchal Marmont n'est pas plus tendre à l'égard des généraux : « Jamais, dit-il, on ne s'est joué, avec plus d'audace et d'impudence de ce que les hommes doivent avoir de plus sacré, leur serment. On répétait avec éclat et à chaque instant des assurances de fidélité, quand on était résolu à trahir le lendemain, ou dès le jour même. Les chefs de l'armée, les généraux, portèrent cet oubli de leurs devoirs jusqu'au cynisme. On acceptait des faveurs, car c'était toujours cela d'acquis, et l'on ne faisait rien, absolument rien pour les justifier. » (*Mémoires*, liv. XXI, t. VIII, p. 102.)

mière proclamation « l'aigle, avec les couleurs nationales, vola de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. » L'empereur était déjà à Fontainebleau que le roi n'avait pas encore quitté son palais. Il céda enfin à l'avis du duc d'Orléans, devenu plus tard le roi Louis-Philippe, et, le 19, il quitta Paris. Le lendemain, 20 mars, Napoléon fit sa rentrée aux Tuileries : la révolution était accomplie et l'empire relevé, sans la moindre effusion de sang.

Cependant la situation n'était rien moins que facile, même à l'intérieur. Au premier abord, l'élan avait paru irrésistible; mais si l'armée, mécontente des Bourbons, avait acclamé l'homme qui l'avait conduite si longtemps à la victoire, la nation, fatiguée, ne pouvait retrouver un véritable enthousiasme (1). Rassasiée de grandeur et de gloire, elle

(1) La véritable, l'unique force de Napoléon, ainsi que le remarque M. Dareste, était dans l'armée; or l'armée, capable de faire une révolution, l'était moins que jamais de faire un gouvernement. Car ce n'étaient pas ses chefs qui l'avaient entraînée; c'était elle qui avait entraîné ses chefs, et pas tous. — M. Henri Houssaye a écrit cette phrase : « La révolution de 1815 fut un mouvement populaire secondé par l'armée. » Rien n'est plus contraire à la vérité, répond M. Roger Lambelin, et il se sert pour le prouver des faits mêmes recueillis par M. Houssaye. La révolution de 1815, ajoute-t-il, loin d'être un mouvement populaire secondé par l'armée, fut simplement un mouvement militaire, explicable par le prestige de Napoléon sur les soldats qu'il avait promenés de victoire en victoire sur les champs de bataille de l'Europe. Mais ce mouvement militaire ne pouvait produire que des résultats éphémères, et si la défaite de Waterloo précipita les événements, il est permis de croire qu'elle n'en changea pas le cours. (*Revue des questions historiques*, 1er juillet 1893.) — Le duc de Broglie, reprenant d'ailleurs pour la développer une idée déjà émise par Guizot (*Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, ch. III), nous semble avoir pénétré plus au fond de cette question où deux manières de voir très différentes sont l'une et l'autre appuyées par des témoignages d'une réelle valeur. M. Houssaye, dit-il, sans disconvenir que la défection de l'armée fut la cause principale et même décisive du succès de Napoléon, conteste cependant que l'événe-

n'aspirait plus qu'à la paix et à la liberté, et, quoique Napoléon ne se fît pas faute de lui promettre l'une

ment ait gardé le caractère d'une sédition militaire. Le tableau qu'il nous fait a tout l'aspect d'un vrai mouvement populaire. Malheureusement il a un contradicteur qui vaut la peine d'être écouté : ce n'est autre que l'empereur lui-même, dans une conversation très connue, rapportée par M. Mollien, dans ses *Souvenirs*. Le fidèle ministre du Trésor public accourait pour féliciter son ancien maître du miracle de son retour. « Mon cher, dit Napoléon, le temps des compliments est passé; ils m'ont laissé venir comme ils ont laissé partir les autres. » Et voici comment cette parole, qui disait tant de choses, est commentée par un témoin contemporain peu suspect (car il avait jugé les fautes de la monarchie fugitive avec toute la sévérité de la jeunesse). « Le lendemain du départ de celui qu'on laissait partir et le jour de l'arrivée de celui qu'on laissait venir fut encore plus triste que la veille. Paris était lugubre, les places publiques désertes, les cafés, les lieux de réunion à demi-fermés, les passants s'évitaient; on ne rencontrait guère dans les rues que des militaires avinés, des officiers en goguette, criant, chantant la *Marseillaise*, éternel refrain des tapageurs, offrant à tout venant d'un ton goguenard, et presque à la pointe de leur sabre, des cocardes tricolores. » (Feu duc DE BROGLIE, *Souvenirs*, t. I, p. 296.) Elan d'enthousiasme d'un côté, morne tristesse de l'autre : voilà deux jugements bien dissemblables, et ce qui pourra surprendre c'est que je les crois vrais et bien fondés l'un et l'autre. Tout dépend du point sur lequel chaque témoin a fixé son regard. Le coup de théâtre des Cent-Jours causa un sentiment non pas seulement différent, mais absolument opposé, aux masses populaires d'une part, et de l'autre à tous les hommes éclairés et réfléchis, sans distinction d'origine. Le peuple, surtout le peuple des campagnes, que Napoléon venait de traverser dans sa course triomphante, cédait à un double entraînement de crainte et de confiance également vif et également aveugle. Chez ces esprits simples et mobiles, les maux de la première invasion étaient déjà presque oubliés; le mal avait peu duré et laissé peu de traces sensibles, puisque le territoire était partout libre et intact et qu'aucun Français d'origine n'avait la douleur d'obéir à un maître étranger. Mais à ces souvenirs qui s'effaçaient d'autres s'étaient substitués qu'on avait eu le tort de laisser éveiller. Nulle part le soupçon de velléités réactionnaires si maladroitement encouru par le gouvernement royal, si perfidement exploité par ses adversaires, n'avait jeté un trouble plus profond que dans les classes rurales très attachées aux bienfaits matériels du nouveau régime. Nulle part on n'était moins en mesure d'apprécier ce qu'il y avait d'excessif et d'imaginaire dans ces inquiétudes. C'était une terreur de voir renaître un passé qu'on disait menaçant : sentiment vague d'autant plus difficile à dissiper que l'objet en était mal défini, assez semblable à la peur des revenants que des

et l'autre, elle avait peine à se persuader qu'il eût si vite perdu le goût des conquêtes et du pouvoir

enfants éprouvent dans l'obscurité. L'arrivée subite de Napoléon était un éclair qui chassait ce mauvais rêve. On se jetait dans ses bras avec un abandon sans réserve. Pourquoi se fût-on méfié? N'était-ce pas là celui dont la renommée n'avait raconté que des merveilles, et sa résurrection, quand on le croyait fini, peut-être mort, n'était pas la moins étonnante? Si son étoile avait pâli un jour, la cause n'était ni sa faute ni son erreur : c'était la défaillance ou la trahison d'amis ingrats. Mais puisqu'il était là de nouveau, plus maître que jamais de lui-même et de sa fortune, que risquait-on de le suivre? Le souvenir du passé, la prévoyance de l'avenir, inspiraient à toute la classe éclairée des pensées toutes contraires. Là c'étaient les torts vrais ou prétendus, les griefs reprochés à la Restauration qui disparaissaient devant la comparaison des maux bien plus graves, dont la menace, éclatant tout à coup, chargeait l'horizon de sombres nuages, et projetait d'avance sur la situation tout entière une sinistre lumière. C'était la chance, terrible et à peu près certaine, d'une nouvelle invasion qui bannissait toute autre préoccupation. Qu'était-ce que des piqûres de vanité, des souffrances d'amour-propre, des mécomptes ou des déboires d'ambition, au prix de ce qui pouvait suivre le retour de vainqueurs irrités, décidés cette fois sans doute à user jusqu'au bout du droit de la force? On s'était tiré de leurs mains mieux qu'on ne pouvait l'espérer, puisqu'ils ne nous avaient pris que nos conquêtes et ne pouvaient nous priver de notre gloire. Mieux avisés cette fois, ce serait au cœur même de l'unité nationale qu'ils allaient viser. Et pourquoi être allé au-devant d'une telle chance? Il n'y avait pas de délivrance à opérer, mais seulement une revanche à prendre dont on pouvait, dont on devait attendre le moment. Et ceux qu'alarmait justement le péril, pouvaient-ils compter, pour en sortir, sur la main audacieuse qui venait de les y précipiter sans les prévenir? Non, la confiance en Napoléon n'existait plus : l'étonnement, l'admiration même, ne pouvaient la faire renaître. La prouesse qu'il venait de faire, malgré son éblouissant et étourdissant éclat, n'était qu'un indice nouveau de cet esprit d'aventures infatigable et insatiable qui, après l'avoir porté au faîte de la gloire et de la puissance, l'avait empêché de s'y maintenir. Supposé que, par impossible, un premier succès répondît à sa témérité, il ne s'en tiendrait pas à ce faible avantage : il voudrait tout reprendre et se condamnerait de nouveau à tout reperdre. Ainsi, dans la meilleure et la plus improbable des hypothèses, nul espoir de repos : c'était à perte de vue une série d'agitations et de convulsions. Le divorce était donc complet entre le sentiment de la masse et celui de la partie éclairée de la nation. Si c'est la première fois depuis la Révolution que ce désaccord se soit manifesté d'une manière si prononcée et si visible, on peut assurer que ce n'est pas et que ce ne sera pas la dernière. (*Correspondant*, 25 juillet 1893, p. 220 et suiv.).

absolu. Aussi l'*Acte additionnel aux constitutions de l'empire*, rédigé à la demande de Napoléon par son ennemi, le constitutionnel Benjamin-Constant, fut-il mal accueilli par l'opinion défiante, et ne fut voté que par un nombre de suffrages relativement restreint : 1,532,527, bien qu'il donnât au pays un régime assez libéral. La froide et triste cérémonie du *Champ de mai*, qui consacra, le 1er juin, le rétablissement de l'Empire sous la nouvelle constitution, sembla montrer aussi que l'esprit de la France n'était plus avec l'empereur (1).

(1) Marmont fait ici de vifs reproches à Napoléon : « Napoléon en ce moment, dit-il, devait continuer à frapper l'opinion, à étonner le monde par quelque chose de surnaturel. Puisqu'il avait parlé de trahison, quelque absurde que fût cette assertion, il devait rejeter tous les malheurs passés sur elle. Des succès éclatants eussent remué encore les cœurs, même des gens les moins dévoués, tant la gloire a de prix aux yeux des Français !... Six mille Anglais seulement se trouvant en Belgique, se seraient immédiatement réfugiés dans Anvers. L'armée belge, depuis si peu de temps séparée de l'armée française, animée précisément du même esprit, n'aurait pas hésité à se réunir à elle et l'aurait augmentée de trente mille hommes. Ainsi, sans coup férir, sans combattre et par de simples marches, Napoléon aurait eu, en peu de jours, ses avant-postes sur l'Escaut et sur le Rhin. Après avoir rallié trente mille soldats et acquis Bruxelles et des pays riches, pleins de ressources de toute espèce, calcule-t-on le retentissement d'un pareil résultat dans toute la France, et le mouvement qui en serait résulté en faveur du gouvernement? De tous côtés les conscrits se seraient levés et l'auraient rejoint avec empressement. Les discussions intempestives auraient été ajournées, et la France était débourbonisée. Au lieu de cela, Napoléon se laissa imposer par les vieux révolutionnaires et les jeunes libéraux, sortant de l'école créée par la Restauration... Il voulut paraître avoir modifié ses idées et son caractère. Il ne trompa que peu de gens et perdit la faculté d'agir dans le moment le plus opportun. Il resta donc et se mit à discuter avec Benjamin-Constant et consors. Il annonça le retour prochain de Marie-Louise, et l'on sut promptement qu'il n'aurait pas lieu. L'Autriche restant sourde à sa voix et à ses efforts pour la détacher de l'alliance, il vit chaque jour s'évanouir ses espérances et s'amonceler de nouveaux obstacles devant lui.... Je le répète, Napoléon manqua à sa fortune en devenant infidèle à son caractère. Il aurait donné un mouvement immense

Il n'eût rien moins fallu pourtant, remarque toujours M. De Looze, que l'explosion du sentiment national pour permettre à Napoléon de faire face aux dangers extérieurs qui le menaçaient. En effet l'attitude des puissances étrangères à son égard était plus implacable et plus inébranlable que jamais. La nouvelle de son débarquement, arrivée à Vienne le 8 mars, avait instantanément fait cesser toutes les divisions et renoué immédiatement contre la France la coalition européenne. Vainement l'empereur, qui n'avait pas manqué d'assurer qu'il était de connivence avec l'Angleterre et l'Autriche, se berçait-il de l'espoir que les alliés, ou tout au moins une partie d'entre eux, se départiraient de leur hostilité dès qu'ils seraient instruits de la rapidité de ses succès et de son intention, hautement proclamée, « de se consacrer exclusivement désormais au bonheur de son peuple. » Vainement multipliait-il les déclarations pacifiques, offrant de se conformer à toutes les décisions du congrès de Vienne et promettant le respect « religieux » du traité de Paris : on ne voyait dans sa restauration inespérée que le triomphe passager d'une insurrection militaire, et dans ses assurances réitérées qu'un moyen de gagner du temps.

Au reste, on n'avait pas même attendu qu'il eût repris effectivement les rênes du gouvernement pour le mettre « au ban des nations. » Le 13 mars, les

aux esprits, enflammé les imaginations, s'il avait conquis la Belgique et les bords du Rhin. Mais sa volonté n'était plus la même, l'homme était usé, et les deux dernières campagnes ne l'avaient que trop montré. Relevé avec éclat un moment, bientôt il était retombé. La manière dont il fit personnellement la campagne de Waterloo le prouve. (*Mémoires*, liv. XXXI, t. VII, p. 197 et suiv.)

puissances avaient lancé contre lui, sous forme de déclaration collective, un décret de proscription véritable. « En rompant la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, était-il dit dans ce document, Bonaparte a détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée; il s'est privé lui-même de la protection des lois et a manifesté à la face de l'univers qu'il ne saurait y avoir avec lui ni paix ni trêve. Les puissances déclarent, en conséquence, que Napoléon Bonaparte s'est placé hors des relations civiles et sociales et doit être livré à la vindicte publique. » Ce manifeste avait été suivi, le 25 mars, d'un traité en règle par lequel les gouvernements signataires de la paix de Paris s'engageaient « à employer tous les moyens et à réunir leurs efforts contre Napoléon, afin de le forcer à se désister de ses projets et de le mettre hors d'état de troubler à l'avenir la tranquillité et la paix générales. »

Tous les Etats de l'Europe continentale accédèrent successivement à l'alliance de Vienne, et il ne resta plus à Napoléon que l'appui fragile et compromettant de son beau-frère, le roi de Naples, dont la brusque agression contre l'Autriche, au commencement d'avril, aurait fait évanouir toute chance d'accommodement, s'il en eût encore subsisté quelqu'une. Mais la folle tentative de Murat ne nuisit qu'à lui-même en l'obligeant de gagner par mer les côtes de la Provence, et, comme le remarque l'auteur belge à qui nous empruntons ces lignes, c'est bien à tort que, plus tard, l'empereur y a voulu voir ou faire voir la cause déterminante de sa propre ruine. Les résolutions des souverains étaient irrévocablement arrêtées et s'étaient traduites en actes décisifs avant

la prise d'armes du roi de Naples, avant le traité du 25 mars, même avant la déclaration du 13 : le jour où l'on apprit à Vienne que Napoléon avait disparu de l'île d'Elbe, et alors qu'on ignorait encore s'il s'était dirigé vers la France ou vers l'Italie, l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse envoyèrent à leurs armées l'ordre de reprendre le chemin de la France, et, suivant le témoignage du principal homme d'Etat de la coalition, M. de Metternich, « la guerre fut décidée en moins d'une heure. »

Il fut réglé dès le principe que deux armées secondaires opéreraient en Italie : la première, sous le général Bianchi, irait réprimer la tentative audacieuse de Murat; la seconde devait pénétrer en France par le mont Cenis et le couloir du lac Léman, quand la grande invasion aurait fait des progrès suffisants. Le gros des forces coalisées devait être réparti en quatre armées destinées à opérer de concert sur le principal théâtre d'opérations, c'est-à-dire contre les frontières du nord et de l'est de la France :

1° Un corps composé d'Autrichiens et d'Allemands devait, sous les ordres du feld-maréchal de Schwarzenberg, franchir en deux colonnes le Rhin à Bâle et à Manheim, entrer en France par l'Alsace et la Lorraine, et marcher sur Paris.

2° Un corps de 150,000 Russes, sous le commandement du maréchal Barclay de Tolly, devait pénétrer en France par le département de la Moselle, en appuyant sa gauche à la droite de Schwarzenberg.

3° Un corps de 125,000 Prussiens, sous les ordres

du feld-maréchal Blücher, devait faire irruption en France par les provinces belges.

4° Un corps de 95,000 anglo-néerlandais, ayant pour chef le feld-maréchal duc de Wellington, devait opérer à la droite de Blücher et entrer en France par le département du Nord.

En Autriche, en Russie et en Allemagne, devaient s'organiser des réserves, montant ensemble à environ 300,000 hommes.

Quand, le 7 mars 1815, la nouvelle du départ de Napoléon était parvenue au congrès de Vienne, Wellington s'y trouvait en qualité de représentant de l'Angleterre, lord Castlereagh, chargé d'abord de cette mission, ayant dû s'en retourner à Londres. Les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse, en ce moment à Vienne, prièrent Wellington d'aller prendre le commandement des troupes qui devaient se rassembler dans les provinces belges. Le général anglais accéda à leur demande, partit, le 29 mars, de Vienne, et arriva, le 5 avril, à Bruxelles, où il établit son quartier général.

Les troupes anglaises qui, depuis 1814, étaient restées dans les Pays-Bas, avaient été placées, ainsi que les troupes néerlandaises, sous le commandement du prince héréditaire Guillaume d'Orange. Celui-ci, qui sous Wellington avait fait en Espagne ses premières armes, d'une façon brillante, vint se ranger avec bonheur sous les ordres de son ancien chef.

Des troupes anglaises, hanovriennes, brunswickoises et du duché de Nassau furent alors expédiées sans relâche dans les Pays-Bas, et Wellington travailla si activement à l'organisation de son armée

qu'à la fin de mai celle-ci fut prête à entrer en campagne.

L'armée de Wellington était formée à peu près comme suit (1) :

	32,700	anglais,
	7,470	hanovriens au service de l'Angleterre,
	15,500	hanovriens,
	6,650	brunswickois,
	30,280	néerlandais, se subdivisant en 20,290 hollandais, 5,450 belges et 4,540 soldats du duché de Nassau au service des Pays-Bas,
	2,900	Nassau, non au service des Pays-Bas.
Total	95,500	hommes.

L'armée anglo-néerlandaise était divisée en deux corps d'armée, un corps de cavalerie de réserve, et une réserve générale de toutes les armes.

Le premier corps était commandé par le prince d'Orange. Formant l'aile gauche de l'armée, il fut placé entre les routes de Bruxelles à Charleroi et de Bruxelles à Tournai. Sa gauche touchait à la première route, à Genappes et Frasnes; sa droite à la seconde, à Enghien. Sa cavalerie se trouvait en avant du centre de sa ligne, à Rœulx, Havré et St-Symphorien. Son quartier général était à Braine-le-Comte.

Le deuxième corps était commandé par le lieutenant général lord Hill. Formant l'aile droite, il se

(1) Nous adoptons les chiffres fournis par le capitaine-commandant G. Van Remoortere, dans son *Histoire de la campagne de 1815*, que nous suivons ici. Il va sans dire que les auteurs varient dans leurs calculs. Les uns abaissent les forces de Wellington à 91,000 hommes. D'autres les élèvent jusqu'à 108,000.

reliait par sa gauche à la droite du prince d'Orange, et s'étendait vers sa droite jusqu'au dessous de l'Escaut à l'ouest d'Audenarde. Sa cavalerie était disséminée entre Mons et Tournai. Son quartier général était à Ath.

La cavalerie de réserve, sous les ordres du lieutenant général lord Uxbridge, était éparpillée dans la vallée de la Dendre. Quartier général à Grammont.

La réserve générale se trouvait à Bruxelles et dans les environs.

A la gauche de l'armée anglo-néerlandaise était l'armée prussienne. Cette armée, placée sous les ordres de Blücher, se subdivisait en quatre corps, qui s'étendaient sur les rives de la Sambre, de Binche à Namur, et sur celles de la Meuse, de Namur à Liège.

Le corps du lieutenant général Zieten formait l'aile droite ; puis venaient successivement à sa gauche les corps du général major Pirch I, du lieutenant général Thielmann et du lieutenant général comte Bülow, celui-ci formant l'aile gauche et s'étendant jusqu'au delà de Liège. Les quartiers généraux de ces corps étaient Charleroi, Namur, Ciney et Liège. Blücher avait établi le sien à Namur. Nous donnons ci-après en tableaux la composition des deux armées et l'emplacement des différents corps.

ARMÉE PRUSSIENNE.

CORPS D'ARMÉE.	POSITIONS.	CORPS D'ARMÉE.	POSITIONS.
1er corps (ZIETEN). Quartier général : CHARLEROI.			
Brigade Steimetz.	Fontaine-l'Evêque.	Brigade Henckel.	Moustier-sur-Sambre.
» Pirch II.	Marchienne-au-Pont.	Div. de cavalerie Jagow.	Sombreffe.
» Jagow.	Fleurus.	Réserve d'artillerie.	Gembloux.
2me corps (PIRCH I). Quartier général : NAMUR.			
Brigade Tippelskirch.	Namur.	Brigade Langen.	Huy.
» Krafft.	Perwez, Thorembais-les-Béguines.	Div. de cavalerie Jurgass.	Hannut.
» Brause.	Héron.	Réserve d'artillerie.	Nord de Namur.

ARMÉE PRUSSIENNE (Suite)			
3me corps (THIELMANN). Quartier général : CINEY.			
Brigade Kemphen. » Borcke. » Lück.	Ciney. Assesse. Dinant.	Brigade Stülpnagel. Div. de cavalerie Hobbe. Réserve d'artillerie.	Havelange. Conneux (sud de Ciney). Route de Havelange à Ciney.
4me corps (BÜLOW). Quartier général : LIÈGE.			
Brigade Hacke. » Ryssel. » Losthin.	Liège. Waremme. Hollogne aux-Pierres.	Brigade Hiller. Div. de cavalerie prince Guillaume de Prusse. Réserve d'artillerie.	Liers. Dalhem, Tongres, Looz. Ouest de Dalhem.
Avant-postes.		De Saint-Hubert à Rochefort, Dinant, Sosoye, Denée, Gerpinnes, Thuin, Lobbes, Bonne-Espérance.	

ARMÉE ANGLO-NÉERLANDAISE.	
CORPS D'ARMÉE.	POSITIONS.
Aile droite (2me corps). Général en chef : HILL. Quartier général : ATH.	
Division Stedmann (prince Frédéric) et brigade indienne.	Entre Gand et Alost.
" Clinton.	Audenarde.
" Colville.	Entre Ath et Leuze.
Centre (cavalerie). Général en chef : UXBRIDGE. Quartr générl : GRAMMONT.	
Corps de cavalerie.	De Ninove à Grammont.
Brigade détachée Doernberg.	Mons.
" " "	Gand.
Aile gauche (1er corps). Général en chef : PRINCE D'ORANGE. Quartier général : BRAINE-LE-COMTE.	
Division Cooke.	Enghien.
" Alten.	Soignies.
" Perponcher.	Entre Nivelles, Genappe et Frasnes.
" Chassé.	Sud de Seneffe.
Division de cavalerie Collaert.	Entre Mons et Rœulx.
Réserve. Division Picton. " Cole. Contingent de Brunswick. " de Nassau, Gén. Cruze.	Bruxelles (quartier général de Wellington).
Avant-poste.	De Binche à Mons, Tournai, Courtrai, Menin, Ypres et Furnes.

Quant à Louis XVIII, en quittant Paris, le 19 mars, il avait l'intention de s'installer à Lille avec son gouvernement. Ce fut le duc d'Orléans qui le décida à passer la frontière. Il était à Ostende, croyant s'embarquer pour l'Angleterre, quand le comte Jean-Baptiste d'Hane-Steenhuyse vint spontanément, le 26 mars, lui offrir sa maison de Gand (1). Avant les événements de 1814, le comte avait connu à l'étranger le roi, alors comte de Provence, et ce fut le souvenir de ces anciens rapports qui le poussa à mettre au service de la cour sa princière habitation. Située rue des Champs, au n° 63, c'était la plus belle et la plus célèbre maison seigneuriale de la ville (2).

(1) Jean-Baptiste, comte d'Hane-Steenhuyse, né à Gand le 24 août 1757, appartenait à une noble et ancienne famille d'origine allemande, fixée à Gand depuis le XIV[e] siècle et qui avait figuré avec honneur dans l'échevinage de cette ville. Il fut intendant de la Flandre orientale dans les années 1814 et 1815, chambellan du roi Guillaume, membre de la 1[re] chambre des états généraux et de l'ordre équestre de la Flandre orientale. Il mourut à Gand, le 17 janvier 1826. Il s'était marié en 1783 à Marie-Madeleine-Isabelle Rodriguez d'Evora y Vega, décédée le 11 juillet 1842 au château de Leeuwergem. Leur épitaphe se trouve dans l'église de cette paroisse.

(2) « De schoonste en vermaardste heerenhuizing van Gent, » dit M. Frans de Potter dans son ouvrage : *Gent van den oudsten tijd tot heden*. V. aussi : *A travers le champs de bataille*, p. 60, dont l'auteur anonyme nous a fourni de précieux renseignements. Cette splendide habitation, qui semble vouée à une destination historique, est aujourd'hui la propriété et la demeure de Madame Borluut de la Potterie, veuve de M. Raymond Borluut, descendant direct du célèbre Jean Borluut, le héros de la bataille des éperons d'or. Elle logea plusieurs grands personnages, le roi et la reine de Westphalie en mai 1811, l'empereur de Russie le 29 juin 1814, le roi des Pays-Bas en 1816 et en 1820, le prince d'Orange en 1818. Nulle maison du reste n'était mieux faite pour donner l'hospitalité à des souverains. Du dehors on devine les splendeurs de l'intérieur. La façade se compose de six grandes colonnes réunissant en quelque sorte toute la maison en un seul étage. En effet la salle à manger, grande salle des fêtes, monte d'un jet à travers deux étages à

Le roi arriva à Gand, le 30 mars, à cinq heures après midi, avec une suite brillante. Le comte d'Artois et le duc de Berry, arrivés le 28 et le 29, le reçurent à la porte de Bruges, où le bourgmestre et un de ses adjoints lui souhaitèrent la bienvenue. Louis XVIII était assis dans un superbe carosse à six chevaux; il fut acclamé frénétiquement par les Gantois, dont un grand nombre étaient allés à sa

une hauteur d'environ dix mètres. Ce qui frappe, quand on entre dans cette vaste salle, après sa hauteur, c'est d'abord le plafond admirablement peint, quoique détérioré par le temps; c'est ensuite le parquet, pur chef-d'œuvre d'ébénisterie, vraie tapisserie brodée en bois, espèce de cachemire en marqueterie, dont l'auteur appréciait la valeur, car il l'a, comme un tableau, signé de son nom en bois d'ébène : Henri-Gaspard Feilt. Ce magnifique salon avait vue sur le jardin. Ce jardin, qui était un parc, a été coupé pour des exigences de voirie, ce qui a amené la démolition de la grande galerie où logeaient, en 1815, les gardes de corps du roi. Du jardin d'autrefois il ne reste plus que la pelouse sur laquelle, tous les jours, une musique militaire venait jouer pendant le repas de Louis XVIII. Le salon est entouré, sur les trois faces qui ne regardent pas le jardin, de grandes portes vitrées en glaces étamées; ces portes étaient séparées par de hautes colonnes encadrant des candélabres et des vases en porphyre gris d'une beauté merveilleuse. Malheureusement le mobilier de cette demeure princière a été mis aux enchères et dispersé en 1878, par suite de la mort du comte Edmond d'Hane. L'ameublement de la salle à manger était en velours rouge sur bois doré et sculpté. Les quatre salons donnant sur la rue des Champs avaient un ameublement de damas vert à fleurs blanches, auquel, jusqu'en 1878, on n'avait plus touché depuis le départ du roi. A côté de la salle des fêtes, donnant aussi sur le jardin, était la chambre à coucher de Louis XVIII, qu'on fut obligé de transporter de l'étage au rez-de-chaussée à cause de la goutte dont le roi fut affligé pendant presque tout le temps de son séjour à Gand. C'est dans cette chambre à coucher que se tenaient les conseils intimes des ministres, dans lesquels Chateaubriand et Guizot essayèrent si longtemps, sans succès, de combattre l'influence du comte de Blacas, qui ne fut renversé qu'à la fin de la crise (V. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, ch. III). Près de la chambre à coucher, dans un salon fermé, était installée une chapelle où, tous les matins, on disait la messe. Mais le roi, quand la maladie le lui permettait, allait en grande pompe pour entendre la messe à la cathédrale de Saint-Bavon, où son prie-Dieu est conservé.

rencontre jusqu'à Mariakerke. « Jamais, dit la *Gazette van Gent* du 3 avril, on n'entendit des acclamations aussi vives et aussi unanimes, d'autant plus ravissantes qu'elles provenaient d'une sincère affection et participation au malheur d'un si bon monarque. » Le cortège royal traversa les principales rues de la ville entre une double rangée de soldats de la garnison. Après quelques minutes de repos, le roi, enchanté de la réception, se montra à plusieurs reprises à la foule qui se pressait devant l'hôtel et ne cessait de crier : Vive le roi !

Quand il arriva à Gand, le roi était accompagné du comte de Blacas d'Aulps, du général Clarke, son ministre de la guerre, du duc de Feltre, des maréchaux ducs de Raguse et de Bellune et du comte de Lally-Tolendal. Le duc de Berry et le comte d'Artois logeaient dans la rue d'Armes, à l'hôtel des Pays-Bas, nommé depuis hôtel royal, et dans une maison voisine qui s'appelle aujourd'hui hòtel de la poste. Guizot ne vint que plus tard, dans les derniers jours de mai. Il descendit à l'hôtel Van Stalle. A plusieurs reprises, et notamment le 8 avril, le duc de Wellington se rendit aussi à Gand pour conférer avec le roi ; il descendait chez M. Clemmen-Duroc, vis-à-vis de l'hôtel du comte d'Hane. Plus tard, quand les événements se précipitèrent et ne permirent plus au général anglais de s'absenter aussi loin de son quartier général de Bruxelles, le duc de Berry alla s'installer à Alost, à mi-chemin, avec la maison militaire du roi, pour entretenir et faciliter les communications.

Le 4 avril, la population gantoise jouit d'un spectacle nouveau pour elle. Une partie de l'escorte

royale arriva vers midi par la porte de Courtrai et défila devant la résidence du roi. Louis XVIII apparut à la fenêtre ouverte de l'avant-salon et adressa quelques paroles à ses fidèles. On remarqua particulièrement une centaine d'étudiants en droit de l'université de Paris, à grande cocarde blanche, enrôlés volontaires faits prisonniers à Béthune, mais échappés des mains de leurs adversaires et venus à Gand pour se serrer autour de leur roi.

Le 20 mai, arriva le prince d'Orange; le 28, la duchesse d'Angoulême, mais pour partir en Angleterre dès le 4 juin. Peu à peu toute une cour se forma autour du roi : les ducs de Duras, de Poix, d'Havré, de Luxembourg, de Levis, Berthier, Marmont, Victor, les comtes de Mesnard, de Cossé-Brissac, de Clermont, de Rohan-Chabot, aides de camp du duc de Berry, les généraux Maison, de Beurnonville, Bordesoulle, Donnadieu, Dessolle, Louis de La Rochejaquelein, Thibaut de Montmorency, Blacas, Jaucourt, Bourienne, de Viroménil, Gaëtan de La Rochefoucault, le comte de Bruges, Roux-Laborie, Bertin l'aîné, Lally-Tolendal, de Sèze, les préfets Capelle et Vaublanc, Anglès, Mounier, le baron d'Eckstein, commissaire général de police du roi des Pays-Bas. Les représentants des puissances jadis accréditées à Paris vinrent reprendre leur poste diplomatique : sir Charles Stewart représentant la Grande-Bretagne, M. Jagel le roi des Pays-Bas, le général Pozzo di Borgo l'empereur de Russie, le comte d'Aglié le roi de Sardaigne, le baron de Vincent le roi de Prusse, le comte de Goltz l'empereur d'Autriche. Il y avait aussi un simulacre de ministère avec Louis pour les

finances, le chancelier Dambray pour la justice, Beugnot pour la marine, Clarke pour la guerre, le comte de Jaucourt pour les affaires étrangères en l'absence de Talleyrand encore à Vienne, Chateaubriand par interim pour l'intérieur en l'absence de l'abbé de Montesquiou émigré en Angleterre, le comte de Blacas pour la maison du roi. Enfin on sentit le besoin d'un journal officiel, et on créa le *Moniteur universel*, qui n'eut d'ailleurs que vingt numéros. Il s'imprimait chez Houdin, rue de la Catalogne. C'était Bertin l'aîné, propriétaire du *Journal des Débats*, qui le dirigeait. Le *Journal des Débats*, après le retour de Napoléon aux Tuileries, avait disparu pour reparaître, le 20 mars, sous le titre de *Journal de l'Empire*.

Ce fut un âge d'or pour la ville de Gand. Le comte d'Artois payait pour lui et pour sa suite mille francs par jour à l'hôtel des Pays-Bas. Les dépenses des autres personnages n'étaient pas moindres. Gand retrouva un instant l'animation des beaux jours du règne de Charles-Quint. A mesure que les événements se précipitaient, l'organisation de la résistance augmenta encore le mouvement au sein de la tranquille ville des Flandres. Des recrues belges et anglaises apprenaient l'exercice sur les places et sous les arbres des promenades; des canonniers, des fournisseurs, des dragons mettaient à terre de trains d'artillerie des troupeaux de bœufs, des chevaux qui se débattaient en l'air tandis qu'on les descendait suspendus dans des sangles; des vivandières débarquaient avec les sacs, les enfants et les fusils de leurs maris; tout cela allait se rendre, sans savoir pourquoi et sans y avoir le

moindre intérêt, au grand rendez-vous de destruction que leur avait donné Napoléon. De tous côtés dans les faubourgs, on élevait des fortifications. Hors la porte de Courtrai, hors la porte de la Colline, à Royghem, sur les remparts, derrière les *papiermolens,* partout enfin l'on voyait des pionniers et des terrassiers travailler, sous les ordres du génie anglais, à des travaux de défense. D'un autre côté, tout était prêt pour inonder complètement les environs à la première réquisition du commandant anglais. Pour les mettre à l'abri d'un coup de main, on prit la précaution d'envoyer à Anvers l'argenterie et les diamants de la couronne.

Les troupes anglaises ne faisaient que passer, et les soldats belges, aussitôt équipés, étaient envoyés à la petite armée nationale placée sous le commandement du prince d'Orange. La ville de Gand était donc à tout moment sans garnison. Le service de la place était alors fait par les membres des quatre confréries de St-Georges, de St-Sébastien, de St-Antoine et de St-Michel et par les membres de la société de musique de Ste-Cécile et de la société de rhétorique *de Fonteinisten,* les Fontainistes.

Le roi Louis XVIII, atteint fortement de la goutte, ne sortait jamais qu'en voiture à six chevaux et entouré d'une escorte de cavaliers de sa garde. Les résidents français, pour passer le temps, allaient visiter les monuments et les établissements publics de la ville. C'est ainsi qu'ils se rendirent en grand nombre à la bibliothèque, où ils signèrent presque tous sur le registre des étrangers. Plusieurs de ces signatures sont accompagnées de l'une ou l'autre devise. Sous la signature de la duchesse d'Angou-

lême se trouvent quatre vers de Ducis. Guizot signe en ajoutant : *Patriae totus et ubique*. Blacas d'Aups écrit à côté de son nom : *Patriae regique fidelis, spero meliora*. Voici enfin quatre jolis vers, genre troubadour, qui accompagnent les signatures de quelques officiers des gardes du corps : *A Dieu mon âme — Mon bras au Roi — Mon cœur à ma dame — L'honneur à moi*.

Afin de récompenser le zèle et le dévouement de ces fidèles, le roi créa un nouvel ordre, « la médaille de fidélité » qu'il décerna à tous ceux qui, comme le porte l'arrêté royal, « se sont ralliés autour de sa personne. »

Pendant que Louis XVIII jouait ainsi à la royauté dans l'hôtel d'Hane-Steenhuyse, Napoléon menaçait de porter un coup terrible au trône des Bourbons. Nous nous sommes longtemps attardé au sein de ce nouveau Coblentz, moins gai que l'ancien Coblentz des émigrés ; il est temps que nous retournions sur le champ de bataille où va se dérouler la lutte gigantesque qui décidera du sort de l'Europe.

Il avait d'abord été convenu que les hostilités commenceraient le 1er juin ; mais, résolus à n'agir que par masses toujours à même de s'appuyer les unes les autres, et par conséquent à ne rien entreprendre avant l'entrée en ligne de toutes les forces disponibles, les alliés crurent devoir reculer jusqu'au 1er juillet l'ouverture de la campagne, afin de donner aux troupes russes de Barclay le temps d'arriver sur le Rhin à la hauteur de Schwarzenberg. Blücher et Wellington règleraient leurs mouvements sur les progrès de ces deux armées et ne passeraient par conséquent la frontière que lorsque

les Russes et les Autrichiens seraient sur le point d'atteindre la Marne; ils marcheraient alors, par Maubeuge et Avesnes, sur Laon.

On remarquera que ce projet d'opérations semblait ne pas admettre que Napoléon pût prendre, avant ce temps, l'offensive et porter la guerre au-delà de ses frontières. Cependant cette éventualité, bien que jugée peu probable, avait aussi été prévue par Blücher et Wellington. Connaissant trop bien le système de guerre de l'empereur pour ne pas prévoir qu'il manœuvrerait alors dans la vue de séparer leurs deux armées, ils étaient convenus que celle qui serait attaquée la première résisterait assez longtemps pour que l'autre eût le temps de venir à son secours : à cet effet, Blücher avait fait choix de la position de Sombreffe pour y réunir son armée sur sa droite, et Wellington du point dit des Quatre-Bras, au croisement des routes de Charleroi à Bruxelles et de Nivelles à Namur, pour rassembler la sienne sur sa gauche. Ce choix était incontestablement heureux et la manœuvre bien conçue, car il n'y avait qu'une demi-marche des Quatre-Bras à Sombreffe, et une belle chaussée réunissait les deux localités. De même en reconnaissant personnellement la position de Mont-Saint-Jean, à la jonction des deux routes de Charleroi et de Nivelles à Bruxelles, pour y livrer éventuellement une bataille défensive, Wellington avait fait preuve de prévoyance et d'habilité, cette position permettant de couvrir efficacement la capitale de la Belgique, soit que l'attaque se produisît contre la gauche de l'armée anglaise, soit qu'elle fût dirigée contre la droite de l'armée prussienne. Mais plus ces dispositions

semblent sages et bien entendues, plus on est en droit de s'étonner, dit M. De Looze, que les alliés aient fait en sorte d'en retarder et d'en entraver eux-mêmes l'exécution par l'extrême dissémination de leurs forces. Le front des cantonnements anglo-néerlandais d'Audenarde à Frasnes pouvait être évalué à 75 kilomètres, et leur profondeur de Mons à Bruxelles à 50 kilomètres environ; il aurait donc fallu deux jours pour réunir l'armée sur un point voisin du centre, et trois jours au moins pour la concentrer toute entière sur l'une des deux ailes. Le quadrilatère occupé par les cantonnements prussiens avait plus de 50 kilomètres de largeur, de Conneux à Thorembais-les-Béguines, et au moins le double en profondeur, de Thuin à Tongres ou à Dalhem; il fallait donc près d'un jour et demi pour réunir les trois premiers corps sur l'une des ailes et deux jours pour y réunir toute l'armée; c'était, remarque Charras, laisser beaucoup trop de temps aux manœuvres de l'agresseur. Les auteurs anglais cherchent à excuser Wellington, les auteurs allemands cherchent à excuser Blücher, par la difficulté d'assurer les subsistances. Mais ce motif eut sans doute moins d'influence sur les dispositions prises par les deux généraux que leurs préoccupations particulières : tout en étant déterminés à marcher d'accord et à unir leurs efforts, ils ne pouvaient oublier, l'un que sa ligne de retraite éventuelle se dirigeait vers Gand et Anvers, l'autre que cette même ligne se dirigeait vers le Rhin. Cette divergence de leurs lignes d'opérations détournait, en quelque sorte malgré eux, leur attention du point où elle aurait dû avant tout se porter, c'est-à-dire

de leur point de contact et de jonction. De là, comme le remarque sir Kennedy, le parti qu'ils prirent, pour le cas où ils seraient attaqués, de rester chacun dans ses cantonnements, jusqu'à ce qu'ils connussent positivement la ligne d'attaque, résolution qui ne peut qu'être regardée comme une faute grave, car, avec ce système de développement étendu, aucun point ne présentait la force nécessaire pour offrir, en cas d'agression subite, une résistance sérieuse, capable d'arrêter l'ennemi. En resserrant ses cantonnements, dès la fin de mai, dans le quadrilatère Hal-Nivelles-Enghien-Ninove, Wellington n'aurait eu à parcourir, dans tous les cas, qu'un arc de cercle peu étendu ; de même, en massant ses troupes autour de Fleurus, dans un rayon de quatre ou cinq lieues, et en éclairant fortement les débouchés de la Sambre et de la Meuse, Blücher se fût trouvé parfaitement en mesure pour les diverses éventualités qui pourraient se produire.

Napoléon s'était aussi occupé sans relâche à se mettre en état de résister à l'ennemi. Il avait pris de bonne heure la résolution de prévenir l'invasion du territoire français en marchant droit aux masses ennemies les plus rapprochées et les plus menaçantes, c'est-à-dire en se jetant sur les armées anglaise et prussienne rassemblées en Belgique (1).

(1) L'empereur avait trois partis à prendre : 1° négocier, mais ce parti n'offrait plus de chances de succès ; 2° rester sur la défensive et recevoir le choc des alliés sous Paris et Lyon, mais c'était livrer la moitié de la France à l'ennemi, consterner les populations, décourager les troupes. Par contre, ce plan permettait de gagner le mois d'août, pour compléter les levées, terminer les préparatifs et combattre, avec toutes les ressources de la France, des armées affaiblies par de nombreux détachements et des corps d'observation ; 3° aller au devant des Anglo-Prussiens et les battre

L'armée active, dont l'effectif, au retour de l'empereur, était de 224,000 hommes, se trouvait portée, le 1er juin, à 277,000 soldats, dont 198,000 prêts à entrer en campagne. L'armée territoriale ou extraordinaire, plus spécialement destinée à la défense des places et des côtes, s'élevait à environ 210,000 hommes (1).

Avec les 198,000 hommes dont il disposait, Napoléon avait reconstitué la garde impériale, formé sept corps d'armée, quatre corps de cavalerie de réserve, quatre corps d'observation, et enfin un corps chargé de réprimer un mouvement royaliste de la Vendée.

Une partie de ces troupes fut détachée pour défendre les frontières du côté de la Suisse, de l'Italie et de l'Espagne. Napoléon fit même aux apparences le sacrifice inutile d'envoyer sur le Rhin le 5me corps, force évidemment insuffisante pour protéger l'Alsace contre les masses d'ennemis qui s'avançaient de ce côté.

Déduction faite de ces divers détachements, il restait à l'empereur environ 120,000 hommes à

avant l'arrivée des autres contingents, mais c'était entamer la guerre avant la réunion d'une armée suffisante pour soutenir la lutte avec des chances de succès. Par contre, ce système avait l'avantage de stimuler les Français, de prendre les alliés au dépourvu, de porter la guerre sur le territoire de l'ennemi et de provoquer, en cas de succès, le soulèvement de la Belgique et des provinces rhénanes, que Napoléon supposait favorables à sa cause. (Brialmont, *supra cit.*, tome II, p. 378.)

(1) En moins de soixante jours, dit le général Brialmont, l'armée fut portée du chiffre de 149,000 hommes à celui de 414,000. D'après Gourgaud, l'armée française comptait, en avril 1815, 100,000 hommes environ, et, en juin, 350,000, dont 180,000 destinés à faire campagne, et 150,000 disséminés dans les places.

mettre en marche vers la Belgique (1). Ils se subdivisaient comme suit :

1er corps.	Général d'Erlon.	Quartr génér1 : Lille.
2me "	" Reille.	" Valenciennes.
3me "	" Vandamme.	" Mézières.
4me "	" Gérard.	" Metz.
6me "	" Lobau.	" Laon.
Réserve de cavalerie.	" Grouchy.	Cantonn. d'Avesnes à Laon
Garde impériale.	" Mortier.	Restée à Paris.

Le plan conçu par Napoléon était de percer au centre le front stratégique des alliés et de séparer brusquement l'armée prussienne de l'armée anglo-néerlandaise pour les défaire successivement. Il fallait donc se saisir d'abord de la chaussée de Namur à Nivelles, qui constituait la grande communication transversale entre les deux armées. En conséquence, l'empereur prit toutes ses dispositions pour que son armée entière fût promptement, par des marches dérobées, réunie entre Philippeville et Maubeuge. Le corps de Gérard, qui avait le plus long chemin à parcourir, quitta Metz, le 6 juin, se dirigeant sur Philippeville. La garde, mise en route le 8, fut rendue le 13 à Avesnes, en avant duquel s'étaient portés, dans l'intervalle, les corps appelés de Lille, de Valenciennes, de Mézières et de Laon. Ces divers mouvements furent combinés avec tant de précision et exécutés avec tant de ponctualité que, le 14 juin, 120,000 hommes se trouvèrent rassemblés sur une ligne de moins de 40 kilomètres, non pas, comme on l'a dit souvent, sans que l'ennemi se doutât de rien, mais du moins sans qu'il

(1) Chiffre donné par Jomini et admis par Brialmont.

pût savoir au juste où allaient porter les premiers coups.

Le 12 juin, de grand matin, Napoléon quitta sa capitale et alla coucher à Laon (1). Le 13 au soir, il arriva à Avesnes. Le lendemain matin, 14, son quartier général fut transféré à Beaumont.

Nous indiquons dans un tableau quels étaient, à cette date, l'emplacement et la composition des divers corps de l'armée du nord.

(1) Voici le tableau que M. Henri Houssaye trace de l'état des esprits en France, en ce moment : « L'opinion troublée et divisée n'est pas telle sans doute que semblait le présager la marche triomphale du golfe Jouan à Paris. L'ouest est encore en armes, la discorde règne dans le midi ; à Paris, à Lille, à Rouen, à Bordeaux, il y a des mécontents, des agitateurs, des artisans de démoralisation. L'approche de la guerre suspend toute affaire, paralyse le commerce, fait tomber la rente à 54 francs. Mais cette guerre odieuse, dont la prévision a, pendant deux mois, consterné et accablé tout le pays, le ranime maintenant dans un grand mouvement de patriotisme. Devant l'humiliant ultimatum de l'Europe et son agression inique (?), la France se lève frémissante d'indignation et de colère. Au défaut de l'enthousiasme de 92 et de la rayonnante confiance de 1805 et de 1806, elle a la haine de l'étranger, la rancune ulcéreuse de l'invasion, le rêve des représailles vengeresses. Il lui manque l'espérance, mais l'espérance elle la retrouvera à la première bataille gagnée. L'ardeur et la résolution des soldats, la bonne volonté des gardes nationaux, la multitude des dons patriotiques confirment ces mots d'une lettre de Mme de Staël à Crawfurd : « Si l'empereur a une » première victoire, et il l'aura, l'orgueil national fournira à son ven» geur toutes les ressources d'hommes et d'argent qui lui seront néces» saires. » Cette première victoire, Napoléon quitta Paris, le 12 juin, pour l'aller chercher dans les plaines de la Belgique. » (H. HOUSSAYE, 1815, p. 622).

ARMÉE FRANÇAISE — 14 JUIN 1815

CORPS D'ARMÉE.		Force.	Emplacement.	Divisions dont se compose chaque corps.
Aile gauche.	Corps d'Erlon. (1r corps).	19,800	Solre-sur-Sambre	INFANTERIE : Allix, Donzelot, Marcognet, Durutte. CAVALERIE : Jacquinot.
	Corps Reille. (2e corps).	24,300	Leers-Fosteau.	INFANT : Bachelu, Jér. Bonaparte, Gerard, Foy. CAVAL. : Piré.
Centre.	Corps Vandamme. (3e corps).	17,200	A une lieue N. E. de Beaumont.	INFANT. : Lefol, Habert, Berthezène CAVAL. : Domon.
	Corps Lobau. (6e corps).	9,500	Derrière Vandamme, un peu en avant de Beaumont.	INFANT. : Simmer, Jeannin, Teste.
	Garde impériale. (Génér[l] en chef Mortier).	20,200	Beaumont.	INFANT. : Friant, Morand, Duhesme. CAVAL. : Lefebvre-Desnoëttes.
	Réserve de cavalerie. (Génér[l] en chef Grouchy).	13,000	Entre Beaumont et Walcourt.	Pajol, Exelmans, Kellermann, Comte de Valmy, Milhaud.
Aile droite.	Corps de Gérard. (5e corps).	16,500	Philippeville.	INFANT. : Pécheux, Vichery, Bourmont (Hulot.) CAVAL. : Maurin.

Nous venons de déterminer les positions occupées par les deux armées ennemies au commencement de cette campagne mémorable. Avant de commencer le récit de la lutte gigantesque qui devait décider du sort de l'Europe, le désir d'établir la vérité sur un point qui intéresse vivement le sentiment national nous oblige à ouvrir une parenthèse dont la bienveillance patriotique du lecteur ne contestera point l'opportunité.

Quelques écrivains anglais, Alison, Mac Farlane, Siborne, T. Moore ont accusé les troupes belges d'avoir manqué de courage dans les journées des Quatre-Bras et de Waterloo. On ne s'émut que très légèrement de ces accusations. Mais, dans la séance du 15 décembre 1854, un membre du Parlement, le comte de Glengall se permit de faire une allusion blessante à la conduite des Belges. Alors un historien militaire, le général Renard publia dans l'*Indépendance belge*, avec l'autorisation du roi, trois lettres qui forment une réponse complète aux allégations anglaises. Le pays tout entier s'associa à cette énergique protestation. Les chambres belges adressèrent des remercîments à l'auteur, et, dans toutes les communes du royaume, on ouvrit une souscription pour lui offrir une épée commémorative. Hâtons-nous d'ajouter que le peuple anglais lui-même, par l'organe de lord Palmerston et de ses journaux les plus estimables, a protesté contre les paroles inconsidérées de lord Glengall.

Pour répondre aux accusations venues de l'Angleterre, nous devons rappeler d'abord en quels termes les généraux alliés ont rendu justice à la bravoure et à la loyauté de nos compatriotes :

« Nous avons pu apprécier vos vertus, disait Blücher, en prenant congé des Belges; vous êtes un peuple brave, loyal et noble. » Le général Pirch développa cette opinion dans sa proclamation du 24 juin 1815 : « De tous les temps, dit-il, les Belges se sont montrés un peuple brave, généreux et vaillant. Ils ont soutenu cette brillante réputation, surtout à la bataille de la Belle-Alliance, où ils ont combattu avec tant d'intrépidité qu'ils ont étonné les armées alliées; le souvenir de leur invincible courage ne sortira pas de la mémoire de nos guerriers. » Le général Hill écrivit au général Chassé, le 11 juillet 1815 : « Dans le rapport que j'eus l'honneur de faire à S. E. le duc de Wellington, je fis particulièrement mention de votre division pendant la journée du 18. » Le duc de Wellington enfin chargea le baron Van der Cappelen de féliciter le roi Guillaume au sujet de la belle conduite des troupes hollando-belges. « Wellington, disait ce diplomate, ne pouvait assez se louer de la valeur des troupes. »

Une seule remarque suffirait d'ailleurs à faire ressortir combien la valeur des troupes belges fut appréciée pendant tout le cours des guerres de l'Empire (1). On sait en effet de quelle gloire immortelle se couvrirent devant l'histoire les soldats de cette garde impériale dont Napoléon avait fait le

(1) Il en fut de même sous la République. Voici en quels termes s'exprime le général Thiébault, parlant du 24e bataillon d'infanterie légère composé de Belges en garnison à Tournai durant la campagne de 1793 : « Ce bataillon ne tarda pas à être non moins remarquable par sa tenue, sa discipline, son instruction que par sa composition. Quant aux soldats belges, ils étaient ce que seront toujours des Belges bien commandés, c'est-à-dire des hommes ayant, avec l'élan des Français, une ténacité, une énergie qu'en masse nous n'avons pas, c'est-à-dire des soldats ne le

meilleur rempart de sa fortune et l'inébranlable instrument de ses nombreuses victoires. Or un vieux soldat belge de cette glorieuse phalange, le colonel Scheltens nous fournit une statistique intéressante qui dénote la très forte proportion de soldats originaires des départements de la Belgique, compris dans la garde. Les soldats originaires des autres départements de l'Empire y figuraient pour un effectif proportionnel bien moindre; en 1814, le nombre de Belges incorporés dans la garde impériale dépassait 9000, choisis dans les régiments de ligne comme soldats d'élite, sur une population qui ne s'élevait alors qu'à 2,500,000 âmes (1).

Ajoutons une dernière et importante observation.

Un officier de l'armée belge, à qui nous sommes heureux de témoigner toute notre gratitude pour le secours précieux qu'il nous a prêté en ce qui concerne la partie militaire de notre travail, M. le Chevalier A. de Selliers de Moranville, capitaine-commandant d'Etat-Major, a eu le mérite de reconstituer les procédés de tactique suivis par Wellington (2).

On peut résumer de la manière suivante les règles auxquelles le général s'est conformé dans toutes les batailles défensives qu'il a livrées :

cédant à aucun des soldats du monde. Quant aux officiers, quatre surtout étaient des hommes d'une trempe vraiment extraordinaire; ils sont morts tous de mort violente, sans avoir proféré une plainte, sans avoir donné un signe de faiblesse. » *Mémoires du général Bon Thiébault*, t. I, p. 407. Paris, librairie Plon, 1894.

(1) *Souvenirs d'un vieux soldat belge de la garde impériale, le colonel Scheltens*, publiés par le général Eenens, p. 78.

(2) *Les procédés tactiques du duc de Wellington*, revue militaire belge, 8me année (1883), t. II. — *Etudes de tactique défensive-offensive.*



La partie principale de son dispositif de combat consistait en une forte ligne d'infanterie qu'il plaçait habituellement sur des hauteurs à portée efficace de mousqueterie (c'est-à-dire 50 à 100^m) en arrière de la crête du terrain. Ainsi placée cette ligne échappait aux vues de l'adversaire qui demeurait dans l'ignorance absolue de son existence; par conséquent, l'artillerie ennemie ne pouvant la prendre pour but de son tir, les troupes qui la composaient demeuraient parfaitement intactes et bien souples dans la main des chefs jusqu'au moment où elles entraient en action.

En avant de cette ligne d'infanterie ainsi dissimulée, Wellington plaçait une forte ligne d'artillerie à la crête même du terrain; dans les intervalles entre les batteries ou en avant de celles-ci, occupant des points favorables du terrain, étaient jetés quelques bataillons d'infanterie dont le nombre total ne dépassait pas le sixième de toute l'infanterie présente sur le champ de bataille. Cette *avant-ligne* avait pour mission de protéger l'artillerie contre une attaque brusque de l'assaillant, de contrarier son approche et enfin d'attirer sur elle le feu de ses batteries. Ce triple résultat ayant été obtenu, les troupes de l'avant-ligne avaient terminé leur mission, et il était dans l'ordre naturel des choses qu'énervées et fatiguées, inférieures en nombre, elles dussent plier sous le choc des masses assaillantes se lançant à l'attaque de la position.

Mais quelle était d'autre part la situation de ces masses assaillantes? Avant d'atteindre la crête de la position, où devaient commencer seulement les difficultés les plus sérieuses, elles étaient soumises à un

feu violent d'artillerie et à une guerre de chicanes que leur suscitaient les troupes de l'avant-ligne ennemie. Ces dernières, après avoir combattu pendant quelque temps, se repliaient ou étaient enfoncées. Les masses assaillantes atteignaient alors la crête, mais fatiguées et déjà énervées par la lutte, quelque peu en désordre et échappant à la direction de leurs chefs. C'est à ce moment qu'elles voyaient se dresser tout à coup devant elles une ligne imposante d'infanterie, et, avant de trouver le temps de se reconnaître, elles recevaient à courte portée une salve tirée par des troupes fraiches et dont l'effet était terrible. Surprises, étonnées par les pertes affreuses qu'elles subissaient, les colonnes d'attaque s'arrêtaient hésitantes et cherchaient instinctivement à se déployer pour répondre à ce feu meurtrier. Mais Wellington ne leur laissait pas le temps de se remettre et lançait ses troupes à la bayonnette sur elles; en même temps, sa cavalerie les chargeait avec vigueur. L'ennemi était ainsi rejeté hors de la position avec des pertes énormes.

Quant aux réserves, elles se composaient surtout de cavalerie et étaient placées naturellement en arrière de la ligne principale, prêtes à intervenir où le besoin de renfort se ferait sentir.

Hormis quelques cas exceptionnels, Wellington plaçait systématiquement sur l'avant-ligne les troupes étrangères qui combattaient sous ses ordres. Ainsi fit-il avec les Espagnols et les Portugais durant les guerres de la Péninsule comme avec la plupart des Hollando-Belges à Waterloo. Aux troupes anglaises étaient réservés les emplacements bien abrités derrière la crête. Aux yeux des personnes non initiées

à cette tactique, les troupes anglaises récoltaient tous les lauriers de la victoire puisqu'elles seules paraissaient avoir tenu solidement. Les autres n'avaient-elles pas en effet été culbutées au premier choc?

Il faut le proclamer bien haut : ce sont les apparences trompeuses qui forment la source des calomnies anglaises sur la conduite des Belges à Waterloo. Nous ajouterons qu'en laissant se propager sans protester la version qui nous représente comme des fuyards, les chefs anglais ont manqué de générosité et de justice envers des alliés qui les avaient fidèlement et valeureusement servis.

Dès son arrivée à Beaumont, l'empereur envoya aux différents corps l'ordre de se mettre en marche le lendemain de très bonne heure, de passer la Sambre en refoulant devant eux tout ce qu'ils rencontreraient et d'attendre ses instructions. La colonne de gauche devait franchir la Sambre à Marchienne; les deux autres devaient la passer à Charleroi. La colonne du centre devait la première se mettre en marche à deux heures et demie du matin; celle de gauche devait s'ébranler à trois heures; celle de droite seulement quand tout son monde serait réuni.

Pajol (centre) s'avança le premier. Après avoir refoulé les avant-postes prussiens, il arriva à huit heures à Marcinelle. Le pont de la Sambre avait été solidement barricadé par les Prussiens, de sorte que Pajol fut obligé de s'arrêter en attendant l'infanterie. Vers onze heures et demie, arrivèrent les tirailleurs de la garde; la barricade fut enlevée, et, à midi, les Français entrèrent dans Charleroi.

Pendant ce temps, Reille (aile gauche), parti à trois heures de Leers-Fosteau, avait repoussé les Prussiens de Thuin, de Montigny-le-Tilleul et de Marchienne, avait traversé la Sambre sur le pont de cette dernière ville, avait porté ses troupes à une lieue en avant vers Gosselies et là s'était arrêté pour attendre les ordres de l'empereur.

Quant à Gérard (aile droite), il ne put avoir réuni toutes ses troupes, dont une division était restée en arrière, que vers cinq heures du matin. A peine eut-il rompu sa marche que Bourmont, s'élançant de toute la vitesse de ses chevaux, déserta le drapeau de l'empereur. Gérard reçut en route de nouvelles instructions lui enjoignant de passer la Sambre à Châtelet. A cause du détour qu'il dut faire, il ne dépassa point cette ville ce jour-là.

Pajol, après avoir traversé Charleroi, s'était mis à la poursuite des Prussiens, qui venaient d'abandonner cette ville et de prendre la route de Sombreffe. A sa sortie de Charleroi, cette route forme deux embranchements, l'un vers Sombreffe, l'autre vers Bruxelles. Arrivé à cet endroit, Pajol détacha un de ses régiments sur la route de Bruxelles pour se relier aux corps de Reille et de d'Erlon, et, avec le restant de sa cavalerie, il s'élança à la poursuite de l'ennemi sur la route de Sombreffe. Les Prussiens poursuivis avaient rejoint près de Gilly le gros de la brigade de Pirch II qui battait également en retraite. Ces forces réunies s'étaient retranchées derrière le pont d'un ruisseau qui passe sous la chaussée de Sombreffe, à un kilomètre au delà de Gilly. Grouchy, qui venait d'arriver avec Exelmans et avait pris le commandement des troupes, fut arrêté

par cet obstacle; il prit le parti d'aller trouver l'empereur pour lui demander de l'infanterie. Il rencontra Napoléon, causant avec Ney près de Charleroi, à la bifurcation des routes de Bruxelles et de Sombreffe.

Ney, resté jusque là aux environs de Paris, n'avait reçu aucun commandement dans la première organisation de l'armée, mais l'empereur n'entendait pas se priver de ses services, et, le 11 juin, il lui avait fait écrire de se hâter « s'il désirait être à la première bataille. » Ney rejoignit Napoléon, le 15, vers quatre heures et demie, à l'endroit que nous venons d'indiquer. D'après le colonel Heymès, aide de camp de Ney, l'empereur dit simplement au maréchal : « Vous allez prendre le commandement des 1er et 2me corps; le général Reille marche sur Gosselies; le général d'Erlon doit coucher ce soir à Marchienne; vous aurez avec vous la division de cavalerie Piré; je vous donne aussi les deux régiments de chasseurs et de lanciers de ma garde (division Lefebvre-Desnoëttes), mais ne vous en servez pas. Demain, vous serez rejoint par les réserves de grosse cavalerie aux ordres de Kellermann. Allez et poussez l'ennemi. » Au contraire Napoléon affirme dans ses mémoires qu'il ordonna positivement à Ney de « donner tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Gosselies à Bruxelles, de prendre position à cheval sur cette route au delà des Quatre-Bras et de s'y tenir militairement en envoyant de fortes avant-gardes sur les routes de Bruxelles, de Namur et de Nivelles. » Entre ces deux assertions également intéressées, il est impossible de se prononcer avec quelque certitude.

Après le départ de Ney, l'empereur, ayant écouté le rapport de Grouchy, se porta en toute hâte avec lui sur Gilly. Le corps de Vandamme venait d'y arriver. En quelques instants, le pont fut déblayé. Les Prussiens poursuivis par Grouchy et Vandamme ne cédèrent que pied à pied; ils firent plusieurs fois volte face, et, tout en combattant vaillamment, ils atteignirent Fleurus, où ils se grossirent de la brigade Jagow. La poursuite des Français s'arrêta à une demi-lieue de cette petite ville. Napoléon ne voulut pas pousser plus loin ce jour-là, vu la grande quantité de troupes restées en arrière et l'opinion qu'il avait que toute l'armée prussienne était concentrée à Fleurus.

L'aile gauche n'avait pas fait beaucoup plus de progrès. Reille venait de commencer l'attaque de Gosselies quand il fut rejoint par Ney qui prit dès ce moment la direction du mouvement. Gosselies était occupé par la brigade Steinmetz, qui, en apprenant l'arrivée des Français, avait rassemblé ses troupes et les avait dirigées de Fontaine-l'Evêque sur Fleurus, point de concentration, en cas d'attaque, de tout le corps de Zieten. Steinmetz passait à Gosselies quand y arrivèrent les Français. Il évacua le village et continua sa retraite.

Ney envoya sur le champ la division Gérard à la poursuite de Steinmetz, avec ordre de s'établir entre Gosselies et Fleurus. Il ordonna ensuite à Piré de s'avancer, appuyé par Bachelu, sur la route de Bruxelles. Comme d'Erlon atteignait à peine Marchienne et que Kellermann était également en arrière de la Sambre, Ney dut laisser à Gosselies les divisions Foy et Jérôme Bonaparte pour garder

ses communications avec Charleroi. Prenant avec lui la division Lefebvre-Desnoëttes, il se dirigea, à la suite de Piré, sur la route de Bruxelles.

Piré avait rencontré à Frasnes un bataillon et une batterie à cheval de la brigade prince de Saxe-Weimar, appartenant à la division Perponcher. Ce corps de troupes, prévenu par le bruit du canon tiré sur la Sambre, avait pris toutes les précautions nécessaires pour se mettre à l'abri d'une surprise. Le prince de Saxe-Weimar, qui se trouvait à Houtain-le-Val avec quatre autres bataillons, avait été averti lui-même et, comprenant le danger de laisser découverte la position des Quatre-Bras, il s'y était porté de son propre mouvement. Le bataillon de Nassau fit bonne contenance et força les Français à abandonner l'attaque de front; ils opérèrent alors par Villers-Perwin un mouvement tournant qui obligea les défenseurs du village à se replier sur le gros des troupes qui se trouvait aux Quatre-Bras. Ney survenant sur ces entrefaites fit occuper Frasnes et essaya de reconnaître la position. Ayant vu la lisière du bois de Bossu garnie des troupes de Saxe-Weimar, il crut avoir devant lui des forces considérables, et, ne se trouvant pas assez fort pour tenter l'attaque, il résolut de ne pas dépasser Frasnes ce jour-là. Il établit son quartier général à Gosselies et se rendit la nuit à Charleroi pour rendre compte à Napoléon de ce qui s'était passé.

Par suite du retard apporté dans le mouvement des corps restés en arrière, par suite de pertes de temps qualifiées de fâcheuses par Napoléon lui-même, la première journée de la campagne avait été incomplète. Le but que s'était proposé l'empe-

reur d'occuper la chaussée de Namur à Nivelles n'avait pas été atteint. En effet les Français n'avaient pas dépassé Frasnes sur la route de Bruxelles et n'étaient pas même parvenus à Fleurus sur celle de Namur. Toutefois Napoléon avait, à la nuit, 100,000 hommes en avant de Charleroi, et, comme ses adversaires n'avaient pas employé leur temps beaucoup mieux que lui, la situation ne s'était pas modifiée à son détriment autant qu'elle aurait pu l'être.

Blücher d'abord avait perdu un temps considérable avant d'opérer la concentration de ses forces. Dès le 12, à sept heures du soir, et une seconde fois dans la journée du 13, il avait été informé, par le général Dœrnberg et par les avant-postes, des mouvements de l'ennemi sur la Sambre. Le 14, il ne subsistait plus aucun doute non seulement sur l'imminence, mais encore sur la direction de l'attaque de Napoléon. Cependant ce fut seulement dans l'après-midi de cette journée que Blücher manda à ses lieutenants de se rapprocher de lui. Nous allons voir comment ceux-ci exécutèrent les volontés de leur chef. En premier lieu, Zieten avait reçu l'ordre de rester dans ses cantonnements, et, dans le cas où il serait attaqué, de se retirer, tout en combattant, derrière Fleurus. Le récit de la retraite opérée par le commandant du 1er corps avec ses lieutenants Pirch II et Steinmetz a montré comment tous remplirent la mission. Ne cédant le terrain que pied à pied, ils s'arrêtèrent à Fleurus, dans la soirée du 15. Suivant les ordres qu'ils avaient reçus à leur tour, Pirch I et Thielmann se transportèrent l'un de Namur au Mazy, l'autre de Ciney à Namur. Il ne fallait que deux heures au premier et cinq ou six

heures au second pour être rendus sur le terrain qu'occupait Zieten; ces trois corps seraient donc en ligne le lendemain pour résister à l'attaque des Français. Mais il n'en pouvait être de même pour Bülow, non seulement parce qu'on l'avait laissé trop longtemps à Liège, dans une position tout-à-fait excentrique, mais encore parce qu'en le rappelant on avait négligé de lui signaler l'urgence du mouvement qui lui était ordonné. Un ordre expédié de Namur, le 14 juin dans l'après-midi, et parvenu à Liège, le 15 à cinq heures du matin, l'avait invité simplement à prendre les dispositions nécessaires pour pouvoir éventuellement transporter son corps à Hannut en une journée de marche. Un second ordre arriva à dix heures et demie du matin, lui prescrivant d'exécuter ce mouvement sur le champ. Bülow crut faire tout ce qu'exigeait la situation en promettant d'être à Hannut le lendemain 16 à midi. Or, tandis qu'il prenait ses dispositions en conséquence, Blücher, le croyant déjà arrivé à Hannut, lui faisait porter, le 15, à onze heures et demie du matin, l'ordre de marcher sur Gembloux le lendemain à la pointe du jour. C'est seulement dans la soirée que le feld-maréchal, qui venait de transporter son quartier général de Namur à Sombreffe, apprit d'un officier d'état-major envoyé par Bülow qu'il n'y avait pas à compter pour le 16 sur le concours du 4me corps, attendu qu'il ne pourrait être qu'assez tard dans la matinée à Hannut et que la distance de ce point à Sombreffe est de quarante-deux kilomètres.

Du moins l'armée prussienne était en état de soutenir le choc de Napoléon, puisque les corps de

Zieten, de Pirch I et de Thielmann réunis comptaient plus de 80,000 hommes. Il s'en fallait de beaucoup que, dans le même temps, l'armée anglaise fût à même d'opposer de semblables forces à l'ennemi. Le plus grand calme avait régné au quartier général de Bruxelles, pendant toute la journée du 14 et même pendant toute celle du 15. Les avertissements n'y avaient cependant pas manqué; mais Wellington, trompé par de fausses démonstrations de Napoléon, était inébranlable dans la conviction que c'était sur l'aile droite des Anglais que l'orage allait fondre. Aussi, averti, le 13, par une dépêche de Blücher, des mouvements signalés du côté de Thuin et de Charleroi, le général anglais se refusa-t-il à modifier sa position avant que l'ennemi eût plus clairement dessiné son plan d'attaque. Le 15, à neuf heures du matin, une dépêche de Zieten avertit Wellington que les Français étaient à Charleroi aux prises avec les Prussiens. Wellington persista à voir dans cette attaque une feinte destinée à masquer une opération plus sérieuse sur les cantonnements anglais. Rejoint dans l'après-midi par le prince d'Orange qui, lui aussi, avait été vaguement informé de l'attaque dirigée contre Thuin, le duc ne s'en inquiéta pas davantage (1).

(1) La dépêche de Zieten ou de Blücher parvint, d'après les uns, à Wellington, à onze heures du matin ; d'après d'autres, à quatre ou cinq heures après-midi ; d'après Wellington lui-même et les auteurs anglais, vers sept heures et demie. Le général Brialmont reconnaît que le résultat de la négligence du général anglais fut que l'armée française, avec des forces inférieures de 70,000 hommes à celles des alliés, put combattre à chances égales à Ligny et aux Quatre-Bras. Cependant, dit-il, depuis le 10 juin, le duc était sur ses gardes; mais il affectait une grande sécurité pour ne pas encourager les partisans de la France, assez nombreux dans la ville de Bruxelles.

Heureusement ses lieutenants plus vite et mieux renseignés que lui, jugèrent plus sainement de l'état des choses. Sans la détermination prise par le prince de Saxe-Weimar, Ney aurait pu pousser au delà des Quatre-Bras, le soir du 15 juin. Chassé avait également compris le danger; il s'était hâté de concentrer sa division à Fayt-lez-Seneffe et avait envoyé immédiatement au quartier général du 1er corps un rapport annonçant le passage de la Sambre. La nouvelle en parvint, vers trois heures, au général major de Rebecque qui commandait en l'absence du prince d'Orange. Il envoya immédiatement à Perponcher l'ordre de porter une de ses brigades aux Quatre-Bras et de tenir l'autre à Nivelles; il enjoignit en même temps à Collaert de rassembler rapidement sa cavalerie entre Havré et Strépy.

Vers onze heures du soir, c'est-à-dire après l'expédition de ces ordres, un aide de camp de Wellington apportait à Braine-le-Comte des instructions toutes différentes. Le général en chef prescrivait le rassemblement de toute la gauche anglo-néerlandaise à Nivelles et à Braine-le-Comte. Ignorant les vues de Wellington, Constant de Rebecque ne put se dispenser de transmettre ces ordres malencontreux à Chassé, à Collaert et à Perponcher. Mais les officiers chargés de les porter ne devaient pas laisser de faire remarquer aux destinataires que, selon toute apparence, la véritable situation n'était pas connue à Bruxelles, et qu'il n'y avait probablement pas lieu de surseoir aux instructions données en premier lieu. Perponcher hésita d'autant moins entre les ordres malencontreux de Wellington et

les sages avis de Rebecque qu'à dix heures du soir il avait reçu à Nivelles le rapport du prince de Saxe-Weimar sur l'affaire de Frasnes et lui avait répondu de se maintenir aux Quatre-Bas jusqu'à la dernière extrémité, lui promettant de le rejoindre dans la nuit même. En effet, de deux à cinq heures du matin, quatre des bataillons de Bylandt, de la division Perponcher, furent acheminés sur la route des Quatre-Bras, le cinquième devant rester à Nivelles jusqu'au moment où il serait possible de le relever.

Wellington, après l'expédition des ordres que nous avons notés plus haut, s'était rendu, avec le prince d'Orange, au bal que donnait, la nuit du 15, la duchesse de Richmond. Vers les onze heures, ils y apprirent les événements de la journée. Il est juste de reconnaître l'activité déployée dès ce moment par le généralissime anglais. La réserve générale reçut l'ordre de partir au point du jour et de marcher par la chaussée de Bruxelles sur les Quatre-Bras (1). En ce moment, dit le général Brialmont, on put entendre de la salle de danse le roulement des canons et la marche cadencée des régiments qui se portaient en toute hâte vers la forêt de Soignes.

(1) D'après Brialmont, Wellington avait donné, à huit heures, l'ordre de réunir les troupes dans les cantonnements et de les tenir prêtes à marcher. A neuf heures et demie, il écrivait au duc de Berry : « J'ai ordonné à mes troupes de se préparer à marcher à la pointe du jour. » Mais le général anglais, supposant que l'attaque dont parlaient les premiers rapports prussiens n'était peut-être que simulée et que l'attaque réelle pourrait bien se faire sur un autre point, attendait une information précise pour donner à ses troupes un point de rassemblement unique. Cette information lui arriva pendant le bal, et, comme elle était assez alarmante, elle eut pour effet de hâter de deux heures le départ des troupes de Bruxelles, fixé primitivement à quatre heures du matin.

Les différents corps devaient se concentrer au plus tôt ainsi qu'il suit : 1) le corps du prince d'Orange sur Braine-le-Comte, sa cavalerie sur Arquennes et Nivelles, son quartier général dans cette dernière ville; 2) le corps de Hill sur Braine-le-Comte et Nivelles, excepté le corps du prince Frédéric, qui se trouvait alors à Sottegem et qui dut se rendre à Enghien; 3) la cavalerie de réserve sur Braine-le-Comte.

Ney, qui était venu conférer avec Napoléon de minuit à deux heures, était reparti pour Gosselies sans avoir reçu d'instructions définitives. L'empereur laissa s'écouler, sans prendre de décision, les heures précieuses de la matinée du 16 juin. En effet il était au moins huit heures lorsque les premiers ordres de mouvement furent transmis du quartier général. M. Thiers cherche à excuser ce retard difficilement explicable par la nécessité d'attendre les rapports des avant-postes et de donner aux divisions restées en arrière le temps de rejoindre le gros de l'armée française. Mais ce manque de promptitude dans la conception de son plan d'attaque est tellement contraire aux habitudes de Napoléon qu'on ne l'y reconnaît plus lui-même. Il a d'ailleurs laissé échapper cet aveu quelques années plus tard : « Il est sûr que, dans ces circonstances, je n'avais plus en moi le sentiment du succès définitif : ce n'était plus ma confiance première, et je sentais qu'il me manquait quelque chose. » Jomini dit avec raison : « L'emploi que fit l'empereur de cette matinée du 16 restera toujours un problème pour ceux qui le connaissent bien. »

Vers huit heures, Napoléon dicta à ses aides de

camp Flahaut et la Bédoyère deux dépêches, que ceux-ci portèrent au maréchal Ney et au maréchal Grouchy. Il maintenait sous les ordres de Ney l'aile gauche, comprenant les corps de Reille et de d'Erlon, avec la cavalerie de Kellermann et de Lefebvre-Desnoëttes; il investissait Grouchy du commandement de la droite, comprenant les corps de Vandamme et de Gérard, et ceux de Pajol, d'Exelmans et de Milhaud; il conservait pour lui la direction de la réserve formée de la garde et du corps de Lobau. L'esprit de la dépêche adressée à Ney était que le maréchal allât occuper les Quatre-Bras et attendît alors, pour marcher sur Bruxelles, la fin de l'action que Napoléon allait tenter sur la droite avec le corps de Grouchy. La dépêche à ce dernier lui prescrivait d'aller prendre position à Sombreffe, après en avoir délogé l'ennemi. Avant de quitter Fleurus, vers dix heures, l'empereur lança à Ney une seconde dépêche, lui prescrivant de détruire tous les corps qui pouvaient se présenter.

En ce moment même, les Anglo-Néerlandais se hâtaient vers les Quatre-Bras, et l'armée prussienne, moins le corps de Bülow, achevait de se concentrer presque à la vue des avant-postes français.

Les Prussiens se distribuèrent de la manière suivante sur le champ de bataille compris principalement dans l'angle formé par l'intersection des deux routes de Charleroi à Sombreffe et de Nivelles à Namur :

Les deux brigades Steinmetz et Henckel occupaient, la première les trois hameaux qui forment le village de Saint-Amand, la seconde le village de Ligny. La brigade Pirch II, cantonnée à Brye, et la brigade Jagow, placée entre le moulin de Bussy

et Ligny, servaient de réserve, la première aux troupes de Steinmetz, la seconde à celles d'Henckel. Tout le corps de Zieten formait ainsi l'aile droite de l'armée prussienne.

Le corps de Pirch I, échelonné au sud de la route de Namur à Bruxelles, à partir de l'endroit dit des Trois-Burettes, cabaret situé à l'intersection de la chaussée romaine et de la route, formait une seconde ligne prête à appuyer la première. La division de cavalerie Jürgass fut placée entre Brye et Wagnelée.

Le 3me corps, celui de Thielmann, formant la gauche de l'armée, était déployé sur la route de Namur, à partir du Point du Jour jusque Tongrinne, avec une brigade entre le Stain et Scourmont au nord de Sombreffe.

A onze heures et demie, Napoléon arriva sur le plateau de Fleurus. Les troupes françaises débouchaient en ce moment de tous côtés. Le temps était magnifique, le sol poudreux, la chaleur étouffante. Au milieu de ce plateau de Fleurus s'élevait le moulin de Naveau, dont le propriétaire, effrayé pour son bien, était accouru afin d'y veiller. Le bonnet à la main et tout ému de se trouver en face de Napoléon, il le fit monter, raconte M. Thiers, par des échelles tremblantes jusqu'au toit de son moulin. Du haut de cet observatoire, l'empereur aperçut très distinctement les groupements de troupes ennemies.

L'ordre de bataille des Français fut constitué de la manière suivante :

L'aile gauche, formée du corps de Vandamme, avec la division Gérard détachée du corps de Reille, fut placée au sud-ouest et au sud de Saint-Amand.

Le centre, composé du corps de Gérard, prit position au sud-est de Ligny et forma un angle presque droit avec Vandamme.

L'aile droite, comprenant les corps de cavalerie Pajol et Exelmans, sous le commandement de Grouchy, s'établit au sud-ouest de Boignée et de Tongrinne, presque perpendiculairement au corps de Gérard.

La garde impériale s'établit en réserve en avant de Fleurus, entre Vandamme et Gérard. Le corps de Lobau fut mandé de Charleroi pour la renforcer.

Vers une heure, Wellington était venu trouver Blücher au moulin de Bussy; ils avaient arrêté ensemble leur plan d'opérations. Wellington promit à Blücher de venir à son aide le plus tôt qu'il le pourrait. Il paraît que ce fut cette promesse qui décida le général prussien à accepter la bataille. L'espoir qu'il avait de voir Wellington le rejoindre explique la position qu'il donna à ses troupes dont l'aile droite était beaucoup trop en l'air.

A deux heures et demie, trois coups de canon, tirés au pied du moulin de Naveau, donnèrent le signal de l'attaque. Le lieutenant général Lefol, du corps de Vandamme, ouvre l'action en attaquant le grand Saint-Amand, défendu par Steinmetz. Il repousse les Prussiens, s'empare du village, mais ne peut dépasser le ruisseau de Ligny; l'infanterie et l'artillerie, qui couronnent les hauteurs au pied desquelles coule ce ruisseau, l'arrêtent dans sa marche.

Steinmetz, appuyé par de nouvelles forces qu'il tire de sa réserve, essaie en vain par deux fois de reprendre Saint-Amand; Lefol s'y maintient. Vandamme le fait alors soutenir par une partie de la

seconde division, celle de Berthezène, et il lance contre Saint-Amand-la-Haye et Saint-Amand-le-Hameau la division Gérard, qui s'empare de ces points importants. Les Français demeurent ainsi maîtres des trois Saint-Amand, sans néanmoins pouvoir avancer plus loin, en présence des restes du corps de Zieten et des masses de Pirch I qui se tiennent au delà.

L'attaque sur le centre de l'armée prussienne, à Ligny, avait commencé un quart d'heure après celle de Vandamme contre Saint-Amand. Gérard avait dû détacher d'abord sur sa droite, entre Tongrinelle et Balâtre, la division Bourmont, commandée maintenant par Hulot, afin de mettre son flanc à l'abri d'une attaque possible de Thielmann. Gérard forma alors ses troupes sur trois colonnes qui s'élancèrent sur le village de trois côtés différents. Le feu nourri des quatre bataillons de Henckel, postés dans les maisons et les jardins de la rive droite du ruisseau de Ligny, força par trois fois les Français à reculer. Gérard fait alors avancer toute son artillerie et ordonne une quatrième attaque qui réussit en partie. Pécheux et Vichery parviennent jusqu'à la grand' rue et même jusqu'au ruisseau. Mais bientôt, chargés par tous les bataillons de Jagow et de Henckel, ils sont repoussés jusqu'à l'entrée du village, perdent tout le terrain gagné, le reprennent, le reperdent encore. « Prussiens et Français sont confondus dans une effroyable mêlée, dit Charras ; chaque rue, chaque bâtiment, chaque clôture est défendue avec fureur ; on se fusille à bout portant, on se déchire à la baïonnette, on s'assomme à coups de crosses sur les degrés des maisons, dans les chambres, dans les

étables; on se tue, on se poursuit jusqu'au milieu des incendies qui éclatent à chaque instant. La bravoure est devenue de la rage et de la férocité. » Enfin Gérard a repris possession de la grand'rue. Cette grand'rue qui longe le village parallèlement au ruisseau est traversée par une autre rue faisant croix avec elle; cette seconde rue traverse le ruisseau sur un petit pont et passe devant l'église, construite sur une plate-forme élevée. Gérard s'empare de cette plate-forme et y place une artillerie nombreuse qui couvre de mitraille les Prussiens, dès qu'ils essaient de revenir par la rue transversale. Il parvient ainsi à se soutenir dans une partie de Ligny, mais sans pouvoir aller plus loin, car les Prussiens se maintiennent dans l'autre partie du village, soutenus d'ailleurs sur leurs derrières par les réserves de Pirch II, rangées en amphithéâtre jusqu'au moulin de Brye.

Une attaque à revers contre la ligne des Prussiens, de Saint-Amand à Ligny, pouvait seule mettre fin à leur résistance. En les plaçant entre deux feux, elle eût livré aux Français une moitié de leur armée. Napoléon avait songé aux moyens d'opérer cette manœuvre. A deux heures, peu de temps avant de commencer la bataille, il avait écrit à Ney de pousser vigoureusement ce qui se trouvait devant lui et de se rabattre sur Saint-Amand et Brye afin d'envelopper l'ennemi. Vers trois heures et un quart, il lui fit écrire par Soult une nouvelle dépêche : « Monsieur le Maréchal, je vous ai écrit, il y a une heure, que l'Empereur ferait attaquer l'ennemi dans la position qu'il a prise entre Sombreffe et Brye. En ce moment, l'engagement est très prononcé. Sa

Majesté me charge de vous dire que vous devez manœuvrer sur le champ, de manière à envelopper la droite de l'ennemi et à tomber à bras raccourcis sur ses derrières. Cette armée est perdue si vous agissez vigoureusement ; le sort de la France est entre vos mains. Ainsi n'hésitez pas un instant pour faire le mouvement que l'Empereur vous ordonne et dirigez-vous sur les hauteurs de Brye et de Saint-Amand pour concourir à une victoire peut-être décisive. » Quelque temps après, Napoléon, songeant que d'Erlon, mis en marche le dernier, devait être encore en route, envoya au maréchal Ney un billet écrit au crayon, lui enjoignant de faire rebrousser immédiatement le 1er corps par la chaussée romaine sur les derrières du moulin de Brye.

Quatre mille cadavres jonchaient déjà les rues de Ligny où Blücher venait de lancer tout ce qui restait des brigades Henckel et Jagow, avec une partie des brigades Krafft et Langen. L'énergique vieillard avait également tenté contre Saint-Amand un effort suprême, en mettant en ligne tout le reste de ses troupes de réserve. La brigade Pirch II se précipita contre Saint-Amand-la-Haye et parvint à y pénétrer. Le général Gérard repoussé y rentra et réussit à s'y maintenir. Blücher, à la tête des bataillons Pirch II, reparut une seconde fois ; Gérard le repoussa de nouveau, mais périt, frappé mortellement dans cette lutte désespérée. Le généralissime prussien, qui voulait à tout prix reprendre Saint-Amand, par où il espérait toujours voir arriver Wellington, avait au même moment lancé contre Le Hameau la cavalerie de Jurgass et la brigade Tippelskirchen. La division Habert, envoyée par

Vandamme au secours de Gérard, s'élançait vers Saint-Amand-la-Haye, quand elle vit fondre les Prussiens sur Saint-Amand-le-Hameau. Le général Habert, cachant dans les blés une nuée de tirailleurs, attendit, sans se montrer, l'infanterie et la cavalerie prussiennes, puis ordonnant tout-à-coup un feu de mousqueterie bien dirigé, il causa une telle surprise à l'ennemi qu'il le força à se replier en désordre.

Vers cinq heures et demie, l'empereur, désespérant de voir arriver Ney et voulant mettre un terme à ces luttes sans fin, résolut de faire entrer en action la garde impériale. A cet effet, il ordonna à Duhesme d'aller avec la jeune garde renforcer Vandamme, pendant qu'il marcherait lui-même sur Ligny avec la vieille garde.

Déjà ce mouvement s'exécutait, quand l'empereur reçut de Vandamme l'annonce qu'une colonne ennemie débouchait en ce moment des bois, du côté de Mellet, et semblait se diriger sur Fleurus, dans l'intention, croyait-il, de tourner son aile gauche. Napoléon détacha aussitôt un de ses lieutenants pour aller reconnaître le corps qu'on lui signalait, et, en attendant, il suspendit la marche de la vieille et de la jeune garde. Il voulait en cas d'agression d'un nouvel ennemi, avoir sa réserve à lui opposer. Vers six heures et demie, l'aide de camp envoyé par Napoléon revint lui dire que la troupe prise par Vandamme pour une colonne ennemie n'était autre que le corps de d'Erlon, et qu'arrivé à Saint-Amand, ce corps avait rebroussé chemin et pris la route de Frasnes. Chose inexplicable, tandis que d'Erlon se trouvait assez rapproché pour qu'on le

rappelât, il ne lui fut adressé aucun ordre, aucune indication. Un tel oubli constituait, dit Jomini, une faute manifeste.

Napoléon fit alors reprendre à la garde son mouvement interrompu. Au moment où Duhesme atteignit Saint-Amand, Blücher, avec tout ce qui lui restait des corps de Zieten et de Pirch 1, venait de fondre sur Vandamme et lui avait enlevé Saint-Amand-le-Hameau. Les troupes de Vandamme écrasées par le nombre allaient être forcées de battre en retraite. L'arrivée de la jeune garde, accueillie avec des transports de joie, changea promptement la face des choses : Duhesme se précipita sur l'ennemi, le refoula au delà du ruisseau et lui reprit Saint-Amand-le-Hameau. Blücher voulut en vain ressaisir le terrain perdu; ses efforts furent impuissants.

A l'aile droite des Français, la lutte était jusqu'alors restée très faible. Grouchy n'avait eu jusqu'à ce moment qu'un but : c'était d'occuper Thielmann par de légères attaques successives et d'empêcher Blücher de dégarnir sa gauche par crainte d'une attaque sérieuse qui pourrait lui enlever la chaussée de Namur. Cependant, vers sept heures, Thielmann, ayant peut-être découvert le jeu de Grouchy, attaqua celui-ci vigoureusement; mais ses troupes furent repoussées par les charges impétueuses du corps d'Exelmans. A partir de ce moment, la lutte se continua d'une façon sérieuse entre Thielmann et Grouchy.

Pendant ce temps, la vieille garde, arrivée devant Ligny, s'était formée en colonne. Huit heures avaient sonné lorsque l'empereur se résolut à frapper

le coup décisif. Soixante bouches à feu préparèrent l'attaque, et, l'instant d'après, les bataillons de la vieille garde descendirent dans le vallon, suivis par la cavalerie de Guyot et de Milhaud. Grenadiers et chasseurs se précipitèrent dans Ligny aux cris de : « Vive l'empereur, pas de quartier; » le village fut balayé d'un bout à l'autre. Gneisenau dirigeait la résistance; ses efforts furent inutiles, Krafft et Langen furent rejetés en désordre sur les pentes du plateau de Bussy. Blücher accourut; il rassembla autour du moulin tous les soldats qui avaient encore des cartouches, toutes les pièces en état de tirer, et ce fut sous une fusillade et une canonnade meurtrières que l'infanterie française commença à gravir les pentes. En vain, pendant une demi-heure, les attaques de la cavalerie prussienne se succédèrent; elles ne réussirent qu'à retarder un peu les progrès de l'ennemi.

C'est au cours d'une de ces attaques que Blücher faillit tomber aux mains des Français. Comme il dirigeait lui-même ses escadrons, son cheval, frappé d'une balle, se renversa sous lui, et, tout étourdi de sa chute, impuissant à se dégager, il resta pendant dix minutes au milieu des cuirassiers français, qui passèrent et repassèrent à deux reprises sans le reconnaître. L'obscurité qui commençait à tomber et le dévouement de son aide de camp Noslitz, resté auprès de lui, le sauvèrent. Noslitz profita d'un court retour offensif des uhlans pour hisser son général sur un cheval de sous-officier et l'entraîna ainsi à deux lieues du champ de bataille.

Gneisenau, chef d'état-major de Blücher, prit en mains le commandement et dirigea la retraite. Sans

son énergie, nul doute que l'armée n'eût été tentée de se rabattre sur la Prusse, sa base d'opérations, par ses communications naturelles, c'est-à-dire par Namur. Gneisenau comprit qu'il ne devait pas laisser s'agrandir l'espace qui séparait les Prussiens des Anglais. Aussi n'hésita-t-il pas à décider que la retraite se ferait sur Wavre, Zieten et Pirch I prenant par Tilly, Thielmann par Gembloux, afin de rallier Bulow. Les Français ne poursuivirent pas l'ennemi et couchèrent sur les positions conquises. Le centre prussien se reforma à Tilly, Thielmann passa la nuit entre Sombreffe et Corroy-le-Château, Zieten s'achemina vers Marbais; le quartier général de Blücher fut, la même nuit, à Mellery, tandis que Napoléon rentrait à Fleurus.

La journée du 16 était restée incomplète. Napoléon avait battu l'armée prussienne; il lui avait tué ou blessé 16,000 à 17,000 hommes et en avait perdu 11,500; mais les Prussiens, renforcés quelques heures après par les 30,000 hommes composant le corps intact de Bulow, n'avaient besoin que d'une journée pour se réorganiser. Le véritable but de Napoléon, qui était de rendre impossible la réunion des Anglais et des Prussiens en vue d'une action décisive, n'était pas atteint.

Pendant que ces événements se déroulaient du côté de Ligny, à l'aile droite de l'armée française, voyons ce qui se passait à l'aile gauche, du côté des Quatre-Bras. Le prince d'Orange y était arrivé vers six heures du matin, et, après de justes félicitations à Saxe-Weimar et à Perponcher, il avait pris aussitôt le commandement. Mais, pour la clarté du récit, il nous faut rappeler d'abord de quelles forces allaient

se composer les deux armées dans le combat qui devait s'engager.

Du côté des Anglais, la division Perponcher était seule postée aux Quatre-Bras. Le corps de Hill stationnait sur la Dendre; il était difficile de compter ce jour-là sur lui, non plus que sur la cavalerie de lord Uxbridge. Les divisions anglaises Cooke et Alten du corps du prince d'Orange, venant d'Enghien par Braine-le-Comte, ne pouvaient atteindre qu'assez tard dans l'après-midi la route de Bruxelles. Les divisions hollandaises de Chassé et de Collaert, appelées de Fayt-lez-Seneffe et des bords de la Haine, pouvaient arriver un peu plus tôt. Les troupes les plus rapprochées étaient celles de la réserve, qui venaient de Bruxelles. Mais, au lieu de les diriger directement sur les Quatre-Bras, on leur avait prescrit de s'arrêter à Waterloo de façon à pouvoir encore, au besoin, les acheminer par Mont-St-Jean sur Nivelles, tant Wellington avait peine à revenir de son erreur première. Il se rendit lui-même aux Quatre-Bras où il arriva un peu après dix heures. Reconnaissant que Perponcher était bien en présence de l'ennemi, il envoya sans plus tarder aux troupes restées à Waterloo l'ordre de continuer leur marche par Genappe. Puis il se lança sur la route de Namur pour aller, comme on se le rappelle, conférer avec Blücher au moulin de Bussy. Quand il revint, vers quatre heures, le prince d'Orange était depuis près de deux heures aux prises avec Ney.

Les Français n'avaient guère mieux que leurs adversaires opéré la concentration de leurs forces. Le 15 au soir, les divisions Piré, Lefebvre-Des-

noëttes et Bachelu se trouvaient à Frasnes. Les divisions Foy et Jérôme Bonaparte étaient à Gosselies et aux environs. Les quatre divisions du corps de d'Erlon se trouvaient échelonnées entre Marchienne et Jumet. Les corps de cavalerie de Kellermann et de Milhaud, le corps de Lobau et le grand parc d'artillerie étaient encore sur la rive droite de la Sambre, en arrière de Charleroi.

Ney, qui attendait les ordres de Napoléon, eut le tort de laisser ses divisions ainsi éparpillées, jusqu'au moment où son rôle lui fut tracé. Tout était à faire lorsque, vers dix heures et demie, l'aide de camp de Flahaut apporta les instructions envoyées à huit heures de Charleroi. Ney, s'y conformant aussitôt, prescrivit à la division Bachelu de se porter sur les hauteurs au sud de Genappe, à la division Foy de s'avancer en deuxième ligne à Bonterlez, à la division Jérôme Bonaparte de se rendre aux Quatre-Bras même. Le corps de d'Erlon devait faire marcher trois de ses divisions sur Frasnes, la quatrième étant désignée pour aller occuper Marbais avec la division de cavalerie Piré. Enfin la division de cavalerie Lefebvre-Desnoëttes était maintenue à Frasnes, où était également appelée la première division de Kellermann commandée par L'Héritier; la seconde, sous les ordres de Roussel d'Hurbal, était laissée un peu en arrière à Liberchies.

Il fallait un certain temps avant que ces mouvements fussent accomplis. Ce fut vers deux heures seulement que la division Foy parut sur les hauteurs de Frasnes, et que Ney put prendre enfin ses dispositions en vue du combat. M. Thiers blâme le maréchal de ne pas s'être jeté sur l'ennemi dès le

matin. Mais le maréchal Ney croyait avoir devant lui toute l'armée anglo-néerlandaise, et il n'avait à sa disposition que les divisions Piré et Bachelu; il tenait également sous la main la division de cavalerie Lefebvre-Desnoëttes, mais l'empereur lui avait recommandé de ne pas s'en servir. Cette recommandation s'étendait, dans la pensée de Ney, au corps de Kellermann; car, dans la dépêche apportée par le général de Flahaut, Napoléon prescrivait de placer ce corps à l'intersection de la chaussée romaine et de la route de Bruxelles, afin qu'il pût, disait-il, l'attirer à lui s'il en avait besoin. Vers midi, Ney reçut la seconde dépêche, lancée vers dix heures par Napoléon avant de quitter Fleurus. L'empereur lui prescrivait de réunir les corps de Reille, de d'Erlon et de Kellermann, et d'anéantir avec ces forces ce qu'il avait devant lui, l'assurant qu'il n'avait affaire qu'à quelques troupes venant de Bruxelles. On voit que l'empereur faisait bon marché de l'intervention des Anglais aux Quatre-Bras, et que, dans sa pensée, Ney n'avait sur ce point qu'une position d'attente. Le véritable tort du maréchal fut de n'avoir pas tenu Napoléon au courant de ce qui se passait à l'aile gauche de l'armée; mais il ne semble pas qu'on puisse lui reprocher d'avoir mis du retard à commencer l'attaque. A partir de midi, il était autorisé à disposer de la cavalerie de Kellermann, mais cette cavalerie n'était pas encore là, et non seulement le corps de d'Erlon n'était pas arrivé, mais de celui de Reille, le maréchal était toujours réduit aux seules divisions de Piré et de Bachelu. Dès que que la division Foy fut arrivée de Gosselies, Ney n'hésita plus à commencer l'attaque.

Perponcher avait disposé ses troupes comme suit: la brigade prince de Saxe-Weimar avait trois de ses bataillons dans le bois de Bossu et à la ferme du Grand-Pierrepont; le quatrième se trouvait à peu près à la hauteur de la ferme, à droite et à gauche de la chaussée. La brigade Bylandt avait deux bataillons à la ferme de Gémioncourt, les deux autres étaient en réserve près des Quatre-Bras.

Ney distribua ses forces au nord de Frasnes dans l'ordre suivant: sur la chaussée, la première brigade de Foy sous le général Gauthier; à droite, la division Bachelu; en réserve, la deuxième brigade de Foy sous le général Jomin. L'une des deux brigades de Piré flanquait la droite de Bachelu; l'autre était en arrière de l'intervalle entre Bachelu et Foy. Les chasseurs et les lanciers de Lefebvre-Desnoëttes étaient restés près de Frasnes; la division de cuirassiers L'Héritier était en marche sur ce point.

Au signal de l'attaque, le régiment de Piré, qui formait l'aile droite française, se précipita sur un des bataillons postés près de Gémioncourt et le culbuta. En même temps, Bachelu, s'avançant vers la chaussée, fit occuper Piraumont par un de ses bataillons.

Au centre, l'artillerie de Foy, soutenue par la batterie de Piré, forçait l'artillerie ennemie placée en travers de la chaussée à se retirer vers le bois de Bossu. Le prince d'Orange, n'écoutant que son courage, veut enlever les batteries françaises. Il se met à la tête du second bataillon de Gémioncourt et marche en avant, en agitant son chapeau en l'air, et communiquant à ses soldats l'ardeur qui l'anime; mais Piré lance contre lui un de ses régi-

ments, qui le prend en flanc et le rejette sur la ferme. dont il s'empare après une lutte des plus vives. Le prince d'Orange avait été sur le point d'être fait prisonnier, et ce ne fut que grâce à la vitesse de son cheval qu'il échappa au danger. Son aide de camp, le major comte de Limburg-Stirum, fut blessé et tomba aux mains de l'ennemi; une charge heureuse des siens le délivra plus tard. A trois heures, la brigade Bylandt était refoulée tout entière jusqu'aux maisons des Quatre-Bras.

A gauche, Reille avait dirigé contre Saxe-Weimar la brigade Jomin; elle ne put d'abord déloger l'ennemi. Saxe-Weimar se maintint sur la lisière du bois de Bossu et au Grand-Pierrepont jusqu'au moment où Ney fit soutenir Jomin par la division Jérôme Bonaparte, qui venait d'atteindre Frasnes. La ferme fut emportée par les Français, et ils commençaient à pénétrer dans le bois, lorsque Perponcher reçut des renforts très opportuns (1).

(1) Voici ce que Gneisenau, le fameux chef d'état-major de Blücher, écrivait au roi de Prusse, au sujet de la belle conduite de Perponcher : « Perponcher fut attaqué par des forces supérieures; il perdit un tiers de son monde et se maintint jusqu'à l'arrivée des soutiens. S'il avait suivi l'ordre de Wellington (v. page 210), s'il avait marché sur Nivelles et n'avait pas fait une aussi bonne résistance, le maréchal Ney arrivait aux Quatre-Bras, aurait pu tourner à droite et arriver sur le derrière de l'armée qui combattait à Ligny sous le commandement du prince Blücher, et causer ainsi sa destruction totale. » Le 16 juin 1816, le roi de Prusse écrivit au général Perponcher : « Si votre modestie est cause que ce n'est qu'aujourd'hui qu'on peut connaître la part qui vous est due à l'heureuse issue de la dernière guerre par une conduite aussi brave qu'intrépide aux Quatre-Bras, je ne puis d'autant moins laisser passer la journée d'aujourd'hui, et ne crois pouvoir mieux signaler ce mémorable événement qu'en me faisant un plaisir, au jour de son anniversaire, de vous témoigner ouvertement ma reconnaissance par le don de l'Aigle rouge. » Ces citations en disent plus que les plus longs commentaires. L'armée néerlandaise a rendu à l'armée anglaise, en 1815,

Il eut d'abord l'appui du dernier bataillon de Bylandt, qui venait d'être relevé à Nivelles par les premières troupes d'Alten. Ce bataillon (du 7e de ligne belge) fut envoyé aussitôt à la défense du bois de Bossu, où il tirailla jusqu'à la fin de la journée.

Ensuite arrivèrent coup sur coup, par la route de Nivelles, la brigade hollando-belge de cavalerie Van Merlen, faisant partie de la division Collaert, et, par la route de Bruxelles, la division anglaise de Picton, formant l'avant-garde de la réserve mandée de Waterloo. Le prince d'Orange se trouvait dans une situation trop difficile pour laisser à ces troupes le temps de reprendre haleine. Le régiment de hussards hollandais qui tenait la tête de la brigade Van Merlen reçut l'ordre de charger l'infanterie ennemie qui, se trouvant déjà en avant de Gémioncourt entre le bois de Bossu et la chaussée de Charleroi, se préparait à aborder le plateau des Quatre-Bras. Mais un régiment de chasseurs à cheval de la division Piré mit ces hussards en pleine déroute et, en les poursuivant, s'élança sur l'artillerie qui s'était avancée pour les soutenir. La batterie belge Stievenaer, dont le capitaine avait été tué par un obus au commencement de la bataille, fut complètement détruite (1).

des services signalés, surtout aux Quatre-Bras, où 6 à 7,000 hommes de jeunes troupes et 16 pièces d'artillerie, par leur attitude ferme et leur position avancée, tinrent en échec, pendant trois heures, deux corps d'armée français commandés par Ney et soutenus par un corps de cavalerie et 62 canons. Ce fait seul aurait dû attirer aux Hollandais, aux Nassaux, aux Belges qui composaient cette division, je ne dirai pas la reconnaissance (ce serait trop prétendre), mais la bienveillance des Anglais, ou, tout au moins, ils auraient dû fermer la bouche à leurs détracteurs. (Général Renard : *Réponse aux allégations anglaises).*

(1) Il ne resta de cette batterie que la section commandée par le lieu-

Les dragons légers belges formant la seconde brigade Van Merlen s'élancèrent à leur tour contre les chasseurs français. Les deux corps se traversèrent mutuellement et se mêlèrent pour se sabrer. En ce moment, plusieurs de nos braves furent soumis à une pénible épreuve. Ils se trouvèrent en présence de camarades avec lesquels, quelques mois auparavant, ils bravaient les mêmes dangers. Ceux-ci appelaient les nôtres par leurs noms en les engageant à rejoindre leur ancien drapeau. De cet appel infructueux on en vint aux coups. Le capitaine Delenne se trouva en face de Devielle son frère d'armes de France. Le capitaine Van Remoortere reçut un coup de pointe d'un de ses anciens sous-officiers. Le maréchal des logis chef Beauce se sabrait avec un des maréchaux des logis chefs de son ancien escadron (1).

Après une rude mêlée, les chevau-légers belges restèrent victorieux et ramenèrent une vingtaine de prisonniers. Ils avaient eu à subir de grandes pertes. Le colonel Edouard de Mercx, son commandant, reçut quatre blessures dont la dernière, un coup de sabre à la tête, l'abattit, et le commandement passa au major comte de Looz. Lorsqu'ils rentrèrent aux Quatre-Bras, fiers de leur victoire

tenant Wissinger, qui avait été portée vers le bois de Bossu et se maintint sur la lisière de ce bois jusqu'à la fin de la journée. Depuis ce moment, elle partagea le sort de la brigade de Nassau.

(1) Le maréchal des logis chef français fut blessé assez malheureusement pour ne pouvoir plus conduire son cheval, et il fut amené prisonnier par son ancien camarade. Les deux amis furent évacués sur Bruxelles, et on les mit à l'hôpital dans des lits contigus. Ils y étaient encore lorsque le roi Guillaume visita l'hôpital, et on les fit remarquer à ce souverain.



et criant : Vive le Roi! nos dragons reçurent une décharge meurtrière d'un régiment écossais de la division Picton, qui, placé sur la chaussée de Namur, les prit pour des chasseurs français à cause de la similitude des uniformes. Le roi Guillaume accorda plus tard à ce régiment de cavalerie belge vingt-deux décorations. Le colonel fut nommé commandeur de l'ordre de Guillaume : il figure avec le prince Frédéric au nombre de ceux qui, aux termes de l'arrêté royal, avaient par leur courage délivré le sol des Pays-Bas et définitivement abattu l'ennemi commun (1).

Sur ces entrefaites, Wellington revint du moulin de Bussy et prit la direction générale du combat. Sa tâche allait être rendue plus aisée par l'arrivée de nouvelles troupes fraîches : la plus grande partie du corps brunswickois et la brigade Kruze avaient suivi de près la division Picton; la division Alten approchait, et la division Cooke ne pouvait être très éloignée. Le premier soin du généralissime

(1) Mac Farlane dit qu'on ne put jamais parvenir à mettre 2000 hommes de cavalerie belge en face de l'ennemi, et, qu'au commencement de l'action, lorsqu'on fit l'essai de les conduire à la charge, ils tournèrent bride et fuirent avec tant de précipitation qu'ils entraînèrent le duc de Wellington et son état-major à travers les Quatre-Bras. Ces cavaliers, ajoute-t-il, ne parurent plus sur le champ de bataille, trouvant plus d'agrément à se sauver et à répandre le bruit que les Anglais étaient perdus. Nous avons de nouveau mis la vérité en présence des assertions erronées et calomnieuses de l'auteur anglais. Il n'y avait aux Quatre-Bras d'autre cavalerie belge que le régiment de chevau-légers n° 5, fort de 445 hommes, dont il perdit 157 officiers, sous-officiers et soldats, plus du tiers de son effectif. Ce brave régiment, contrairement à ce que dit Mac Farlane, n'était pas présent au début de l'action. Il n'arriva qu'à trois heures et demie, après une marche forcée de trente-cinq milles anglais. Aussitôt après la charge complètement manquée des hussards hollandais, il reçut l'ordre de charger et y réussit glorieusement. (EENENS).

anglais fut de porter la division Picton un peu en avant de la chaussée de Namur pour arrêter Bachelu, qui continuait à gagner du terrain. Les troupes fatiguées de Bylandt passèrent en réserve et furent remplacées aux Quatre-Bras par l'infanterie de Brunswick et de Nassau. La brigade de Saxe-Weimar fut laissée à la défense du bois de Bossu.

Il était temps que ces dispositions reçussent leur exécution, car Ney venait de commander un mouvement général en avant. Bachelu, Foy, Jérôme Bonaparte avaient reçu l'ordre de pousser droit devant eux et de se saisir de la chaussée de Namur à Nivelles; Piré devait suivre avec ses deux brigades, et toute l'artillerie du corps de Reille avait mission d'appuyer le mouvement. L'attaque commença aussitôt.

A droite, Bachelu se vit arrêté à l'improviste par le feu des bataillons de Picton cachés dans les blés, mais, soutenu par Piré, il aborda les Anglais à la baïonnette et les força à regagner le plateau d'où ils s'étaient élancés.

Au centre, la division Foy était sortie du vallon de Gémioncourt et gravissait la pente des Quatre-Bras. Vainement le duc de Brunswick s'avança avec ses escadrons; il fut refoulé jusqu'en arrière des Quatre-Bras et trouva à grand' peine un refuge derrière la droite de Picton. Le duc fut blessé mortellement au cours de cette échauffourée, et peu s'en fallut que Wellington ne fût fait prisonnier.

A gauche, la division Jérôme Bonaparte avait enlevé au prince de Saxe-Weimar la plus grande partie du bois de Bossu et l'avait rejeté du côté de

Houtain-le-Val. Un effort de plus, et l'armée française occupait la grande ligne de communication des alliés.

Cet effort, Ney devait hésiter d'autant moins à le tenter qu'il venait, à cinq heures, de recevoir la dépêche de Napoléon envoyée de Fleurus à deux heures et lui prescrivant de pousser vigoureusement ce qu'il avait devant lui pour se rabattre ensuite vers l'empereur. Mais d'heure en heure Wellington voyait ses forces s'accroître. L'arrivée de la division Alten porta ses troupes à 30,000 hommes ayant quarante-huit bouches à feu, tandis que les Français n'en avaient que 20,000 avec trente-huit canons. L'entrée en ligne des troupes d'Alten rétablit l'effort des troupes anglaises. Les Français furent contenus dans leur marche, ils commencèrent même à céder du terrain.

Cependant Ney hésitait à engager la cavalerie de Kellermann et plus encore à se servir de celle de Lefebvre-Desnoëttes. On a dit que c'était par un respect exagéré pour les instructions primitives de l'empereur, mais il faut convenir d'autre part, remarque M. De Looze, que, sur ce terrain coupé, il était difficile d'utiliser plus de deux mille chevaux. Ce qu'il fallait au maréchal c'était de l'infanterie, l'infanterie de d'Erlon, qu'il attendait avec une fiévreuse impatience. A six heures et demie seulement, il apprit qu'il ne devait pas compter sur l'appui du 1er corps, et cela au moment où lui parvenait la dépêche de l'empereur, lui disant que le salut de la France était entre ses mains et lui prescrivant de manœuvrer sur-le-champ dans la direc-

tion de Saint-Amand pour concourir à accabler l'armée prussienne.

D'Erlon, aussitôt après avoir reçu les ordres que Ney lui avait transmis vers onze heures, s'était empressé de partir de Jumet pour s'acheminer dans la direction de Frasnes. En route, il avait été rejoint, vers quatre heures, par un officier venant du quartier impérial, qui lui avait communiqué une note au crayon enjoignant à Ney de diriger le 1er corps sur Ligny. D'Erlon avait pris sur lui de se conformer aux prescriptions de cet ordre, et il envoyait son chef d'état-major, le général Delcambre, pour en prévenir le maréchal. A cette nouvelle, Ney perdit tout son sang froid et se plaignit vivement, non sans quelque apparence de raison. Il renvoya immédiatement Delcambre avec l'ordre impératif pour d'Erlon de rebrousser chemin aussitôt sur les Quatre-Bras. D'Erlon obéit, ne laissant que la division Durutte continuer en avant de Villers-Perwin son mouvement sur Fleurus; mais le 1er corps ne pouvait évidemment plus être rendu sur le théâtre de l'action qu'à une heure trop avancée de la soirée. C'est ainsi qu'il marcha toujours pour n'arriver nulle part, alors que, des deux côtés, son secours était réclamé comme nécessaire.

Ney se détermina à employer une partie de la cavalerie restée en arrière. Il appela la plus rapprochée des brigades de L'Héritier et lui ordonna d'enfoncer les masses d'infanterie qui s'épaississaient en avant des Quatre-Bras. Kellermann conduisit la charge, enfonça les bataillons ennemis et arriva en quelques instants aux Quatre-Bras, pêle-mêle avec

les fuyards (1). Le centre de Wellington se trouvait donc ouvert, et, bien que Piré n'eût pas réussi à entamer Picton, Ney fit aussitôt reporter en avant toute sa ligne d'infanterie. Mais les Anglais repliés au nord des Quatre-Bras avaient concentré leurs feux contre les escadrons de Kellermann. Décimés par une fusillade terrible, mitraillés par les batteries ennemies, les cuirassiers ne purent se maintenir, et bientôt ils redescendirent du plateau dans le plus grand désordre. Cependant, grâce aux exhortations de Ney, le centre se remit assez promptement et reprit sa marche offensive, tandis que Bachelu et Piré à droite, Jérôme Bonaparte à gauche redoublaient d'efforts pour atteindre la chaussée.

Cette suprême tentative fut rendue infructueuse par l'arrivée de la division Cooke et de nouvelles troupes brunswickoises. Wellington, dont les forces se trouvaient portées à 37,000 hommes, reprit l'of-

(1) Il importe ici de bien préciser les faits, en présence des calomnies anglaises à l'adresse des troupes belges. Mac Farlane décrit (*Vie du duc de Wellington*, p. 219) l'attaque de Ney aux Quatre-Bras contre « quelques-uns des plus mauvais contingents de Wellington. » Quels étaient les mauvais contingents et comment les choses se sont-elles passées? A 6 heures du soir, Kellermann fait sonner la charge et se précipite à la tête d'une brigade de cuirassiers sur l'infanterie de Halkett. Le premier régiment qu'il rencontre est le 69e *anglais;* il le renverse, et le drapeau est pris par le cuirassier Lami du 8e régiment, à qui Napoléon fait donner cent louis de récompense. Le 69e dispersé s'enfuit dans le bois de Bossu. Kellermann rallie ses escadrons et charge le 30e régiment anglais qui est en carré près de là ; il ne réussit pas à l'enfoncer, mais il culbute et sabre le 33e *anglais* et deux bataillons de Brunswick et arrive avec les fuyards jusqu'aux Quatre-Bras. La réserve d'infanterie anglaise, hanovrienne et *belge,* dit Jomini, l'accueille avec un feu si meurtrier que ses cuirassiers sont forcés de courir au loin pour chercher les moyens de se tirer d'un mauvais pas. C'est alors qu'arrivèrent par la route de Nivelles la division Cooke et par la route dè Bruxelles les trois derniers bataillon du corps de Brunswick avec seize bouches à feu.

fensive à son tour. Cooke fut chargé de reconquérir le bois de Bossu, les nouveaux bataillons brunswickois renforcèrent le centre, Picton continua à former la droite. Ney, qui était réduit à 16,000 hommes épuisés, se résigna à ordonner la retraite. Elle s'opéra lentement et avec ordre. Les Français ne cédèrent que pied à pied les positions qu'ils avaient conquises, le bois de Bossu, les fermes de Pierrepont et de Gémioncourt, le hameau de Piraumont. La nuit fit cesser les derniers engagements, et les troupes de Wellington s'établirent sur les emplacements que la division Perponcher avait occupés le matin, tandis que leur général regagnait Genappe. Ney reprit de même ses bivouacs sur les hauteurs en avant de Frasnes, où le corps de d'Erlon le rejoignit peu d'instants après la suspension du feu. Durutte, qui, après le départ de son chef de corps, avait continué son mouvement vers l'aile droite, passa la nuit à Wagnelée.

Des deux côtés, les pertes étaient considérables, eu égard aux effectifs engagés. Elles se montaient à environ 4,500 hommes pour chacune des deux armées. Le lieutenant De Looze résume ainsi les résultats de la journée. A première vue, dit-il, Ney et Wellington semblaient avoir l'un et l'autre manqué leur but, puisqu'ils avaient également fait défaut sur les points où leur présence était le plus nécessaire et le plus impatiemment attendue; mais Napoléon avait pu se passer de l'assistance de son lieutenant pour battre l'adversaire qui lui faisait face, tandis que l'absence de Wellington avait bien réellement entraîné la défaite de son allié. Donc, en occupant le général anglais, en l'empêchant de prêter son

concours décisif à la grande bataille qui se livrait à Ligny, Ney avait accompli la partie la plus essentielle de sa tâche. Wellington, lui, n'avait fait que gagner un champ de bataille qu'il ne pouvait ni ne devait garder, et il n'avait pas même réussi à concentrer son armée.

CHAPITRE XI

Description du champ de bataille de Mont-Saint-Jean. — Composition des armées. — Bataille de Waterloo. — Hésitations de Grouchy. — Combat de Wavre. — Seconde invasion des alliés en France. — Seconde abdication. — Napoléon à Sainte-Hélène. — Lettre du pape Pie VII en faveur de l'illustre exilé.

L'armée prussienne profita, le 17 juin, du premier moment de la journée pour continuer sa retraite, en vue de se préparer, en se reformant, à soutenir un nouveau combat. A trois heures du matin, les troupes de Jagow qui étaient restées à Brye rejoignirent Zieten à Tilly, puis le 1er corps s'achemina, par Gentinnes, Villeroux et Mont-Saint-Guibert, sur Wavre, y passa la Dyle et s'établit entre la rivière et le village de Bierges. Un peu plus tard, Pirch I se mit en marche à son tour dans la même direction, mais s'arrêta en deçà de Wavre, sur la rive droite, entre Sainte-Anne et Aisemont. Thielmann, qui avait passé la nuit entre Sombreffe et Corroy-le-Château, se retira séparément sur Gembloux, où il devait rallier le corps de Bulow. Mais celui-ci, qui, malgré ses efforts, n'avait pu dépasser Sauvenière, le 16 au soir, avait reçu l'ordre de se porter directement par Walhain-Saint-Paul et Corbais sur Dion-le-Mont, où le 4e corps se trouva réuni dans la soirée. Thielmann fit néanmoins à Gembloux une halte prolongée, sous prétexte de laisser reposer ses troupes; il ne réussit qu'à les

fatiguer davantage, car un orage effroyable survenu vers trois heures défonça les routes argileuses du Brabant, et le 3e corps n'arriva à Wavre qu'à la nuit. Les Prussiens ne furent inquiétés nulle part, et, vingt-quatre heures après sa défaite, dit l'historien belge que nous avons cité souvent, Blücher était parfaitement en état d'accepter une nouvelle bataille et plus désireux que jamais de se mesurer avec un adversaire détesté.

Wellington avait ignoré pendant toute la nuit l'échec éprouvé par son allié. L'officier chargé par Gneisenau d'en transmettre la nouvelle s'était égaré dans l'obscurité et avait été pris par l'ennemi. Une seconde dépêche fut expédiée quelques heures plus tard par Blücher lui-même, mais elle ne parvint à destination que le 17, vers sept heures du matin, au moment où le général anglais venait d'être mis au courant de la situation par son aide de camp, qu'il avait de bonne heure envoyé aux informations et qui avait pu rejoindre Zieten du côté de Tilly. Wellington, se trouvant isolé, prit sur-le-champ ses dispositions pour exécuter un mouvement rétrograde. Il écrivit, en même temps, à Blücher qu'il se retirait dans la direction de Bruxelles, et qu'il accepterait la bataille dans la position, reconnue à l'avance, de Mont-Saint-Jean, pourvu qu'il pût compter sur l'appui de deux corps prussiens. Le feld-maréchal répondit sans hésiter qu'il arriverait non seulement avec deux corps, mais avec toute son armée, espérant bien que, si les Français n'attaquaient, pas le 18, on les attaquerait, le 19 : noble et patriotique énergie dans un vieillard de soixante-treize ans, s'écrie avec admiration M. Thiers.

Le 17, à dix heures du matin, commença la retraite de l'armée anglo-néerlandaise. Pour masquer ce mouvement à l'ennemi, Wellington déploya en avant des troupes en retraite la division Alten et les escadrons de lord Uxbridge. Il parvint à soustraire aux regards de Ney les 45,000 hommes qu'il acheminait sur Mont-Saint-Jean avec un ordre parfait et une remarquable habileté. Vers deux heures, Alten fila à son tour sur Genappe, et Uxbridge lui-même se retira en trois colonnes sur Loupoigne, Genappe et Ways. De son côté, lord Hill menait directement à Mont-Saint-Jean les troupes réunies à Nivelles. Les deux brigades de Colville, qui étaient à Braine-le-Comte, y furent provisoirement maintenues, et le corps du prince Frédéric, qui venait d'Enghien, reçut l'ordre de ne pas dépasser Hal. Même après tout ce qui s'était passé, Wellington n'était pas encore délivré de toute crainte pour sa droite.

Si nous passons du côté des Français, il y a lieu de s'étonner du manque d'activité qui, suivant l'expression de Müffling, dénotait des « errements » bien nouveaux de la part de l'état-major impérial. Laissé seul en avant de Ligny, Grouchy avait bien songé à faire rechercher les traces des Prussiens, et, sur son ordre, Pajol partit à trois heures du matin, avec l'une de ses divisions, celle de Soult, se dirigeant sur la route de Namur, par où l'on supposait que Blücher avait dû rétrograder; mais là se bornèrent sa sollicitude, et il courut à Fleurus pour réclamer des instructions. Ney avait négligé de rendre compte à l'empereur de l'issue du combat qu'il avait livré; Napoléon lui-même avait omis

d'informer le maréchal de la victoire qu'il avait remportée (1). Ce fut seulement vers six heures du matin que le comte de Flahaut, resté à Frasnes depuis la veille, revint au quartier général et fit connaître à l'empereur ce qui s'était passé aux Quatre-Bras. Deux heures après (2), Napoléon fit écrire par Soult au maréchal Ney la dépêche suivante :

« Monsieur le Maréchal,

» Le général Flahaut, qui arrive à l'instant, fait connaître *que vous êtes dans l'incertitude* sur les résultats de la journée d'hier. *Je crois* cependant vous avoir prévenu de la victoire que l'Empereur a remportée. L'armée prussienne a été mise en déroute; le général Pajol est à sa poursuite, sur les routes de Namur et de Liège. L'Empereur se rend au moulin de Brye, où passe la grande route qui conduit de Namur aux Quatre-Bras; il n'est donc pas possible que l'armée puisse agir devant vous. Si cela était, l'Empereur marcherait directement sur elle par la route des Quatre-Bras, tandis que vous l'attaqueriez de front avec vos divisions, qui, à présent, doivent être réunies; et cette armée serait dans un instant détruite. Ainsi, instruisez

(1) Cette négligence a été contestée. D'après M. Thiers et les historiens qui adoptent le récit des événements écrit à Sainte-Hélène, Napoléon avait été averti la veille au soir du résultat de la journée des Quatre-Bras et avait transmis à Ney, avec la nouvelle de la victoire de Ligny, des ordres pour le lendemain. Mais le maréchal, dans sa défiance, « *doutait encore* du résultat de la bataille de Ligny » et se refusait à pousser en avant. Le début de la lettre, écrite le 17, à huit heures du matin, ne semble guère confirmer cette explication. Le lecteur jugera.

(2) A huit heures, et non pas sur le champ, comme l'affirme M. Thiers.

Sa Majesté de la position exacte des divisions et de tout ce qui se passe devant vous. L'intention de Sa Majesté est que vous preniez position aux Quatre-Bras, ainsi que l'ordre vous en a été donné; mais si, par impossible, cela ne peut avoir lieu, rendez-en compte sur-le-champ, avec détails, et l'Empereur s'y transportera, ainsi que je vous l'ai dit; si, au contraire il n'y a qu'une arrière-garde, attaquez-la et prenez position. La journée d'aujourd'hui est nécessaire pour terminer cette opération et pour compléter les munitions, rallier les militaires isolés et faire rentrer les détachements. Donnez des ordres en conséquence. »

Comme on le voit par la teneur de cette dépêche, Napoléon était, à huit heures du matin, fort indécis encore. Il ne connaissait pas exactement la situation du maréchal Ney à l'aile gauche de l'armée, et il n'était pas mieux instruit de la marche des Prussiens, qu'il croyait mis en déroute et rejetés sur le Rhin par son aile droite. Pour confirmer davantage l'erreur dans laquelle se complaisait l'empereur, Pajol annonça qu'il avait enlevé, près de Mazy, une batterie prussienne et sabré un certain nombre de fuyards. Cet avis reçu, l'on ne douta plus au quartier général que ce ne fût la bonne voie; on n'en demanda pas davantage et l'empereur alla en voiture (1) visiter le champ de bataille de la veille.

(1) Napoléon souffrait d'une maladie de la vessie, en même temps que d'une affection hémorrhoïdale, qui, l'une et l'autre, lui rendaient fort pénible l'exercice du cheval. Ce fâcheux état de santé explique en grande partie le peu d'activité personnelle déployée dans cette campagne par l'un des plus infatigables capitaines dont l'histoire fasse mention. (De Looze). La nature et l'origine de cette maladie ont été contestées. (Voir Th. Jung : *Lucien Bonaparte et ses mémoires*, t. III, p. 202).

Vers dix heures seulement, Napoléon prit ses premières dispositions. Il ordonna à l'une des divisions du corps de Lobau de marcher sur Namur pour appuyer la division Soult de Pajol et dirigea les deux autres sur Marbais, avec la division de cavalerie Domon et celle de Subervie, l'autre division du corps de Pajol. Vers onze heures, une reconnaissance envoyée vers les Quatre-Bras, d'où Ney persistait à ne pas donner de nouvelles, annonça que les Anglais s'y trouvaient toujours en force. La garde impériale et le corps de cavalerie de Milhaud reçurent, en conséquence de cet avis, l'ordre de suivre le mouvement de Lobau. A midi enfin, Napoléon arrêta définitivement ses résolutions, et, conformément à son plan d'opérations, qui voulait que l'effort principal portât maintenant contre les Anglais, il chargea l'aile droite sous Grouchy d'opérer seule contre les Prussiens, tandis que l'aile gauche, renforcée par la réserve, agirait contre Wellington, sous la propre direction de l'empereur (1).

Ces dispositions furent aussitôt portées à la connaissance du maréchal Ney par la dépêche suivante :

(1) M. Thiers cherche à expliquer les retards de l'empereur. « Napoléon, dit-il, devait attendre 1° que Ney eût défilé aux Quatre-Bras, 2° que les troupes de Lobau fussent en marche sur les Quatre-Bras, 3° que la garde eût fait la soupe et quitté ses bivacs, 4° que quelques nouvelles de Pajol eussent donné une première idée de la direction suivie par les Prussiens. Il était environ huit heures du matin, et ce n'était pas trop assurément de deux ou trois heures pour que toutes ces choses pussent se faire. » Le lecteur remarquera : 1° que rien ne se fit aux Quatre Bras du côté des Français, avant une heure, et que Napoléon resta presque onze heures sans savoir ce qui s'y passait, 2° que les troupes de Lobau ne furent mises en marche qu'à dix heures; 3° que les nouvelles de Pajol, nouvelles d'ailleurs tout à fait trompeuses, étaient arrivées vers neuf heures, 4° qu'on avait laissé partir les Prussiens sans s'inquiéter autrement de la direction de leur retraite.

« Monsieur le Maréchal,

» L'Empereur vient de faire prendre position, en avant de Marbais, à un corps d'infanterie et à la garde impériale. Sa Majesté me charge de vous dire que son intention est que vous attaquiez les ennemis aux Quatre-Bras, pour les chasser de leurs positions, et que le corps qui est à Marbais secondera vos opérations. Sa Majesté va se rendre à Marbais, et elle attend vos rapports avec impatience. »

Jusque là, Ney n'avait fait aucun mouvement. La dépêche de huit heures l'invitait à attendre que l'empereur se portât à son aide, s'il y avait aux Quatre-Bras plus qu'une arrière-garde. Or, la retraite de l'infanterie anglo-néerlandaise avait été parfaitement dissimulée aux regards du maréchal, grâce au rideau formé par la cavalerie de lord Uxbridge. La position paraissait trop fortement occupée pour que le maréchal se risquât à l'attaquer avant l'arrivée des renforts annoncés par l'empereur. La seule faute commise par Ney était de n'avoir pas tenu Napoléon au courant de sa situation. La dépêche expédiée de Ligny vers midi devait faire cesser les irrésolutions du maréchal, mais elle ne lui parvint pas sans doute longtemps avant que l'empereur lui-même le rejoignît, puisqu'il n'avait encore pris aucune disposition d'attaque lorsque Napoléon envoya au corps de d'Erlon l'ordre de se porter en avant. L'empereur, parti de Ligny en voiture vers une heure, avait bientôt rejoint la colonne qui, de Marbais, s'avançait sur les Quatre-Bras, et il parut sur le terrain au moment où la cavalerie du 1er corps commençait à escarmoucher

avec les hussards anglais. L'arrière-garde de l'armée anglaise opéra sa retraite, poursuivie par les Français avec une certaine rapidité, malgré la pluie qui tombait avec violence. A Genappe eut lieu un engagement qui se termina par un échange assez vif de coups de canon. Vers six heures et demie, la cavalerie française, talonnant toujours Uxbridge, atteignit le hameau de la Maison-du-Roi. Napoléon poussa avec l'avant-garde jusqu'à l'auberge de la Belle-Alliance; puis, après une démonstration destinée à dévoiler les intentions de l'ennemi, l'empereur, ayant acquis la certitude que Wellington était décidé à accepter la bataille, assigna à ses colonnes leurs emplacements pour la nuit et établit son quartier général à la ferme du Caillou.

Quant à Grouchy, Napoléon lui avait donné, avant d'aller rejoindre l'aile gauche, des instructions verbales dont la teneur, imparfaitement connue, a donné lieu aux appréciations les plus contradictoires. Si l'on s'en rapportait à la relation de Sainte-Hélène, Grouchy aurait reçu l'ordre, non seulement « de ne pas perdre de vue les Prussiens, » mais aussi « de se tenir constamment entre leur armée et la route de Bruxelles qu'allait prendre Napoléon. » Mais, si l'on en croit Grouchy lui-même, Napoléon, persuadé que les Prussiens étaient en pleine déroute, ne se montra pas, à beaucoup près, si explicite dans son dernier entretien avec le maréchal, et il se borna à lui recommander « de se mettre à la poursuite des Prussiens, de compléter leur défaite en les attaquant quand il les aurait joints, et de ne les jamais perdre de vue. » Assurément, il eût été malaisé d'attaquer les Prussiens et de compléter

leur défaite avec 33,000 hommes; mais il fallait avant tout les retrouver, chose plus difficile encore, puisqu'on leur avait laissé prendre quatorze heures d'avance.

Ce fut seulement après avoir congédié Grouchy que Napoléon, sur le point de partir pour Marbais, reçut un rapport de nature à le faire réfléchir. Ce rapport émanait du général Berton, commandant l'une des brigades du corps d'Exelmans, qui, envoyé d'abord à la suite de Pajol sur la route de Namur, avait ensuite reçu l'ordre de pousser une pointe dans la direction de Gembloux et avait aperçu un corps prussien nombreux, celui de Thielmann, arrêté un peu au delà de cette ville. Aussitôt l'empereur fit écrire à Grouchy, par le maréchal Bertrand, la dépêche suivante :

« Monsieur le Maréchal,

» Rendez vous à Gembloux avec toutes vos forces. Vous vous ferez éclairer sur la direction de Namur et de Maestricht, et vous poursuivrez l'ennemi. Eclairez sa marche et instruisez-moi de ses manœuvres, de manière que je puisse pénétrer ce qu'il veut faire. Je porte mon quartier général aux Quatre-Chemins, où ce matin étaient encore les Anglais. Notre communication sera donc directe par la route pavée de Namur. Si l'ennemi a évacué Namur, écrivez au général commandant de la 2e division militaire, à Charlemont, de faire occuper cette place par quelques bataillons de garde nationale et quelques batteries de canon qu'il formera à Charlemont. Il est important de pénétrer ce que l'ennemi

veut faire : ou il se sépare des Anglais, ou ils veulent se réunir encore pour couvrir Bruxelles et Liège, en tentant le sort d'une nouvelle bataille. Dans tous les cas, tencz constamment vos deux corps d'infanterie réunis dans une lieue de terrain et occupez tous les soirs une bonne position militaire, ayant plusieurs débouchés de retraite. Placez des détachements de cavalerie intermédiaires pour communiquer avec le quartier général. »

On voit dans quelles perplexités se trouvait Napoléon. S'il s'était moins complu à se représenter les Prussiens comme étant en pleine déroute, un raisonnement bien simple l'eût éclairé aussitôt sur les nécessités de la situation. En effet, il ne pouvait pas être sérieusement question de poursuivre les Prussiens et d'achever leur défaite ; les 33,000 hommes de Grouchy étaient en dessous de cette mission. Il fallait seulement empêcher Blücher de rejoindre Wellington, en d'autres termes le contenir et retarder sa marche par tous les moyens possibles, afin de donner à l'empereur le temps de battre les Anglais. Dans ces conditions, on n'avait pas à s'inquiéter si Blücher s'était porté sur Namur, soit pour se replier sur le Rhin, soit pour se retirer sur Givet, parce que, s'il avait pris cette direction, il se serait mis lui-même hors de cause. Ce qu'on devait craindre, c'est qu'il eût pris la direction de Gembloux, car, de ce point, il pouvait se porter vers le nord et rejoindre les Anglais en traversant la Dyle. En vue de cette éventualité, la seule qui fût dangereuse, c'était sur la rive gauche de la Dyle qu'il fallait diriger Grouchy. Mais il en coûtait à Napoléon de croire que Blücher eût renoncé à sa ligne

de retraite pour chercher à rejoindre Wellington. Il commençait à soupçonner ce danger, mais, dans sa confiance que Blücher était battu et bien battu, il se refusait à admettre la possibilité de la réunion des deux armées ennemies en vue d'une nouvelle bataille. C'était là cependant que se trouvait le péril, le seul qui pouvait se présenter, et si l'empereur ne voulait pas y obvier en portant sur Wavre le corps de Grouchy, tout au moins devait-il envoyer lui-même une reconnaissance vers Mont-Saint-Guibert. Il se trouvait alors près du chemin qui y conduit et n'était éloigné de ce village que de deux lieues et demie. L'empereur préféra laisser à son lieutenant la mission de s'éclairer seul sur les mouvements de l'ennemi, et, ne sachant si Blücher se dirigeait vers Wavre ou vers Namur, il envoya Grouchy occuper à Gembloux une position intermédiaire. Hésitant à l'engager dans la nouvelle direction, il s'abstint de lui indiquer plus clairement ce qu'il y aurait à faire. Comment ne sentait-il pas le danger d'abandonner à ses propres inspirations, dans des conjonctures aussi graves, un général qui jusque là avait toujours servi en sous-ordre? Grouchy avait compris lui-même les périls de sa situation et, effrayé de l'immense responsabilité qui allait lui incomber, il avait prié instamment Napoléon de le garder auprès de lui. Mais l'empereur était resté inébranlable dans sa résolution, et le maréchal avait dû s'y soumettre (1).

(1) Nous verrons plus loin le détail des hésitations de Grouchy. Charras et d'autres ont vivement attaqué la conduite du maréchal; Grouchy s'est non moins vivement défendu. Ce qui est certain, c'est que la première et la plus grande faute fut commise par Napoléon quand il confia à Grouchy, qui n'avait jamais agi qu'en sous-ordre, ou dans des

C'est sous d'aussi fâcheux auspices que Grouchy mit ses troupes en mouvement sur Gembloux. La pluie, qui commença à tomber vers deux heures et dura presque sans interruption jusqu'au lendemain matin, rendit la marche extrêmement pénible, d'autant plus qu'à cette époque la route de Sombreffe à Gembloux n'était qu'une mauvaise traverse où l'artillerie eut beaucoup de peine à avancer. Aussi la tête de la colonne n'atteignit-elle Gembloux qu'à la nuit close, et il était au moins dix heures du soir quand les dernières troupes purent prendre leurs bivouacs dans les environs de cette ville.

affaires de moindre importance, le commandement du corps d'armée qui devait tenir la droite et était un des plus considérables. Au mois d'avril précédent, Grouchy avait reçu la mission de marcher contre le duc d'Angoulême qui obtenait assez de succès dans le midi. Le prince fut bientôt réduit à capituler. La convention qu'il souscrivit avec le général Gilly devait assurer sa sortie hors du royaume; mais il arriva que Grouchy refusa, en sa qualité de général en chef, de ratifier cette convention et décida que le prince serait retenu jusqu'au moment où l'empereur aurait fait connaître ses intentions. Le duc d'Angoulême resta, en effet, prisonnier à Pont-Saint-Esprit pendant six jours entiers. « Cette action du général Grouchy, ajoute le chancelier Pasquier, ne saurait être jugée trop sévèrement. Elle rendait possible une catastrophe semblable à celle qui avait révolté la France lors de la mort du duc d'Enghien ; il exposait l'empereur à la dangereuse tentation de se venger. Le péril fut grand; il s'en fallut de peu que Napoléon ne donnât l'ordre de conduire le prince à Paris; il ne fut retenu dans l'exécution de cette fatale pensée, je crois en avoir la certitude, que par l'unanimité des sentiments qui se manifestèrent autour de lui. » (*Mémoires*, t. III, p. 186.) Toutefois la mauvaise action commise par Grouchy ne resta pas sans récompense. Il fut peu de temps après élevé au grade de maréchal; et il est fort probable que le commandement qui lui fut donné à Waterloo était destiné à marquer aussi la reconnaissance de l'empereur. Le chancelier Pasquier raconte à ce sujet des détails intéressants : « Napoléon, avant d'entrer en campagne, dit-il, tint, à Charleroi, un conseil de guerre, dans lequel furent appelés tous les maréchaux qui allaient être employés sous ses ordres. Lorsqu'il eut donné ses instructions, tout le monde se retira; quelques-uns cependant avec plus de lenteur, comme des gens

Grouchy s'efforça vainement de se procurer des renseignements. Sa cavalerie, qui s'était portée à Sauvenière, où Bülow avait passé la nuit précédente, n'y apprit rien de certain; tout ce qu'on put savoir c'est que la colonne prussienne qui s'était arrêtée à Gembloux jusqu'à deux heures de l'après-midi, paraissait s'être dirigée sur Sart-lez-Walhain et par conséquent sur Wavre; mais d'autre part, on assurait qu'une seconde et plus forte colonne s'était acheminée vers Perwez, c'est-à-dire dans la direction de Hannut. Aussi le maréchal écrivit-il à l'empereur, à dix heures du soir, le rapport qui suit :

qui auraient encore des observations à faire. Un quart d'heure après, le maréchal Soult, auquel étaient confiées les fonctions de major général, se représenta chez l'empereur et lui déclara qu'il était chargé, par le plus grand nombre de ses collègues, de lui soumettre une observation de la plus haute gravité, que leur conscience ne leur permettait pas de taire. Le maréchal Grouchy venait de recevoir un commandement d'où pouvait dépendre le sort de l'armée et qui se trouvait fort au-dessous de ses moyens. Cet officier général était bien en état d'exécuter brillamment sur un champ de bataille les ordres qu'il recevrait d'un général en chef, mais il n'avait pas la capacité suffisante pour diriger lui-même des mouvements décisifs; or, on allait se trouver dans une situation où les moindres fautes seraient irréparables. Frappé de ces observations prononcées du ton le plus ferme, Napoléon, suivant sa coutume, se promena pendant quelques instants sans rien répondre, puis : « Vous avez raison, » monsieur, le maréchal Grouchy n'est pas bien fort; mais que voulez- » vous? Je viens de lui donner le bâton, je ne peux pas lui refuser un » commandement. J'ai mis d'ailleurs à côté de lui les deux meilleurs » lieutenants généraux de l'armée, ils le dirigeront, et de plus j'aurai » toujours l'œil sur lui (*a*). Maintenant, Sire, notre responsabilité est à » couvert, » dit Soult en se retirant. Si Napoléon, ajoute Pasquier, a voulu payer, par cette condescendance, les mauvais procédés du maréchal à Pont-Saint-Esprit, il en a été cruellement puni. » (*Mémoires*, t. III, p. 232.)

(*a*) On verra, par notre récit, combien peu les faits répondirent à cette assurance donnée par l'empereur.

« Sire,

» J'ai l'honneur de vous rendre compte que j'occupe Gembloux, et que ma cavalerie est à Sauvenière. L'ennemi, fort d'environ trente mille hommes, continue son mouvement de retraite. On lui a saisi un parc de quatre cents bêtes à cornes, des magasins et des bagages. Il paraît, d'après tous les rapports, qu'arrivés à Sauvenière, les Prussiens se sont divisés en deux colonnes : l'une a dû prendre la route de Wavre en passant par Sart-lez-Walhain, l'autre colonne paraît s'être dirigée sur Perwez. On peut peut-être en inférer qu'une portion va rejoindre Wellington, et que le centre, qui est l'armée de Blücher, se retire sur Liège, une autre colonne avec de l'artillerie ayant fait son mouvement de retraite par Namur. Le général Exelmans a ordre de pousser, ce soir, six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois escadrons sur Perwez. D'après leurs rapports, si la masse des Prussiens se retire sur Wavre, je la suivrai dans cette direction, afin qu'ils ne puissent pas gagner Bruxelles, et de les séparer de Wellington. Si, au contraire, mes renseignements prouvent que la principale force prussienne a marché sur Perwez, je me dirigerai, par cette ville, à la poursuite de l'ennemi.... »

On voit que la journée du 17 s'écoula toute entière sans que le commandant de l'aile droite française, mal guidé et mis trop tard en mouvement, connût exactement la direction prise par l'armée prussienne. Laissé à lui-même et sans ordres précis, il ne savait de quel côté acheminer ses troupes pour répondre à

la recommandation que Napoléon lui avait faite de poursuivre l'ennemi. Les historiens qui ont pris pour base le récit dicté à Sainte-Hélène affirment, il est vrai, que l'empereur envoya, le 17, à dix heures du soir, des instructions précises ordonnant à Grouchy de contenir les Prussiens en retraite sur Wavre et de détacher sur Chapelle-Saint-Lambert une division de 7000 hommes afin de prendre à revers l'aile gauche des Anglais. Mais ces instructions, Grouchy prétend ne les avoir pas reçues. L'assertion des relations de Sainte-Hélène, sur laquelle les historiens ont longtemps disputé, est aujourd'hui abandonnée, dit M. De Looze, même par les écrivains les plus favorables à l'empereur.

La dépêche envoyée par Grouchy, et dont nous avons plus haut rapporté les termes, parvint au quartier général du Caillou vers deux heures du matin; elle n'était guère propre à éclairer la situation, puisque le maréchal déclarait ignorer encore si l'ennemi s'était retiré par Wavre ou par Perwez et annonçait qu'il attendrait de nouveaux rapports pour marcher sur l'un ou l'autre de ces points. Des reconnaissances lancées dans ces deux directions n'apprirent rien de nouveau au maréchal, si ce n'est que les escadrons envoyés à Perwez avaient entendu dire, d'une manière vague, que les Prussiens s'étaient retirés sur Wavre. Restant toujours dans la même incertitude, Grouchy prit le parti de se porter à six heures du matin sur Sart-lez-Walhain, point intermédiaire entre les directions de Wavre et de Liège. Dans une seconde dépêche expédiée de Gembloux à deux heures, il avertit Napoléon du mouvement qu'il préparait et se garda bien d'ajouter ce

qu'il comptait faire ensuite, par la raison fort simple qu'il n'en savait rien lui-même.

L'empereur ne fut pas sans remarquer les dangereuses incertitudes du maréchal. Cependant ce ne fut que le lendemain, à dix heures du matin, qu'il lui donna des instructions capables de mettre fin à de trop longs tâtonnements. Il lui fit écrire par son major général une dépêche conçue dans les termes suivants :

« Monsieur le Maréchal,

» L'Empereur a reçu votre dernier rapport daté de Gembloux. Vous ne parlez à Sa Majesté que de deux colonnes prussiennes qui ont passé à Sauvenière et à Sart-lez-Walhain ; cependant des rapports disent qu'une troisième colonne, qui était assez forte, a passé à Géry (Saint-Géry) et à Gentinnes, se dirigeant sur Wavre. L'empereur me charge de vous dire qu'en ce moment Sa Majesté va faire attaquer l'armée anglaise, qui a pris position à Waterloo, près de la forêt de Soignes ; ainsi, Sa Majesté désire que vous dirigiez vos mouvements sur Wavre, afin de vous rapprocher de nous, vous mettre en rapport d'opérations et lier les communications, poussant devant vous les corps de l'armée prussienne qui ont pris cette direction et qui ont pu s'arrêter à Wavre, où vous devez arriver le plus tôt possible. »

Cette fois l'ordre était précis et la direction clairement indiquée. Malheureusement, il était bien tard pour mettre Grouchy dans la véritable voie, encore plus pour l'y remettre, s'il s'en était écarté. Napoléon semblait n'avoir été préoccupé que d'une

seule crainte, celle de voir les Anglais disparaître à la faveur de la nuit et éviter le champ de bataille de Waterloo. Il restait convaincu que Blücher ne pourrait en aucun cas rejoindre Wellington en avant de la forêt de Soignes; et quand il vit les bivouacs ennemis allumés d'un bout à l'autre du plateau de Mont-Saint-Jean, persuadé qu'il ne pouvait avoir affaire qu'aux Anglais seuls, il se félicita, comme d'un véritable coup de fortune, de ce que ses deux adversaires vinssent ainsi successivement et isolément s'offrir à ses coups.

La position de Mont-Saint-Jean, sur laquelle s'était arrêtée l'armée anglo-néerlandaise est située à vingt kilomètres au sud de Bruxelles et à quatre kilomètres de la forêt de Soignes. C'est un plateau ondulé qui s'étend du hameau de Merbe-Braine à l'ouest, au village d'Ohain à l'est. Du côté du nord, il s'abaisse en pente douce vers Waterloo; du côté du sud, il s'abaisse vers la Haie-Sainte en un talus plus court et conséquemment aussi plus incliné. Les Anglais, pour être à l'abri de l'artillerie ennemie occupant les hauteurs de Rossomme, se tenaient sur le revers du plateau et n'avaient sur le bord même que quelques batteries bien gardées. Un petit vallon séparait donc les deux armées. Passant successivement au dessous des fermes de Papelotte et de la Haie, puis au pied du village d'Ohain, il devenait, en s'abaissant, le lit d'un ruisseau qui emprunte son nom au village et va se jeter, au delà, dans un autre ruisseau un peu plus fort, dit le ruisseau de Lasne, arrosant le revers méridional du chaînon de Rossomme; le vallon s'ouvrait ainsi de ce côté vers la ville de Wavre. A gauche, il descendait

en sens contraire, déversant dans la Senne les eaux environnantes. Le partage des eaux entre la Senne et les affluents de la Dyle se faisait donc par une sorte de remblai qui, allant d'une armée à l'autre, portait la grande chaussée de Charleroi à Bruxelles. Cette chaussée, suivant les ondulations du terrain, atteint la première ligne de hauteurs à la Maison-du-Roi, laisse successivement sur la droite la ferme de Rossomme, la maison de Coster, l'auberge de la Belle-Alliance, descend légèrement jusqu'à la ferme de la Haie-Sainte, puis remonte par une pente assez raide sur le plateau de Mont-Saint-Jean, traverse le village de ce nom, et fuit enfin vers la forêt de Soignes, où elle s'enfonce, au delà de Waterloo. A l'entrée de Mont-Saint-Jean, la chaussée de Nivelles vient s'embrancher à angle aigu sur la route de Charleroi. Mille mètres environ avant leur réunion, elles sont coupées l'une et l'autre par un chemin de traverse allant de Braine-l'Alleud à Ohain, qui longe le bord du plateau dans toute son étendue. Jusqu'à la chaussée de Charleroi, qu'il rejoint à deux cents mètres au nord de la Haie-Sainte, ce chemin se maintient à peu près au niveau du sol et est bordé de haies vives et fortes, mais au delà, et pendant près d'un kilomètre, il est profondément encaissé entre des berges de deux mètres en moyenne et ne redevient de niveau qu'à la hauteur du groupe d'habitations que forment, dans le vallon d'Ohain, à mi-chemin entre ce village et la Haie-Sainte, les deux fermes voisines de Papelotte et de la Haie, et, un peu plus loin à l'est, le hameau de Smohain et le château de Frichemont. Le chemin d'Ohain marquera assez exactement le front de l'armée

anglo-néerlandaise, auquel il servira comme de fossé. Par suite, les trois fermes situées un peu en contre-bas, la Haie, Papelotte et la Haie-Sainte, paraissent comme autant de postes avancés, très propres à en défendre l'accès. Le château et la ferme de Goumont, bâtis dans un fond entre les deux chaussées de Charleroi et de Nivelles, forment un autre poste avancé d'une grande valeur. Wellington ne manquera pas d'utiliser cet obstacle pour couvrir sa droite, tandis que la Haie-Sainte en constituera un autre devant son centre, et qu'il développera sa gauche en arrière des postes avancés formés par Papelotte, la Haie et Smohain (1).

L'armée de Wellington était à Waterloo composée à peu près de la manière suivante : 24,960 anglais, 6,950 de la légion allemande, 19,010 hollando-belges (2), 10,610 hanovriens, 6,950 brunswickois, 2,700 nassau, soit en total 70,180 hommes.

Cette armée était formée sur trois lignes, dont les deux premières étaient d'infanterie et la troi-

(1) L'empereur prétend que ce fut une grande faute d'avoir livré bataille en avant de la forêt, qui, en cas d'échec, eût opposé à la retraite de l'armée vaincue un obstacle infranchissable. A cette objection le savant auteur du *Précis de l'art de la guerre* répond que l'armée alliée avait derrière son centre la route de Waterloo, derrière sa droite celle des deux Braine, et derrière sa gauche celle de la Hulpe ; — trois chaussées convergeant vers Anvers, sa base d'opérations — ; elle avait, en outre, un grand nombre de chemins se dirigeant, à travers la forêt, sur Bruxelles. Cette armée se trouvait donc dans de meilleures conditions, pour opérer sa retraite, que si elle avait dû traverser une plaine découverte. (BRIALMONT *supracit*, t. II, p. 412).

(2) Les Belges formaient parmi ces troupes quatre bataillons, sept escadrons et deux batteries, comprenant ensemble 4200 hommes. Ils avaient été dispersés parmi les brigades néerlandaises; un bataillon appartenait à la brigade Bylandt, un à la brigade Detmers, deux à la brigade d'Aubremée; les cavaliers belges formaient à peu près le tiers des brigades Trip, Van Merlen et Ghygny. (Voir le tableau ci-après).

sième de cavalerie. Il y avait en plus une réserve placée derrière le centre.

Le lieutenant général lord Hill commandait l'aile droite, échelonnée de Braine-l'Alleud à la chaussée de Nivelles; le prince Guillaume d'Orange avait sous ses ordres le centre, établi entre les deux chaussées de Nivelles et de Charleroi; le lieutenant général Picton conservait le commandement de l'aile gauche, qui s'étendait de la chaussée de Charleroi jusqu'à hauteur du château de Frichemont.

L'armée française, forte de 72,000 hommes, s'établit également sur trois lignes.

En première ligne venait à gauche la division de cavalerie Piré, placée à l'ouest de la chaussée de Nivelles, à peu près à la hauteur de la limite méridionale du bois de Goumont. Puis les trois divisions d'infanterie Jérôme Bonaparte, Bachelu et Foy, du corps de Reille, s'étendaient entre la chaussée de Nivelles et celle de Charleroi jusqu'à l'auberge de la Belle-Alliance. Le corps de d'Erlon, formé des quatre divisions d'infanterie Allix (commandée par Quiot), Donzelot, Marcognet et Durutte, avait sa gauche à la Belle-Alliance, sa droite à la hauteur de la ferme de la Haie. Enfin la division de cavalerie Jacquinot était placée en face de Smohain et du château de Frichemont.

La seconde ligne était moins étendue et plus profonde. Sa gauche, composée des cuirassiers de Kellermann, se trouvait placée en arrière du corps de Reille, à égale distance des deux chaussées. Au centre, les deux divisions d'infanterie Sommer et Jeannin, du corps de Lobau, avaient leurs colonnes serrées le long et sur la gauche de la chaussée de

Charleroi, en arrière de la droite de Reille ; les deux divisions de cavalerie Domon et Subervie étaient placées à la hauteur de Lobau, derrière la gauche de d'Erlon, à l'est de la chaussée. A droite, venaient les deux divisions de cuirassiers Wathier et Delort formant le corps de Milhaud et se trouvant en arrière de la droite de d'Erlon.

La troisième ligne avait, à gauche, la division de grosse cavalerie de la garde sous le général Guyot, à 200 mètres derrière le centre de Kellermann, à la hauteur de la ferme de Rossomme. Au centre, les divisions Friant, Morand et Duhesme, de l'infanterie de la garde, étaient échelonnées des deux côtés de la la chaussée de Charleroi. A droite, la division de cavalerie légère de Lefebvre-Desnoëttes était placée en avant du village de Plancenoit, à 200 mètres en arrière de Milhaud.

Pour la plus grande facilité du lecteur, nous donnerons en tableaux la position des divers corps dont se composaient les deux armées (1).

(1) Le lecteur trouvera également à la fin du volume une carte destinée à lui servir de guide dans tout le récit de cette campagne. Cette carte, gravée avec soin par l'Institut cartographique militaire, signale les anciens chemins, dont aujourd'hui un grand nombre sont supprimés, elle indique la plupart des noms de lieux cités dans notre travail, et est dépouillée de toutes les routes qui n'existaient pas à l'époque dont nous racontons l'histoire. Pour la bonne compréhension des détails de marches et d'attaques des corps d'armées, il sera utile au lecteur d'avoir continuellement sous les yeux cette carte des opérations militaires et les divers tableaux que nous avons intercalés dans le récit de cette mémorable campagne.

ARMÉE PRANÇAISE A WATERLOO

LIGNES.	A L'OUEST DE LA CHAUSSÉE DE NIVELLES.	ENTRE LES CHAUSSÉES DE NIVELLES ET DE CHARLEROI.		A L'EST DE LA CHAUSSÉE DE CHARLEROI.		EN FACE DE SMOHAIN ET FRICHEMONT.
1re ligne.	Division de cavalerie Piré.	Divisions d'infanterie Jérôme Bonaparte, Bachelu et Foy. (Corps de Reille).		Divisions d'infanterie Allix (Guyot) Donzelot, Marcognet, Durutte. (Corps de d'Erlon).		Division de cavalerie Jacquinot.
2e ligne.		Divisions de cuirassiers Roussel, d'Hurbal et l'Héritier. (Corps de Kellermann).	Divisions d'inf. Simmer et Jeannin. (Corps de Lobau).	Divisions de cavaler. Domon et Subervie.	Divisions de cuirassiers Wathier et Delort. (Corps de Milhaud).	
3me ligne ou réserve.		Division Guyot de grosse cavaler. de la garde.	Division d'infanterie de la garde Friant, Morand et Duhesme.		Division de cavalerie légère de la garde Lefebvre-Desnoëttes.	

Divi 's le Paradis.

Brig r de Goumont.
Divi ement à la chaussée.
Rése de Nivelles.

Divi côté de la chaussée de Nivelles.

Divi " " Charleroi.

Déta
Cont

Rése .

es).

Brig

vec des détachements dans ces
à Frichemont.
de la chaussée de Charleroi.

Cava ue Ohain.

A onze heures, Napoléon passa la revue des troupes, régiment par régiment, au son des tambours et des musiques, au bruit des acclamations et des cris de : Vive l'Empereur. Le spectacle était magnifique et les soldats exaltés au plus haut point.

Le plan de bataille de Napoléon était de porter le grand effort de son armée sur l'aile gauche de l'ennemi, qu'il s'efforcerait de rejeter sur le centre, tandis qu'il occuperait l'aile droite des Anglais par une puissante diversion.

En conséquence, Reille reçut l'ordre, à onze heures et demie, d'attaquer, sans plus attendre, le poste avancé de Goumont. Les deux brigades de la division Jérôme Bonaparte se portèrent en échelons contre le bois qui s'étendait en avant de cette ferme. Le bataillon de Nassau, qui s'y trouvait posté, fit une vive résistance, mais les Français réussirent à s'emparer du bois tout entier. Ils ne purent toutefois aller plus loin : les gardes anglaises, retranchées dans les bâtiments du château et de la ferme et derrière les murs crénelés du jardin, se maintinrent avec vaillance dans leur position. L'artillerie du prince d'Orange, installée à cinq cents mètres en arrière sur le plateau de Mont-Saint-Jean, fit subir aux Français des pertes énormes, et les efforts de ceux-ci furent constamment repoussés. Wellington ayant envoyé au secours des défenseurs de Goumont quatre nouvelles compagnies de gardes anglaises et un bataillon de Brunswick, ce renfort obligea les Français à rétrograder. Il fallut les soutenir par des bataillons des divisions Foy et Bachelu ; et comme, sur l'ordre du général anglais, le corps de Brunswick et la brigade Mitchell se rapprochaient à leur

tour, la plus grande partie du corps de Reille se trouva bientôt engagée à l'extrême gauche. La lutte redoubla de violence et se poursuivit jusqu'à la fin de la journée sans que les Français fissent aucun progrès sensible. Ainsi, remarque M. De Looze, la diversion méditée par Napoléon tourna au profit de l'ennemi, puisque, au lieu d'attirer sur ce point une notable portion des forces anglo-néerlandaises, comme l'empereur s'en était flatté, elle eut pour effet de paralyser, devant quelques bataillons, un corps français presque aussi nombreux que celui qui était chargé de l'opération principale.

Celle-ci s'était engagée, vers midi, par le feu d'une grande batterie de 78 pièces de canon tirant avec violence contre l'aile commandée par le général Picton, dans le but de préparer l'assaut des divisions du 1er corps. Ce furent la brigade Bylandt et les troupes avancées placées en avant de la crête qui, seules visibles, supportèrent tout l'effort de cette artillerie. Napoléon suivait attentivement l'ensemble de la bataille. Tout à coup, en promenant sa lunette sur l'horizon, il aperçut, vers Chapelle-St-Lambert, un corps de troupes considérable qui semblait s'approcher. S'il put croire un instant que c'était un détachement de Grouchy qui manœuvrait pour le rejoindre, il ne tarda pas à être détrompé. On amena peu après un prisonnier, sous-officier de hussards prussiens. Il portait une lettre de Bülow au duc de Wellington, lui annonçant son approche et lui demandant des instructions. Ce sous-officier déclara que les troupes qu'on apercevait étaient le corps de Bülow, fort de 30,000 hommes; il ajouta que les trois autres corps de l'armée prussienne avaient

également passé à Wavre la nuit du 18 au 19 et qu'ils n'avaient aucun Français devant eux.

Ce dernier renseignement aurait dû frapper l'esprit de Napoléon. Il avait lui-même signalé la veille le passage d'une colonne prussienne à Saint-Géry; il était autorisé à croire que c'était cette colonne qui se trouvait en ce moment sur le point de se réunir aux Anglais. Mais combien imprévue et inquiétante devait paraître la nouvelle que l'armée de Blücher était réunie tout entière là où Grouchy devait empêcher à tout prix un seul corps prussien de parvenir. Napoléon cependant ne considéra pas la situation comme particulièrement alarmante. Il écrivit à Grouchy, à une heure et demie, pour le presser de toujours manœuvrer dans la direction de l'armée principale. « Ne perdez pas un instant, ajoutait-il, pour vous rapprocher de nous et nous rejoindre, et pour écraser Bülow que vous prendrez en flagrant délit. » En attendant l'arrivée de ce renfort, il prit ses mesures pour contenir avec ses propres forces le nouvel ennemi jeté sur le champ de bataille et envoya le corps de Lobau soutenir les divisions de cavalerie Domon et Subervie qu'il avait portées, à la première nouvelle, dans la direction du bois de Paris.

Pendant que Napoléon prenait sur sa droite ces mesures de précaution, la grande batterie du centre continuait à canonner le plateau de Mont-Saint-Jean. A une heure et demie, l'empereur, jugeant que les Anglais devaient être suffisamment ébranlés, donna le signal d'une attaque générale.

L'aile droite de la première ligne française devait traverser le vallon, monter au plateau, se jeter sur

la gauche des Anglais pour la culbuter sur leur centre et leur enlever le village de Mont-Saint-Jean. Néanmoins, comme il était impossible de mener à bien cette attaque en laissant sur son flanc un poste aussi important que celui de la Haie-Sainte, la brigade Quiot de la division Allix fut chargée de s'emparer de cette ferme et placée à cet effet en colonnes d'attaque sur la chaussée de Charleroi. Par suite, le premier échelon, celui de gauche, ne fut plus composé que de l'autre brigade d'Allix, celle de Bourgeois; la division Donzelot forma le second, la division Marcognet le troisième, la division Durutte le quatrième. Les cuirassiers de Milhaud appuyaient l'aile gauche; la division de cavalerie légère Jacquinot flanquait l'aile droite.

Ney et d'Erlon avaient adopté pour cette journée, sans doute afin de donner plus de consistance à leur infanterie, une disposition singulière, et dont les inconvénients se firent bientôt sentir. Il était d'usage que les colonnes d'attaque présentassent à l'ennemi un bataillon déployé sur leur front, pour fournir des feux, et, sur chaque flanc, un bataillon en colonne serrée, pour tenir tête aux charges de cavalerie. Cette fois, au contraire, Ney et d'Erlon avaient déployé les huit bataillons de chaque division, en les rangeant les uns derrière les autres à distance de cinq pas, de manière que leur masse présentait une profondeur de vingt-quatre à vingt-sept rangs sur un front de cent cinquante à deux cents hommes. Cette formation inusitée, qui eût été déjà incommode et dangereuse en plaine, le devenait bien davantage sur le terrain accidenté et fangeux qu'il s'agissait de parcourir : elle devait évidemment

rendre la marche difficile, donner beaucoup de prise aux corps de l'artillerie aussi bien qu'aux charges de cavalerie et surtout paralyser un trop grand nombre de combattants.

La brigade Quiot, conduite par Ney contre la Haie-Sainte, fut la première aux prises avec l'ennemi et enleva assez vivement le verger qui précède la ferme au sud. Ce qu'il y aurait eu de plus simple, c'eût été de démolir les bâtiments à coups de canon, et là, comme au château de Goumont, on eût épargné bien du sang. On n'y songea point; le verger conquis, on court aux bâtiments pour s'en emparer, mais, des murs crénelés, part un feu meurtrier. Un brave officier, tué depuis sous les murs de Constantine, le commandant du génie Vieux, s'avance une hâche à la main pour abattre la porte de la ferme, reçoit un coup de feu, s'obstine et ne cède que lorsque, atteint de plusieurs blessures, il ne peut plus se tenir debout. La porte résiste, et, du haut des murs, les quatre cents hommes de la brigade Omptéda, aux ordres du major Baring, font pleuvoir les balles et repoussent victorieusement tous les assauts des Français. Bientôt même ceux-ci se virent reprendre une partie du verger par un bataillon hanovrien de la brigade Kielmansegge, envoyé par le prince d'Orange au secours de Baring. Toutefois ce succès ne fut pas de longue durée : par un vigoureux retour offensif, Quiot nettoya complètement les abords de la ferme jusqu'au jardin, situé au nord, dont il se rendit maître. Cette attaque fut brillamment secondée par la brigade de cuirassiers Dubois, du corps de Milhaud, qui, s'étant avancée parallèlement par la chaussée, se rabattit brusquement sur

le bataillon hanovrien en retraite, le culbuta et en poursuivit les débris jusque sur le plateau. A leur tour, les gardes à cheval de Somerset chargent les cuirassiers, qui, surpris en désordre, sont obligés de revenir. Mais Ney, opposant un bataillon de Quiot aux gardes à cheval, les arrête par une vive fusillade. Malheureusement, derrière les gardes, s'étaient avancées quatre nouvelles compagnies de la brigade Omptéda qui avaient repris le jardin, et les Français, bien que conservant le verger et entourant la ferme de trois côtés, s'épuisèrent en vains efforts pour pénétrer à l'intérieur.

Tandis que Quiot se portait sur la Haie-Sainte, la brigade Bourgeois, échelon de tête du 1er corps et le deuxième échelon, formé par la division Donzelot que conduisait d'Erlon, avaient abordé le chemin d'Ohain et l'avaient traversé, après avoir culbuté à la baïonnette les bataillons de Kempt et de Bylandt. A leur droite, le troisième échelon formé par la division Marcognet, après avoir gravi la hauteur sous la mitraille, avait franchi à son tour le chemin d'Ohain et pris pied sur le plateau, à quelque distance des deux divisions Allix et Donzelot. La position semblait emportée, lorsque, à un signal du général Picton, les Ecossais de Pack, cachés dans les blés, se levèrent à l'improviste et tirèrent à bout portant sur les deux premières colonnes. Surprises par le feu au moment où elles débouchent sur le plateau, elles s'arrêtent. Les inconvénients de la formation vicieuse du début se font tristement sentir; les rangs, déjà trop pressés et mis en désordre par le marche, se sont confondus dans le choc et les brigades cherchent en vain à se

déployer pour répondre au feu par le feu. Le général Picton les voyant ébranlées les fait alors charger à la baïonnette par les bataillons de Pack, de Bylandt (1) et de Kempt ralliés. Il tombe mort, atteint d'un balle au front, mais la charge continue, et les Français cèdent du terrain. Ils résistent cependant, essayent de se reporter en avant; mais Wellington accouru sur les lieux lance contre eux les douze cents dragons écossais de Ponsonby. Ces dragons, formés en deux colonnes, et chargeant avec toute la vigueur des chevaux anglais, pénètrent entre la division Allix et la division Donzelot d'un côté, entre la division Donzelot et la division Marcognet de l'autre. L'effet de la charge fut irrésistible : les colonnes françaises, prises en flanc, trop mêlées pour pouvoir former des carrés, furent bousculées et rejetées en désordre jusqu'au fond du vallon. Emportés par le succès, les dragons les poursuivirent et arrivèrent comme un ouragan sur la gauche de la grande batterie française qui s'était mise en mouvement pour appuyer l'infanterie. Mais là ce bel élan fut brisé : la brigade de cuirassiers

(1) Du corps de Bylandt faisait partie le 7e de ligne belge, qui avait combattu une bonne partie de la journée du 16. Laissé d'abord à Nivelles (v. page 211), il avait été porté au bois de Bossu et n'avait point quitté cette position, malgré le feu de l'ennemi qui lui tua 92 hommes et 2 officiers (v. page 228). A Waterloo, le 7e de ligne, le plus rapproché des Français, venait d'essuyer, pendant deux heures, le feu terrible de la grande batterie française. Néanmoins il se rallia à la division Picton, contribua à repousser les Français et garda sa position jusqu'à la fin de la bataille. Il avait perdu la moitié de son effectif. Dans une revue passée au bois de Boulogne par le duc de Wellington, celui-ci s'arrêta devant le bataillon et le félicita de sa belle conduite à Waterloo. Le commandant du 7e de ligne reçut la croix d'officier de l'ordre de Guillaume; une de nos villes, Tournai, lui envoya un drapeau d'honneur.

Travers, du corps de Milhaud, lancée à temps par Napoléon, tomba sur le flanc droit des dragons, pendant que les lanciers de la division Jacquinot se jetaient sur leur flanc gauche. En peu d'instants, la brigade anglaise, surprise dans le désordre d'une poursuite à toute bride, perdit plus de la moitié de son effectif. Son valeureux chef et deux des trois commandants de régiment étaient tués; la plupart des officiers avaient été mis hors de combat, et c'est à peine si, sur douze cents dragons, six cents purent regagner en désordre le plateau de Mont-Saint-Jean.

Pendant ce combat entre les deux cavaleries, la division Durutte, qui formait le dernier échelon, était arrivée en bon ordre sur la crête du plateau. Elle poussa vivement la brigade de Vincke et la gauche de la brigade de Best, qui lui étaient opposées sur cette partie de la ligne anglaise. Les dragons anglais de Vandeleur l'attaquèrent à l'improviste sans parvenir davantage à la rompre. Cependant Durutte dut se décider à rétrograder quand la retraite désordonnée de Marcognet l'eût laissé isolé sur le plateau.

En somme, la grande attaque d'infanterie, sur laquelle Napoléon fondait de si grandes espérances, avait complètement échoué. Cinq mille hommes tués, blessés ou prisonniers avaient été sacrifiés en pure perte. Les Anglais avaient à regretter leurs dragons, une partie de l'infanterie de Kempt et de Pack, les généraux Picton et Ponsonby; mais ils avaient conservé leur position, et c'était une opération à recommencer, avec le désavantage d'une première tentative manquée et d'un temps précieux perdu, au moment où des masses de Prussiens allaient se jeter sur le champ de bataille.

Après l'attaque de Ney sur l'aile gauche de l'armée anglo-néerlandaise, il y eut, un peu avant trois heures, un léger temps d'arrêt dans le combat, sauf cependant du côté de Goumont dont Français et Anglais continuaient à se disputer la possession avec acharnement. D'Erlon en profita pour rallier ses divisions, et, en attendant la reprise de l'action, la canonnade recommença entre la droite française et la gauche anglo-néerlandaise. Le duc de Wellington, certain de la prochaine arrivée de toute l'armée de Blücher, et trop heureux d'avoir gagné plus de la moitié de la journée par le retard d'une attaque demeurée d'ailleurs sans résultat, était décidé à vaincre ou à mourir. Voyant que tous les efforts se portaient contre son centre et sa gauche, il se hâta de resserrer sa ligne en rapprochant de la chaussée de Charleroi le corps de Brunswick et en rappelant de sa droite la brigade Mitchell qu'une des brigades de Chassé vint remplacer entre Merbe-Braine et la chaussée de Nivelles; enfin, il retira de l'extrémité de son aile gauche la brigade Vincke pour la ramener à côté de Lambert, vers la ferme de Mont-Saint-Jean.

Napoléon continuait à penser que la diversion de Bülow était le dernier terme des efforts de Blücher pour secourir son allié, et il croyait avoir le temps d'écraser les Anglais avant l'entrée en ligne des Prussiens. Il se résolut donc à agir avec la plus grande énergie contre Wellington. En conséquence, Ney reçut, un peu après trois heures, l'ordre de presser l'enlèvement de la Haie-Sainte, pour rendre entièrement libre l'accès du plateau. A cet effet, deux bataillons de la division Donzelot

furent adjoints aux brigades Quiot et Bourgeois de la division Allix. En même temps, la division Durutte devait attaquer les fermes de la Haie et de Papelotte, afin de couper les communications entre le corps de Bülow et la gauche anglo-néerlandaise. La division Marcognet et le reste de celle de Donzelot se borneraient à entretenir le combat dans l'espace compris entre ces fermes et la chaussée de Charleroi. De son côté, Reille ferait les derniers efforts pour s'emparer de Goumont, devant lequel son corps d'armée s'épuisait inutilement depuis le commencement de l'action.

L'empereur avait du reste fini par comprendre que le seul moyen de venir à bout de la résistance opiniâtre de cette bicoque, c'était de la réduire en cendres, et, par son ordre, huit obusiers étaient venus se mettre en batterie près de la chaussée de Nivelles. Mais cet emploi tardif de l'artillerie n'amena pas le résultat décisif qu'on s'en promettait: chassés par les flammes du château et de ses dépendances, les gardes anglaises de Byny et de Maitland continuèrent la résistance derrière les murs élevés et solides du jardin.

Les défenseurs de la Haie-Sainte furent moins heureux. Ney lança sur le côté ouest de la ferme deux des bataillons Bourgeois, qui parvinrent, sous un feu épouvantable, à forcer la porte de la grange et pénétrèrent dans la cour intérieure, pendant qu'un des bataillons de Quiot y faisait irruption au nord, par le jardin. En moins d'un quart d'heure, les bâtiments furent complètement nettoyés d'ennemis, et c'est à grand'peine que le major Baring put regagner le plateau avec les débris de son bataillon.

D'après les conjectures les plus probables, il était alors un peu plus de trois heures et demie.

Ney, maître de la Haie-Sainte, se croyait en mesure de déboucher victorieusement sur le plateau par la chaussée de Bruxelles. Il rapprocha les divisions de d'Erlon, les porta en avant et parvint à occuper sur sa droite la partie la plus voisine du chemin d'Ohain. Il aurait voulu se joindre par sa gauche avec les troupes de Reille, dont les trois divisions, pelotonnées autour du bois de Goumont, avaient laissé un vide entre ce bois et la Haie-Sainte. Il fit plusieurs fois demander à Napoléon des forces pour remplir ce vide. L'empereur, préoccupé de l'arrivée des Prussiens, répondit qu'il était impossible de lui donner de l'infanterie, mais qu'il lui envoyait provisoirement les cuirassiers de Milhaud pour combler l'intervalle entre la Haie-Sainte et le bois de Goumont. Maître de ces cinq mille cavaliers et plein de confiance en leur valeur, Ney se précipita aussitôt à l'attaque du plateau de Mont-Saint-Jean, en jetant ses braves cuirassiers sur le centre de Wellington.

Cette attaque de cavalerie, dont nous décrirons tantôt les émouvantes péripéties, a été l'objet de nombreuses contestations. Les uns prétendent qu'elle fut ordonnée par Napoléon ; d'autres que le prince de la Moskowa se laissa entraîner par son ardeur ; d'autres enfin que les troupes cédèrent d'elles-mêmes à leur impatience de culbuter les lignes ennemies. Napoléon affirme, dans la relation qui porte le nom du général Gourgaud, et répète, dans celle qui porte son nom, qu'il avait recommandé à Ney de s'établir à la Haie-Sainte et d'y attendre de nouveaux ordres ; qu'il regretta vivement la charge prématurément

exécutée par le maréchal, mais qu'une fois entreprise, il se décida à la soutenir. D'après les historiens qui s'en rapportent au récit de l'empereur, celui-ci était à ce moment très préoccupé de l'arrivée des Prussiens et n'eût pas commis la faute de sacrifier ses réserves de cavalerie avant de savoir quel effort il s'agirait d'opposer à l'ennemi sur l'aile droite de l'armée. D'autres historiens prétendent au contraire que Napoléon ne se rendait du danger qu'un compte imparfait, qu'il croyait n'avoir affaire qu'à Bülow, et que, comptant toujours sur Grouchy pour arrêter le reste de l'armée prussienne, il se disait qu'après tout une diversion plus ou moins vigoureuse sur sa droite ne pourrait pas l'empêcher d'enfoncer le centre des Anglais.

Si Napoléon continuait à entretenir ces illusions, il ne devait pas tarder à être éclairé sur l'étendue du danger. Car ce n'était pas le seul corps de Bülow qui s'avançait du côté de Lasnes, c'était l'armée tout entière de Blücher qui allait fondre sur l'aile droite des Français. Elle se serait même trouvée sur le terrain dès midi ou une heure, si les dispositions prises par le général prussien pour régler la marche de ses différents corps n'en avaient de quelques heures retardé l'arrivée. En effet, le 17 au soir, Zieten se trouvait déjà installé sur la rive gauche de la Dyle, en avant de Wavre; Pirch I était resté sur la rive droite, et Bülow se trouvait le plus en arrière, à Dion-le-Mont. Nous ne parlons pas de Thielmann, à qui était confiée la mission d'empêcher Grouchy d'effectuer le passage de la Dyle. On comprend sans peine que Blücher ait tenu à porter tout d'abord en avant celui de ses quatre corps qui

n'avait pas encore été au feu; mais, étant résolu à engager Zieten fort peu de temps après Bülow, il eût mieux fait de confier au premier, qui était déjà sur la rive gauche de la Dyle, l'opération la plus urgente, c'est-à-dire le mouvement contre le flanc droit des Français. On fit précisément le contraire: Bülow dut se mettre en marche le premier, passer la Dyle à Wavre et se diriger sur Chapelle-Saint-Lambert; Pirch I fut invité à suivre le mouvement de Bülow; quant à Zieten, destiné à appuyer l'aile gauche des Anglais, il reçut l'ordre de se porter vers la Haie, par Ohain, quand le corps de Bülow aurait dépassé Wavre. Un semblable croisement de colonnes devait nécessairement occasionner des retards fâcheux, et on peut dire que, si Napoléon perdit un temps précieux dans le commencement de la journée du 18, Blücher commit la même faute en retardant l'appui qu'il devait prêter à Wellington. Ce retard fut encore accru par un accident imprévu. Un incendie considérable éclata dans la principale rue de Wavre pendant le défilé de la colonne de Bülow. Celle-ci se trouva, par suite, coupée en deux, et l'avant-garde dut nécessairement ralentir sa marche. Ces diverses causes, jointes à l'état détestable des routes, firent que la queue du 4e corps prussien n'atteignit qu'à trois heures Chapelle-Saint-Lambert, où l'on a vu la tête parvenir vers midi. A mesure que Bülow se rapprochait du théâtre de la lutte, le terrain devenait de plus en plus mauvais. Le passage du vallon de Lasne fut particulièrement long et pénible; mais ensuite la cavalerie d'avant-garde put pénétrer sans obstacle dans le bois de Paris; il fut occupé aussitôt, et les

troupes se placèrent en colonnes des deux côtés du chemin de Lasne à Plancenoit.

Pendant que Blücher, arrivé en personne avec le corps de Bülow, s'apprêtait à s'avancer sur le plateau découvert qui s'étend entre le bois et la chaussée de Charleroi, Ney avait entrepris sa grande charge de cavalerie. Les cinq mille chevaux des cuirassiers de Milhaud gravirent au trot les pentes du plateau à l'est de la chaussée, de manière à éviter la partie encaissée du chemin d'Ohain. Malgré la grêle de balles qui pleuvaient sur eux, ils tombèrent à bride abattue sur les carrés de la division Alten et les sabrèrent avec fureur. Les fantassins anglais, hanovriens, brunswickois firent preuve d'un sang-froid admirable, et l'énergie de la défense égala la vigueur de l'attaque. Vainement les cavaliers français cherchèrent à pénétrer dans ces redoutes vivantes, à renverser ces murs d'hommes hérissés de baïonnettes, en les chargeant de tous côtés à la fois; ils entamèrent plus d'un carré mais n'en enfoncèrent aucun. A la fin, leurs escadrons, décimés par une fusillade à bout portant et désunis par leurs propres efforts, se confondirent et commencèrent à flotter. Wellington, saisissant l'occasion, jeta sur eux les brigades de cavalerie Somerset, Trip (1) et Dœrnberg. Une mêlée sanglante s'ensuivit : les cuirassiers épuisés durent céder et se retirèrent derrière la division Lefebvre-Desnoëttes laissée en réserve sur la pente du plateau. La cavalerie anglaise

(1) A cette brigade appartenaient les carabiniers belges n° 2. Ce régiment fit plusieurs charges brillantes contre les cuirassiers français; le prince d'Orange le félicita sur le champ de bataille, et le duc de Wellington le complimenta quelque temps après.



s'élança à leur poursuite. Ney a déjà eu deux chevaux tués sous lui ; son habit, son chapeau sont criblés de balles. Il reprend la charge avec les chasseurs et les lanciers de la garde. On se mêle, et mille duels, le sabre ou la lance à la main, s'engagent entre les cavaliers des deux nations. Les Français l'emportèrent dans cet horrible combat et une partie de la cavalerie anglaise resta sur le carreau. Ses débris se réfugièrent derrière l'infanterie. Mais les cuirassiers se sont ralliés, et aussitôt le maréchal recommence avec eux ses attaques furieuses contre les carrés ennemis. Ceux-ci tiennent ferme jusqu'au bout, et leur feu meurtrier oblige les escadrons français à redescendre une seconde fois le plateau. Pendant ce temps, Bülow s'est élancé sur Lobau, et deux batailles au lieu d'une se livrent en même temps dans ces plaines ensanglantées. L'artillerie prussienne devient de plus en plus nombreuse ; elle cause de grands ravages dans les rangs des Français, mais ceux-ci néanmoins se soutiennent avec opiniâtreté. D'un autre côté encore, le corps de d'Erlon dispute aux troupes de Kempt, de Bylandt, de Pack, de Best, la possession du chemin d'Ohain. Partout la mort frappe par centaines à la fois de malheureux soldats qui paient de leur vie l'inutile gloire d'un conquérant. Il est plus de cinq heures, et nulle part le sort des armes n'a décidé du résultat de la journée. Napoléon parcourt les rangs de son armée, excite ses soldats, stimule leur colère et leur ardeur. Il envoie l'ordre à Kellermann d'appuyer les cuirassiers de Milhaud et de recom-

mencer une troisième fois l'attaque du plateau (1).

Wellington attendait de sang-froid ce nouvel assaut. Derrière la division Alten presque détruite, il avait rangé le corps de Brunswick, les gardes de Maitland, la division Mitchell, et, en troisième ligne, les divisions Chassé et Clinton. Abattre ces trois murailles était bien difficile, car on pouvait en renverser une, même deux, mais il n'était guère à espérer qu'on vînt à bout de la troisième. Néanmoins l'audacieux Ney débouche sur le plateau avec ses escadrons couverts de fer, et, à son signal, ces braves cavaliers partent au galop en agitant leurs sabres, et criant : Vive l'empereur. Jamais, ont dit les témoins de cette scène épouvantable, on ne vit rien de pareil dans les annales de la guerre. Ces vingt escadrons, officiers et généraux en tête, se précipitent de toute la force de leurs chevaux, et, malgré une pluie de feu, abordent, rompent la première ligne anglaise. L'infortunée division Alten, déjà si maltraitée, est culbutée cette fois, et ses débris se réfugient en désordre sur la route de Bruxelles. Ney, ralliant ses escadrons, les lance sur la seconde ligne. Ils l'abordent avec la même ardeur, mais ils trouvent ici une résistance invincible. Plusieurs carrés sont rompus; toutefois le plus grand nombre se maintient. Le duc de Wellington se décide à sacrifier les restes de sa cavalerie. Il la jette dans

(1) Pendant les péripéties de cette lutte, il se passa un incident remarquable. Un capitaine de cuirassiers français, se portant en avant de ses lignes, appela un des officiers ennemis en combat singulier. Un de nos Belges se détacha des rangs et répondit à son appel. L'officier provocateur sortait du 27e chasseurs à cheval français, commandé par un belge, notre brave duc d'Arenberg, qui s'était vaillamment distingué en Espagne. Les deux antagonistes se blessèrent mutuellement.

la mêlée où bientôt elle succombe. Il veut faire emploi de mille hussards de Cumberland qui sont encore intacts; mais, à la vue de cette arène sanglante, ces hussards se replient en désordre, entraînant sur la route de Bruxelles les équipages, les blessés, les fuyards, qui déjà s'y précipitent en foule. L'alarme se répand jusque dans notre capitale où l'on attend à chaque instant l'arrivée des Français.

Tandis que Ney livre ce combat de géants, la grosse cavalerie de la garde accourt elle-même, excitée par un entraînement involontaire (1). L'intrépide maréchal s'empare de ce renfort inattendu et le jette sur la muraille d'airain qu'il veut abattre. Les braves cavaliers font à leur tour des prodiges, enfoncent des carrés, mais, faute de cuirasses, perdent un grand nombre d'hommes sous les coups de la mousqueterie. Ney lance de nouveau les cuirassiers de Milhaud, ruine aux trois quarts le second mur sans pouvoir entamer le troisième. Il s'obstine et ramène jusqu'à onze fois ses dix mille cavaliers au combat, tuant toujours, sans pouvoir venir à bout de la constance d'une infanterie qui, renversée un moment, se relève, se reforme et tire encore. Ney tout écumant, ayant perdu son quatrième cheval, ayant son chapeau, son habit percés de balles, ayant une quantité de contusions, dit au colonel Heymès son aide de camp que, si on lui donne l'in-

(1) C'est la version la plus probable. L'empereur et Ney se sont également défendus d'avoir ordonné ce mouvement de la division Quiot. Le premier déclare qu'il envoya le général Bertrand rappeler sa réserve; mais qu'il était déjà trop tard pour lui faire exécuter un mouvement rétrograde. Heymès fait remarquer que le mouvement se fit sous les yeux de l'empereur, qui aurait pu l'arrêter; il ne le fit point.



fanterie de la garde, il achèvera cette infanterie anglaise, épuisée et arrivée au dernier terme des forces humaines. Il lui ordonne d'aller la demander à Napoléon. En attendant, il maintiendra sous le feu ses fantassins, ses cavaliers, il y demeurera lui-même inébranlable, avec des milliers de cadavres à ses pieds. Mais que pouvait faire l'empereur pour secourir son intrépide lieutenant? De l'infanterie, il n'avait pas cru pouvoir en donner deux heures auparavant pour soutenir la première attaque (1). Comment serait-il en état d'en envoyer maintenant? « Où veut-il que j'en prenne? s'écrie-t-il; veut-il donc que j'en fasse? »

En effet, pendant que Ney s'épuisait en efforts aussi stériles qu'héroïques, l'attaque des Prussiens avait fait de rapides progrès. Lobau attaqué par toutes les forces du corps de Bülow, n'avait pu se maintenir. Il avait dû reculer jusqu'à Plancenoit où il avait essayé d'appuyer sa droite. Il ne tarda pas toutefois à être débordé, et la chaussée de Charleroi, ligne de retraite des Français, se trouva sérieusement compromise. En vue de ce grave danger, Napoléon, qui s'était personnellement transporté vers cet endroit, envoya au comte de Lobau

(1) Peut-être Napoléon aurait-il dû jeter toutes les troupes sur l'armée anglaise avant l'arrivée des Prussiens. Mais le grand joueur hésitait à risquer son dernier enjeu. Il voulait pouvoir conserver cette merveilleuse garde impériale, qui lui avait été si fidèle, qui était sa gloire, son orgueil. La pensée que l'armée de Waterloo était son unique armée, tandis que les ressources de la coalition étaient inépuisables, paralysa son audace. Sa dernière armée détruite, que lui restait-il? Et, en admettant même une victoire contre les Anglais et les Prussiens, avec quoi résister aux troupes innombrables de l'Autriche et de la Russie? » (Imbert DE ST-AMAND : *Marie-Louise, l'Ile d'Elbe et les cent jours;* p. 187).

tous les secours dont il pouvait disposer. A gauche, il détacha la division Durutte du corps de d'Erlon, maître enfin du chemin d'Ohain, et la porta vers les fermes de la Haie et de Papelotte. A droite, il envoya à Plancenoit le général Duhesme avec la jeune garde; mais Blücher fit attaquer le village, et, après une vigoureuse résistance, la jeune garde fut repoussée. La situation était critique; les Prussiens n'avaient plus qu'un pas à faire pour déboucher sur la chaussée de Charleroi. L'empereur appelle le général Morand, lui donne trois bataillons de la vieille garde et lui prescrit de repousser cette tentative si alarmante pour les derrières de l'armée. Dans un élan irrésistible que seconde Duhesme rallié, Morand emporte le village et repousse les Prussiens sur les hauteurs. Lobau, encouragé par ce succès, se reporte en avant et fait plier la droite de Bülow. Durutte fait aussi quelques progrès de son côté; il presse de plus en plus les défenseurs de la Haie et parvient à s'établir dans les premières maisons de Smohain.

En somme, vers sept heures du soir, la bataille demeurait encore indécise, et Napoléon faisait tête à ses deux adversaires à la fois. Saisissant avec promptitude le moment décisif, celui de l'attaque repoussée des Prussiens, pour jeter sa réserve sur les Anglais, il ordonne de réunir la vieille garde, de la porter au centre de la ligne, c'est-à-dire sur le plateau de Mont-Saint-Jean, et de la jeter sur l'infanterie britannique épuisée. Lui-même il conduit, entre la Belle-Alliance et la Haie-Sainte, les dix derniers bataillons disponibles de cette vieille garde qui doit sauver l'armée et l'empire. Six d'entre eux

sont désignés pour monter au plateau; les quatre autres resteront provisoirement en réserve. Conduits par Ney et par Friant, les trois mille vétérans s'ébranlent avec autant de calme que s'ils allaient à la parade et gravissent la hauteur à l'est de la Haie-Sainte. En même temps, la charge bat d'un bout à l'autre de la ligne : à gauche, du côté de Goumont, Reille réunit ce qui reste des divisions Foy et Bachelu pour seconder la garde; à droite, vers la Haie-Sainte, d'Erlon rassemble, pour les reporter en avant, les quelques bataillons encore formés de Quiot, Donzelot et Marcognet; enfin, ranimés par la présence et les excitations de l'empereur, quelques centaines de cavaliers dont les montures sont encore capables de marcher s'apprêtent à appuyer l'attaque de l'infanterie, que préparent, en activant le plus possible leurs décharges, celles des batteries dont les coffres ne sont pas entièrement épuisés.

Le redoublement du feu de l'artillerie française a annoncé à Wellington l'imminence de l'attaque. Du rebord du plateau, il a vu se former les grenadiers et les chasseurs, facilement reconnaissables à leurs hauts bonnets à poil, et, comprenant que la crise est arrivée, il a pris ses dernières dispositions en conséquence. Les batteries anglaises, disposées en arc de cercle sur la crête, ont reçu l'ordre de concentrer leurs coups sur les colonnes de la garde, sans s'occuper de répondre aux pièces qui les flanquent (1). En première ligne, se sont établis quatre

(1) La coopération de la batterie belge, dirigée par le major Vandersmissen, fut des plus brillantes pendant toutes les charges de la garde. La réputation que ce brave officier s'acquit dans cette journée fut connue de toute l'armée; son intrépidité, au moment décisif, fit l'admiration de ceux qui en furent témoins, et le roi Guillaume, comme récompense, le décora plus tard du titre de baron.



bataillons de Brunswick et trois bataillons de Nassau auxquels il est prescrit de n'ouvrir le feu qu'à bonne portée. En seconde ligne, est placée la brigade des gardes anglaises de Maitland, déployée et couchée dans un pli de terrain, et, à sa droite, en deux carrés échelonnés, la brigade Detmers de la division Chassé. L'autre brigade de Chassé, celle de d'Aubremé, formant réserve, se tient un peu en arrière, en colonnes serrées. Les deux brigades de cavalerie Vandeleur et Vivian, dont la présence est devenue inutile à l'aile gauche, sont appelées à renforcer le centre. Tout le reste ou, pour mieux dire, tout ce qui reste de l'armée anglo-néerlandaise a été retiré en arrière et se rallie tant bien que mal. Toutefois, sauf quelques escadrons plus décimés que la cavalerie française, mais un peu moins fatigués, il n'y aurait là qu'une bien faible ressource, si le centre venait à être enfoncé. Aussi Wellington, qui le sait bien, ne donne-t-il d'autre instruction à lord Hill, désigné pour le remplacer en cas de malheur, que de tenir jusqu'au dernier homme pour donner aux Prussiens le temps d'arriver.

Cependant les six bataillons de la garde sont parvenus sur le bord du plateau et s'avancent, enseignes déployées, sous la mitraille; ils culbutent les quatre bataillons de Brunswick, qui marchent les premiers à leur rencontre, et font subir le même sort aux trois bataillons de Nassau, qui s'efforcent ensuite de les arrêter. Chassé jette alors sur leur flanc gauche trois des bataillons de Detmers; cette attaque échoue comme la précédente, et la marche de la garde en est à peine ralentie. Mais soudain, sur son front, presque à bout portant, une violente

fusillade éclate : ce sont les soldats de Maitland qui se sont brusquement relevés à ce commandement de Wellington : « Debout! gardes, et visez juste! » et dont les coups, bien ajustés en effet, éclaircissent en un instant les rangs des grenadiers et des chasseurs. Ceux-ci, surpris, reculent instinctivement pour se déployer, et, par ce mouvement, masquent l'artillerie qui les avait suivis et les appuyait de ses feux. Wellington et Chassé saisissent à la fois l'occasion : le premier jette en avant la brigade Maitland, le second lance à la baïonnette les trois derniers bataillons de la brigade Detmers (1). Assaillie de front et en flanc, la garde est obligée de céder sous le nombre; toutefois elle rétrograde lentement sans se laisser entamer, et rien n'est perdu encore, si Napoléon la fait appuyer par les quatre bataillons restés en réserve dans le vallon.

Mais, à ce moment, l'attention de l'empereur est attirée vers sa droite par un feu de mousqueterie et d'artillerie épouvantable : c'est l'avant-garde de Zieten, la brigade Steinmetz qui fait irruption par le chemin d'Ohain, et qui, après s'être un instant fusillée avec un bataillon d'Orange-Nassau qu'elle a pris pour une troupe française à cause de la similitude d'uniforme, s'est jointe à la brigade Saxe-Weimar pour accabler Durutte. La catastrophe qui, depuis plusieurs heures, menaçait l'armée française, et dont Napoléon n'avait aucun soupçon, venait enfin de se déchaîner.

(1) Le 35e chasseurs belges formait la tête de colonne de la brigade Detmers lors de cette charge à la baïonnette. Il fut complimenté par le général Chassé sur le champ de bataille. Ces troupes voyaient cependant le feu pour la première fois.

Peu s'en était fallu pourtant qu'elle ne fût retardée, sinon conjurée, par une erreur autrement dangereuse que celle qui venait de mettre aux prises les Prussiens et leurs alliés. Zieten n'avait pas encore débouché d'Ohain, lorsqu'un officier, envoyé en reconnaissance dans la direction de Mont-Saint-Jean, revint le prévenir que l'armée anglo-neérlandaise était en pleine retraite ; cet officier avait effectivement aperçu au loin, sur la route de Bruxelles, les convois de blessés que l'on se hâtait d'évacuer vers Waterloo, et auxquels s'étaient mêlés un certain nombre de fuyards. A cette nouvelle, Zieten prit le seul parti que semblait commander la circonstance : jugeant que son avant-garde serait impuissante à rétablir les affaires, et qu'il courait risque d'être enveloppé dans la déroute, il résolut de traverser obliquement le vallon et d'aller rejoindre Bülow en avant du bois de Paris. Déjà il avait fait faire tête de colonne à gauche, lorsque Müffling, qui attendait impatiemment son arrivée à l'extrême gauche anglaise, accourut au galop pour le détromper et le ramener dans la bonne voie (1).

En cette occurrence, le commissaire prussien, remarque à bon droit l'auteur belge dont nous continuons à suivre le récit, rendit à Wellington un service signalé, car dans l'état de crise où se trouvaient les troupes des deux partis qui combattaient au-dessus de la Haie-Sainte, il ne fallait que bien peu de chose pour faire pencher la balance, et l'on

(1) Müffling exerçait les fonctions de commissaire prussien auprès de Wellington.



ne saurait dire si l'intervention opportune des quatre derniers bataillons de la vieille garde n'aurait pas eu enfin raison de la résistance du centre anglais. La bataille n'aurait assurément pas été gagnée; mais peut-être n'eût-elle pas été dès lors irrémédiablement perdue.

Dès que Napoléon se vit obligé de détourner cette troupe d'élite de sa destination primitive pour la diriger sur sa droite, il dut avoir le sentiment que tout était fini. Ces deux mille hommes qui auraient pu suffiire à dégager les bataillons restés sur le plateau étaient trop faibles et devaient arriver trop tard pour s'opposer à la marche des Prussiens. Au surplus, en les poussant de ce côté, l'empereur n'espérait pas arrêter Zieten, mais seulement fournir un point d'appui et de ralliement aux troupes de son aile droite qui commençaient à se débander. En effet, les soldats de Durutte, qui jusque là s'étaient si vaillamment conduits, avaient totalement perdu courage, en voyant s'accroître d'une façon si inopinée le nombre de leurs adversaires. Steinmetz leur avait sans peine enlevé Papelotte, et maintenant ils refluaient en désordre vers la Belle-Alliance, entraînant dans leur fuite la division Marcognet, qui avait presque réussi en dernier lieu à couronner le plateau. Donzelot et Quiot, à l'est de la Haie-Sainte, surtout Foy et Bachelu au nord de Goumont, faisaient encore assez bonne contenance, animés sans doute qu'ils étaient par la mâle attitude des grenadiers et des chasseurs qui, non loin de là, continuaient à lutter avec l'énergie du désespoir. Mais quand ces vétérans, accablés sous le nombre, eurent été eux-mêmes ramenés jusqu'à la crête, et

qu'ils commencèrent à redescendre la pente, quoiqu'en combattant toujours; quand on entendit répéter partout : La garde recule! tout ce qui tenait encore çà et là, infanterie, cavalerie, artillerie lâcha définitivement. Des 1er et 2e corps, il ne resta bientôt plus un seul escadron en ordre, un seul bataillon ni une seule compagnie dans la main des chefs; toutes les pièces, y compris celles de la garde, qui s'étaient portées en avant, tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

Wellington, tout épuisé qu'il fût, saisit à propos ce moment pour passer à l'offensive. Par son ordre, les deux brigades de cavalerie les moins éprouvées, celles de Vandeleur et de Vivian, prirent les devants et tombèrent sur les bataillons de la garde qui se retiraient en carrés. Toutefois ceux-ci ne se laissèrent pas entamer, et ils regagnèrent les hauteurs de la Belle-Alliance, où Napoléon et Ney essayèrent de rallier autour de cette poignée de braves les soldats de toutes armes qui s'enfuiaient éperdus.

Mais leurs efforts furent inutiles : l'apparition de la cavalerie de Zieten, venant se joindre à celle de Wellington, porta au comble la confusion et la terreur. Dans le même temps, prenait fin la résistance acharnée que l'autre fraction de la garde, unie aux restes du corps de Lobau, opposait aux Prussiens du côté de Plancenoit. Vers sept heures, on s'en souvient, ce village avait été réoccupé de haute lutte par Morand et Duhesme, et, devant cette contre-attaque énergique, Bülow s'était vu forcé de rétrograder. Mais, une demi-heure après, au moment où la gauche de Lobau commençait à être débordée par le mouvement de Zieten, la première brigade

de Pirch I, celle de Tippelskirch, entra en ligne à droite et à gauche de Bülow, et ce fut au tour des Français à reculer. Ils se cramponnèrent littéralement à l'église, au cimetière, aux maisons, aux jardins de Plancenoit, et leur opiniâtre défense, au milieu du village en flammes, tandis que l'armée s'écoulait derrière eux, excite encore aujourd'hui l'étonnement et l'admiration des historiens étrangers. « Il fallut, dit Damitz, les anéantir pour occuper leur place. »

Il était neuf heures, et le jour touchait à son déclin. Du côté de la Belle-Alliance, le canon grondait encore : c'étaient les débris de la vieille garde, serrés autour des généraux Cambronne et Michel, qu'on abattait à coups de boulets et de mitraille, faute de pouvoir en venir à bout autrement. Rendez-vous ! criait-on de toutes parts. Un mot soldatesque, mais digne de l'histoire, fut, dit-on, la seule réponse de Cambronne. Après avoir tiré une dernière fois, ces braves se précipitent sur la cavalerie acharnée à les poursuivre et, avec leurs baïonnettes, tuent des hommes et des chevaux jusqu'à ce qu'enfin ils succombent dans ce suprême effort.

Napoléon avait voulu s'enfermer dans un des carrés de sa vieille garde pour y mourir de la mort du soldat ; mais le général Soult l'en dissuada en lui représentant que les ennemis étaient déjà bien assez heureux, et l'empereur accablé se laissa entraîner hors de la mêlée. Protégé par le carré du premier régiment de grenadiers que commandait le chef de bataillon Martenot, à cheval parmi les blessés que ce carré de la garde emmenait dans ses

rangs, l'empereur ayant à ses côtés son frère Jérôme, qui ne l'avait pas quitté, arriva à Genappe vers onze heures du soir. Aucune précaution n'avait été prise pour faciliter la retraite; à la tête du pont de moitié moins large que la chaussée, se produisit un encombrement épouvantable. Il ne pouvait plus être question de rétablir l'ordre dans une pareille cohue. Aussi Napoléon continua-t-il tristement sa route vers les Quatre-Bras, d'où il expédia un officier à Grouchy pour le prévenir de la perte de la bataille et lui prescrire de faire sa retraite comme il pourrait; de là il gagna Charleroi, puis Philippeville, où il dicta le bulletin qui devait apprendre à la France ce que renfermait le nom encore inconnu de Waterloo.

Tandis que l'empereur s'échappait presque seul, Wellington et Blücher se rencontraient, à la nuit tombante, devant l'auberge de la Belle-Alliance. Ils se jetèrent dans les bras l'un de l'autre et se félicitèrent de leur commune victoire; puis ils avisèrent aux moyens d'en profiter sans plus attendre, et une poursuite à outrance fut résolue. L'armée anglaise, harassée, était hors d'état d'y prendre part; elle établit ses bivouacs à la hauteur de Rossomme, sur les positions que les troupes de Napoléon avaient occupées le matin. Les Prussiens, moins épuisés, et excités par un plus ardent désir de vengeance, se lancèrent immédiatement sur les traces des vaincus. La cavalerie de Bülow, de Zieten, de Pirch I, excitée par l'infatigable Gneisenau, ne tarda pas à rattraper la masse des fuyards, qui roulait comme un torrent sur la chaussée de Genappe, affolée par la panique, jetant ses armes, méconnaissant ses

chefs, ne sachant même pas où elle allait (1). Aucune pensée de résistance, même de défense individuelle, n'avait survécu parmi cette foule d'hommes le matin si vaillants; aussi les cavaliers prussiens purent-ils la sabrer et l'écraser à l'aise. « Les soldats de l'ennemi qui voulaient se reposer, dit Blücher dans son *Rapport*, furent successivement repoussés de plus de neuf bivouacs; le clair de lune favorisait la poursuite, qui n'était qu'une véritable chasse, soit dans les champs, soit dans les maisons. » Les Anglais avaient respecté les blessés ennemis; ils avaient notamment relevé le général Cambronne atteint des blessures les plus graves. Les Prussiens au contraire se laissèrent aller dans cette nuit à toutes les fureurs de leur horrible vengeance et assassinèrent, si l'on en croit la tradition locale, le général Duhesme, tombé blessé dans leurs mains. Les Belges accueillaient les blessés et les fuyards; l'année 1814 leur avait inspiré contre les Prussiens une haine dont le souvenir est resté; sans regretter la chute d'un Empire qui avait persécuté leur foi et enlevé leurs enfants, ils avaient pitié des malheureux Français et donnèrent asile à tous ceux des soldats vaincus qui cherchèrent un refuge auprès d'eux. La chasse faite par les Prussiens ne s'arrêta qu'au jour, quand les chevaux des poursuivants refusèrent d'avancer.

Dans la matinée, Blücher porta son quartier général à Genappe, où son premier soin fut de prendre des mesures pour couper la retraite au

(1) C'est à Genappe que fut prise la voiture de l'empereur et les différents objets qu'on a depuis étalés dans un musée spécial, à Londres.

corps de Grouchy; Wellington garda le sien à Waterloo, d'où il data le bulletin qui fixa le nom de la bataille. Le feld-maréchal prussien voulait qu'elle prît celui de la Belle-Alliance; mais cette appellation ne fut adoptée qu'en Allemagne, et, partout ailleurs, a prévalu celle qu'avait choisie l'orgueil britannique, bien que le bourg de Waterloo soit resté en dehors de l'action pour les trois armées (1).

(1) Nous reproduirons ici l'appréciation portée par le général Brialmont sur la campagne de 1815. L'historien impartial reconnaîtra, dit-il, que la campagne de 1815, quoique digne à son début des plus beaux exploits de l'empire, ne révèle pas à un haut degré les qualités et les talents extraordinaires qui ont immortalisé le vainqueur de Rivoli, de Marengo, d'Ulm, de Ratisbonne, de Champ-Aubert et de Montmirail.

Le 16 au matin, Napoléon perdit un temps précieux, qui permit à Blücher de se reconnaître, et qui favorisa la concentration de l'armée anglo-néerlandaise par l'inaction où ce retard laissa les corps du maréchal Ney (*a*). Le même jour, l'empereur commit la faute de rappeler les troupes du comte d'Erlon dans un moment où le prince de la Moscowa en avait le plus grand besoin, et la faute plus grave encore de les laisser partir après qu'elles se furent montrées derrière Saint-Amand.

A cette double circonstance se rattache la perte de la bataille des Quatre-Bras et la réorganisation de l'armée prussienne après Ligny.

On a dit avec raison que l'échec de Blücher eût été complet, irrépa-

(*a*) « Napoléon aurait dû, dès six heures du matin, se mettre aux » trousses des Prussiens, ou bien tomber de toutes ses forces sur Wel- » lington, dont la réserve de cavalerie, l'artillerie et une partie de l'in- » fanterie n'étaient arrivées que dans la nuit, harassées de fatigue. La » nécessité de ne pas laisser la ligne de retraite de Charleroi à la merci » du général anglais faisait une loi de se porter de préférence contre lui. » Jomini, p. 185.

Cette opinion se rapproche de celle que le maréchal Ney exprima dans sa *lettre au duc d'Otrante*. Le prince de la Moscowa aurait voulu qu'au lieu de livrer deux batailles, le même jour, l'empereur eût fait surveiller les Prussiens par un corps d'observation, et marché ensuite avec le gros de ses troupes au secours des 1er et 2e corps engagés aux Quatre-Bras. Ainsi l'armée anglaise eût été détruite entre les Quatre-Bras et Genappe, et séparée de Blücher. L'empereur se serait retourné ensuite contre cette dernière, dont il aurait eu facilement raison.

Telle fut la mémorable journée du dimanche 18 juin 1815, qui retentira dans l'histoire à l'égal

rable si Napoléon, au lieu d'inspecter le champ de bataille et les troupes qui avaient combattu, se fût mis immédiatement à la poursuite des vaincus. On a reproché aussi à l'empereur d'avoir négligé l'occasion de séparer les Prussiens des Anglo-Néerlandais, en attaquant leur droite dans un ordre oblique prononcé; — d'avoir laissé en arrière le 6e corps, dont l'effectif était de 11,770 hommes, et d'avoir massé sa cavalerie sur la droite, où elle ne pouvait pas agir avec autant d'avantage qu'à l'autre aile.

Le gros de l'armée française resta, toute la journée du 17, aux environs de Fleurus, et ce fut seulement à midi que le maréchal Grouchy reçut l'ordre de quitter Sombreffe et de poursuivre les Prussiens dans la direction de Namur (*a*). Ainsi, après avoir laissé la matinée du 16 à Blücher, Napoléon eut le tort irréparable de laisser la journée du 17 à Wellington.

A Waterloo, d'autres fautes furent commises. D'abord on ne se donna pas la peine de reconnaître exactement la position de l'ennemi. Ensuite l'empereur, convaincu que les Prussiens étaient hors de combat, commença la bataille plus tard qu'il n'aurait fait s'il avait craint l'arrivée de Blücher. Il fit la première attaque contre la Haie-Sainte avec des masses trop profondes; il engagea ou permit qu'on engageât trop tôt sa réserve de cavalerie; enfin, il montra quelque hésitation quand, vers six heures, il eut acquis la preuve qu'un effort général sur le centre pouvait réussir. Cet effort, du reste, ne se fit pas avec assez de troupes, ni avec assez d'ensemble. En général, toutes les attaques faites dans cette journée eurent le défaut d'être mal soutenues. Les auteurs français eux-mêmes sont obligés d'en convenir (*b*).

(*a*) Il aurait fallu, de grand matin, assigner à Grouchy la direction intermédiaire entre Liége et Bruxelles, qui convenait dans toutes les hypothèses de retraite de Blücher; l'occupation de la ligne de la Dyle aurait suffisamment couvert la droite de l'armée française.

Si Napoléon avait connu, le 17 au matin, la situation exacte de l'armée prussienne et les intentions de Blücher, il n'aurait pas dû envoyer 32,000 hommes à sa poursuite : c'était en effet un détachement trop faible pour empêcher 80,000 hommes d'arriver à Waterloo, et trop fort pour jouer secrètement le rôle de corps d'observation. L'excuse de l'empereur est dans la fausse idée qu'il s'était faite de l'armée battue à Ligny.

(*b*) Le compte-rendu de la bataille de Waterloo, publié par le *Moniteur universel* du 21 juin 1815, prouve que Napoléon n'avait pas, même à l'époque où il fit cette relation, une idée bien nette de ce qui s'était passé le 18. En effet, on a peine à s'expliquer les phrases suivantes, extraites textuellement du journal officiel : « Le comte d'Erlon attaqua le village de Mont-Saint-Jean, et fit appuyer son attaque par 80 pièces de

des plus célèbres rencontres, moins à cause de la grandeur de la lutte qu'en raison de l'importance

Le maréchal Grouchy a quelque raison d'accuser l'empereur de n'avoir pris aucune mesure pour rester en communication avec l'aile droite. Cette aile ne fut ni défendue, ni couverte, et cependant la faiblesse de la gauche ennemie devait faire supposer que des secours arriveraient de ce côté.

On ne sait encore si c'est à l'empereur ou au major général que l'on doit attribuer le défaut de précision des ordres et la faute grave d'avoir confié à un seul courrier les dépêches destinées au maréchal Grouchy, d'où dépendait le salut de l'armée. Il aurait fallu, comme cela se faisait du temps de Berthier, envoyer plusieurs officiers porteurs du même ordre. Au reste, une des circonstances funestes de la campagne de 1815 fut incontestablement la faiblesse et la mauvaise organisation de l'état-major français. Du côté des alliés, au contraire, le service de ce corps se fit avec une intelligence et une précision dignes d'éloges. Les Prussiens surtout prouvèrent qu'ils avaient fait sous ce rapport de grands progrès depuis les funestes événements de 1806.

Dans la courte mais décisive campagne de 1815, lord Wellington et Blücher montrèrent autant d'activité que de talent.

Le maréchal prussien concentra ses forces avec une habileté remarquable. Attaqué à l'improviste, le 15, il se trouva le lendemain avec 80,000 hommes à Ligny; et quoique battu ce jour-là avec des pertes considérables, il put réunir toute son armée, le 17, à Wavre. Son chef d'état-major alla s'entendre le même jour avec Wellington pour les dispositions du lendemain (*a*), et, le 18, avant quatre heures du matin, le corps de Bülow reçut l'ordre de se diriger sur Saint-Lambert. Deux autres corps prirent la même route quelque temps après, de sorte qu'avant midi 50,000 Prussiens se trouvèrent engagés dans des chemins

canon... » « Une brigade de la 1re division du comte d'Erlon s'empara du village de Mont-Saint-Jean... » avant la charge de Ponsonby!

Le nom du maréchal Ney ne se trouve pas une seul fois cité dans cette relation, et on n'y parle que de l'arrivée du seul corps de Bülow. Ce n'est pas à l'attaque des corps de Pirch et de Zieten que Napoléon attribue la déroute, mais « à la *terreur panique* que produisit l'échec de quatre bataillons de la moyenne garde, culbutés par plusieurs escadrons anglais. »

Un peu avant cette catastrophe, « toute l'armée, dit-il, voyait avec » satisfaction la bataille gagnée et le champ de bataille en notre pouvoir. »

On ne dirait pas que ce rapport émane du commandant en chef de l'armée française. Pour nous, c'est un document inexplicable.

(*a*) Voir Jomini, *Précis de la campagne de 1815*, p. 224.

de l'enjeu, en raison surtout de la prodigieuse fortune qu'elle vit s'écrouler en un moment. L'armée

détestables, longeant une forêt et présentant leur flanc à un corps de 32,000 Français. Cette marche, déjà si dangereuse en elle-même (*a*), Blücher eut la témérité de la poursuivre, bien que, vers une heure (*b*), il entendit le bruit du canon dans la direction de Wavre. Le maréchal opéra sa jonction avec l'armée anglaise au moment décisif de la bataille: enfin, après la déroute de l'ennemi, il ordonna une poursuite remarquablement vigoureuse pour des troupes sur pied depuis dix-neuf heures. Ce sont là des faits qui rappellent les beaux jours du vainqueur de Lodi, et dont l'honneur revient en partie au général Gneisenau, l'habile chef d'état-major de l'armée prussienne.

Le duc de Wellington et l'armée anglaise ne méritent pas moins

(*a*) Le général Müffling prétend que cette situation eût été *la plus désavantageuse possible*, si Wellington avait été battu, et si Grouchy était arrivé pendant la bataille. « Le 1er corps, dit-il, était séparé du 2e; celui-ci du 4e, et ce dernier à son tour du 1er par des défilés; tous l'étaient du 3e corps par l'ennemi même. Les chemins de traverse de la forêt de Soignes étaient devenus presque impraticables pour l'artillerie, par une pluie de deux jours, et les chaussées auraient été occupées par l'ennemi. » (*Campagne de Waterloo*, etc., p. 68.)

Il faut remarquer cependant que Blücher ne croyait avoir sur son flanc et ses derrières que le corps de Vandamme, ce qui diminue un peu l'audace de sa résolution.

(*b*) D'après Grouchy, c'est vers 10 heures et demie que le général Exelmans atteignit l'arrière-garde prussienne, à la Baraque, à une petite lieue de Wavre; mais le récit du général Gérard et d'autres témoignages prouvent que cette heure n'est pas exacte. Grouchy lui-même déclare que, pendant le combat livré à l'arrière-garde prussienne, il entendit le canon de Waterloo, lequel ne commença à tonner que vers midi. Au reste, le 3e corps n'arriva à la Baraque que vers 2 heures, et le 4e plus tard encore. Quand à l'attaque de Wavre, elle n'eut lieu que vers 4 heures.

D'après les auteurs allemands, Blücher ne reçut qu'à 6 heures l'avis officiel de cette dernière attaque; il donna aussitôt aux corps de Pirch et de Von Ziethen l'ordre de continuer leur marche, et à celui de Thielmann l'ordre de soutenir seul le choc de Grouchy, sauf à se retirer, en cas de malheur, sur Liège.

Si cet avis de même que le bruit du canon, entendu vers une heure, ne changèrent point la résolution de Blücher de marcher sur Mont-Saint-Jean, il faut l'attribuer d'abord à la promesse qu'il avait faite à Wellington, et ensuite à ce qu'il se croyait suivi seulement par le 3e corps français. (Voir C. V. W. *Geschichte*, etc., pp. 88, 97, 98).

anglo-néerlandaise y avait perdu 15,094 hommes, tués ou blessés, savoir : 8,358 Anglais, 2,228 Hano-

d'éloges. On doit reprocher cependant au duc la dispersion de ses cantonnements à une époque où les troupes auraient dù être campées; — une certaine hésitation dans les premiers ordres, donnés le 15 au soir; — enfin le détachement qu'il fit sur Hal, où 17,500 hommes restèrent l'arme au bras, pendant toute la journée du 18 (*a*). Son plan de campagne, du reste, était bien conçu, et on peut dire qu'il prit toutes les mesures nécessaires pour en assurer le succès.

Le choix des Quatre-Bras et de Sombreffe pour points de réunion des troupes anglaises et prussiennes était conforme aux principes de l'art, et la position en avant de Mont-Saint-Jean offrait, quoi qu'on en ait dit, un champ de bataille avantageux. Cette position fut convenablement occupée et très bien défendue. Toutefois, il eût été préférable de mettre plus de troupes sur la gauche et moins sur la droite, parce que le but essentiel de l'empereur était d'amener la séparation définitive des Anglais et des Prussiens.

Pour le reste, le vainqueur de Waterloo ne mérite que des éloges. Les tacticiens reconnaîtront qu'il eut le bon esprit d'épargner ses troupes, le plus longtemps possible, en masquant certains régiments derrière les plis du terrain; — que l'apparition inattendue de ces régiments dérangea les combinaisons de l'ennemi; — que tous les mouvements ordonnés depuis le matin jusqu'à l'arrivée de Blücher furent bien coordonnés, bien soutenus; — que le duc profita avec beaucoup de sang-froid et d'à-propos des circonstances favorables qui se présentèrent; — qu'il prolongea enfin très habilement la défense, en faisant entrer ses réserves lentement et successivement en ligne. Les troupes anglaises, d'ailleurs, animées par son exemple et rassurées par son maintien stoïque, le secondèrent admirablement. Jamais, au témoignage des Français eux-mêmes, on n'avait vu des carrés soutenir plus longtemps les charges

(*a*) Le général de Vaudoncourt porte l'effectif du corps détaché sous les ordres du prince Frédéric à 19,000 hommes. Ce chiffre est trop élevé. Il y avait à Hal, dans la journée du 18 :

La 6e brigade anglaise de la division Colville, forte de	2,673	hommes.
La 6e » hanovrienne » »	2,515	»
La brigade indienne d'Althing » »	3,738	»
La 1re division néerlandaise » »	6,662	»
La brigade de cavalerie hanovrienne, sous les ordres du colonel Estorff »	1,877	»
Total	17,465	hommes.

Quatre brigades hanovriennes, comptant 10,441 hommes, se trouvaient sous les ordres du général Van der Decken, à Anvers.



vriens, 3,178 Hollando-Belges, 687 Brunswickois, 643 Nassau ; 700 officiers, dont 12 généraux,

réitérées d'une cavalerie aussi nombreuse et aussi redoutable que celle de la garde impériale. « Vers sept heures, dit le général de Vaudoncourt, on vint annoncer au duc que la division Picton, forte de 7158 hommes dans la journée du 15, ne présentait plus que 1500 à 1600 combattants. *Il faut qu'ils restent en place jusqu'au dernier* fut sa seule réponse, et ils restèrent... » Au général Hill, lui demandant ses intentions pour le cas où Sa Seigneurie serait mise hors de combat, il dit : « *Je n'ai pas d'autre pensée que de tenir ici tant que je pourrai* (*a*). Obligé de s'enfermer à tout moment dans un carré pour se soustraire aux charges de la cavalerie française, il ne cessait d'exhorter ses braves soldats, en leur disant avec sa simplicité habituelle : *Si nous sommes battus, que dira-t-on de nous en Angleterre?* (*Stand fast 95 th! we must not be beaten, my friends : what will they say of us in England?*) On rapporte que le spectacle du carnage accompli sous ses yeux l'impressionna si vivement qu'il s'écria, ému jusqu'aux larmes : *Il faut encore quelques heures pour tailler en pièces ces braves gens : plaise au ciel que la nuit ou les Prussiens arrivent avant* (*b*)!

Toutes les relations impartiales constatent que le duc ne montra jamais plus d'activité et de courage personnel que dans la mémorable journée du 18. Si nous avions besoin de réfuter les allégations de certains auteurs, qui représentent Wellington se tenant immobile et comme pétrifié sous un arbre, ne donnant aucun ordre et laissant faire ses soldats, jusqu'au moment où Blücher vint le tirer de sa léthargie; s'il était de la dignité de l'histoire de réfuter de pareilles calomnies, nous invoquerions le témoignage unanime des officiers présents à la bataille. Parmi ces derniers, il en est un qui, en sa qualité d'étranger et de général espagnol, est peu suspect d'avoir montré un excès de bienveillance pour le duc de Wellington, c'est le général Alava. Après la bataille, cet officier écrivait à l'un de ses compatriotes, don Pedro Cevallos : « Vers sept heures du soir, Bonaparte, à la tête de sa garde, attaqua la position anglaise avec une telle vigueur que, pour un moment, la victoire fut indécise et même plus que douteuse. Le duc, sentant que le dénoûment approchait, parla aux troupes avec cet ascendant que possèdent tous les hommes supérieurs; puis, se mettant à leur tête, il rétablit le combat, s'exposant aux plus grands dangers. Heureusement, à l'instant même, nous aperçûmes

(*a*) Un officier général demande à faire relever sa brigade, réduite au tiers : *C'est impossible*, dit Wellington, *lui et moi, et nous tous, nous devons mourir sur la place que nous occupons en ce moment...* (*Campaigns of the duke*, etc.)

(*b*) Paroles citées par de Vaudoncourt et Stocqueler.

avaient été mis hors de combat. Les Prussiens accusèrent une perte de 6,990 hommes dont les

le feu du général Blücher qui attaquait la droite de l'ennemi avec son impétuosité ordinaire. Le moment d'une attaque décisive étant venu, le duc se mit à la tête des gardes anglaises à pied, leur dit quelques mots auxquels ils répondirent par un *hourra* général, puis Sa Seigneurie, les guidant avec son chapeau, les fit marcher à la baïonnette, pour attaquer corps à corps la garde impériale (*a*). »

Un auteur français, M. de Beauchamp, rend à Wellington la même justice en disant que « dans les moments les plus critiques, il se porta » au milieu du feu pour se montrer aux soldats et les rassurer par sa » présence. »

Le duc, avec cette parfaite équité et ce noble désintéressement dont il a donné tant de preuves, attribue, dans son *Rapport*, le succès de la bataille de Waterloo *à l'assistance cordiale et opportune qu'il avait reçue de l'armée prussienne* (*b*).

Quelques historiens se sont emparés de cet aveu pour revendiquer en faveur du maréchal Blücher tout l'honneur de la victoire. Nous devons, dans l'intérêt de la vérité, protester contre cette injustice. Sans doute, à l'arrivée du corps de Bülow, la position de Wellington était grave; cependant, rien n'autorise à dire qu'elle fût désespérée. Jusque-là ses troupes n'avaient obtenu que des succès. La fortune, il est vrai, pouvait changer, et, suivant toute apparence même, elle se serait déclarée contre les alliés, si Blücher n'avait pas débouché sur la gauche de la position (*c*): mais enfin, si les Prussiens arrivèrent à propos et décidèrent la victoire, on le doit à Wellington plutôt qu'à l'initiative de leur général. Il est certain, en effet, que les opérations du 18 avaient été concertées entre les deux maréchaux. Cela résulte clairement du rapport de Wellington, où il est dit « qu'après l'affaire de Ligny, le lieutenant-colonel Gordon fut envoyé au quartier général prussien pour s'entendre avec Blücher *relativement à la coopération de l'armée anglaise, qui avait ordre de se retirer dans la position en avant de Waterloo.* » Le général Gneisenau,

(*a*) Lettre citée par Le Mayeur.

(*b*) Blücher fut moins généreux; car dans son *Rapport* sur la bataille, il se plaît à constater qu'au moment de l'arrivée des Prussiens, la position de Wellington était très menacée. On trouve à la vérité dans ce *Rapport* un éloge pompeux des troupes anglaises, mais pas un mot en faveur du général qui les avait si admirablement conduites.

(*c*) Chateaubriand, qui était alors à Gand avec Louis XVIII, affirme dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, « que le 18, au matin, avant les premiers coups de canon, le duc de Wellington déclara qu'il pourrait » tenir jusqu'à trois heures, mais que si les Prussiens ne paraissaient » pas, il serait nécessairement écrasé. »



neuf dixièmes du corps de Bülow. Quant aux Français, leurs pertes n'ont pu être déterminées d'une fa-

d'un autre côté, affirme (*a*) que Wellington avait annoncé, le 17, à Blücher, sa résolution d'accepter la bataille, si l'on pouvait l'appuyer avec deux corps, et que le maréchal, en réponse à cette communication, avait promis de venir avec toute son armée (*b*). Il paraît même que le duc avait obtenu l'assurance que ce secours arriverait entre une et deux heures (*c*).

On ne peut donc refuser à Wellington le titre de vainqueur de Waterloo, puisque c'est lui qui arrêta les mesures collectives pour la journée du 18, qui choisit et occupa le champ de bataille, qui dirigea pendant sept heures les opérations tactiques, et qui ordonna l'attaque décisive au moment où les Prussiens, conformément à leurs promesses, débouchèrent sur la droite de l'ennemi. Du reste, pour se convaincre que le génie du duc a présidé à toute la campagne, il suffit de la comparer à celle de 1814, où Blücher joua un rôle important. Que de fautes ont été commises dans cette dernière, et combien peu dans l'autre! A Montmirail, les corps de Sacken, d'York et de Kleist, forts de 40,000 hommes, furent attaqués, battus et jetés au-delà de la Marne par 16,000 Français. Dans le même temps, Blücher, avec 20,000 hommes, était contenu par Marmont, qui n'en avait que 4000, et l'armée de Schwartzenberg, forte de 100,000 combattants, tenue en échec par les corps de Macdonald, Oudinot et Gérard, comptant à peine 18,000 hommes. Napoléon avoue que le souvenir de ces victoires le décida en 1815 à attaquer les alliés avec une armée beaucoup plus faible que la leur.

On a dit que Wellington ne s'attendait pas à vaincre, et qu'il fut étonné du résultat de la bataille (*d*). Ceux qui savent avec quel soin le duc a toujours cherché à mettre de son côté les chances de la victoire, n'accepteront pas ce jugement. Ils verront dans les dispositions mêmes

(*a*) Dans sa *Relation de la bataille de Waterloo*.

(*b*) Voir encore Alison, t. X, p. 464; Gurwood, t. XII, p. 477 et 478.

(*c*) Maxwell dit qu'en acceptant la bataille, Wellington comptait être livré à lui-même au plus pendant quatre heures. (T. III, p. 497.)

(*d*) L'opinion que Wellington avait gagné par hasard la bataille de Waterloo, et qu'il en fut lui-même tout surpris, a été générale en France et s'y trouve encore acceptée par beaucoup de personnes. Nous nous rappelons avoir vu un portrait du général anglais avec ce quatrain qui, sous une forme piquante, rendait une pensée alors très commune :

D'où vient cet air d'étonnement
Sur ce visage où dut briller la gloire?
C'est que le peintre a, maladroitement,
Peint le héros le jour de sa victoire.

çon précise; l'évaluation la plus modérée, celle de Napoléon, les estime à 23,660 hommes, dont 7000 pri-

qu'il avait prises le gage d'un succès qui n'étonna que ses ennemis. Wellington eut si peu l'intention de faire un coup de tête et de finir sa carrière par un désastre éclatant, qu'avant la campagne, et le jour même du dénoûment, il avait écrit à plusieurs personnes pour témoigner de sa confiance inébranlable dans le résultat de la lutte.

On lit en effet dans une lettre du 8 mai, adressée au général Stewart : « Je n'ai rien à dire sur nos opérations défensives, parce que je suis » porté à croire que Blücher et moi nous sommes si bien unis et si forts, » que l'ennemi ne peut pas nous faire beaucoup de mal. Je me trouve au » premier poste. La plus grande partie des forces ennemies est devant » moi, et, *quand je suis rassuré, nul ne doit avoir de crainte.* »

Deux jours après, il écrivait au prince de Metternich : « Il me semble » impossible qu'avec la prudence et les dispositions les plus ordinaires, » nous échouions dans nos opérations militaires. »

Dans la matinée du 18 juin, quand déjà l'armée impériale se déployait pour le combat, le duc adressa à Charles Stuart le billet suivant : « Tranquillisez, je vous prie, les Anglais, si vous le pouvez : qu'ils se » préparent à partir; qu'ils n'y mettent ni précipitation ni frayeur, *car* » *les affaires tourneront bien pour nous.* » Enfin, au moment de monter à cheval, il envoya au duc de Berry une lettre finissant par ces mots : « J'espère, et de plus *j'ai toute raison de croire que tout ira bien* (*a*). »

Ces témoignages sont précieux ; ils font non seulement ressortir l'exagération des Prussiens, qui attribuent à Blücher le succès de Waterloo, mais ils mettent encore en lumière le jugement solide et la froide impassibilité du général anglais.

En face du plus grand capitaine qui ait jamais existé, et d'une armée supérieure sous tous les rapports à celle des alliés, il n'eut qu'une seule crainte, peu sérieuse en elle-même (exprimée dans sa lettre au duc de Berry) : c'est la crainte d'être *tourné par Hal.*

De nombreux témoins oculaires ont attesté que, pendant la bataille,

(*a*) Napoléon paraît avoir eu la même confiance, puisqu'on a trouvé dans ses papiers une proclamation aux habitants de la Belgique et de la rive gauche du Rhin qui devait être publiée après la déroute des alliés. Cette pièce renferme entre autres le paragraphe suivant : « Napoléon est » au milieu de vous; vous êtes dignes d'être Français: levez-vous en » masse, joignez-vous à mes phalanges invincibles pour exterminer le » restant de ces barbares qui sont vos ennemis et les miens. »

« Palais impérial de Laeken, 17 juin 1815. » — Voir MAXWELL, t. III, p. 559.

D'un autre côté, le général Gneisenau, dans sa *Relation officielle de la bataille*, affirme qu'à trois heures, Napoléon avait expédié à Paris un courrier pour annoncer que la victoire n'était pas douteuse.

sonniers. Charras, s'appuyant sur une pièce officielle du ministère de la guerre français, pense que l'armée française perdit en tout 31,000 à 32,000 hommes, dont quatre généraux tués et dix-sept blessés.

A l'aspect de cet affreux désastre, on se demandera sans doute ce qu'était devenu Grouchy, et ce qu'il avait fait des 33,000 hommes que Napoléon lui avait confiés. Nous l'avons laissé, on s'en souvient, au moment où, dans son incertitude sur la marche des Prussiens, il se décida à marcher de Gembloux sur

Wellington ne montra ni embarras ni hésitation (*a*). Presque toutes les personnes de sa suite furent mises hors de combat (*b*), et il y eut un moment où son état-major se trouva réduit à un seul officier. Après la charge décisive qui termina la journée, le duc se tint constamment à la tête des corps avancés, et comme on lui fit observer qu'il ne tarderait pas à être victime de cet empressement, *qu'importe*, dit-il, *la bataille est gagnée, ma vie n'a plus de valeur* (*c*)! Une nature plus vive et plus irritable ne permit pas à Napoléon de conserver ce calme précieux. Il se montra à Waterloo moins actif et moins opiniâtre que son adversaire (*d*). Des Français lui ont même reproché d'avoir abandonné trop tôt la partie (*e*); mais l'histoire impartiale protestera contre cette injustice. Elle dira, en l'honneur du grand homme, qu'il a quitté le champ de bataille un des derniers, et qu'il a voulu mourir d'une manière digne de lui, dans le seul bataillon resté debout...

(*a*) Le général anglais assigna lui-même à chaque régiment sa place de combat et surveilla l'exécution des moindres détails. Il s'est trouvé cependant des auteurs qui ont osé affirmer que, pendant toute la lutte, il s'était mis à l'abri dans un carré d'infanterie.

(*b*) ALISON, t. X, p. 468.

(*c*) Il dit au colonel Harvey : « Let them fire away; the battle is over and my life is of no value now. » Voir ALISON, t. X, p. 473.

(*d*) Gêné par une affection hémorrhoïdale, il resta assis, de onze heures à trois heures, sur une élévation près de Rossomme, d'où il pouvait découvrir tout le champ de bataille. (DE VAULABELLE.)

(*e*) M. de Beauchamp, entre autres, prétend que Napoléon céda à la frayeur et se glissa à travers ses soldats : « Préférant la vie avant tout, » dit-il, l'empereur abandonna ou trahit ceux qui moururent pour lui. » T. IV, p. 343. Il faut pousser la passion bien loin pour accuser de lâcheté un homme tel que Bonaparte!

Sart-lez-Walhain. Ce mouvement était de tout point contraire aux exigences de la situation. Par cela même qu'il avait lieu de croire à une scission de l'armée prussienne, le bon sens lui commandait de s'attacher de préférence à celle des fractions de cette armée dont la direction constituait le plus grave péril. Ce n'était donc pas vers Sart-lez-Walhain qu'il devait se porter en quittant Gembloux, mais bien vers Wavre, et mieux encore vers Mousty, de façon à se poster sur la rive gauche de la Dyle, ce qui eût été le plus sûr moyen de s'interposer entre les Prussiens et les Anglais. Ce mouvement était d'ailleurs le plus convenable dans toutes les hypothèses, même dans celle d'un retour offensif de Blücher sur la ligne d'opération des Français; car si l'armée battue à Ligny se fût en effet retirée du côté de Liège pour se rabattre ensuite vers la chaussée de Charleroi, Grouchy était bien mieux en mesure de l'y prévenir de Mousty que de Sart-lez-Walhain.

Dans tous les cas, il importait que le mouvement fût commencé de très bonne heure, afin que l'on eût le temps de le rectifier s'il était prouvé qu'on s'égarait sur une fausse piste. Les corps de Vandamme et de Gérard avaient pris leurs bivouacs, le premier au nord, le second au sud de Gembloux; le corps de cavalerie d'Exelmans était en avant de Vandamme à Sauvenière. La cavalerie de Pajol et la division d'infanterie Teste étaient restées en arrière au Mazy. Or, tandis que, dans le camp opposé, Bülow levait ses bivouacs à trois heures du matin, Grouchy crut pouvoir différer le départ de ses troupes jusqu'à six heures. Encore Exelmans et

Vandamme ne se mirent-ils en route qu'une heure plus tard, de sorte que Gérard, qui devait suivre, ne partit qu'à huit heures passées. Quant à Pajol et à Teste, ils avaient reçu l'ordre de se porter du Mazy à Grand-Leez pour y attendre de nouvelles instructions. Les chemins détériorés par la pluie et défoncés par le passage du corps de Thielmann retardèrent encore la marche de l'armée. Grouchy la devança et courut à Sart-lez-Walhain où il se mit à interroger les habitants. On lui apprit que, la nuit précédente, de grandes masses prussiennes, que l'on supposait même former toute l'armée, s'étaient trouvées réunies autour de Wavre. Le maréchal n'hésita plus à porter toutes ses forces de ce côté. Il envoya à Pajol et à Teste, arrivés alors à Grand-Leez, l'ordre de se diriger sur Wavre par Tourinnes-Saint-Lambert. Quand Exelmans parut, Grouchy lui ordonna de marcher dans la même direction par Nil-Saint-Vincent, Corbais et la Baraque. Vandamme le suivit.

Vers onze heures et demie, Grouchy déjeûnait chez le notaire Hollert, au hameau des Haïettes, commune de Nil-Saint-Vincent. Il s'entretenait avec le général Gérard, qui venait de le rejoindre, précédant lui-même son corps d'armée. Tout-à-coup ils entendirent le bruit de la canonnade dans la direction du Nord-Ouest. Il ne fut bientôt plus douteux pour personne que Napoléon n'eût attaqué l'armée anglaise vers Mont-Saint-Jean. Gérard voulait qu'on marchât immédiatement au canon; il appuya son parti avec chaleur. Grouchy ne fut pas de cet avis. Il se retrancha derrière ses instructions, qui lui prescrivaient de poursuivre les Prussiens; ceux-ci,

on venait de l'apprendre, étaient concentrés à Wavre; c'était donc bien sur Wavre qu'il fallait se diriger, et l'on remplirait ainsi les intentions de l'empereur bien plutôt qu'en allant lui offrir un appui qu'il ne réclamait point; d'ailleurs, en se portant sur Mont-Saint-Jean, on ne pourrait y arriver qu'assez tard dans la soirée et quand la bataille serait terminée.

Sur ce dernier point, Grouchy ne se trompait pas. « Bien que le conseil de Gérard fût fort sage en lui-même, il faut avouer, dit Jomini, que l'on ne pouvait pas s'en promettre les mêmes avantages que si le mouvement eût été opéré de Gembloux dès le point du jour, et qu'il fût arrivé un peu tard pour être décisif. » En effet, l'état affreux des chemins, le défilé marécageux de la Dyle, l'étroit passage des ponts de Mousty, d'Ottignies ou de Limal eussent nécessairement causé à la marche des Français un retard considérable (1). Mais il faut tenir compte surtout de la résistance de l'ennemi qu'on eût infailliblement rencontré sur la route. Thielmann, posté sur les hauteurs de Bierges, avait reçu l'ordre de suivre Bülow et Pirch I au cas où Grouchy ne se montrerait pas vers Wavre. Si donc l'aile droite française s'était acheminée à midi par Mousty et Ottignies, elle n'aurait pas tardé à se trouver engagée avec les 20,000 hommes de Thiel-

(1) Quand même Grouchy eût suivi le conseil de Gérard, dit Brialmont, il ne serait point arrivé sur le champ de bataille avant sept heures et demie du soir, puisque de Sart-lez-Walhain il y a six lieues et demie de poste, et que les chemins, dans la journée du 18, étaient si mauvais que l'armée prussienne mit neuf heures pour faire les quatre lieues qui séparent Wavre de Mont-Saint-Jean.

mann, ce qui eût forcément suspendu sa marche. Si elle eût voulu déboucher par Limal, elle eût rencontré encore plus promptement ces forces ennemies. D'un autre côté, les colonnes de Pirch I, qui filaient en ce moment sur Lasne, auraient vraisemblablement fait halte en se voyant menacées à revers, et les 2e et 3e corps prussiens réunis auraient empêché Grouchy de pousser plus loin. Pendant ce temps, Bülow et Zieten n'en auraient pas moins joué leur rôle décisif dans les plaines de Waterloo.

Grouchy, après quelques engagements avec des détachements de troupes prussiennes, arriva devant Wavre un peu après trois heures et se trouva en face du gros des forces de Thielmann. Celui-ci prit rapidement ses dispositions pour se défendre. La brigade Borcke fut chargée de garder Wavre et Basse-Wavre ; la brigade Stülpnagel s'établit au village et au moulin de Bierges ; les brigades Kempten et Luck furent placées en réserve derrière Wavre des deux côtés de la route de Bruxelles ; la réserve de cavalerie du général van Hobe se forma en colonnes vers la Bawette, au nord-ouest de la ville. Il faut ajouter à ces corps de troupes un assez fort détachement du corps de Zieten, aux ordres de Stengel, qui avait été préposé à la garde du pont de Limal. Grouchy fit sans retard ses préparatifs d'attaque : à droite, Exelmans, renforcé à cet effet d'un bataillon de Vandamme, fut chargé d'emporter le pont de Basse-Wavre ; au centre, la division Habert, du 3e corps, reçut l'ordre d'enlever le faubourg et les ponts de Wavre ; à gauche, la division Lefol, également du corps Vandamme, fut dirigée

contre le pont du moulin de Bierges; le corps de Gérard, arrivant à peine, fut destiné à servir de réserve; quant aux ponts de Limal et de Limelette, Grouchy se contenta de les faire observer par la cavalerie de Vallin, en attendant la venue de Teste et de Pajol, rappelés de Tourinnes-Saint-Lambert.

Tandis que ces dispositions s'exécutaient, Grouchy recevait la lettre, datée de dix heures du matin, par laquelle Napoléon lui prescrivait de diriger ses mouvements sur Wavre. Il en conclut que l'attaque qu'il méditait était parfaitement conforme aux intentions de l'empereur et en donna le signal à quatre heures. Habert enleva, après une vigoureuse résistance, le faubourg de Wavre et les deux ponts de pierre; mais, à gauche, Stülpnagel résista à tous les efforts de Lefol, puis de Gérard, qui ne réussirent pas à se rendre maîtres du pont de Bierges; à droite, Exelmans ne fut pas plus heureux, et le pont de Basse-Wavre resta au pouvoir de l'ennemi.

Les choses en étaient là, lorsque, vers 7 heures, arriva une seconde dépêche de Napoléon; c'était celle que Soult avait écrite à une heure de l'après-midi, et dans laquelle l'empereur recommandait à son lieutenant « de manœuvrer sans perdre un instant pour écraser Bülow. » Alors Grouchy commença à entrevoir la réalité; il renonça à son attaque de front et résolut d'aller franchir la Dyle au-dessus de Bierges, ce qu'il aurait dû faire plus tôt. Vandamme reçut en conséquence l'ordre d'entretenir le combat depuis Basse-Wavre jusqu'à Bierges, et le reste des troupes se porta sur Limal. L'aile droite prussienne fut repoussée jusqu'à la pointe orientale du bois de Rixensart. Le combat ne cessa qu'à onze heures du soir.

Pendant la nuit. la nouvelle du triomphe de Waterloo fut apportée à Wavre par une reconnaissance de cavalerie que Thielmann avait poussée du côté de Chapelle-Saint-Lambert. Le combat reprit dès le matin et se poursuivit avec des alternatives diverses. Grouchy ignorait toujours l'issue du combat engagé dans les plaines de la Belle-Alliance; Thielmann venait de recevoir une dépêche de Blücher confirmant la nouvelle de la déroute des Français et annonçant que le corps de Pirch I était envoyé sur Namur pour couper toute retraite à Grouchy. Mais les Français parvinrent à se rendre maîtres du bois de Rixensart et du village de Bierges. Thielmann se résigna à ordonner la retraite sur Louvain, comptant bien que cette retraite se changerait en poursuite, dès que Grouchy connaîtrait la vérité.

Le maréchal n'avait pu l'apprendre encore; au contraire, voyant que l'ennemi lui laissait le champ libre, il se reprit à espérer que l'armée prussienne avait opéré sa retraite sur Louvain ou Bruxelles et que Napoléon était lui-même à la poursuite des Anglais. En conséquence, il s'apprêtait à marcher droit au nord-ouest pour rejoindre l'empereur lorsque survint, à onze heures, l'officier expédié, dans la nuit, des Quatre-Bras; cet officier, on se le rappelle, n'était porteur d'aucun ordre; il ne pouvait que faire connaître l'étendue du désastre et ajouter que les débris de l'armée impériale se retiraient sur la Sambre, poursuivis l'épée dans les reins par la cavalerie ennemie.

Grouchy rassembla aussitôt ses principaux généraux, et ils décidèrent de regagner la France par

Namur et Givet. A cet effet, Grouchy envoya en avant Exelmans pour occuper Namur. Il divisa ensuite ses troupes en deux colonnes, l'une sous son commandement, l'autre sous celui de Vandamme. La première colonne, composée des troupes de Gérard, devait se diriger par Mont-Saint-Guibert, Gentinnes et Sombreffe. La seconde, formée du corps de Vandamme, de celui de Teste et de la division de cavalerie Soult, devait s'acheminer par Nil-Saint-Vincent et Gembloux. Le jour même du 19, Grouchy atteignit Sombreffe, et Exelmans Namur; Vandamme ne parvint qu'à Gembloux. Il ne furent inquiétés nulle part, et ce ne fut que le lendemain qu'ils rencontrèrent les ennemis envoyés à leur poursuite.

Pirch I, parti pendant la nuit du 18 pour poursuivre les vaincus, était allé franchir la Dyle à Bousval, et, le lendemain 19, il était arrivé à Mellery vers onze heures du matin; mais il s'y était arrêté et y avait passé la nuit suivante. Ce ne fut que le lendemain 20, qu'il apprit, vers cinq heures du matin, que la veille, dans l'après-midi, le corps français de Gérard avait passé par Gentinnes se dirigeant sur Sombreffe. Il se mit alors à sa poursuite, et son avant-garde atteignit à Temploux, vers quatre heures après-midi, l'arrière-garde ennemie.

Quant à Thielmann, il avait, avons-nous dit, battu en retraite, le 19, vers onze heures du matin, dans la direction de Louvain. Arrivé à Rhodes-Sainte-Agathe, il s'y était arrêté et y avait passé la nuit. Le lendemain, il prit la trace du corps de Vandamme, et, vers quatre heures et demie, sa brigade d'avant-garde rencontra à Rhisnes l'arrière-garde de ce corps.

La mollesse de la poursuite facilita la retraite de l'aile droite française. Après une lutte de peu d'importance, le corps de Gérard et celui de Vandamme continuèrent leur marche par Namur, Dinant et Givet.

Napoléon avait de son côté repassé, en fugitif, la frontière qu'il avait franchie à la tête de sa belle armée cinq jours auparavant. Il s'arrêta un instant à Laon pour conférer avec ses familiers sur le parti qu'il convenait de prendre. Pour lui, il inclinait à rassembler sur l'Aisne les forces dont il pouvait encore disposer pour défendre pied à pied le territoire français; mais des conseillers, à bout de fidélité, lui représentèrent que sa présence était plus nécessaire dans la capitale qu'à la tête de ses troupes. Napoléon céda à leurs instances, espérant obtenir de la Chambre des pouvoirs extraordinaires, c'est-à-dire la dictature, unique moyen de salut, à ses yeux. Il ne tarda pas à être cruellement détrompé. La Chambre, menée par Fouché, ne songeait plus qu'à se défaire de lui, et, son audace croissant avec les hésitations de l'empereur, elle exigea l'abdication, en menaçant de la déchéance. Le 22 Juin, Napoléon se résigna à abdiquer en faveur de son fils. A la Malmaison, où on le relégua, commença pour lui l'exil; tout le monde l'abandonna pour ne pas se compromettre davantage vis-à-vis du seul régime possible, celui des Bourbons, dont Fouché et ses collègues du gouvernement provisoire préparaient ouvertement la restauration. Bientôt d'ailleurs, l'approche des armées ennemies et de vagues menaces d'assassinat forcèrent l'empereur détrôné à songer à sa sécurité personnelle; il

s'achemina vers Rochefort, dans le dessein de gagner l'Amérique. Mais, sur le point de s'embarquer, il hésita, temporisa de nouveau, comme s'il eût attendu qu'on le rappelât, jusqu'à ce qu'enfin, le fort étant bloqué par des navires anglais, il prit la résolution de se livrer lui-même à l'ennemi et de faire appel à sa magnanimité. Le 13 août, il écrivit au prince-régent la lettre bien connue : « Altesse royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique. Je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse royale, comme du plus puissant, du plus constant, du plus généreux de mes adversaires. »

Pendant ce temps, grâce à la décision et à l'énergie de Blücher, la guerre avait été menée rapidement à son terme. Dès le 21 juin, l'armée prussienne était entrée en France, se dirigeant sur Paris. Les 20,000 fuyards de Waterloo, rassemblés sur l'Aisne par le major général Soult, étaient hors d'état de résister à l'invasion, même après leur jonction avec les 30,000 hommes que ramenait Grouchy. Blücher ne jugea pas même utile de troubler sérieusement leur retraite, et, le 29, son avant-garde parut devant Paris. De son côté, le nouveau gouvernement provisoire ne songeait à rien moins qu'à résister, et les quelques combats qui eurent lieu sur la rive gauche de la Seine, entre les Français et les Prussiens cherchant à tourner et à envelopper la capitale, furent livrés presque malgré lui.

Le 3 juillet, il signa une convention qui ouvrit,

pour la seconde fois, la capitale de la France aux armées alliées; elles y firent leur entrée, le 7 juillet, tandis que les troupes françaises, conformément aux termes de la convention, se retiraient derrière la Loire. Quant aux corps qui gardaient les frontières de l'Est, ils n'étaient pas de force à arrêter les Autrichiens et les Russes qui franchissaient en même temps les Alpes et le Rhin. Seules, quelques places fortes opposèrent une résistance qui ne pouvait, qui ne devait point se prolonger bien longtemps.

La reddition de Paris ayant tranché la question militaire, la question politique fut bien vite résolue. La solution qu'elle reçut nous invite à faire un retour en arrière pour nous transporter à Gand, auprès de la cour du roi Louis XVIII, le jour de la bataille de Waterloo. La panique y fut d'abord à son comble. Le duc de Berry avait écrit qu'on prévoyait la défaite des alliés et que l'ordre de la retraite était donné. Le comte d'Artois, venant de Bruxelles, confirma d'Alost la funeste nouvelle. Bientôt on annonça que les armées alliées étaient battues et que Napoléon faisait son entrée à Bruxelles. Dans l'hôtel du comte d'Hane, règnait une angoisse indescriptible. Les Gantois le savaient; ils le virent aux mines sombres et affligées des gens qui entraient dans l'hôtel ou en sortaient et à la figure du roi lui-même, qui, dans sa brûlante impatience d'apprendre des nouvelles plus précises, apparaissait sans cesse aux fenêtres, comme s'il eût cherché à lire sur la physionomie des passants le sort qui lui était réservé. On était sur le point de partir, quand, le 19 au matin, arriva une dépêche officielle de Wellington, annonçant le désastre des

armées impériales. Dans la journée, la nouvelle fut confirmée par l'arrivée de lord Sommerset, envoyé spécialement par le général anglais. Quelle allégresse au numéro 63 de la rue des Champs! Non seulement le roi et sa famille, non seulement ses conseillers et serviteurs furent au comble du bonheur; le peuple de Gand manifesta aussi sa joie et se félicita de l'heureuse fin de l'inhumaine odyssée du grand empereur. *Een Belge te Gent*, « un Belge à Gand » se fit sur-le-champ l'interprète des sentiments populaires dans une poésie reproduite par la *Gazette van Gent* dans son numéro du 22 juin :

Juich, Neerland! Juich, Europa! Verheft uwe vreugde stemmen!
Jubile, Néerlande! Jubile, Europe! Elève tes voix d'allégresse, etc. etc.

Le roi quitta la ville de Gand le 22 juin, après un séjour de trois mois. Il remit une somme d'argent à l'autorité communale pour être distribuée aux pauvres de la ville. Les domestiques qui avaient été à son service reçurent de larges gratifications. Louis XVIII témoigna toute l'étendue de sa gratitude aux hôtes qui l'avaient princièrement reçu dans leur somptueuse demeure. Dans l'hôtel du dernier comte d'Hane, mort récemment à Bruxelles, on montrait avec orgueil le magnifique service d'argenterie que le roi donna au comte Jean-Baptiste en souvenir de son hospitalité. Cette argenterie, remplissant un immense dressoir, porte sur chacune de ses pièces cette inscription gravée en creux : « Donné par le roi de France en 1815. » Louis XVIII y avait fait graver en outre les armes de la famille d'Hane-Steenhuyse. En même temps que ce service d'argenterie, le roi offrit à son hôte un autre service

en porcelaine de Sèvres sur chaque pièce duquel se retrouve la même inscription au-dessus des armoiries de la famille. Un peu plus tard, Louis XVIII écrivit au comte d'Hane la lettre suivante, composée de neuf lignes dont nous reproduisons le texte dans toute son exactitude :

« Paris, le 25 juillet 1815.

» Je suis très sensible, Monsieur le comte, aux félicitations que vous m'adressez à l'occasion d'un événement auquel je ne doutais pas que vous ne prissiez la part la plus vive. J'en avais pour garant les sentiments dont vous m'avez donné tant de preuves pendant mon séjour à Gand. Soyez persuadé que je n'oublierai jamais vos soins, votre attentive hospitalité, ni le touchant intérêt dont j'ai recueilli de si touchants témoignages dans le département dont l'administration vous est confiée. C'est une assurance que je me plairai toujours à vous réitérer, ainsi que celle de la parfaite estime que vous m'avez inspirée.

LOUIS » (1).

Parti de Gand, le roi passa à Mons, le 22, et fut, le 26, à Câteau-Cambrésis, d'où il lança la proclamation commençant par ces mots : « J'apprends qu'une porte de mon royaume est ouverte, et j'accours. J'accours pour ramener mes sujets égarés, pour adoucir les maux que j'avais voulu prévenir, pour me placer une seconde fois entre les armées alliées et les Français, dans l'espoir que les égards dont je peux être l'objet tourneront à leur salut... » Cet espoir se réalisa, et Louis XVIII reprit possession de son trône, le 8 juillet. Aux termes du traité de paix, signé à Paris, le 20 novembre, la France garda, comme en 1814, ses frontières de 1790, à l'excep-

(1) Ces détails, avec ceux que nous donnons p. 183 et suiv., peuvent utilement, pour le bon renom de l'hospitalité belge, être mis en contraste avec les racontars de Charlotte de Sor.

tion des places et territoires de Philippeville, de Mariembourg et de Bouillon donnés aux Pays-Bas, de Sarrelouis et de Landau pris par la Prusse, d'une partie du pays de Gex qui passa à la Suisse et enfin de la Savoie rendue au roi de Sardaigne. En outre, une indemnité de guerre de sept cents millions, payables en cinq ans, fut imposée à la France, et il fallut qu'elle se fît à l'idée de recevoir et d'entretenir dans ses forteresses du Nord et de l'Est, pendant ce laps de temps, une armée d'occupation mixte de 150,000 hommes. La Belgique fut définitivement réunie à la Hollande pour former le royaume des Pays-Bas.

Quant à Napoléon, on sait le résultat de son appel à la générosité du gouvernement et du peuple anglais : il fut relégué à l'île de Sainte-Hélène, où il devait mourir cinq ans après. Pendant qu'il se consumait sur son rocher désert, en butte à toutes les vexations de son geôlier Hudson Lowe, une seule voix s'éleva pour faire appel, en faveur de l'illustre exilé, à l'humanité des nations qui, après quinze ans de luttes sanguinaires, avaient dompté enfin et tenaient cruellement enchaîné ce superbe géant. Ce fut la voix du saint et magnanime Pontife, qui excusait les fautes pour ne se souvenir que des bienfaits. Resté toujours sous le charme que lui inspirait le grand empereur, Pie VII, dit M. d'Haussonville, avait gardé ses illusions sur les dispositions héroïques et, suivant lui, sincèrement chrétiennes de celui qui avait été son persécuteur, mais avec lequel il avait signé le concordat. Tandis que Napoléon dictait, au fond de son exil, des notes pleines d'orgueil et savourait méchamment le plaisir d'énu-

mérer les pièges qu'il avait tendus et les humiliations qu'il avait imposées au Saint-Père, voici la lettre touchante, qu'en 1817, l'ancien captif de Savone adressait à Consalvi au sujet du malheureux prisonnier de Sainte-Hélène :

« La famille de Napoléon nous a fait connaître par le cardinal Fesch que le rocher de Sainte-Hélène est mortel, et que le pauvre exilé se voit dépérir à chaque minute. Nous avons appris cette nouvelle avec une peine infinie, et vous la partagerez sans aucun doute, car nous devons nous souvenir tous les deux, qu'après Dieu, c'est à lui principalement qu'est dû le rétablissement de la religion dans ce grand royaume de France. La pieuse et courageuse initiative de 1801 nous a fait oublier et pardonner depuis longtemps les torts subséquents. Savone et Fontainebleau ne sont que des erreurs de l'esprit ou des égarements de l'ambition humaine. Le concordat fut un acte chrétiennement et héroïquement sauveur. La mère et la famille de Napoléon font appel à notre miséricorde et générosité; nous pensons qu'il est juste d'y répondre. Nous sommes certain d'entrer dans vos intentions en vous chargeant d'écrire de notre part aux souverains alliés et notamment au prince régent. C'est votre cher et bon ami, et nous entendons que vous lui demandiez d'adoucir les souffrances d'un pareil exil. Ce serait pour notre cœur une joie sans pareille que d'avoir contribué à diminuer les tortures de Napoléon. Il ne peut plus être un danger pour quelqu'un; nous désirerions qu'il ne fût un remords pour personne. »

Les exigences de la vérité historique nous ont

rendu forcément sévère pour l'empereur Napoléon; mais nous ne pouvons oublier que le premier consul Bonaparte fut, entre les mains de la Providence, l'homme de génie appelé à reconstituer la société moderne sur les ruines de la révolution. Belges et catholiques, attachés fermement aux libertés et à l'indépendance de la Patrie et de l'Eglise, nos ancêtres ont dûrement souffert sous le joug d'une ambition despotique. Belges et catholiques, ils ont voué un culte de reconnaissance et de respect au restaurateur des autels détruits et de l'ordre social ébranlé. En face de tant de bien accompli et de tant de mal causé, nous ne pouvons mieux terminer notre récit qu'en citant les paroles si touchantes et si élevées du saint Pontife Pie VII. Souvenons-nous en même temps de la fière et courageuse attitude déployée en maintes circonstances par nos ancêtres et nos prélats, en face de la toute-puissance du maître terrible qui dominait, écrasait toutes les volontés. Si les temps à venir réservent à l'Eglise ou à la Patrie de nouveaux combats, quels que soient les ennemis à vaincre et les luttes à soutenir, nous trouverons dans le passé de notre glorieux pays de nobles exemples et de puissants enseignements : *Majores et posteros cogitate.*

IRES DE 1815

Légende

Route

Chaussée romaine

Chemin

Linden
Lubbeek
Binkom
Pellenberg
Corbeek-Loo
Kerkom
Lovenjoul
Bautersem
Vertryck
Roosbeek
Neervelp
Willebringen
Opvelp
Tirlemont
Oirbeek
Meldert
Beauvechain
Bost
Hougaerde
L'Écluse
Gossoncourt
Zétrud-Lumay
Lumay
St Remy-Geest
Melin
St Jean-Geest
Jodoigne
Lathuy
Piétrain
Roux-Miroir
Jodoigne-Souv^{e}
Dongelberg
Incourt
Huppaye
Jauchelette
Opprebais
Glimes
Bomal
M^{te} Wastines
Mont-St-André
Thorembais-les-Béguines
Geest-Gérompont
Ramillies-Offus
Orbais
Orsmael-Gussenhoven
Hackendoven
Overhespen
Neerhespen
Wanghe
Elixem
Esemael
Neerlanden
Laer
Neerwinden
Attenhoven
Rumsdorp
Landen
Neerheylissem
Overwinden
Opheylissem
Linsmeau
Racour
Wamont
Walsbetz
Wezeren
Noduwez
Pellaines
Marilles
Orp-le-Grand
Lincent
Énines
Grand-Hallet
Bertree
Avernas-le-Bauduin
Jauche
P^{t} Hallet
Wansin
Poucet
Jandrain-Jandrenouille
Autre-Église
Folx-les-Caves
Thisnes
Crehen
Hannut
Merdorp
Villers-le-Peuplier
Liége
Falaën
Sommière
Thynes
Bouvignes
Achêne
DINANT
Sorinne
Weillen
Serville
Gerin
Anseremme
Foy-N.D.
Conneux
Onhaye
Dréhance
Celle
Hastière-Lavaux
Furfooz
Hastière-par-de-là
Falmignoul
Custinne
Waulsort
Hulsonniaux
Hermeton-s/Meuse
Falmagne
Blaimont
Houyet
Gochenée
Lesse Riv.
Hermeton R^{au}
L'Iwoigne R^{au}
Grande Gette
Petite Gette

26-1-94-D.pm.

30 kilomètres

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

4

Du même auteur :

SOIXANTE-DIX ANS D'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE BELGIQUE (1804-1815). In-8, 4me édition, précédée d'une lettre de Mgr De Haerne et d'une préface de M. Woeste. fr. 4.00

Pour paraître prochainement :

MODAVE, sa seigneurie et son église, avec notices détaillées sur ses principaux seigneurs : MARCHIN ; FURSTENBERG ; Bon ARNOLD DE VILLE, *constructeur de la machine de Marli ;* BERLAYMONT ; MONTMORENCY ; et nombreux extraits inédits de leurs papiers et correspondance. In-4, illustré de nombreux portraits et gravures.



